

travers champs
a

Antoinette HALLAIRE

Paysans montagnards du Nord-Cameroun

Les monts Mandara



ORSTOM
Editions



La nouvelle collection *à travers champs*, publiée par les éditions de l'ORSTOM, témoigne des mutations que connaissent aujourd'hui les sociétés rurales et les systèmes agraires des pays tropicaux.

Les études relèvent souvent des sciences sociales, mais les pratiques paysannes sont également éclairées par des approches agronomiques.

Les publications s'organisent autour d'un thème ou s'appliquent à des espaces ruraux, choisis pour leur caractère exemplaire.

Jean BOUTRAIS

Directeur de la collection

déjà parus dans la collection à travers champs

Le risque en agriculture - Collectif

Éditeurs scientifiques : Michel Eldin et Pierre Milleville.

La mutation d'une économie de plantation en basse Côte-d'Ivoire

Jean-Philippe Colin.

Les charrues de la Bagoué

Jacqueline Peltre-Wurtz et Benjamin Steck.

à paraître

Sous l'empire du cacao. Étude diachronique de deux terroirs camerounais
Christian Santoir.

Paysans montagnards du Nord-Cameroun

Les monts Mandara

Crédit photos

S'il n'y a pas d'indication d'auteur, les photographies sont des clichés d'Antoinette Hallaire.

Maquette de couverture : Michèle Saint-Léger

Fabrication et coordination : Catherine Guedj

Correcteur : Charles H.-A. Masson

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© ORSTOM 1991

ISSN : 0998-4658

ISBN : 2-7099-1028-4

Paysans montagnards du Nord-Cameroun

Les monts Mandara

Antoinette Hallaire

Éditions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Collection 

Paris 1991

Cet ouvrage est consacré aux paysans des monts Mandara, à leurs conditions de travail et de vie. Habitant une région montagneuse située au nord du Cameroun en bordure du Nigeria, ils forment un ensemble important — environ 400 000 personnes —, et bien typé. Fortement marqués par le milieu accidenté auquel ils ont dû s'adapter, plus ou moins coupés dans le passé des plaines voisines du fait du contexte historique, ils se distinguent à maints égards des populations qui les entourent.

La caractéristique la plus connue des paysans des monts Mandara est leur retard à s'intégrer dans la civilisation moderne. Au temps de la colonisation, ils ont été difficiles à soumettre, et il a fallu attendre 1940 pour pouvoir remplacer l'encadrement militaire par une administration civile. Après l'Indépendance, en 1960, des mesures autoritaires ont été prises, notamment pour les inciter à quitter leur habitat de montagne, leur état qualifié de « primitif » étant particulièrement mal ressenti par les dirigeants camerounais. Malgré les profonds bouleversements intervenus au cours de ces trois dernières décennies, ils sont encore aujourd'hui en retard par rapport au reste du Cameroun. C'est chez eux qu'on trouve les plus faibles taux de scolarisation et d'urbanisation, les plus faibles revenus monétaires.

Ce n'est pas par sclérose ou immobilisme qu'ils ont manifesté une certaine résistance au changement, mais par refus de renoncer à la civilisation qui leur est propre. C'est là le deuxième aspect qui les caractérise : on trouve chez eux, à un point devenu rare en Afrique, des sociétés peu déstructurées formées de communautés villageoises ayant conservé une part de leur organisation sociale, de leurs croyances, de leurs valeurs. Ces valeurs, que beaucoup de sociétés dites développées pourraient leur envier, sont notamment le sens des solidarités, du sacré, de la fête, de la responsabilité personnelle, l'amour du travail bien fait et une vitalité qui se traduit notamment par leur dynamisme démographique.

Ce sont par ailleurs d'authentiques paysans. Depuis plusieurs siècles — et non pas seulement depuis la conquête peul du début du XIX^e siècle comme on l'avait cru tout d'abord —, leurs ancêtres ont vécu dans ces zones accidentées. De ce vieil enracinement résulte une adaptation fine de leur agriculture au milieu naturel. Or, celui-ci n'est pas homogène. Du nord au sud, les conditions climatiques changent, les formes du relief et leur agencement diffèrent. En outre, les densités humaines, les héritages du passé, sont loin d'être uniformes. D'où finalement une grande diversité des réponses apportées par les groupes en présence, d'un secteur à l'autre de la montagne.

C'est ce dialogue de l'homme et de son milieu qui est l'objet de ce travail. La combinaison des faits qui traduisent cette relation s'organise et prend son sens au sein d'un système agraire (appelé également système de production ou système productif agricole)¹ qui fonctionne comme un tout, se reproduit, s'autorégule, se transforme.

Le système agraire comporte deux principaux aspects, deux sous-systèmes, l'un plus technique et agronomique, l'autre plus économique et social. C'est d'une part le système agricole, combinaison des diverses productions végétales et animales et des techniques utilisées (outillage, aménagements agraires, rotations, jachères, engrais...), d'autre part le système d'exploitation qui concerne le mode de fonctionnement des unités de production, les exploitations agricoles.

La première partie de cet ouvrage concerne l'ensemble de la région : les grands traits du relief et du climat, les populations et certains aspects spécifiques de leur civilisation, les faits d'élevage, qui demandaient à être traités globalement. L'étude de systèmes agraires est ensuite abordée. Une deuxième partie est consacrée à la région du nord qui se démarque du reste des monts Mandara à cause de ses très fortes densités ; une troisième partie s'intéresse à la zone centrale des plateaux, entourée de hauteurs ; enfin une quatrième partie est axée sur l'extrémité sud.

L'information a été recueillie essentiellement à partir d'enquêtes monographiques au niveau du terroir, c'est-à-dire d'une communauté de base et de son espace (fig. 1, p. 8). Deux études, Hodogway et Magoumaz² publiées dans la collection de l'*Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, servent de base aux chapitres consacrés au nord des monts Mandara. Cinq autres monographies, plus cursives mais également fondées sur la représentation au moins partielle du parcellaire, ont été menées sur le reste des Mandara, moins connu et plus hétérogène : Sir et Bamguel pour la zone centrale des plateaux, Dogoy, Maboudji et Ainoro pour le sud. À partir de ces points d'ancrage et compte tenu des résultats observés, de nombreuses et rapides enquêtes comparatives ont été menées sur l'ensemble de la région. Les études de terroir permettent d'analyser les paysages agraires, de comprendre comment ils se structurent en fonction du milieu physique et de l'habitat. Elles apportent en outre un certain nombre de données chiffrées : surfaces d'exploitation, surfaces par actif, rapports entre types de culture. Elles n'ont cependant pas la prétention de fournir des moyennes statistiquement valables, étant donné leur petit nombre. Les chiffres trouvés ne sont qu'une donnée parmi les autres, permettant de mieux comprendre les mécanismes. Intégrés dans un ensemble, ils peuvent avoir une valeur indicative permettant la comparaison entre systèmes.

Ce travail, essentiellement qualitatif, ne répond sans doute pas aux exigences de la planification économique. Mais les actions de développement n'abou-

1. La terminologie n'est pas unifiée entre les diverses disciplines qui utilisent cette notion (géographie, économie, sociologie, agronomie), ni même à l'intérieur de ces disciplines. L'expression « système de production » tend actuellement à s'imposer, celle de « système agraire » traduit mieux la prise en compte de la composante spatiale, spécifique de la géographie.
2. A. HALLAIRE, 1971 ; J. BOULET, 1975. Une troisième étude, parue dans la même collection, à Bozo-Wazan (J. BOUTRAIS, 1987) a été publiée trop tard pour pouvoir être prise en compte ici.

tissent-elles pas dans bien des cas à des échecs parce qu'elles sont trop souvent fondées sur des moyennes abstraites, sans prendre en compte les situations réelles, leur épaisseur humaine ? Les questions posées par le développement doivent d'autant plus retenir l'attention qu'une partie des populations arrive difficilement à couvrir ses besoins et que le milieu est fragile. Elles seront examinées en fonction de la diversité des situations en présence, et des changements observés sur une période d'une vingtaine d'années.

Les premières enquêtes ont été entreprises en 1966-67. À cette époque, l'économie monétaire commence à s'implanter, la descente de l'habitat au pied des zones accidentées est déjà bien entamée. Les systèmes agraires mis en place par les populations se sont adaptés aux conditions nouvelles. Au cours des deux décennies suivantes, l'évolution se poursuit, affectant différemment les diverses parties des monts Mandara. Les pressions exercées auprès des populations, ici pour qu'elles cultivent le coton, ailleurs pour qu'elles adoptent l'islam, se font vives et ne se relâcheront qu'après 1980, avec le changement de direction politique du pays. Nous avons observé ces transformations non par un suivi au sens strict, mais par des contacts répétés jusqu'en 1986. La connaissance approfondie d'un certain nombre de terroirs et la mise en confiance de leurs habitants nous ont permis de constater, au fil des temps, les changements intervenus et de noter les réactions des paysans.

Ce travail n'a été possible que grâce à de nombreux concours. Nous tenons à remercier ici P. PÉLISSIER et G. SAUTTER, qui ont donné leur impulsion aux recherches de géographie agraire à l'ORSTOM et qui ont encouragé notre projet, nos collègues de l'ORSTOM, G. PONTIÉ, qui a suivi et facilité toutes les étapes de ce travail, J. BOUTRAIS et G. SAVONNET, qui ont relu le manuscrit, et les anthropologues travaillant sur la région, notamment V. DE COLOMBEL, J.-F. VINCENT et Ch. VON GRAFFENRIED, avec qui les échanges ont été fructueux.

Nous remercions les autorités scientifiques et administratives du Cameroun, qui se sont intéressées à notre recherche et nous ont donné accès aux documents et statistiques disponibles. Notre reconnaissance va enfin à notre collaborateur Sakon RHEKANG, dont le dévouement et la compétence ont été précieux, et à tous les paysans qui n'ont pas seulement répondu à nos questions, mais nous ont manifesté leur chaleureuse amitié, et à qui nous nous efforcerons, au cours des pages qui suivent, de donner au maximum la parole.

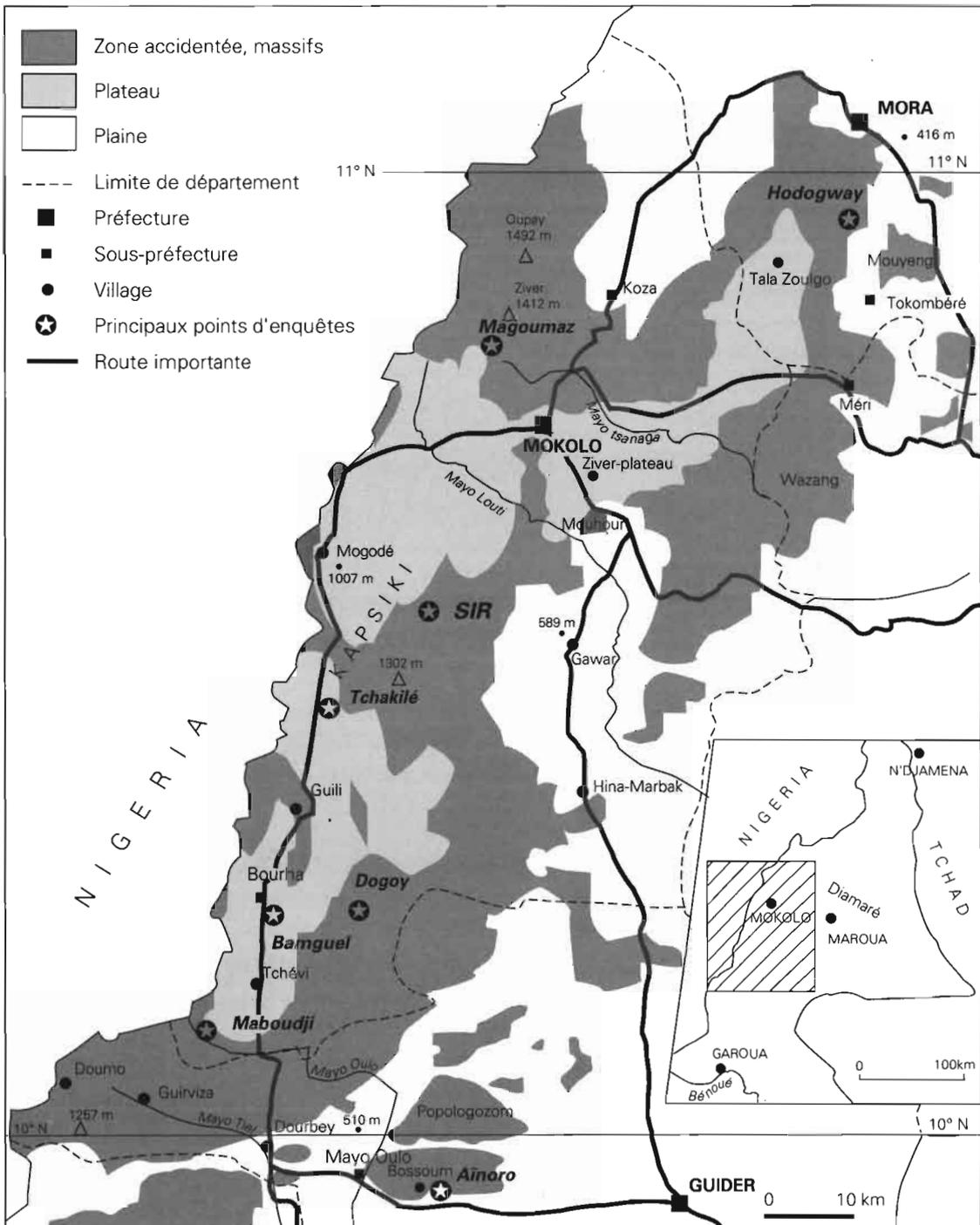


Figure 1
Les monts Mandara.

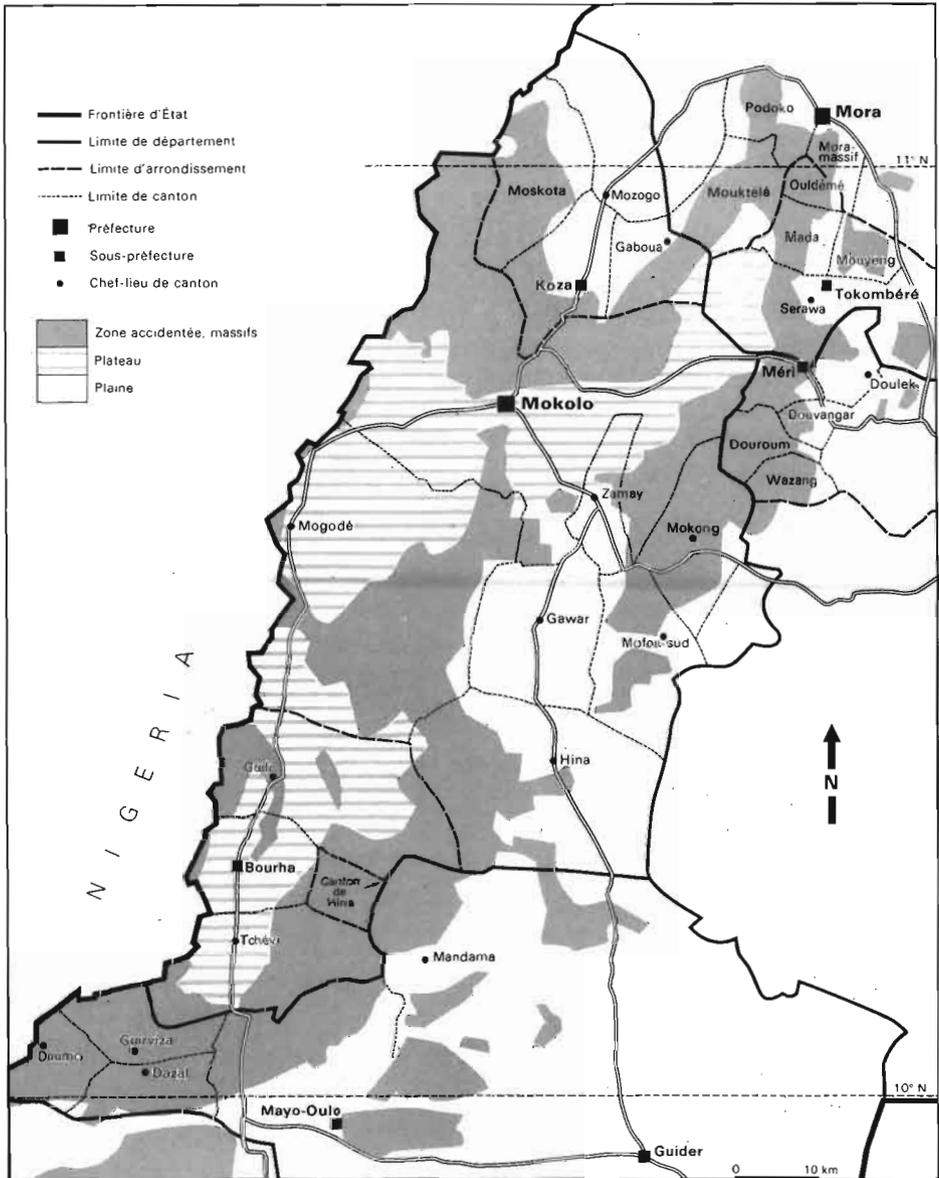


Figure 2

Les monts Mandara.

Carte administrative.

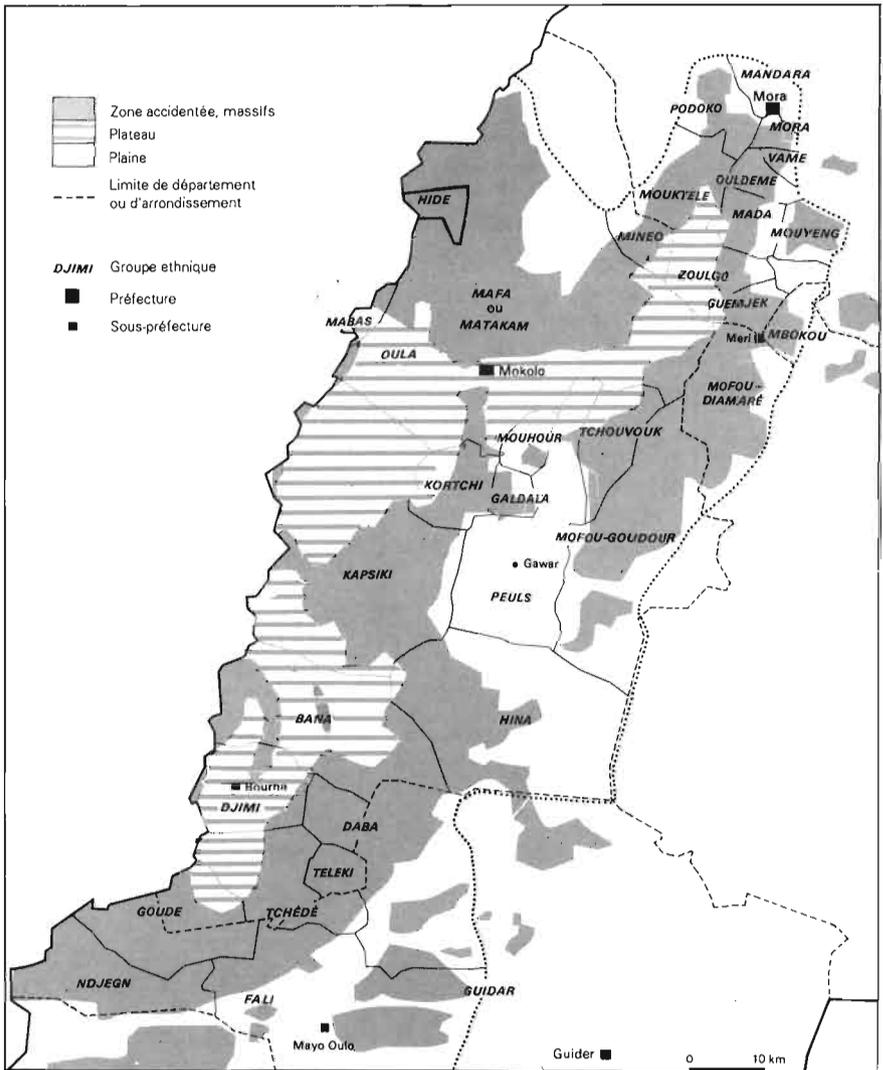


Figure 3
Groupes ethniques.

Pour faciliter la lecture, et compte tenu de la multiplicité des langues en présence, l'emploi des termes vernaculaires a été évité (sauf parfois pour les études de terroirs où l'on trouvera leurs définitions). Mais nous avons utilisé quelques mots des langues véhiculaires, essentiellement le *fulfuldé*, d'usage courant au Nord-Cameroun :

- . *fulfuldé* : langue des Peul ;
- . *gabak* : bande de tissu en coton, large de 4 à 8 cm ;
- . *lamidat* : territoire dépendant d'un *lamido* ;
- . *lamido* : chef peul ; titre donné aujourd'hui aux chefs de canton peul ou islamisés ;
- . *maray* : fête du taureau (terme matakam) ;
- . *mayo* : cours d'eau, fleuve ;
- . *tchekeljé* : cucurbitacée cultivée au sud des monts Mandara.

Le mot « mil » utilisé dans cet ouvrage correspond à l'ensemble sorgho et mil pénicillaire, un terme global s'avérant nécessaire. Pour distinguer les grands types de sorgho, nous avons adopté les appellations suivantes :

- . *tchergué* : sorgho spécifique des zones montagneuses ; ce terme mandara recouvre une multitude de variétés, aux cycles végétatifs variables ;
- . *djigari* : sorgho rouge, plus exigeant et à cycle végétatif plus court que le *tchergué*, généralement cultivé sur les plaines de bordure et les plateaux ;
- . *yolobri* : sorgho blanc à cycle végétatif long, emprunté aux Peul des plaines voisines ;
- . *mousskouari* : sorgho repiqué en début de saison sèche.

Les francs dont il est fait mention sont des francs CFA correspondant à 0,02 francs français.

Comme l'administration camerounaise, nous avons adopté pour la transcription des noms propres les usages de la langue française : le son [u] est transcrit par la graphie ou et non u, le g n'est dur que devant les voyelles a, o et u.

Les caractères généraux des monts Mandara

C'est le milieu naturel qui donne son unité à la région. Sont présentés ici les grands traits du relief, les caractéristiques du climat et les problèmes liés à l'eau. Les sols et la végétation ont également leur spécificité, mais ils seront examinés dans les chapitres consacrés aux structures agraires avec lesquelles ils sont intimement liés.

Les trois grands types de relief

Les monts Mandara forment une longue chaîne orientée NNE-SSO. Morceau surélevé du socle précambrien, ils sont formés de granites, de granites d'anatexie et d'anatexites, affleurant en longues bandes dont la direction, comme celle du relief, est NNE-SSO³.

Ils présentent trois grands ensembles de relief, en disposition concentrique et allongée :

- au centre, une succession de plateaux ;
- des zones fortement accidentées qui les dominent et les entourent de tous côtés et qui retombent par des versants raides sur les plaines du pourtour ;
- enfin, une zone périphérique constituée par les bordures de plaine et leurs inselbergs, massifs-îles détachés de l'ensemble montagneux proprement dit.

Les plateaux correspondent généralement aux anatexites, tandis que les zones accidentées coïncident à quelques exceptions près avec les granites et les granites d'anatexie.

La frontière, qui suit *grosso modo* une ligne de partage des eaux, laisse au Nigeria le versant occidental (exclu de cette étude) des monts Mandara. Ces derniers dans leur plus grande partie dépendent du Cameroun, et s'étendent sur environ 150 km de long et 70 km de large.

LES PLATEAUX INTÉRIEURS

Ils se succèdent de façon quasi continue, séparés les uns des autres par des lignes de hauteurs. Leurs altitudes s'étagent de 700 à 1 000 m, ces différences de niveaux étant probablement d'origine tectonique. Du nord au sud, on peut distinguer :

- le plateau de Tala-Zoulgo, au sud de Mora, parfaitement plat, à 700 m d'altitude ;
- le plateau situé à l'est de Mokolo dont les sommets d'interfluves atteignent 800 m d'altitude. Les cours d'eau, Tsanaga au nord, *mayo* Louti

3. Les indications géologiques sont tirées des cartes géologiques et de leur notice, feuilles de Maroua et Garoua-est.

au sud, et leurs affluents, l'entaillent profondément, et il présente plutôt un paysage de collines ;

— le plateau du haut mayo Louti à l'ouest de Mokolo, prolongé au sud le long de la frontière par le plateau kapsiki. C'est le plus vaste et le plus haut : environ 900 à 1000 m d'altitude aux interfluves. Sa topographie n'est que légèrement ondulée, les cours d'eau étant tout proches de leur source ;

— enfin, le plateau de Bourha-Tchévi, à 800 m d'altitude, parsemé de nombreux massifs ou de pointements rocheux.

Ces plateaux en prolongement les un des autres sont d'un grand intérêt pour la région car la circulation y est aisée. Des radiers suffisent pour traverser les cours d'eau, encore peu importants, et une route permanente y est établie depuis longtemps. Mais insérés entre des hauteurs, ils appartiennent bien au monde de la montagne.

LES ZONES ACCIDENTÉES

Elles s'étirent de part et d'autre des plateaux intérieurs formant, de longs bourrelets entre plateaux et plaines ; leur largeur excède rarement une dizaine de kilomètres. Elles culminent au nord de Mokolo aux deux sommets de Oupay et Ziver, à 1492 et 1412 m d'altitude. Des sommets atteignant 1302, 1278, 1250, 1242 m au sud de Sir en pays kapsiki, celui de Ouroum, 1257 m d'altitude, au sud de Doumo, sont les points culminants du centre et du sud. Un réseau hydrographique dense et hiérarchisé, guidé par les fractures du socle, les entaille et les découpe en massifs assez bien individualisés. Il contribue à donner au relief un caractère très accidenté, avec pentes et contre-pentes raides, malgré la relative faiblesse des dénivelées qui ne dépassent pas 1000 m. L'érosion, par incision verticale, par désagrégation mécanique et thermoclastie, est agressive.

La zone montagneuse, dans son ensemble, est constituée de granites et de granites d'anatexie qui donnent des formes âpres, déchiquetées et une grande abondance d'affleurements rocheux. Son extrémité sud-ouest, essentiellement formée d'anatexites, est moins chaotique, mais les pentes y sont également très accusées.

Quelques formations très localisées ont donné naissance à des types de relief particuliers. Ce sont les intrusions plutoniques ultimes, parfois formées de roches associées, comme la ring-structure de Golda Zouelva ou comme le massif de Mouhour. À une époque plus récente, des éruptions de trachyte ont laissé les aiguilles élancées des Kapsiki, qui seraient les vestiges d'anciens volcans de type péleén, et les reliefs en demi-anneau proches de Mokolo. Des émissions de basalte se sont répandues au sud du pays kapsiki, ou forment çà et là des pitons coniques.

LES PLAINES À INSELBERGS DE BORDURE

Les plaines qui bordent la montagne appartiennent au nord au bassin du Tchad, au sud à celui de la Bénoué. Leur altitude est de 400 m au nord, 500 m au sud. Elles se raccordent par un angle net à l'escarpement montagneux qui, par l'inclinaison, 20 à 30 degrés, de ses pentes, forme une sorte de muraille interrompue par les débouchés des cours d'eau.

Au pied de la montagne, on trouve un épais glacis d'accumulation, en pente douce, formé de colluvions sableuses grossières, s'amenuisant progressivement vers l'aval. Il comporte parfois plusieurs niveaux étagés, séparés par des talus. Le glacis supérieur est rubéfié, et peut être fortement démantelé par l'érosion. Une terrasse intermédiaire colluvio-alluviale peut apparaître au-dessus des alluvions. On passe ensuite à la plaine alluviale parfaitement plate, ou aux alluvions récentes bordant les cours d'eau.

Ces différentes surfaces seraient dues aux oscillations climatiques au cours du quaternaire que les variations de l'étendue du lac Tchad ont mises en évidence. Les phases humides correspondraient aux périodes d'accumulation, tandis que les phases arides (coïncidant avec la régression du lac Tchad) seraient marquées par une reprise de l'érosion (J. HERVIEU, 1967).

De nombreux inselbergs émergent de la plaine. Certains ont de vastes dimensions (plusieurs dizaines de kilomètres carrés) et peuvent être constitués de plusieurs massifs accolés comme l'ensemble Popologozum-Bossoum. On trouve aussi de nombreux chicots ou groupes de rochers de surface réduite. Ce sont les témoins de l'ancienne extension de la zone montagneuse. L'érosion a fait reculer l'escarpement bordier, laissant en place des reliefs résiduels.

Les inselbergs et les indentations du rebord montagneux cloisonnent les plaines de bordure en secteurs en partie fermés par des hauteurs. Au nord, la plaine de Mora pénètre jusqu'à Koza dans une vaste échancrure de la montagne; à l'est, celles de Mada et de Gawar, au sud celle de Mayo-Oulo, se situent entre montagne et inselbergs. Ces secteurs forment un espace de transition entre la montagne et les plaines dégagées qui leur font suite. Pour la plupart inhabités au siècle dernier car ils constituaient un *no man's land* entre montagnards et gens de la plaine, ils sont maintenant un lieu d'accueil pour les montagnards.

Les trois milieux : plateaux, montagnes et plaines de bordure ont, nous le verrons, des vocations agricoles différentes. Du fait du dispositif général du relief en bandes allongées et étroites, la plupart des communautés montagnardes étendent leurs terroirs sur deux d'entre eux, montagne-plateau ou montagne-plaine. C'est là un atout majeur pour les populations qui ont ainsi la possibilité de diversifier leurs cultures, et dont la descente se trouve facilitée.

Le régime des pluies

Le régime des pluies se caractérise par l'alternance d'une saison sèche et d'une saison pluvieuse. Englobant les dixième et onzième parallèles, les monts Mandara appartiennent au nord à la zone sahélo-soudanienne avec quatre mois et demi de pluies, au sud à la zone soudanienne avec six mois de pluies. Les hauteurs moyennes annuelles sont de l'ordre de 800 mm au nord et de 1 100 mm au sud.

L'altitude et l'effet montagne jouent un rôle important dans le volume des pluies dont une part est due aux ascendances orogéniques : il pleut plus, à latitude égale, qu'en plaine. La hauteur moyenne des pluies, qui est de 958 mm à Mokolo, atteint seulement 786 mm à Maroua, en plaine, située légèrement plus au sud. La tranche d'eau annuelle augmente brusquement dès les premières pentes et même dès les zones de piémont lorsqu'elles sont bien exposées.

Les températures suivent la courbe habituelle à cette latitude, avec un minimum en décembre-janvier, un maximum en mars-avril. L'altitude entraîne leur diminution. On observe un degré de moins à Mokolo qu'en plaine en saison des pluies, et quatre degrés de moins en fin de saison sèche. La siccité de l'air est moins prononcée, et la végétation s'en ressent : elle est plutôt soudanienne que sahélienne.

J.-P. SUCHEL (1972) distingue deux types de précipitations au Nord-Cameroun :

— les unes sont dues au flux de mousson. Mais dans cette zone éloignée du littoral, la mousson perd de son efficacité. Ce sont surtout les versants ouest des monts Mandara qui en reçoivent les ultimes assauts, non pas en pluies persistantes et régulières mais en tornades violentes ;

— les autres viennent du sud-est, sous forme de grains, et frappent principalement le rebord oriental de la montagne.

On constate ainsi des différences entre les versants, suivant qu'ils sont au vent ou sous le vent. Des sites d'abri moins arrosés s'individualisent derrière les lignes de faite et les versants directement frappés par les pluies.

LA RÉPARTITION SAISONNIÈRE DES PLUIES DU NORD AU SUD DES MONTS MANDARA

Observons les moyennes mensuelles des précipitations d'après les relevés pluviométriques de 1955 à 1984 (certaines années faisant défaut) sur cinq stations des monts Mandara. Deux d'entre elles sont en plaine, en bordure de la montagne : Mayo-Ouldémé (latitude 10° 54', altitude 480 m, 25 années d'observation) et Guétalé⁴ (10° 53', 490 m, 24 années observées). Les trois autres sont sur le plateau : Mokolo (10° 44', 795 m, 17 années), Sir (10° 34', 920 m, 21 années), et Bourha (10° 15', 775 m, 10 années). Aucun relevé n'a été

4. La station de Mayo-Ouldémé est située sur le terroir de Hodogway, celle de Guétalé près de la sous-préfecture de Koza (cf. fig. 1, p. 8).

effectué en milieu accidenté, notamment sur les hauts massifs probablement très arrosés (cf. tabl. I).

	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	total	juil. + août sur total
<i>Mayo-Ouldémé</i>	22	72	109	232	287	126	36	884	58 %
<i>Guétalé</i>	24	76	114	204	218	155	30	821	51 %
<i>Mokolo</i>	28	88	167	231	252	164	28	958	50 %
<i>Sir</i>	31	110	135	232	291	190	52	1 041	50 %
<i>Bourha</i>	45	88	161	205	254	260	94	1 107	41 %

Tableau I
Répartition mensuelle
des pluies (en mm).
Moyennes de 1955
à 1984.

Mayo-Ouldémé, au nord, situé en piémont mais contre le versant oriental bien exposé aux grains d'est, reçoit en moyenne près de 900 mm par an, soit 100 à 200 mm de plus que dans la plaine voisine à même latitude. La répartition est de type sahélo-soudanien, avec 4 mois 1/2 de pluies utiles. Elles débutent vraiment courant mai, sont encore peu abondantes en juin; 58 % tombent en juillet-août, et elles diminuent rapidement en septembre.

Guétalé, également en piémont, est un peu moins arrosé, bien que légèrement plus au sud que Mayo-Ouldémé, car la station est en situation d'abri, dans la plaine de Koza. La diminution porte sur les mois de juillet-août qui ne reçoivent que 51 % des pluies.

L'augmentation de la pluviosité est notable à Mokolo, avec 958 mm annuels en moyenne. Les effets de la latitude, plus méridionale, et de l'altitude, se font sentir. La saison pluvieuse n'est guère plus longue, mais les pluies de juin, mois capital pour le démarrage des cultures, sont plus abondantes.

En revanche, l'allongement est sensible à Sir. Mai, septembre et même octobre sont nettement plus arrosés. Les paysans peuvent compter sur plus de cinq mois de pluies utiles.

Enfin, à l'extrémité sud du plateau, Bourha (dont les relevés pluviométriques utilisables ne portent malheureusement que sur dix ans, de 1955 à 1964) possède un climat nettement soudanien, avec une hauteur moyenne de 1 100 mm et six mois de pluies. L'augmentation porte surtout sur la fin de la saison, en septembre et octobre. Juillet et août ne reçoivent plus que 41 % des pluies.

L'augmentation progressive, du nord au sud, des quantités des pluies et de leur durée, est capitale pour l'agriculture. Les habitants du sud des monts Mandara ont, nous le verrons, un éventail plus large de plantes et de variétés culturales à leur disposition, et peuvent mieux étaler leurs travaux.

L'IRRÉGULARITÉ DES PLUIES LA FRÉQUENCE DES SÉCHERESSES DEPUIS 1970

L'irrégularité des pluies suivant les années, en zone sahélo-soudanienne, et ses conséquences sur l'agriculture sont connues; les monts Mandara n'y échappent pas.

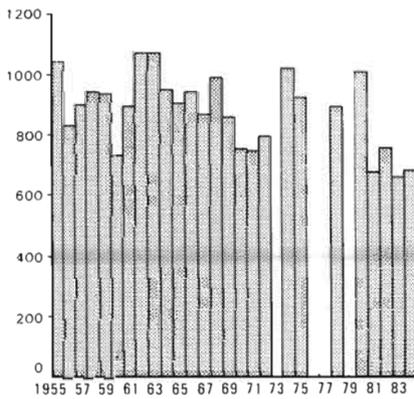
Les courbes des hauteurs d'eau annuelles de 1955 à 1984 (fig. 4) sont en dents de scie. Les rapports entre les extrêmes des hauteurs enregistrées au cours de ces trente dernières années sont de l'ordre de 1,7 (1,6 à Mayo-Ouldémé; 1,8 à Guétalé; 1,7 à Mokolo; 1,9 à Sir).

La durée de la saison pluvieuse varie d'une année à l'autre. L'instabilité est grande tant pour l'apparition des premières pluies que pour leur arrêt : les

Mayo-Ouldémé (Hodogway)

10° 54' lat. N. - Altitude : 480 m

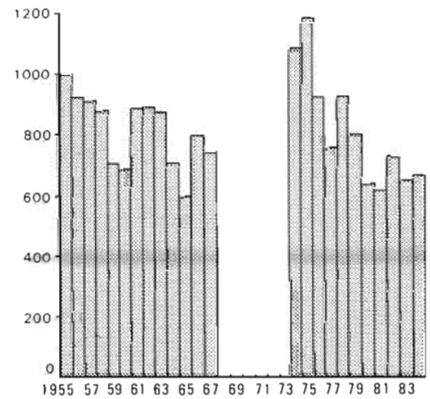
Précipitations, en mm



Guétalé (Kozza)

10° 53' lat N - Altitude : 490 m

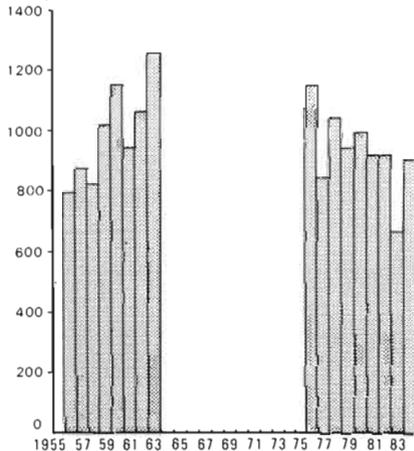
Précipitations, en mm



Mokolo

10° 44' lat. N. - Altitude : 795 m

Précipitations, en mm



Sir

10° 34' lat. N. - Altitude : 920 m

Précipitations, en mm

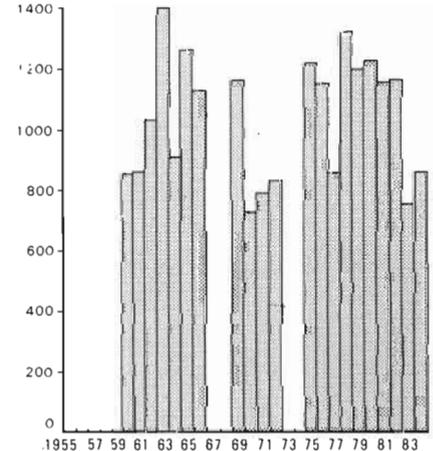


Figure 4

Pluviométrie

de 1955 à 1984.

dates peuvent varier de plus de un mois. Dans le nord des monts Mandara où la période des pluies est courte, cette irrégularité est particulièrement préjudiciable.

Depuis 1970, les années déficitaires sont devenues plus fréquentes. En observant le graphique (fig. 4, p. 19), il est clair (malgré les interruptions des relevés pluviométriques) que la tendance générale est à la baisse. Les quantités annuelles sont inférieures à la normale de 1970 à 1972, en 1977, et de 1981 à 1984. Avant 1970, des déficits apparaissaient, mais rarement pendant plusieurs années consécutives, et sans concerner simultanément l'ensemble de la région.

Si l'on regroupe les chiffres en deux séries, avant et après 1970, on obtient le tableau comparatif II :

	<i>Hauteurs moyennes annuelles (en mm)</i>		<i>Rapport juillet + août sur total</i>	
	1955-1969	1970-1984	1955-1969	1970-1984
<i>Mayo-Ouldémé</i> (14 et 11 ans)	937	817	55 %	65 %
<i>Guétalé</i> (13 et 11 ans)	823	820	49 %	53 %
<i>Mokolo</i> (8 et 9 ans)	1 022	938	46 %	53 %
<i>Sir</i> (7 et 14 ans)	1 109	1 012	48 %	51 %

Tableau II
Évolution
des précipitations
de 1955 à 1984.

Une diminution des hauteurs moyennes d'environ 100 mm apparaît au cours de la période récente pour trois stations sur quatre.

Fait plus grave, les pluies se concentrent davantage pendant les deux mois de précipitations maximales, juillet et août. Cette tendance est nette pour tous, mais particulièrement accusée à Mayo-Ouldémé qui a reçu en moyenne, de 1970 à 1984, 65 % de ses pluies en juillet et août, contre 55 % précédemment. Les déficits en eau concernent donc davantage les mois de mai, juin et septembre, la saison des pluies est plus courte.

Ces sécheresses n'ont pas de conséquences aussi dramatiques qu'en région sahélienne, mais elles compromettent souvent les récoltes. Nous verrons que dans certains secteurs du sud des Mandara, des groupes villageois ont modifié leur système agricole pour l'adapter aux nouvelles conditions. Les habitants du nord sont plus désarmés, et subissent des disettes.

Le problème de l'eau

Le problème du ravitaillement en eau des populations en saison sèche est devenu crucial au Nord-Cameroun. On constate en effet un abaissement général des nappes phréatiques, dû à la diminution des pluies, et peut-être également à l'épuisement de nappes fossiles.

Une première difficulté concernait les villes situées sur le pourtour des monts Mandara et sur le plateau. L'accroissement de leurs effectifs et la nécessité d'y installer l'eau courante rendaient tout à fait insuffisantes les ressources locales, complètement épuisées en fin de saison sèche.

Deux grands barrages ont été construits. L'un, datant de 1972, retient les eaux de la haute Tsanaga, au nord de Mokolo, et permet de constituer une forte réserve en saison des pluies, qui est amenée par conduites jusqu'aux villes de Mokolo et Mora. L'autre, sur le haut mayo Oulo, assure les besoins des agglomérations de Mayo-Oulo et de Guider. Les monts Mandara sont devenus le château d'eau indispensable à la vie des villes.

Le problème des ruraux est plus ardu à résoudre. Les montagnards disposent depuis toujours de nombreux points d'eau sur leurs hauteurs : ils ont aménagé des puits, entonnoirs profonds de plusieurs mètres, au fond desquels on descend par un escalier rudimentaire. Mais ces puits tarissent de plus en plus tôt. Certains, qui étaient permanents, ne le sont plus, ceux qui étaient saisonniers s'assèchent plus rapidement. Dans bien des secteurs, il faut, dès janvier ou février, descendre se ravitailler en piémont, soit sur les sources qui suintent à la rupture de pente au pied des massifs, soit dans les lits des mayos qui les longent. Même là, la nappe d'eau n'a souvent qu'un faible débit : la file d'attente des femmes aux points d'eau est devenue un spectacle habituel en fin de saison sèche.

Du nord au sud des monts Mandara, en montagne comme sur le plateau ou sur les piémonts de plaine, la difficulté d'assurer leur ravitaillement en eau est la grande plainte des populations : problème plus grave encore, ou du moins plus général et plus constant, que l'insuffisance des pluies pour les cultures. Des sites d'habitat ont dû être abandonnés.

Les pouvoirs publics s'efforcent d'apporter des remèdes. En 1968-69, 230 puits maçonnés ont été construits par le Génie rural en zone montagneuse et surtout en piémont (B. TILLEMENT, 1972). Mais beaucoup sont saisonniers, ou tarissent en fin de journée. Une nouvelle campagne de creusement est en cours en 1986.

Un certain nombre de petits barrages collinaires ont été construits. Leur intérêt demeure très ponctuel, et l'on craint qu'ils n'apportent l'onchocercose. Aujourd'hui, on incite les villageois à créer de multiples micro-barrages barrant le lit des torrents et favorisant la pénétration de l'eau, et à creuser un puits immédiatement en amont. Ils arrivent à avoir ainsi de l'eau plus longtemps.

L'évolution actuelle du climat, avec ses tornades espacées mais violentes, entraîne une recrudescence de l'érosion. Celle-ci est sans doute également accrue par l'abandon de nombreux secteurs montagneux autrefois cultivés sur terrasses qui se dégradent rapidement quand ces dernières ne sont plus entretenues. En freinant le ruissellement, elles contribuaient à la régularisa-

tion de l'écoulement des eaux. Depuis quelques années, des crues violentes emportent les terrains aquifères et fertiles qui bordent les mayos à leur débouché en plaine.

Un programme de lutte contre l'érosion est entrepris depuis longtemps : construction de petits barrages en montagne, protection des berges, et surtout reboisement du pays. Plusieurs centaines d'hectares ont été plantés par les services des Eaux et Forêts. Les populations ont été invitées à participer à l'effort par l'opération « Sahel vert » puis par la campagne « Cinq arbres par famille ».

Pour utiles qu'elles soient, ces actions ne sont que des palliatifs. Le problème de l'eau reste préoccupant pour l'avenir de la région.

LES HABITANTS : EFFECTIFS, GROUPES ETHNIQUES, DENSITÉS

Les effectifs

Vouloir chiffrer les populations des monts Mandara oblige d'abord à préciser l'extension donnée à la région. Elle englobe, on l'a vu, les bordures de plaine, mais jusqu'où ?

Ont été inclus les territoires situés entre le pied de la montagne et les populations résidant traditionnellement en plaine. Celles-ci, à quelques exceptions près (notamment celle de la petite ville de Mora), avaient laissé un *no man's land* entre leurs premiers villages et la montagne.

Avec la pacification puis la politique visant à les faire descendre, les montagnards ont progressivement étendu leurs cultures et installé leurs habitations sur ces espaces libres. Ceux-ci se réduisent parfois à une étroite bande de quelques centaines de mètres qui devient simplement l'extension des terroirs de montagne. Ailleurs, ils sont plus vastes et permettent la création de nouvelles communautés à partir de plusieurs massifs environnants. C'est le cas des plaines de Koza au nord, de Mayo-Oulo au sud. Certains inselbergs, massifs-îles nettement détachés de l'ensemble montagneux, s'y rattachent par l'intermédiaire de ces zones de piémont ; tels les massifs de Mouyeng-Palbarra, de Mokong, de Mofou-Sud, et l'ensemble Popologozom-Bossoum.

En revanche, ont été exclus les inselbergs de Mémé, de Mokyo et du Peské-Bori, qui se présentent plutôt comme des isolats cernés par des populations résidant traditionnellement en plaine, de même que la plaine de Gawar-Hina

dont la population de base est formée de cultivateurs de plaine, Peul ou Hina.

Ainsi délimitée, la région des monts Mandara s'étend sur une partie ou la totalité de huit arrondissements, appartenant à quatre départements : arrondissements de Mora et Tokombéré (département du Mayo-Sava), de Méri (Diamaré), de Koza, Mokolo et Bourha (Mayo-Tsanaga), de Mayo-Oulo et Guider (Mayo-Louti).

Les effectifs des monts Mandara ont longtemps été sous-estimés. Les recensements effectués périodiquement par les services administratifs étaient difficiles dans ces régions accidentées, à habitat dispersé, et souvent très peuplées. En avril 1976, a été effectué un recensement général de la population camerounaise. Meticuleusement préparé et réalisé avec d'importants moyens, il peut être considéré comme assez proche de la réalité. Il fait apparaître, pour la région, une augmentation de près de 40 % par rapport aux dénombrements précédents.

En 1976, les monts Mandara comptent plus de 400 000 habitants. Ce chiffre est sans doute à peu près équivalent aujourd'hui du fait de la croissance démographique qui compense l'émigration.

Les habitants se répartissent dans 38 cantons (cf. fig. 2, p. 9 et tabl. III, p. 24). Trois d'entre eux, signalés comme incomplets, s'étendent en plaine au-delà de la zone dépendant des montagnards. On remarque la forte disparité de leurs effectifs : de 1 642 pour Dazal, à une centaine de mille pour l'énorme canton de Matakam-Sud. Lors de la mise en place des unités administratives, on a cherché dans l'ensemble à faire coïncider les cantons, ou leur équivalent, avec les groupes ethniques. Or ceux-ci comptent de quelques centaines à plus de 100 000 individus. Même en procédant à des divisions ou regroupements, on a abouti à des unités de tailles très différentes. À partir de 1940, les administrateurs français ont cherché à homogénéiser peuplement et commandement ; mais en l'absence d'unité politique au niveau ethnique, il s'est souvent avéré impossible de promouvoir un « chef de race » doté d'une certaine autorité sans provoquer rivalités et frictions, même chez des groupes de dimensions modestes. Il a donc fallu, dans certains cas, les fractionner en deux ou trois cantons, comme chez les Podoko, les Mouktélé, les Mouyeng et les Mofou-Diamaré.

La population est presque totalement rurale, et la proportion des citadins est infime : 2,9 % de la population totale. Seules les préfectures de Mokolo et de Mora, qui comptent respectivement 7 143 et 4 576 habitants, peuvent être considérées comme des villes. La sous-préfecture de Méri, mise en place en 1960, n'a pas été un catalyseur suffisant pour entraîner la formation d'une véritable agglomération. Quant aux quatre sous-préfectures récemment créées, Tokombéré, Koza, Bourha et Mayo-Oulo, ce ne sont encore à l'heure actuelle que de gros villages.

Arrondissements	Cantons	Nb d'habitants	Total	
<i>Mora</i>	Mora {	Mora-Ville	4 576	41 114
		Mora rural	1 946	
	Kourgui ⁵	3 000		
	Podoko-Nord	3 196		
	Podoko-Centre	4 346		
	Podoko-Sud	5 320		
	Baldama	2 821		
	Zouelva	12 491		
	Mora-Massif	3 418		
<i>Tokombéré</i>	Ouldémé	6 570	35 534	
	Mada	8 265		
	Mouyeng	1 974		
	Paibarra	3 967		
	Sérawa	12 820		
	Makalingay ⁵	1 938		
<i>Méri</i>	Méri	4 346	28 874	
	Doulek	6 046		
	Douvangar	5 291		
	Douroum	9 450		
	Wazaṅg	3 741		
<i>Koza</i>	Moskota	22 126	60 005	
	Koza	24 981		
	Gaboua	12 898		
<i>Mokolo</i>	Mokolo-Ville ⁶	7 143	168 692	
	Matakam-Sud (moins Mokolo-Ville)	95 286		
	Mokolo (moins Mokolo-Ville)	3 424		
	Zamay	4 412		
	Mokong	15 440		
	Mofou-Sud	10 795		
	Mogodé	32 192		
<i>Bourha</i>	Guili	10 826	26 843	
	Bourha	4 395		
	Tchevi	11 622		
<i>Mayo-Oulo</i>	Doumo	3 693	27 251	
	Guirviza	3 800		
	Dazal	1 642		
	Mayo-Oulo	18 116		
<i>Guider</i>	Mandama	8 528	12 294	
	Libé ⁵	2 529		
	Guider ⁵	1 237		
TOTAL			400 607	

Tableau III

Population

des monts Mandara

d'après le

recensement

d'avril 1976.

Les groupes ethniques

Souvent désignés globalement par le terme de *kirdi*, qui signifie païen et qui a pris une connotation péjorative, les habitants des monts Mandara se subdivisent en de nombreux groupes ethniques. Lorsqu'on parcourt la région, on sait que l'on passe de l'un à l'autre par les changements de la forme des habitations. Les différences sont plus accusées au sud de Mokolo, où elles portent également sur le dispositif de l'habitat et des champs : nous verrons que chaque ethnie possède son système agraire spécifique.

Aussi, bien que le fait ethnique soit aujourd'hui considéré avec méfiance, tant sur le plan scientifique que politique, il est nécessaire de l'appréhender

5. Canton incomplet.

6. La ville de Mokolo dépend des cantons de Mokolo (les musulmans) et de Matakam-Sud (les non-musulmans).

le mieux possible en dénombrant les effectifs de chacun des groupes et en les localisant sur le terrain (cf. fig. 3, p. 10).

Depuis 1960, les recensements ne mentionnent plus l'appartenance ethnique. Il faut donc se contenter dans certains cas d'évaluations par extrapolations à partir des anciens recensements.

Dans les zones montagneuses, décomptes et localisations sont relativement aisés à établir. En effet, en règle générale, chaque groupe ethnique possède son territoire, correspondant à un ou plusieurs cantons, à l'intérieur duquel le peuplement est homogène. Sur les plateaux également, les mélanges ethniques demeurent rares, à l'exception des pasteurs qui installent leurs petits hameaux chez les paysans animistes. En plaine, plusieurs villages englobés dans notre étude, peuplés à l'origine de Mandara ou de Peul ont accueilli des montagnards d'origines variées : il faut alors se contenter de la mention « divers ». Dans ce cas d'ailleurs, l'appartenance ethnique ne se manifeste plus guère sur le plan agraire et perd une bonne part de son intérêt.

Une autre difficulté réside dans la détermination de l'ethnie, ce qui, dans nombre de cas, ne va pas de soi. Les groupes et les personnes ne se cataloguent pas toujours en catégories bien tranchées. Il existe des ethnies aux contours mal définis, des variantes, des apparentements, des groupes intermédiaires, que l'on hésite à rattacher à telle ou telle ethnie ou à classer à part. La classification communément admise, établie depuis longtemps, valable dans ses grandes lignes, aurait besoin de retouches, qu'apportent peu à peu les études des spécialistes. Ainsi, les travaux de J.-F. VINCENT sur l'ensemble dénommé Mofou montrent qu'il s'agit en fait de deux groupes nettement distincts, l'un habitant dans les arrondissements de Méri et de Maroua (les Mofou-Diamaré), l'autre les cantons de Mokong et de Mofou-Sud de l'arrondissement de Mokolo (les Mofou-Goudour). Pour notre propos, l'intérêt n'est pas de dresser une typologie exacte, mais d'exprimer la diversité culturelle. Aussi les listes données (cf. tabl. IV et V, p. 26) distinguent-elles au maximum groupes et sous-groupes. Leurs appellations sont souvent celles qui leur sont données par les Mandara ou par les Peul. Certains groupes n'ont d'ailleurs pas de terme global pour se désigner eux-mêmes.

Par ailleurs, un problème est posé par les animistes qui s'islamisent ; faut-il les décompter avec leur ethnie d'origine ou avec l'ethnie musulmane locale ? Passer à l'islam ne signifie pas seulement changer de religion, mais adopter une nouvelle culture et, suivant l'expression couramment employée, « devenir Peul » ou « devenir Mandara ». Mais si l'assimilation est quasi totale lorsqu'il s'agit d'individus isolés qui viennent s'intégrer dans une communauté d'origine musulmane, il n'en est pas de même lorsque les nouveaux islamisés demeurent chez eux, même s'ils se regroupent en quartiers dis-

Groupes ethniques	Effectifs	Cantons
<i>Podoko</i>	12 862	Podoko-Nord, centre et sud
<i>Mouktélé</i>	15 312	Baldama, Zouelva
<i>Mora</i>	2 000	Mora-Massif
<i>Vamé-Mbrémé</i>	1 418	"
<i>Ouldémé</i>	6 570	Ouldémé
<i>Mada</i>	8 265	Mada
<i>Mouyeng</i>	5 411	Mouyeng, Palbarra
<i>Zoulgo</i>	8 000	Serawa
<i>Guemjek</i>	4 000	"
<i>Mofou-Diamaré</i>	28 874	Doulek, Méri, Douvanger, Douroum, Wazang
<i>Mofou-Goudour</i>	26 235	Mokong, Mofou-Sud
<i>Matakam ou Mafa</i> ⁷	129 975	Moskota, Koza, Gaboua, Matakam-Sud
<i>Mineo</i>	6 845	Gaboua
<i>Tchouvouk</i>	5 896	Matakam-Sud
<i>Mouhour</i>	600	"
<i>Galdala</i> ⁸	2 135	"
<i>Hidé</i>	8 274	"
<i>Mabas</i>	566	"
<i>Oula</i>	2 300	"
<i>Mandara et divers</i>	12 280	Kourgui, Mora-Ville et rural, Makalingay, Serawa
<i>Peul et divers</i>	14 209	Mokolo-Ville et rural, Zamay
TOTAL	302 027	

Tableau IV

*Groupes ethniques
du nord.*

7. Matakam, terme couramment utilisé, est un sobriquet donné par les Peul. Les intéressés eux-mêmes se nomment Mafa.
8. Appelés également Bual.

incts de leur habitat traditionnel. Dans ce cas, nous les avons classés avec leur ethnie d'origine.

On décompte trente groupes montagnards, aux effectifs et à l'extension territoriale très variables. Plusieurs d'entre eux s'étendent largement au-delà

Groupes ethniques	Effectifs	Cantons
<i>Kapsiki</i>	26 372	Mogodé
<i>Kortchi</i> ⁹	3 822	"
<i>Bana</i>	10 826	Guili
<i>Djimi</i>	2 704	Bourha
<i>Téléki</i>	1 843	Tchévi
<i>Tchédi</i> ¹⁰	5 476	Tchévi, Mayo-Oulo
<i>Goudé</i>	11 486	Tchévi, Guirviza, Mayo-Oulo
<i>Ndjegn</i>	6 264	Doumo, Dazal, Mayo-Oulo
<i>Daba</i>	10 925	Hina, Mandama, Mayo-Oulo
<i>Fali</i>	10 947	Mayo-Oulo, Guider, Libé
<i>Guidar</i>	2 000	Libé
<i>Peul et divers</i>	5 915	Mogodé, Guili, Bourha, Mayo-Oulo
TOTAL	98 580	

Tableau V

*Groupes ethniques
du sud.*

9. Appelés également « Gawar hosséré ».
10. Appelés également Mofoy, ou Tchaloï, ou Sarwina.

de notre zone d'étude, soit au Nigeria, soit dans la plaine à inselbergs du Cameroun.

Les critères d'homogénéité interne sont la langue, à quelques exceptions près (on trouve des différences dialectales chez plusieurs groupes, comme les Matakam, les Mofou-Diamaré, les Ouldémé), l'organisation socio-politique, certains aspects de la culture matérielle et religieuse. C'est aussi l'endogamie : dans les années soixante, selon les études de A. PODLEWSKI (1966), environ 95 % des épouses appartenaient à l'ethnie de leur mari ; depuis lors, les mariages interethniques tendent à se développer.

En revanche, les groupes ethniques n'ont ni unité politique ni origine commune. L'unité politique est infra-ethnique, se situant au niveau du village ou du massif. Toutes les ethnies se sont constituées sur place, à partir d'éléments d'origines très diverses : migrants venus de toutes les directions, et parfois autochtones. Comme l'exprime B. JUILLERAT¹¹ : « On a eu le tort de se poser la question : d'où vient telle ethnie ? La question pertinente serait plutôt : comment se fait-il que tant d'éléments minoritaires et disparates aient fini par constituer une ethnie ? ».

Les deux groupes musulmans, les Mandara et les Peul, habitent en plaine et sont donc, dans l'ensemble, exclus de nos limites. Ils sont néanmoins représentés sur les plateaux et les plaines de bordure. Des Mandara habitent la ville de Mora et les villages de Kourgui, Tokombéré et Sérawa. Les Peul, ou assimilés, sont l'ethnie dominante de Mokolo, de Bourha, de quelques villages du canton de Zamay, ainsi que de l'agglomération de Mayo-Oulo. On trouve en outre de nombreux petits hameaux de pasteurs peul sur les plateaux, et quelques-uns sur les piémonts de plaine.

Mais ces deux ethnies marquent leur environnement bien au-delà de leurs sites d'implantation. Elles étendent leur influence sur les montagnards, les Mandara sur ceux des arrondissements de Mora, Tokombéré et Koza, les Peul sur tous les autres. Cette influence, partagée entre les deux ethnies, est l'héritage de la situation établie au XIX^e siècle. Elle se manifeste tout d'abord par la langue véhiculaire : beaucoup d'hommes parlent le mandara au nord, le *fulfuldé* au centre et au sud des monts Mandara. Ceux du nord vont s'embaucher comme manœuvres chez les Mandara de la plaine de Mora, ceux du centre et du sud chez les Peul des plaines du Diamaré et du Nigeria. Et surtout, le mode de vie des Mandara ou des Peul constitue un modèle dont s'inspirent les populations quand elles passent à l'islam.

11. B. JUILLERAT,
in : *Contribution
de la recherche
ethnologique
à l'histoire
des civilisations
du Cameroun.*
1981, CNRS, Paris.

Les densités

DENSITÉS ET RAPPORTS AVEC LE RELIEF

Avec 400 000 habitants sur environ 5 600 km², la densité moyenne des monts Mandara est de 71 hab./km². La région est parmi les plus peuplées du Cameroun.

La carte des densités¹² (fig. 5) fait apparaître une répartition très inégale de la population : le nord, très peuplé, s'oppose au sud, où les densités sont moyennes ou faibles. La limite entre les deux zones passe à la latitude de Mokolo, et s'infléchit vers le sud pour englober les massifs à l'est de Gawar. Les fortes concentrations humaines se situent seulement au nord : les densités y sont partout supérieures à 40 hab./km², elles dépassent 100 hab./km² en plusieurs vastes secteurs, et atteignent 200 hab./km² localement. Au sud, quelques plages seulement se situent entre 40 et 100 hab./km², le reste se partageant de façon à peu près équivalente entre les densités moyennes (20 à 39 hab./km²) ou faibles (moins de 20 hab./km²).

Si l'on observe maintenant les densités dans leur rapport avec le relief, une autre opposition apparaît. Sur la partie nord des monts Mandara, englobant non seulement la zone très fortement peuplée mais également les plateaux de Mokolo et le pays kapsiki, la coïncidence est parfaite entre fortes densités et milieu accidenté. Le peuplement est très dense en montagne, et diminue brutalement sur les plateaux et les plaines de bordure.

En revanche, au sud de la limite séparant les Kapsiki des Bana, la relation disparaît. Les différentes plages de densités — assez fortes, moyennes ou faibles — se situent aussi bien dans les zones accidentées qu'en piémont. Cette constatation semble indiquer que les huit groupes du sud ont une relation différente avec le milieu montagnard. Nous en reparlerons à propos des cultivateurs de plateaux des pays bana et djimi.

DENSITÉS ET CULTURE EN TERRASSES

Nous reviendrons plus loin sur la culture en terrasses qui est une donnée importante des structures agraires de la région. Mais ses rapports avec la densité doivent être examinés ici.

Les montagnards des Mandara n'ont pas tous adopté les terrasses de façon systématique. Certains ne les pratiquent pas, d'autres seulement sur une partie des pentes qu'ils cultivent. On peut distinguer :

— les zones à terrasses où toutes les pentes cultivées sont aménagées systématiquement ; elles couvrent la région très peuplée du nord et les pays occupés par les Kapsiki et les Téléki ;

— les zones sans terrasses, correspondant aux secteurs occupés par les Kortchi, les Daba et les Goudé ; ces groupes cultivent pourtant des pentes, parfois fortes, mais ils se contentent de remaniements sommaires — les

12. La carte des densités est établie suivant la méthode des carrés pondérés de P. GOUROU. Une carte par points a d'abord été dressée au 1/200 000, chaque point représentant 100 habitants. Une trame de carrés de 15 mm (soit 3 km) de côté lui a ensuite été superposée. On considère que la densité de chaque carré est affectée non seulement par la population qui s'y trouve (coefficient 4), mais également par celle des 4 carrés contigus par un côté (coefficient 2) et par celle des 4 carrés situés en angle (coefficient 1). Le total de ces trois groupes de nombres est divisé par 16 pour rétablir un rapport réel population/surface, et par la surface du carré (9 km²) pour avoir le nombre d'habitants au km².

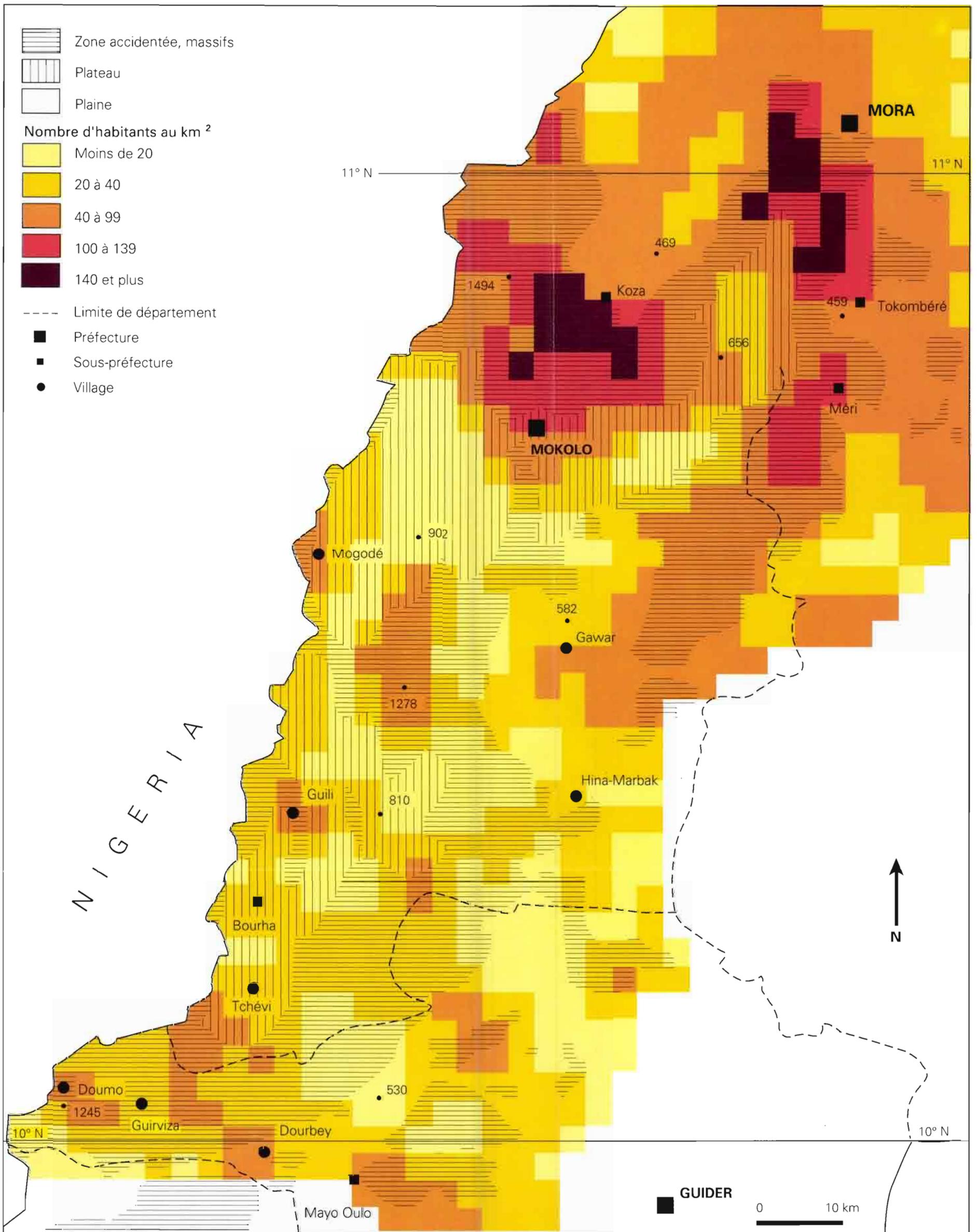


Figure 5
 Densités
 de population.

pierres retirées en travaillant les champs sont disposées en grossiers alignements discontinus, perpendiculaires au sens de la pente, l'eau de ruissellement est seulement freinée, et une partie de la surface, occupée par les pierres, est perdue ;

— les zones mixtes, où une partie seulement des pentes cultivées est mise en terrasses ; le cas est particulièrement bien illustré par les Ndjegn qui construisent de très belles terrasses pour les champs permanents de l'aire villageoise, et procèdent à de simples alignements de pierres sur leurs champs de brousse non permanents ; les Fali, qui n'ont plus guère de champs en montagne, se rattachent à ce groupe ; dans les massifs qu'ils continuent à cultiver, on voit se côtoyer des secteurs à véritables terrasses et des pentes non aménagées où les cultures sont menées entre les pierres et les blocs en place.

Ainsi, la terrasse est présente sur toutes les zones du nord à très fortes densités, mais également en dehors d'elles : on en trouve au sud des monts Mandara sur des secteurs à densités moyennes ou faibles, soit partiellement, soit même sur tout l'espace cultivé.

Cette constatation incite à examiner la relation entre les deux faits. On admet en général que c'est l'importance du peuplement qui, en imposant la mise en valeur totale de l'espace, donc la culture permanente, a contraint les hommes à innover sur le plan technique en construisant des terrasses. C'est l'hypothèse qui semble aller de soi. Elle est conforme aux vues d'Ester BOSERUP (1970), selon laquelle « certains types de changements techniques ne se produisent que si une certaine densité démographique est atteinte ». Elle semble se vérifier dans certains pays à terrasses dont l'histoire est mieux connue : en Provence, R. LIVET (1963) remarque que les époques où l'on a construit des terrasses (XII^e-XIII^e, XV^e-XVIII^e siècles) sont celles qui ont vu les populations proliférer.

Or, le fait que l'on trouve des terrasses dans des zones à densité médiocre du sud des Mandara montre que ce n'est pas nécessairement un fort peuplement qui déclenche leur construction. Chez les groupes du sud, elles apparaissent comme une technique qu'ils ont, ou non, décidé d'adopter, au même titre que telle rotation ou tel autre aspect de leur culture.

Observons le cas des montagnards Daba et Téléki (cf. fig. 3, p. 10). Ils sont voisins, leur densité est équivalente, de l'ordre de 20 hab./km², ils habitent des massifs accidentés tout à fait semblables. Les premiers n'ont aucune terrasse, les seconds en construisent — de façon assez fruste à vrai dire —, sur toutes leurs pentes, qu'elles soient ou non cultivées en permanence. Les Téléki, fait important car sans doute explicatif, sont enracinés en montagne depuis plus longtemps que les Daba qui s'y seraient installés seulement au XIX^e siècle, avec les troubles qui ont suivi la conquête peul. Autre exemple, celui des Goudé et des Ndjegn, également voisins et vivant dans un milieu

analogue. Contrairement aux Goudé, les Ndjegn, à la densité pourtant un peu plus faible, organisent systématiquement en terrasses leurs aires habitées.

Il existe pourtant bien une interaction entre terrasses et densités. C'est à l'élévation du peuplement qu'il faut imputer leur caractère à la fois systématique et parfaitement achevé, tel qu'on le trouve dans le nord. Mais la relation a certainement joué aussi en sens inverse. On voit mal, en effet, que des densités de plus de 100 hab./km² aient pu être atteintes sur des pentes sans terrasses. Permettant une culture intensive, elles ont donné aux hommes la possibilité de s'accumuler, quand les circonstances historiques s'y prêtaient. Ce sont ces dernières qu'il faut maintenant examiner.

DENSITÉS ET HISTOIRE LA NOTION DE MONTAGNE-REFUGE

La raison première des fortes densités se trouve dans l'histoire. Toutes les montagnes de la région sahélo-soudanienne qui ont servi de refuges, comme le pays Kabyé du Togo, le plateau de Jos au Nigeria, les massifs du Kordofan au Soudan, se caractérisent par l'importance de leur peuplement.

Dès le XIII^e siècle¹³ et sans doute avant, des hommes des plaines du nord viennent s'installer dans les monts Mandara où ils trouvent un vieux fonds autochtone. Certains traits caractéristiques de la civilisation sao, des abords du lac Tchad, notamment des sépultures en double jarres, ont été signalés chez les Podoko et chez les Fali. De nombreux clans — chez les Podoko, les Moa, les Ouldémé, les Mouktélé, les Matakam — situent à Waza leur origine, ce groupe de pitons inhospitaliers à 60 km au nord de Mora n'ayant été probablement qu'une étape pour des gens venus de régions plus septentrionales. D'autres disent venir du Kanem, du Bornou, du Baguirmi. En étudiant les montagnards du sud, J. LESTRIGANT (1964) a décelé deux axes migratoires : l'un, venant du Kanem et du Baguirmi et suivant la bordure orientale de la chaîne, serait à l'origine des Daba et des Guidar ; l'autre, longeant sa bordure occidentale et issu du Bornou, aurait donné les Goudé et les Ndjegn.

Une partie de ces migrations était sans doute le fait d'hommes encore mal fixés qui trouvaient là un milieu qui leur convenait. Certains, nous disent les mythes de fondation, étaient des chasseurs à la poursuite de leur gibier. Mais, au moins à partir du XVI^e siècle, c'est l'expansion des empires islamisés du Bornou et du Baguirmi qui devient la cause essentielle des mouvements. L'histoire de ces empires nous le confirme : les populations doivent se soumettre ou s'enfuir. « Depuis Idris ALAOMA (fin du XVI^e siècle), écrit URVOY (1940, p. 122), la pesée est continue et l'avance des Kanouris (Bornouans) par absorption ou refoulement des païens est constante. » À cette époque, le Bornou dispose d'une armée équipée de chevaux et de

13. Plusieurs auteurs situent au XIII^e siècle les premières migrations en pays matakam. Chez les Mofou-Diamaré et les Ouldémé, les relevés généalogiques effectués par J.-F. VINCENT et V. DE COLOMBEL permettent de penser que les premiers migrants étaient déjà installés respectivement au XV^e siècle et au début du XVI^e siècle.

mousquets, et ceux-ci lui sont apportés par des marchands arabes en échange d'esclaves. Aux guerres de conquête s'ajoutent donc les expéditions menées pour les razzias d'esclaves, et lorsqu'on lit les descriptions, les massacres et les pillages dont elles s'accompagnaient, on conçoit qu'elles aient provoqué des mouvements de fuite.

Ainsi, pendant plus d'un demi-millénaire, des hommes sont venus s'accumuler dans les monts Mandara. Mais pourquoi ce processus n'a-t-il pas joué de la même façon pour les zones montagneuses du sud ? Sur le plan physique, elles ne sont pas moins propices à l'installation humaine que celles du nord : avec leur pluviosité plus abondante et mieux étalée, elles sont au contraire plutôt plus favorables aux activités agricoles. Et leur relief fortement accidenté, l'épaisseur du bourrelet montagneux séparant le plateau de la plaine les rendaient tout aussi aptes à servir de refuge protecteur. Avant les guerres peul, jusqu'au xix^e siècle, leurs habitants se trouvaient même bien mieux à l'abri que ceux du nord qui s'offraient directement aux regards et à la convoitise des Mandara, et aux incursions esclavagistes des empires du nord.

On peut tirer argument du fait que les immigrants venant en majorité du nord se sont pour la plupart installés dans les premiers massifs rencontrés. Mais les nombreuses migrations intramontagnardes, dont font état les traditions orales, auraient dû avoir un effet régulateur.

C'est sans doute la présence du petit royaume du Mandara¹⁴ en bordure nord de la montagne qui est pour une part responsable des densités records du nord. Fondé au début du xvi^e siècle, islamisé vers 1715, ses villages cernent les montagnards du nord qui se trouvaient ainsi en position d'assiégés, sans exutoires pour leurs excédents, alors que ceux du sud pouvaient, jusqu'à la prise du pouvoir par les Peul au xix^e siècle, s'étendre sur les plaines environnantes.

Le royaume du Mandara lançait des expéditions ou des coups de main contre les massifs du voisinage, sachant habilement tirer parti des rivalités intramontagnardes ; et surtout il faisait alliance avec ses puissants voisins, notamment le Bornou, qui trouvaient chez lui une base de départ pour leurs raids.

Mais revenons sur la notion de montagne-refuge et sur son incidence sur le peuplement. La montagne assurait, à ceux qui l'habitaient, l'autonomie, l'indépendance par rapport aux royaumes de la plaine, mais elle ne leur apportait pas la sécurité. Pour des bandes armées désirant se procurer des esclaves ou piller des greniers, les pentes et les rochers étaient une gêne, mais non un véritable obstacle. Les montagnards du nord semblent avoir vécu perpétuellement sur le qui-vive, dans la crainte d'une attaque des Mandara. Ils ne prenaient même pas la peine de se soustraire à la vue de leurs ennemis. En 1823, le major DENHAM (1826, p. 358), longeant les montagnes au cours de

14. Appelé également royaume (ou sultanat) du Wandala.

son expédition entre Mora et Maroua, constate : « Sur la plupart des montagnes dont je m'approchai, je vis des groupes de cabanes en différents endroits dès le milieu de leur hauteur, et quelquefois sur leur sommet, généralement sur les plateaux des chaînes. » ; et ce spectacle, nous raconte DENHAM, ne manquait pas d'exciter l'armée arabe qu'il accompagnait, nullement impressionnée à l'idée d'escalader les pentes : « Les Arabes étaient pleins d'ardeur ; ils regardaient avec des yeux de convoitise les cabanes des Kerdies, que l'on apercevait sur les flancs de la montagne devant nous. " Je ferai de beaux présents au sultan, disait leur chef, je suis sûr qu'il me donnera pour la piller une ville des Kerdies bien peuplée ". » (*ibid.*, p. 302).

En fait, la meilleure défense des communautés montagnardes ne résidait ni dans leur position stratégique, ni dans leurs rochers, ni dans leurs flèches empoisonnées, mais dans leur nombre. On sait, par les traditions orales, qu'elles accueillaient volontiers des étrangers pour mieux résister à leurs ennemis. Pour elles, l'optimum de peuplement correspondait à une occupation quasi intégrale du milieu accidenté ; c'était la logique de « l'espace plein ». Il n'était pas rare que, sous l'effet de l'accroissement naturel, elles basculent ensuite dans le surpeuplement. Celui-ci s'est manifesté, au moins ponctuellement, depuis très longtemps. Des récits, notamment chez les Ouldémé, les Mada, les Guemjek, les Mofou-Diamaré, relatent comment, dans le passé, certaines communautés villageoises chassèrent ou massacrèrent une partie des leurs, tel ou tel clan devenu trop nombreux, pour récupérer ses terres.

Les populations du sud, plus éloignées des empires musulmans, ne subissaient que rarement leurs raids et vivaient dans l'ensemble tranquillement jusqu'à l'arrivée des Peul. Une partie d'entre elles habitait en piémont et sur les plaines de bordure. N'ayant connu qu'un siècle de troubles contre trois ou davantage pour les gens du nord, elles sont moins marquées par leur passé d'insécurité. Beaucoup, qui s'étaient réfugiées en montagne au XIX^e siècle, en redescendront spontanément une fois la paix revenue, au temps de la colonisation.

Par ailleurs, le taux d'accroissement naturel diffère du nord au sud. Selon les travaux du démographe A. PODLEWSKI (1966), les groupes du nord étudiés (Matakam et Mofou) sont croissants du fait d'une fécondité féminine forte, tandis que ceux du sud (Kapsiki, Goudé, Fali) sont stationnaires ou même à tendance légèrement décroissante.

Le dynamisme démographique des gens du nord a-t-il été stimulé par le contexte d'insécurité et le besoin, évoqué plus haut, d'être nombreux ? Ou est-ce parce qu'ils vivaient retranchés dans leurs massifs, totalement coupés des gens de la plaine, qu'ils ont échappé aux maladies vénériennes, contrairement aux habitants du sud ? Quoi qu'il en soit, c'est là certainement une des causes du contraste de peuplement entre le nord et le sud.

D'UNE CIVILISATION PALÉO-SOUDANIENNE MONTAGNARDE À UNE CIVILISATION MODERNE

Une civilisation montagnarde

Les habitants des monts Mandara appartiennent à la civilisation paléo-soudanienne, dite également paléo-négritique. On la retrouve chez tous ceux qui ont sauvé leur identité en s'enfermant dans des zones refuges, montagnes le plus souvent, ou parfois régions semi-inondées comme les riziculteurs diola ou balant de la côte ouest-africaine. « À des milliers de kilomètres de distance, ce vieux fond paysan révèle, avec sa pérennité, sa profonde identité sociale et culturelle. » Sur le plan agraire, ces populations sans organisation étatique et connaissant de fortes densités « n'ont eu d'autres recours que l'intensification de leur système de production par l'aménagement progressif et de plus en plus poussé de leur environnement » (P. PELISSIER et S. DIARRA, 1978).

La civilisation des monts Mandara se caractérise en outre par des traits spécifiquement montagnards qui lui confèrent son originalité.

Les migrants, on l'a vu, y ont pris racine depuis plusieurs siècles. En outre, ils ont trouvé et assimilé des autochtones présents dès le premier millénaire de notre ère. De nombreux vestiges préhistoriques attestent leur ancienneté. Leurs descendants forment aujourd'hui des clans, intégrés dans les diverses ethnies (on en trouve notamment chez les Ouldémé, les Mouktélé, les Mofou-Diamaré, les Matakam), et ayant un rôle spécifique au sein de leur communauté sur le plan religieux. Sans doute ont-ils apporté aux gens de plaine qui les rejoignaient certains éléments de leur culture, encore que beaucoup, selon les récits d'origine, ne connaissaient pas l'agriculture et en étaient encore au stade de la chasse et de la cueillette.

Certains auteurs opposent les « vrais montagnards », ceux du nord ayant poussé à la perfection l'art de la terrasse, aux « faux montagnards », ceux du sud, venus plus tardivement et moins bien adaptés au milieu. Cette opinion demande à être nuancée. Nous verrons qu'effectivement, à partir des Bana (limite observée à propos des densités), les influences venues de plaine sont plus sensibles et les traits montagnards moins accusés. Mais ceux-ci sont loin d'être absents. Contrairement à ce qui est parfois avancé, les montagnes du sud étaient déjà habitées et cultivées avant la conquête des plaines du Nord-Cameroun par les Peul, en 1802. Les montagnards du sud ont subi plus durement les effets de la domination peul que ceux de l'extrême nord protégés par l'écran mandara. L'insécurité, qui a régné tout au long du

XIX^e siècle, a provoqué de nombreux mouvements de repli sur les zones accidentées, mais l'essentiel du peuplement était déjà en place.

Du nord au sud des monts Mandara, les rapports de l'homme à la terre sont donc marqués par le milieu accidenté. Nous en examinerons ici trois aspects caractéristiques : la terrasse, les systèmes fonciers et la perception de l'espace.

LA TERRASSE

La terrasse est une technique couramment utilisée dans les zones accidentées de l'Afrique sahélo-soudanienne. On la trouve chez les Dogon de Bandiagara, les Kabyé du Togo, les Bwaba du Burkina Faso, les Mborom du Nigeria, les Nuba du Soudan. Mais il s'agit souvent d'aménagements sommaires ou partiels. Chez les Kabyé, « les travaux d'aménagement restent fragmentaires et assez peu poussés. Il n'y a pas de véritables murs régulièrement appareillés ni de longues terrasses épousant les courbes de niveau. Tout au plus peut-on parler chez eux d'une consolidation de détail des versants et d'un réemploi sommaire des moellons de l'épierrage » (ENJALBERT, 1956). Chez les Bwaba du Burkina Faso, on trouve des terrasses bien construites, mais seulement sur une petite partie de chaque terroir (SAVONNET, 1959).

C'est ce même type de mise en terrasses rudimentaire ou incomplète que l'on trouve dans les zones accidentées du sud des Mandara. Les Kapsiki et les Téléki en font sur toutes les pentes cultivées mais leur construction reste assez sommaire, les Ndjegn et les Fali n'en construisent que dans leurs aires habitées. Les Kortchi, les Daba et les Goudé n'en font pas.

Chez les montagnards du nord en revanche, la mise en terrasses, du fait, on l'a vu, des densités élevées, atteint un degré de perfection et d'achèvement exceptionnel. On observe sur des kilomètres l'aménagement intégral des versants, avec des murets de soutènement bien construits. Les banquettes sont larges de trente centimètres (une rangée de sorgho) à une dizaine de mètres, ou même davantage ; les murets sont hauts de trente centimètres à deux ou trois mètres, suivant l'inclinaison de la pente et la composition des matériaux. Le constructeur appuie ses murets sur les blocs en place, il les dédouble ou les démultiplie en fonction des variations de la pente et des accidents de terrain. Sur les pentes régulières et sans affleurements rocheux, les terrasses s'allongent avec une régularité parfaite suivant les courbes de niveau, évoquant les gradins d'un théâtre antique.

L'expansion actuelle des montagnards sur les plateaux qui présentent par endroits des mamelons, des pentes assez fortes, permet d'observer sur le vif les modalités de leur construction. Alors que leur réfection chaque année, au moment de la remise en culture, est une activité souvent impartie aux femmes, leur construction paraît réservée aux hommes. Du moins, dans les

deux cas examinés — un Matakam s'installant au nord du piton de Mouhour et un Kapsiki du village de Sir —, le travail a-t-il été réalisé par le chef d'exploitation seul (chez le Matakam) ou aidé de son fils (chez le Kapsiki). Ni les épouses ni les voisins n'y ont participé. Peut-être est-ce parce que, comme on le verra, la mise en terrasses implique la prise de possession de la terre. Contrairement à ce que l'on a dit parfois, la terrasse apparaît comme une technique résolument individualiste.

La construction des murets se fait en commençant par le bas de la pente, et en montant progressivement jusqu'au sommet. Elle s'effectue pendant la saison sèche. En une saison, un homme met en terrasses environ un demi-hectare (en l'occurrence, il s'agissait de terrains faciles, avec des cailloux et des pierres de dimensions modestes). En quelques années, la surface correspondant à une exploitation de taille moyenne peut être achevée.

La terrasse permet d'épierrer le sol, d'atténuer le ruissellement, qui entraîne les particules fines et dégrade le sol, et de favoriser l'infiltration de l'eau et la décomposition de la roche sous-jacente. Elle transforme des pentes caillouteuses en terrains parfaitement cultivables, supérieurs à certains sols de plaine ; il est frappant de constater, en saison des pluies, que les champs de sorgho sont souvent plus beaux sur les flancs des massifs qu'à leur pied, sur les colluvions de piémont. L'eau qui circule en profondeur apporte aux plantes non seulement l'humidité, mais des éléments minéraux provenant des roches en voie d'altération.

Enfin la terrasse, en favorisant l'infiltration aux dépens du ruissellement, atténue les crues des mayos. Les phénomènes d'érosion des berges observés en plaine depuis quelques décennies sont liés au changement climatique, mais sans doute également à l'abandon de nombreux secteurs de montagne et à la dégradation des terrasses qui n'y sont plus entretenues.

LES SYSTÈMES FONCIERS

C'est par la relation qui unit chaque homme à ses champs que les monts Mandara présentent leur plus grande originalité.

La répartition des terres entre collectivités et individus fait l'objet d'un ensemble de règles coutumières souvent très précises qui constituent de véritables systèmes fonciers. Ces systèmes varient suivant les ethnies, mais ils présentent un fondement commun : l'appropriation privée de la terre au sein de la communauté villageoise. Nous y reviendrons.

Tous ces systèmes fonciers sont restés à peu près intacts jusqu'à une date récente, tels que les paysanneries les ont élaborés. Les puissances voisines, mandara ou peul, n'ont jamais contrôlé les zones montagneuses ni cherché à y exercer des droits fonciers, même lorsqu'elles obtenaient des montagnards une sorte d'allégeance avec redevances ou tributs. Au xx^e siècle, l'administration coloniale se contente de placer des instances pour juger en appel les

litiges non résolus dans le cadre de la communauté villageoise. Elle ne met pas en question les usages en vigueur. Son action vise surtout à trouver des solutions pacifiques aux conflits survenant entre massifs distincts ou villages différents, conflits qui se réglaient traditionnellement en fonction du rapport de forces du moment et, éventuellement, par les armes.

Il faut donc attendre 1960 et l'indépendance du pays pour que les institutions foncières des montagnards se voient mises en cause. Dans un premier temps, les autorités administratives, sans doute dans un souci d'unification pour l'ensemble de la province du Nord-Cameroun, cherchent à y faire appliquer les règles en usage chez les musulmans de la région, caractérisées par l'absence de propriété privée. Dès 1970, la partie méridionale des monts Mandara, ouverte de longue date aux influences du monde peul et en cours d'islamisation, commence à appliquer les nouvelles règles. Le nord, en revanche, n'était pas encore entamé par les nouvelles procédures, du moins pour les secteurs montagnards.

En juillet 1974 est promulguée une ordonnance fixant le régime foncier pour l'ensemble du Cameroun. Le sol camerounais est domaine national, et toute personne ayant des droits sur une parcelle, comme habitant ou exploitant, peut demander et obtenir gratuitement un titre foncier. La propriété privée est en fait reconnue officiellement. Mais le montagnard ne se trouve pas pour autant confirmé dans son statut de propriétaire. Le décret d'avril 1976, fixant les conditions d'obtention du titre foncier, stipule que le terrain doit être borné. L'achat des bornes est à la charge du demandeur, le bornage doit être réalisé par un géomètre. C'est dire que la réforme foncière est pratiquement inapplicable en milieu montagnard.

Dans l'immédiat et sans doute encore pour longtemps, les systèmes coutumiers continuent à fonctionner sans grand changement dans le nord, tandis que l'implantation du droit musulman se confirme dans le sud.

L'appropriation privée

du sol

L'appropriation privée est donc la marque commune des systèmes fonciers des groupes habitant en montagne et sur les plateaux. À une exception près cependant, celle des Kortchi qui constituent un petit îlot ignorant la propriété foncière individuelle. Partout ailleurs, le schéma type souvent décrit, et que l'on observe chez les ethnies même non musulmanes des plaines voisines, suivant lequel la collectivité possède la propriété « éminente » du sol, ses membres n'ayant qu'un droit d'usage plus ou moins stabilisé, ne se retrouve pas.

La terre est répartie entre les villageois. Chaque chef de famille dispose librement de ses parcelles. À son gré, il les cultive ou non, ou en cède temporairement l'usage à un autre exploitant ; il les transmet par héritage à

ses fils. Ceci n'est pas exceptionnel dans les systèmes traditionnels africains, et peut se concilier avec un simple droit d'utilisation consolidé. Beaucoup plus rares, et caractéristiques d'un droit de propriété très proche de celui des sociétés européennes, sont certains usages.

— Lorsqu'un exploitant laisse en friche une de ses terres, elle continue de lui appartenir, et après sa mort à ses héritiers, sans qu'aucune prescription n'annule son droit. Des secteurs autrefois cultivés mais abandonnés depuis longtemps restent ainsi intégralement appropriés. Si quelqu'un désire y rouvrir un champ, il ne peut le faire qu'après entente avec le propriétaire.

— Par ailleurs, le détenteur d'une terre peut la vendre s'il le désire, et cette possibilité, contraire au principe général de l'inaliénabilité du sol en Afrique, très ancienne pourtant et ne devant rien aux transformations récentes, est également la marque de son statut de propriétaire foncier. Il existe toujours deux types de transactions nettement distinctes : les cessions temporaires, concernant le droit d'utilisation, et les cessions définitives, concernant le droit de propriété.

— Enfin, troisième fait propre aux monts Mandara, les cessions, qu'elles soient temporaires ou définitives, sont codifiées par la coutume, mais elles ne sont soumises, à moins de conflit, au contrôle d'aucune autorité supérieure, d'aucun personnage jouant le rôle de chef de terre. Seuls interviennent pour les ventes des témoins choisis par les parties, généralement des proches parents ou des voisins, qui s'assurent que la coutume est bien respectée, et attesteront en cas de contestation qu'il y a bien eu vente.

Un propriétaire ne peut cependant vendre un champ qu'à un exploitant appartenant à la communauté villageoise dont il fait partie. Ici intervient la seule restriction importante au droit des individus sur le sol, qui incite certains auteurs à le considérer comme une quasi-propriété et non comme une propriété au sens plein : il faut être membre d'une collectivité pour pouvoir posséder des champs sur son territoire. Il faut même en être membre à part entière : cette nuance s'applique chez les Matakam pour les kéda, considérés comme des étrangers à la communauté villageoise bien qu'ils en fassent partie parfois depuis plusieurs générations. Ils ne peuvent être propriétaires et n'ont que des droits d'utilisation sur les terres mises à leur disposition.

Comment expliquer cette appropriation privée, insolite en Afrique ? La culture permanente du sol, générale au nord, partielle au sud, pourrait être une raison suffisante. Dans toute région à forte densité, la permanence des cultures tend automatiquement à consolider les droits d'usage et à estomper, voire à effacer, le rôle des instances collectives. Ce processus n'entraîne généralement qu'un renforcement des droits d'usage, mais il peut dans certains cas aboutir à un authentique droit de propriété, comme H. FRÉCHOU (1965) l'a observé chez les Peul du Fouta-Djalon.

D'autres données, plus spécifiques des monts Mandara, vont également dans ce sens. Tout d'abord, l'aménagement des terrasses. Le montagnard qui les a façonnées, épierrant ses banquettes, dressant ses murets, a « construit » son champ. Il y a incorporé beaucoup de travail. Le droit acquis sur sa terre a pu prendre un caractère personnel et fort, comme celui dont tout travailleur dispose sur le produit de son labeur.

Un fait récent montre d'ailleurs que le montagnard a conscience du lien ainsi créé entre lui et son sol. Les Ndjegn, qui aménagent des terrasses seulement dans les aires habitées, nous ont dit avoir obtenu des autorités administratives les ayant invités à supprimer le droit de propriété individuelle, que celui-ci soit au moins maintenu sur la partie de leur terroir mise en terrasses : ils ont fait valoir précisément la somme de travail qu'elles ont nécessitée.

Par ailleurs, une coïncidence paraît significative : la seule ethnie qui fait exception à la règle générale de l'appropriation privée, celle des Kortchi (l'exploitant perd, chez eux, tous ses droits sur un champ qu'il ne cultive plus), est justement l'un des rares groupes ne pratiquant pas la culture en terrasses.

Il faut aussi faire intervenir le caractère très peu autoritaire du pouvoir politique. Le chef de massif remplit un rôle moral et religieux, qui s'exerce au niveau de la collectivité et non des personnes. Le seul cas, observé par J.-F. VINCENT chez les Mofou, où le chef de massif « commande » la terre et joue un certain rôle dans sa répartition, concerne justement un groupe qui tranche sur l'ensemble des autres montagnards par le pouvoir plus autoritaire et concret dévolu à la chefferie. Partout ailleurs, le paysan, s'il est étroitement bridé par la coutume, tend à rejeter toute dépendance par rapport aux personnes, si ce n'est celle de son père. Son individualisme profond, presque exacerbé, sur les plans matériel et économique, trouve parfaitement son compte dans une organisation foncière fondée sur la propriété privée.

Culture permanente, terrasses, individualisme paysan, aucun des trois facteurs n'est en lui-même vraiment déterminant. Ils existent dans d'autres régions d'Afrique sans avoir entraîné la propriété privée. Dans les monts Mandara, ils peuvent manquer sans que celle-ci disparaisse : on la trouve chez les Mofou à chefferie autoritaire, chez les Daba et les Goudé sans culture en terrasses, chez les groupes à faible densité. Mais il faut tenir compte des influences interethniques.

S'il est difficile, dans l'état actuel des connaissances, de privilégier le rôle de l'un de ces facteurs, disons que leur conjonction, fréquente dans la région, est en cohérence avec un droit de propriété privée.

Depuis l'Indépendance, on l'a vu, ce droit est contesté par les responsables administratifs qui s'efforcent de faire admettre les règles en usage chez les

ethnies islamisées de la région. Pour celles-ci, « la terre appartient à Dieu », « la terre n'appartient à personne », ou « la terre appartient à tout le monde », expressions synonymes signifiant qu'il ne peut y avoir d'appropriation individuelle. « Comment peux-tu dire que ce champ t'appartient, disait un sous-préfet à un paysan téléki, est-ce que tu peux le mettre dans un panier et l'emporter avec toi ? » Ce droit apparaît aux autorités musulmanes comme une étrangeté. Sans doute y voient-elles en outre une occasion de conflits, un risque d'accaparement des terres, une source de problèmes dans les zones cotonnières où s'imposent des regroupements.

Elles admettent cependant le bien-fondé d'un droit d'usage permanent, susceptible d'être transmis aux héritiers, ou d'être cédé temporairement moyennant un prix de location. Mais selon leurs directives, un champ restant en jachère pendant plus de quatre ans retombe dans le patrimoine commun et peut être mis en culture par un nouvel usager, sans qu'il ait à demander l'accord de l'ancien exploitant. Par ailleurs, un émigrant doit laisser gratuitement ses terres à la disposition des gens de son village ou de sa famille, et ne peut plus, comme cela se pratiquait chez certaines ethnies, en retirer un prix de location.

Ces nouvelles règles commencent à s'imposer chez les montagnards des arrondissements de Guider et de Mayo-Oulo, en cours d'islamisation, et d'une façon plus mitigée, dans celui de Bourha. Chez les Kapsiki et surtout chez les paysanneries denses du nord, qui restent fortement attachées à leurs coutumes et qui cultivent leurs champs en permanence, elles ont peu l'occasion de s'appliquer.

On peut s'interroger sur l'intérêt de la suppression du droit de propriété privée. La suppression élimine à coup sûr un certain nombre de litiges difficiles à trancher, qui surgissent entre ceux qui défrichent une terre inoccupée et ceux qui leur opposent un vieux droit de propriété, mais n'ont pas de témoins capables de l'attester. On comprend par ailleurs que la coexistence de deux droits différents, l'un pour la montagne et l'autre pour la plaine, soit gênante, et que les responsables cherchent une unification.

En revanche, les soins que le montagnard apporte à ses terres, son souci de maintenir indéfiniment leur productivité paraissent liés à son statut de propriétaire. Certes, on trouve en Afrique d'excellents cultivateurs qui n'ont pas la propriété individuelle de leur terre : tels les Dogon du Mali ou les riziculteurs du Sénégal et de Guinée. Mais l'habitant des Mandara est habitué à son statut de propriétaire. Sa suppression ne risquerait-elle pas d'entraîner une certaine désaffection, peut-être l'abandon de pratiques intensives et de transformer un paysan amoureux de sa terre en agriculteur plus négligent ? La question mérite en tout cas d'être posée.

Les modes d'accession à la terre

L'impact des nouvelles dispositions est encore faible. Dans l'ensemble, les transactions foncières demeurent régies par les coutumes traditionnelles dans le cadre de chaque communauté villageoise.

Sur toute la région, trois soucis président aux règles foncières et à leur mise en application :

- laisser le maximum de liberté à chaque propriétaire, dont on se plaît à affirmer le caractère absolu de ses droits sur ses terres ;
- éviter tout accaparement abusif du sol et assurer la distribution la plus équitable possible, de façon que chaque exploitant puisse assurer sa subsistance et celle de sa famille, et que la paix règne au village ;
- conserver leur unité aux espaces sur lesquels se projettent les communautés de massif et parfois également les communautés de quartier.

Ces trois objectifs ne se montrent pas toujours faciles à concilier et des solutions de compromis sont admises. Elles se réalisent par le biais d'usages qui viennent s'ajouter et éventuellement s'opposer aux règles.

Ainsi, dans les régions à fortes densités, un exploitant a théoriquement le droit, s'il ne cultive pas l'un de ses champs, de refuser de le prêter ou de le louer : principe de la liberté du propriétaire. Mais en fait son refus serait si mal vu qu'il est pratiquement obligé de le louer : principe de non-accaparement du sol.

Les décisions prises par ceux qui règlent en première instance les conflits sont également significatives. Tel ce jugement observé chez les Ouldémé en 1970 ; un propriétaire se met d'accord avec un jeune exploitant pour lui louer un de ses champs ; une des notabilités les plus aisées du quartier propose alors au propriétaire, qui accepte, de le lui louer pour un prix plus élevé. L'affaire est soumise aux anciens qui décident que le champ doit aller au jeune exploitant au prix qui avait été convenu « parce qu'il n'a pas beaucoup de terres, tandis que X (le notable) n'en manque pas ». Sagesse, esprit de justice et de conciliation, absence de rigidité, accompagnement, chez ceux qui interviennent en cas de contestation, le souci d'observer la coutume.

Les systèmes foncières sont donc un ensemble de règles, d'usages, d'interprétations pratiques, de façons habituelles de faire. Cet ensemble s'applique aux divers modes d'accession à la terre, accession définitive (défrichage, héritage, achat) et accession temporaire (location ou prêt).

Les cessions définitives

Le défrichage : il est à l'origine de la propriété foncière, soit directement pour ceux qui débroussent une terre n'ayant jamais été cultivée, soit par transmission du droit acquis par le travail d'un ancêtre.

Dans le contexte actuel, les terres acquises directement par défrichage ne représentent qu'une faible proportion. Cette possibilité est pratiquement exclue des zones accidentées et de leur bordure. Elle existe en revanche pour toutes les communautés qui peuvent s'étendre sur la plaine ou sur les plateaux.

Les défrichages s'effectuent presque toujours dans le prolongement de la zone déjà occupée. Un accord, tacite ou non, s'établit entre massifs voisins pour fixer leurs limites qui s'appuient si possible sur des cours d'eau ou des accidents de relief. Chez certains groupes du nord, on détermine aussi les secteurs que se partageront les habitants des différents quartiers (subdivisions des massifs). Dans les cadres ainsi établis, les exploitants mettent en valeur ce qu'ils peuvent, dans la mesure de leurs besoins et de leurs forces. *L'héritage* : c'est en ce domaine que les usages en vigueur dans chaque groupe ethnique présentent le plus de diversité. Quelques principes sont communs. La transmission de la propriété des terres ne passe jamais par les femmes. Seuls héritent les fils. Si un homme n'en a pas, ses champs vont à ses frères ou à ses neveux, à défaut à des cousins, toujours dans la lignée paternelle.

En outre, il existe toujours, parmi les fils, un héritier privilégié, « le successeur du père ». C'est soit l'aîné (Ouldémé, Mofou, Goudé...), soit le benjamin (Matakam, Mada...), soit le dernier fils de la première femme (Podoko, Mouktélé...). C'est à lui que revient l'habitation paternelle, et, chez certains groupes, il est avantagé dans le partage des terres.

Dans les régions à fortes densités du nord, les règles de succession sont fixées avec une grande précision. Acquérir de nouvelles terres y est difficile ou coûteux. L'héritage y revêt donc une extrême importance ; il est indispensable pour éviter des conflits que les droits des héritiers soient clairement établis, d'autant plus que, du fait du dynamisme démographique, le problème épineux des familles nombreuses s'y pose de façon habituelle.

Chez les petits groupes ethniques occupant le nord-est des monts Mandara, des Podoko aux Mofou, tous les fils héritent. Selon un vieillard mouktélé, « Dieu a voulu te donner tous tes fils, il interdit de refuser le champ du père à l'un d'eux ». Le partage peut être strictement égalitaire, comme chez les Podoko et les Mouktélé, ou avantager sensiblement le « successeur ». Chez les Ouldémé, il est égal si tous les fils ont la même mère ; sinon, on effectue deux partages égalitaires successifs, l'un entre groupes de frères, l'autre entre frères du même groupe : si un homme a un fils d'une épouse et deux d'une autre, le premier reçoit la moitié de ses terres, les deux autres un quart chacun. Les Mofou, selon J.-F. VINCENT, avantagent l'aîné, successeur du père, qui hérite de la moitié des champs familiaux ; le benjamin reçoit les champs qu'exploitait sa mère (mais appartenant à son père), et c'est lui qui

l'héberge et la prend en charge à son veuvage ; les cadets se partagent ce qui reste.

Ces différents types de partage conduisent les enfants de famille nombreuse à n'hériter que de surfaces dérisoires, tout à fait insuffisantes pour vivre. D'où l'importance que prennent les deux autres modes d'accession à la terre, l'achat et la location. D'où aussi des problèmes très aigus de surpeuplement qui ont conduit autrefois des communautés à massacrer certains de leurs clans.

C'est précisément sur l'idée d'éviter le surpeuplement que repose le régime de succession des Matakam (cf. J.-Y. MARTIN, 1970 ; J. BOULET, 1975). Ici, les nouvelles exploitations constituées doivent être viables. Les terres d'un homme ne seront donc partagées entre tous ses fils que si chacun peut recevoir une superficie suffisante, soit environ deux hectares. Sinon, seuls certains fils hériteront, suivant un ordre bien établi : le benjamin d'abord, qui reprend l'habitation de son père et demeure le seul héritier des terres si l'exploitation est minimale, puis le fils aîné, enfin les cadets dans l'ordre de naissance.

À l'instar des Ouldémé et de leurs voisins qui n'ont reçu qu'une part minime, les Matakam déshérités peuvent s'efforcer de louer des terres dans leur communauté de massif. Mais contrairement à eux, ils n'ont pas au départ la moindre parcelle, le moindre embryon d'exploitation, aussi sont-ils davantage incités à partir sur un massif où l'habitat est moins dense et où la terre ne manque pas. Dans ce cas, ils n'ont plus que le statut inférieur de keda à moins qu'ils ne trouvent des secteurs encore incultes à défricher.

Le système matakam tend donc à égaliser les densités et provoque un certain dynamisme du peuplement. L'expansion du groupe sur une vaste zone repose sans doute en partie sur lui : bien des massifs de la périphérie ont été débroussés par des hommes à la recherche de terre, des cadets déshérités venant de montagnes saturées.

Les ethnies habitant au sud des monts Mandara n'ont pas les mêmes problèmes. Seuls les champs de l'aire villageoise ou le champ de case peuvent faire l'objet d'un partage minutieux et précis entre tous les fils. Les champs de brousse sont répartis entre eux de façon approximative, à moins qu'ils n'aillent seulement au « successeur », ses frères trouvant toujours des terres vacantes à exploiter.

Les usages adoptés pour le champ qui entoure l'habitation influent sur le dispositif de l'habitat. Ce champ porte souvent un nom spécial : « champ de la porte », ou « champ du successeur » ou « habitation de l'ancêtre ». On y fait régulièrement des sacrifices. Les Mofou y placent l'autel du cinquième ancêtre paternel considéré comme « l'esprit du champ du mil » (d'après J.-F. VINCENT, *comm. orale*). Certains groupes (Ouldémé, Daba...) le partagent systématiquement entre les héritiers (à moins qu'il ne se réduise plus

qu'à quelques dizaines de mètres carrés). Dans ce cas, l'habitat tend à se resserrer, à se concentrer sur une petite partie du terroir. D'autres au contraire (Matakam, Mofou...) tiennent à ce que ce champ conserve une bonne dimension et ne le partagent que s'il est très vaste. Sinon, il revient seulement à l'héritier de l'habitation. Les fermes sont alors beaucoup plus dispersées, l'aire habitée coïncide avec l'espace exploité ou s'étend sur sa plus grande partie.

Une fois déterminée la superficie revenant à chaque héritier, comment va se réaliser le partage des terres? Là encore, les méthodes varient suivant les ethnies, ce qui conduit à des parcellaires fort différents.

Une exploitation se compose presque toujours de plusieurs champs disséminés sur le terroir. On peut donc, soit répartir les champs entre les cohéritiers, soit les diviser en autant de parcelles que d'ayants droit, soit combiner les deux types de partage.

Quelques groupes (Podoko, Ouldémé, Mada...), très soucieux que chacun reçoive sa juste part, procèdent de préférence au découpage des champs, en particulier sur les meilleures terres dont personne ne veut être privé. Pour que chaque part soit qualitativement égale, ils divisent le champ dans le sens de la pente. Il en résulte un morcellement très poussé en parcelles allongées, pouvant prendre la forme de lanières de 4 à 5 m de large sur 50 à 100 m de long (cf. fig. 8, p. 64). Chez d'autres ethnies (Matakam, Mofou...), on évite au maximum de diviser les champs qui demeurent relativement vastes.

L'achat : tous les groupes ethniques de la région admettent qu'un champ peut être vendu, et que cette vente efface totalement les droits de l'ancien propriétaire. Tous affirment que les ventes se réalisent par accord entre les parties, et qu'aucune autorité supérieure n'est habilitée à intervenir; tout au plus avertit-on le chef de quartier. Mais il existe une différence importante entre les ethnies. Pour certaines, la vente est une pratique courante et tend à ajuster constamment superficies appropriées et superficies exploitées; pour d'autres, elle présente un caractère exceptionnel, et l'achat n'est pas un mode d'accession normal à la terre.

Dans la première catégorie se rangent les Ouldémé. D'après l'enquête foncière réalisée à Hodogway en 1965 (A. HALLAIRE, 1971), 35 % des terres exploitées en faire-valoir direct proviennent d'achats réalisés depuis une quarantaine d'années. On y décompte deux à trois ventes chaque année pour un total de 600 parcelles. Achètent ceux qui manquent de terre parce qu'ils n'ont reçu qu'une petite part d'héritage ou que leur famille augmente; vendent au contraire, ceux dont la famille diminue ou les vieillards sans héritiers proches.

À l'opposé, les Matakam semblent éprouver une sorte de honte à vendre un champ, et le font seulement s'ils y sont acculés. De même, les Kapsiki ne

cèdent une terre que s'ils ne peuvent s'acquitter autrement d'une grosse dette ou d'une amende.

La vente se déroule suivant un processus fixé par la coutume, visant à éviter toute ambiguïté, toute remise en question. Chez les Ouldémé, les différentes étapes (discussion du prix, reconnaissance des limites, paiement au domicile de l'acheteur) se déroulent en présence des témoins des deux parties. Si la vente a lieu entre gens de lignages ou de clans différents, elle ne devient définitive qu'après la remise à l'acheteur de la « houe-limite ». Il s'agissait autrefois d'une houe de grande taille forgée spécialement dans cette intention ; c'est aujourd'hui une houe ordinaire, mais qui demeure une sorte de symbole équivalent à la signature du contrat de vente.

Pour d'autres groupes, ce sont des offrandes rituelles qui servent à ratifier la vente : le vendeur mouktélé offre une chèvre en sacrifice « pour apaiser son père » ; les Podoko font un sacrifice « pour bien montrer que c'est définitif, et qu'il n'y ait par la suite aucun conflit avec les héritiers du vendeur ».

Le prix varie suivant la taille du champ et la valeur de son sol. Chez les Ouldémé, il est aujourd'hui réglé en espèces (entre 3 000 et 15 000 FCFA en 1965)¹⁵, auxquelles l'acheteur ajoute éventuellement quelques dons en nature. Les Mouktélé vendent un champ contre un à trois bœufs. Chez les Baña, un champ acheté en 1960 dans l'aire villageoise de Guili a été payé totalement en nature : trois boubous, deux chèvres, un mouton, deux paniers de sorgho, deux jarres de natron et une barre de fer.

Les ventes se traitent le plus souvent entre gens d'un même quartier, qu'ils appartiennent ou non au même clan. Mais elles peuvent se négocier également entre quartiers différents, ce qui permet d'ajuster la répartition des terres aux effectifs de chaque petite collectivité. Il arrive en effet que les habitants d'un quartier soient plus particulièrement à l'étroit, du fait d'une croissance démographique accélérée, ou parce qu'ils n'ont pas les mêmes possibilités de s'étendre en piémont que leurs voisins. Mais certains groupes ethniques, tels les Ouldémé, tiennent à maintenir une certaine cohésion aux terroirs de quartier : les ventes ne sont autorisées qu'entre gens de quartiers contigus.

Le même problème d'ajustement se pose au niveau des territoires de massifs. Les ventes entre communautés de massifs étant en principe interdites, les compensations ne peuvent s'effectuer que de deux façons : par des locations, ou par des changements d'habitat — des exploitants de massifs très peuplés partant s'insérer dans une communauté voisine. Quelques groupes admettent cependant la possibilité de transferts fonciers entre massifs, à la condition expresse que la terre vendue se trouve sur la limite des deux territoires. L'important à leurs yeux, en effet, est que l'unité du territoire, que protègent les ancêtres et les divinités de la montagne, soit respectée. Ainsi les Ouldémé ont pu acheter un secteur de montagne à leurs voisins, les

15. La surface moyenne des parcelles chez les Ouldémé est de 23 ares.

Vamé, ceux-ci préférant abandonner cette portion de leur territoire pour s'étendre en plaine.

Les cessions temporaires

Il est courant qu'un champ soit cédé temporairement par un propriétaire à un autre exploitant.

Dans la région du nord, ces cessions donnent lieu presque toujours à une contrepartie en argent (100 à 1 000 FCFA pour une année) ou en nature (une chèvre pour une ou plusieurs années). Les Mouktélé offrent en outre de la bière après la récolte, ce geste traduisant le lien créé entre les deux parties : « si un homme te prête un champ, c'est un peu comme s'il te donnait sa fille ». Parfois la cession est gratuite, si elle se réalise entre très proches parents, ou s'il s'agit d'une petite parcelle laissée à une femme pour son souchet ou son voandzou.

Au sud, la gratuité apparaît de manière beaucoup plus fréquente, et le prêt est souvent de longue durée. S'il se traite entre gens de clans différents, un don, plus symbolique que rémunérateur, a pour effet chez certains groupes d'assurer la prospérité du champ, et d'éviter que le droit du propriétaire ne finisse par être oublié. ainsi les Daba offrent un poulet au début du prêt et une ou deux jarres de bière après la récolte de sorgho.

Le souci plus ou moins marqué, suivant les ethnies, de maintenir l'unité des espaces cultivés par les communautés de quartier et de massif, a fait adopter des règles analogues à celles qui concernent les ventes. Chez les Ouldémé, on donne en location de préférence à un exploitant de son quartier, éventuellement à un habitant d'un quartier voisin, jamais à celui d'un quartier éloigné. On ne peut louer une terre à un habitant d'un massif voisin que si elle se trouve sur la limite.

La présence, même provisoire, au sein de l'espace villageois, d'un cultivateur qui ne fait pas partie de la communauté et ne participe donc pas à ses rites agraires, est considérée comme importune.

D'autres groupes autorisent les locations entre tous les quartiers d'un même massif; certains admettent même les locations intermassifs, mais ceci, semble-t-il, seulement depuis quelques années et uniquement sur les piémonts.

Les systèmes fonciers, caractérisés à la fois par la précision et la souplesse, répondent bien au but recherché. Dans la région du nord où le surpeuplement se faisait durement sentir avant que les possibilités d'émigration en plaine n'aient été largement offertes, la situation aurait pu être explosive. Pourtant, les conflits à l'intérieur des communautés se réglaient assez facilement. Il n'y avait pas d'accaparement de terres ni d'inégalités choquantes. Tout homme, même démuné au départ, arrivait à se constituer une exploitation à peu près viable par les locations ou les achats. Dans les situations les

plus tendues, il quittait son massif pour un autre moins peuplé. Aujourd'hui, il émigre en plaine.

Plus qu'aux institutions elles-mêmes, dont on a vu la diversité, c'est sans doute aux tendances égalitaires des sociétés concernées et au consensus général sur la nécessité d'observer la coutume qu'il faut attribuer ce bon fonctionnement.

LA PERCEPTION DE L'ESPACE PAR LE MONTAGNARD

Enraciné depuis des générations sur sa montagne, l'habitant des monts Mandara perçoit, ressent, son environnement d'une manière qui lui est propre. Sans prétendre pénétrer dans son univers mental, nous pouvons au moins relever un certain nombre d'attitudes significatives, que l'on retrouve d'une extrémité à l'autre de la région.

La montagne et la plaine

Une division essentielle de l'espace pour le montagnard est celle qui oppose la montagne et la plaine. Dans les langues locales des groupes du nord, les deux termes correspondants véhiculent également d'autres notions. Le mot signifiant montagne ou massif implique en outre l'idée d'espace humanisé, socialisé, habité. Il désigne la communauté humaine habitant le massif ou le quartier. Inversement, le mot plaine est également employé pour désigner une brousse, un lieu vide d'hommes, étranger.

Ces associations remontent évidemment aux siècles durant lesquels le montagnard ne pouvait vivre que sur son massif, et ne s'aventurerait en plaine qu'avec précautions. Elles conservent encore aujourd'hui une certaine réalité. D'abord parce que quelques décennies de paix ne suffisent pas à abolir de vieux réflexes de crainte. Ensuite parce que le montagnard demeure culturellement dominé. La plaine est un monde différent qui témoigne volontiers d'un certain mépris de sa culture, en particulier de sa religion. Le montagnard ne se sent donc vraiment chez lui qu'en montagne.

La plaine a cependant toujours été fréquentée et utilisée par les montagnards habitant les massifs de bordure. Déjà, aux temps de l'insécurité, elle faisait partie de leur cadre de vie. Ils y chassaient, et cultivaient les piémonts immédiats. S'ils s'éloignaient de leurs massifs, seuls partaient les hommes, emportant leurs armes avec eux. Aller cultiver des champs en plaine était signe de courage et de virilité; c'était souvent l'indice d'un statut social supérieur. Un peu partout — chez les Ouldémé, les Mada, les Goudé —, on se moquait, au début du siècle, de celui qui se contentait de cultiver sur les pentes ou à proximité des habitations, et qui, « comme s'il était une femme », n'osait aller cultiver en plaine.

Aujourd'hui, les montagnards vivant en bordure, souvent descendus en piémont, ont largement étendu leurs champs sur la plaine, et celle-ci est essentielle à leur vie. Mais, tout en étant intégrée à leur univers, elle demeure un lieu plus dangereux pour le paysan, comme le montrent les rites précédant les semailles chez les Ouldémé et les Mada. Chez les Ouldémé, le responsable descend au pied du massif pour procéder au rite. Chez les Mada de Tazang, il l'accomplit en montagne, mais on appelle « bière de la plaine » la bière offerte à cette occasion, et la prière prononcée alors est la suivante : « Voici le moment où nous allons descendre en plaine pour cultiver nos champs, fais qu'il ne nous y arrive aucun mal, que le serpent ne nous morde pas, que la ronce ne nous pique pas, et que nos récoltes soient belles. »

Le haut et le bas Altitude et hiérarchies

Les hauts lieux sont des lieux sacrés. Les montagnards ont une « religion du terroir », vécue au niveau de la micropatrie qu'est leur massif. S'ils croient en l'existence d'un Dieu unique, leur culte s'adresse surtout aux puissances surnaturelles locales (divinités secondaires émanant du Dieu unique ou âmes des ancêtres). Or celles-ci « habitent » les hauteurs.

Les points culminant des massifs ont — dans tous les cas observés — un caractère sacré. Des sacrifices solennels y sont accomplis, soit chaque année dans le cadre des rites agraires, soit exceptionnellement si des événements graves sont survenus. Des objets sacrés (tambours, poteries, bois entourés de peaux) y sont cachés. Lieux respectés, voire redoutés, c'est là que l'ensemble de la communauté, par l'intermédiaire de ses représentants qualifiés, entre en communication avec les puissances de l'au-delà.

Les crêtes et les sommets secondaires sont également chargés de valeur, mais les rites qui s'y déroulent ne concernent généralement qu'une partie de la population du massif : un des clans, ou les habitants d'un des quartiers qui le composent.

D'une façon générale, la relation entre les hommes et les puissances surnaturelles est d'autant plus intense que l'on approche des sommets. À Hodogway, quartier du massif ouldémé qui s'étend depuis la plaine jusqu'à une arête secondaire, « successivement, la frontière avec l'ethnie voisine, le cours d'eau qui longe la montagne, la base du massif, l'accès aux quartiers traditionnels et finalement la crête, sont les étapes qui marquent une communication de plus en plus intime de l'homme avec son milieu et avec les puissances surnaturelles qui l'habitent » (A. HALLAIRE, 1971). Les malades soignés au dispensaire construit à l'extrémité du terroir sont transportés sur l'autre rive du ruisseau, du côté de la montagne, lorsqu'on accomplit les sacrifices destinés à aider à leur guérison, car ceux-ci seront plus efficaces. Les arbres, points d'eau ou rochers, qui sont l'objet d'un

culte, se multiplient à mesure que l'on gravit la pente, et l'on en décompte pas moins de sept sur l'arête sommitale. C'est sur cette crête, près du point culminant du quartier, que se trouvent la petite construction qui recouvre la tombe de l'ancêtre fondateur du quartier, et, juste à côté, l'habitation du chef de quartier traditionnel.

Les sommets étant les lieux de communication privilégiés entre les hommes et les puissances de l'au-delà, c'est là ou à proximité, au plus haut de la zone habitable, qu'habitent le chef de massif (dont le pouvoir est essentiellement religieux) et les principaux responsables des rites qui l'assistent. La même règle joue au niveau du quartier. Pour le montagnard, occuper sur le terrain une position dominante, est étroitement lié au fait d'exercer un pouvoir ou d'assumer une responsabilité.

Deux exemples mettent en évidence cette relation. Chez les Ouldémé, la partie culminante du massif est formée par une crête allongée — dont le nom, *Sama*, signifie ciel —, surmontée d'un piton d'une dizaine de mètres, *Méouré*. Un représentant du clan fondateur, qui exerce des fonctions rituelles importantes, est installé contre les rochers de Méouré. Mais il ne détient plus la chefferie depuis longtemps. Elle passe d'abord aux mains d'un clan arrivé plus tardivement, les Mendjéling, dont le chef — installé juste en dessous, à Sama — avait le pouvoir de faire tomber la pluie. De nouveaux venus, d'origine mandara, réussissent ensuite par la ruse à lui dérober les « pierres de la pluie » et s'emparent de la chefferie. Puis ils chassent les Mendjéling de la crête pour s'y établir à leur place, marquant ainsi leur prise de pouvoir. À l'autre extrémité des monts Mandara, à plus de cent kilomètres des Ouldémé, l'histoire de Maboudji, chez les Goudé, révèle une conception identique. Le village doit son nom, qui signifie « dispute », à une contestation à propos de la chefferie. De création relativement récente (début du XIX^e siècle), il occupe une colline aux formes douces délimitée au nord et au sud par des vallées encaissées. Le fondateur du village s'installe au sommet de l'interfluve, au lieu-dit Nomaboudji, « la tête de Maboudji ». Un autre groupe, du clan des Mokézina, rejoint les premiers habitants, et crée un petit quartier, Dzougourma, situé sur le versant sud près du fond de la vallée. Appuyés par les Peul avec lesquels les Goudé concluaient des pactes d'alliance, les Mokézina s'emparent de la chefferie, mais ils se heurtent à la réaction des habitants de Nomaboudji : « Comment ? Les gens de Dzougourma qui habitent au fond de la vallée nous commanderaient, nous qui habitons en haut ? » Finalement les Mokézina conservent bien la chefferie, mais le nouveau chef monte s'installer à proximité de Nomaboudji où il fonde un quartier, « le nouveau Dzougourma ». Ainsi se trouve respecté le dispositif habituel.

Il faut noter combien les mesures administratives qui imposent aux chefs de canton et de village de s'installer au pied de leur massif vont à l'encontre de

la coutume. Au début, ce sont les chefs traditionnels qui ont été choisis comme cadres administratifs locaux. Mais un bon nombre ne se sont pas résignés à descendre. Quelques-uns ont opté pour la double résidence : ils ont gardé une habitation sur les hauteurs, où ils accomplissaient les actes religieux traditionnels, et ils ont construit une résidence nouvelle en piémont, près de la route, pour les fonctions nouvelles. Aujourd'hui, les rôles sont rarement exercés par le même homme, les chefs administratifs étant le plus souvent islamisés. Ceux de l'ordre ancien peuvent ainsi continuer à habiter leur massif, même lorsque celui-ci est déserté par les populations.

Les hiérarchies entre les clans, les lignages et les personnes se traduisent aussi, au moins théoriquement, par la position altitudinale. Les clans pré-éminents, ceux qui détiennent la chefferie ou qui sont à l'origine du peuplement du massif, habitent au-dessus des autres. Chez les Mada de Tazang, une famille arrivée seulement depuis deux ou trois générations d'un massif voisin est appelée avec une nuance de mépris *mbjéchék*, « ceux qui sont au pied », et elle habite effectivement au bas d'un quartier.

Fréquemment cependant, ce dispositif initial est brouillé par les nombreuses micromigrations ; clans et lignages tendent à se mélanger. Dans ce nouveau contexte, on observe qu'en dehors de toute préséance due à l'appartenance clanique, les gens du haut se sentent privilégiés par rapport à ceux du bas. C'est ainsi qu'à Sir, chez les Kapsiki, lors de la fête de la jeunesse qui se déroule chaque année au début de la saison des pluies, les jeunes des quartiers hauts adressent des quolibets à leurs camarades des quartiers bas, raillant leur situation en bas de pente. Cette attitude moqueuse se retrouve dans un chant recueilli chez les Goudé de Maboudji. Après avoir célébré la beauté des habitants du village et vanté leur ardeur au travail, les chanteurs ajoutent : « il y a pourtant une chose qui ne va pas à Maboudji, c'est le quartier de Dzougourma. Pour y aller, il faut descendre comme dans un grenier ».

Les notions de haut et de bas apparaissent également dans les relations interpersonnelles. Le fils établit sa demeure au-dessous de celle de son père. Chez les Mouktélé, B. JULLERAT (1971, p. 231) note que « symboliquement la maison du père de la femme est placée "en haut", la résidence du mari (ou du gendre) étant située "en bas" ».

Le plan des habitations construites sur les pentes traduit le statut privilégié des hommes par rapport aux femmes, des vieux par rapport aux jeunes : l'unique porte d'entrée est située en haut ; la première chambre est celle du chef de famille, puis viennent celles de ses fils, mariés ou célibataires, et tout en bas, les chambres et cuisines des femmes, avec lesquelles cohabitent les jeunes enfants.

Ces hommes en symbiose avec leur milieu montagnard et dont certains se désignent eux-mêmes « les gens de la montagne » ou « les gens du rocher » vont vivre au XX^{e} siècle leur entrée dans le monde moderne.

L'implantation d'une civilisation moderne

Les Allemands occupent le Nord-Cameroun en 1901, les monts Mandara en 1902. En 1916, ils doivent céder la place aux Français, qui passent à leur tour les commandes à l'administration camerounaise en 1960, lors de l'accession du pays à l'Indépendance. Entre ces trois étapes, il n'y a pas de coupure dans la politique menée vis-à-vis des montagnards, mais plutôt une évolution. La pacification du pays n'a pas été immédiate. À l'arrivée des Allemands, guerres intestines et esclavage sont théoriquement interdits et réprimés, mais en fait, les coups de main et la traite humaine se maintiennent pendant quelque temps. Les nouveaux maîtres du pays, allemands puis français, contribuent au début à renforcer l'autorité des musulmans sur les populations païennes. Ils s'appuient sur les Mandara et les Peul, qui leur servent d'interprètes et d'intermédiaires, pour tenter d'administrer les montagnards dont ils déplorent la turbulence et l'insoumission.

Le découpage administratif fait dépendre chaque secteur de montagne d'un lamido, ou chef de canton, peul ou mandara, résidant en plaine, chargé notamment de percevoir l'impôt. Bien des montagnards refusent de se laisser recenser et de payer l'impôt. Des révoltes éclatent, suivies d'expéditions punitives au cours desquelles on brûle des habitations, on emporte des chèvres, on laisse parfois des morts sur le terrain. Peu à peu, cependant, les Français comprennent mieux le problème Kiridi/musulmans et manifestent plus de bienveillance à l'égard des montagnards qu'ils s'efforcent « d'appriivoiser » en multipliant les contacts directs. À partir de 1940, les militaires sont remplacés par des administrateurs civils qui vont chercher à émanciper les populations de la tutelle des musulmans en créant des cantons montagnards : ils mettront dix ans pour y parvenir.

Tardivement, la civilisation moderne s'implante. On incite les gens à cultiver de l'arachide, puis du coton, pour avoir des rentrées monétaires. La région s'équipe en routes, en écoles, en hôpitaux et dispensaires. De nombreux marchés hebdomadaires se créent, permettant les échanges entre montagne et plaine. Des postes d'encadrement ont pour mission de développer l'agriculture et l'élevage. En quelques décennies, les populations s'ouvrent à la modernité.

Deux types de changements vont les affecter plus particulièrement : la descente en plaine et le déclin de la religion traditionnelle.

LA DESCENTE EN PLAINE ET L'ÉMIGRATION

Dès les années vingt, la descente en plaine des montagnards est apparue souhaitable pour faciliter la mainmise sur les populations et pour atténuer le surpeuplement dont on commence à prendre conscience. À partir de 1940, ce thème devient la principale préoccupation des administrateurs français qui se succèdent dans la région. L'administration camerounaise poursuit cette politique, mais en lui donnant un caractère beaucoup plus autoritaire. La descente lui apparaît comme une nécessité sociale et économique, tant pour sortir le montagnard du sous-développement que pour promouvoir la culture du coton.

Une formule efficace a été peu à peu mise au point, celle des « casiers de colonisation », secteurs délimités en plaine, dotés de structures d'accueil et d'un encadrement agricole.

Le premier en date, celui de Koza, créé en 1954 au pied d'un massif matakam, était limité à 200 ha. Il disparaît rapidement, englobé dans la colonisation générale du piémont qu'il a sans doute contribué à déclencher. Un casier de 2 900 ha, spécialement destiné aux habitants de cet inselberg (hors de notre zone d'étude), est ensuite tracé au pied du massif de Mokyö. Il est subdivisé en parcelles de 4 ha, correspondant à une exploitation. Il connaît un net succès, malgré des sols médiocres ; beaucoup d'exploitants ne se contentent pas des 4 ha prévus et ouvrent des champs hors casier.

Une nouvelle création, beaucoup plus ambitieuse, est entreprise en 1961 à Doulo-Gané. Très vaste, avec au départ 15 750 ha, puis étendu en 1968 à l'ensemble du nord de la plaine de Mora, sur 400 km², ce casier transformé aujourd'hui en « zone d'immigration » se trouve non plus au pied d'un massif mais à plusieurs kilomètres de la montagne, sur un secteur peu habité situé au-delà des villages mandara qui ceignent la montagne. Il s'agit donc pour le montagnard d'une véritable émigration, proposée non plus à un seul groupe ethnique mais à tous les habitants des massifs du nord. On abandonne le parcellaire rigide par exploitation pour constituer de grandes soles de culture par village, où chacun défriche librement ses champs. Le casier se peuple lentement, notamment de Mada, d'Ouldémé, de Zoulgo. Les problèmes n'y manquent pas : sols médiocres, points d'eau insuffisants, niveau de vie faible, frictions entre groupes montagnards et avec les cultivateurs mandara ou les éleveurs locaux, instabilité des colons. Mais il a permis de nombreuses insertions en plaine.

Parallèlement beaucoup préfèrent s'installer auprès des villages mandara ou peul du voisinage, qui, déjà avant 1960, avaient pour la plupart leur « quartier kirdi ». Depuis lors, on assiste à un véritable afflux des populations de la montagne qui viennent coloniser notamment les plaines de Mora et de Gawar, non sans poser souvent des problèmes de coexistence.

Depuis une quinzaine d'années, c'est à une émigration encore plus radicale que sont conviés les montagnards. Les plaines environnantes étant proches de la saturation et les sécheresses à répétition rendant aléatoires les récoltes de coton, on leur propose d'aller s'installer dans les plaines presque vides et plus arrosées du sud de la Benoué, soit autour de la retenue d'eau de Lagdo, près de Garoua, soit, aujourd'hui, vers Touboro ou Tcholliré. Le courant de départs y est faible mais continu.

À côté de l'émigration en plaine, on observe des glissements de l'habitat au pied des pentes : mouvements courts, qui laissent intactes les communautés villageoises, et ont peu d'incidence sur le rapport hommes/terre. Au sud de Mokolo, ce type de déplacement démarre de façon spontanée dès que l'insécurité n'est plus à craindre, vers 1920. Les gens peuvent s'étaler sans problème sur des plateaux ou des plaines presque vides, et certains, refoulés récents, ne font que reprendre les emplacements qu'ils occupaient un siècle plus tôt.

Au nord, en revanche, les populations enracinées depuis longtemps, ne disposant souvent que de peu de terrain au pied de chez elles, ne se décident pas à quitter leurs massifs. Il faut attendre les mesures coercitives prises en 1962-63 pour que le mouvement se déclenche vraiment. Mais en quelques années, les piémonts vont se couvrir d'habitations, comme l'indiquent les comptages effectués en 1969 par J. BOUTRAIS (1973) sur les massifs du nord en bordure de plaine :

— population totale concernée	150 000
— restés en montagne	68 000
— descendus en piémont	56 000
— émigrés en plaine	26 000

Peu à peu, les zones montagneuses, au nord comme au sud, vont continuer à se dépeupler. À l'heure actuelle, on trouve quelques massifs totalement désertés au profit de leurs piémonts et du fait de l'émigration, la plupart sont seulement partiellement vidés et un bon nombre restent encore fortement peuplés.

LES PROGRÈS DES NOUVELLES RELIGIONS

En 1960, les monts Mandara demeurent une des rares régions d'Afrique à peine entamée par les progrès des religions universalistes. Cela s'explique par l'absence, jusqu'alors, de tout prosélytisme musulman et par la tardive implantation des missions chrétiennes. Mais plus encore par la résistance au changement manifestée par ces populations chez qui la religion traditionnelle est vécue intensément, et, en ce qui concerne l'islam, par le refus de s'assimiler à des ethnies — mandara ou peul — considérées longtemps comme l'ennemi héréditaire.

Depuis lors, ce bastion de l'animisme est ébranlé. Avec la pénétration de l'argent, la multiplication des rapports économiques entre montagne et plaine, la scolarisation qui commence à se développer, et la descente en plaine d'une partie de l'habitat, le montagnard s'ouvre aux influences extérieures. Islam et christianisme y prennent pied. Mais avec des méthodes et des objectifs différents, leurs progressions n'ont pas les mêmes impacts.

Depuis l'Indépendance, les montagnards, comme tous les animistes du Nord-Cameroun sont incités à devenir musulmans. Les cadres du pays sont maintenant pour la plupart des originaires du nord islamisés. Ils prennent conscience que les animistes, non seulement sont majoritaires, mais encore ont un dynamisme démographique plus élevé, qui tend à accentuer le déséquilibre des effectifs. Ce sont donc surtout des raisons politiques qui les poussent à susciter les conversions : position de l'islam dans le nord et dans l'ensemble du Cameroun, unité culturelle du Nord-Cameroun, affaiblissement des particularismes ethniques. Les raisons religieuses entrent aussi en ligne de compte. La religion traditionnelle est considérée comme archaïque, n'ayant plus sa place dans un état moderne.

Au nord des monts Mandara, l'effort porte essentiellement sur les notables : les chefs de canton et de village et leur entourage, les scolarisés, les commerçants. Il est plus global au sud où les résistances sont moins fortes, et où la pénétration des influences peut être plus ancienne. En particulier, le député et chef de canton de Mayo-Oulo, forte et influente personnalité, « persuade » en 1972 la quasi-totalité des villageois de son arrondissement de se convertir. L'adoption de la religion musulmane entraîne celle des coutumes et du genre de vie des ethnies islamisées. L'habitat, la façon de se nourrir, de se vêtir, de cultiver tendent à s'inspirer des modèles mandara ou peul.

De leur côté, les missions chrétiennes étendent leur influence. Des adventistes sont arrivés au Nord-Cameroun dès 1928, mais les missions catholiques et protestantes ne s'implantent qu'à partir de 1946. Elles multiplient peu à peu leurs postes, particulièrement dans la partie nord des monts Mandara. Leurs objectifs sont avant tout religieux. Elles s'adressent donc aux masses paysannes. Leur souci est d'éviter les conversions hâtives et superficielles. Le nombre des baptisés demeure donc longtemps très faible, pour progresser plus rapidement à partir de 1980.

Les missionnaires chrétiens ont tous également des préoccupations économiques et sociales. Les postes importants sont doublés d'hôpitaux ou de dispensaires, et d'écoles. Beaucoup ont fait venir d'Europe des conseillers agricoles qui s'efforcent, parallèlement aux pouvoirs publics, d'introduire des techniques ou des plantes, adaptées aux conditions locales ; des animatrices prodiguent aux femmes un enseignement ménager, des conseils d'hygiène et de diététique. La plupart des postes de missions deviennent ainsi de petits centres de développement. Leur action cherche à s'appuyer

sur la force des solidarités en s'adressant à des communautés (quartiers, massifs). Elle vise à intégrer certaines valeurs ancestrales et à éviter les transformations trop brutales.

Ainsi l'islamisation touche davantage au sud des monts Mandara la couche sociale supérieure, la christianisation s'adresse plutôt aux masses paysannes du nord. L'une et l'autre entraînent des changements qui débordent le plan religieux. Musulmans et chrétiens sont nettement engagés dans la voie du développement et en sont souvent les éléments moteurs. L'islamisation provoque davantage de modifications extérieures, et une attitude de rejet par rapport aux anciennes façons de faire. Le montagnard christianisé, sans modèle auquel se référer, doit s'inventer lui-même. Il est stimulé pour améliorer ses conditions de vie, mais peut-être un peu moins coupé de sa culture traditionnelle.

Le changement affecte donc le nord et le sud des monts Mandara de façon sensiblement différente. Il est plus brutal au nord, plus étalé dans le temps au sud. Au nord, c'est le départ des zones accidentées, par la descente en piémont et l'émigration, qui est le fait capital ; au sud, c'est plutôt l'islamisation de masse. Mais pour tous les montagnards, un certain passé est révolu : « la terre bouge », suivant l'expression des Mofou (B. DINECHIN et Y. TABART, 1986).

L'ÉLEVAGE

L'élevage n'est qu'une activité secondaire pour les habitants des monts Mandara qui sont avant tout des agriculteurs. Mais il doit être examiné dans cette partie consacrée à l'ensemble de la région.

Deux types d'élevage tout à fait distincts coexistent, celui des agriculteurs montagnards et celui des éleveurs peul. Ces derniers ne représentent qu'une fraction infime de la population, mais qui pèse ici de tout son poids. En outre, la région accueille des troupeaux de bovins qui viennent chaque année en transhumance.

Les effectifs et la localisation du cheptel

Les effectifs des différents cheptels sont connus grâce aux services de l'élevage. Ceux-ci comprennent, pour la région, sept centres zootechniques et vétérinaires : Mora, Méri, Koza, Mokolo, Bourha, Hina et Mayo-Oulo. Leur rôle essentiel est la lutte contre les maladies : vaccinations régulières contre la peste bovine, vaccinations, en cas de foyers épidémiques, contre le

charbon ou la péripneumonie, lutte contre les parasites par médicaments appropriés ou par la construction de bains détiqueurs. Les campagnes de vaccinations systématiques permettent en principe de recenser tout le bétail. En fait, une partie du cheptel des montagnards échappe aux comptages. Néanmoins les statistiques, résumées sur le tableau VI, donnent une bonne indication des effectifs en présence.

Considérée dans son ensemble, la région se caractérise par la faiblesse de son élevage bovin. Alors que dans le Diamaré, le département voisin constitué essentiellement de plaines, les bœufs tiennent la première place, ils arrivent ici en dernière position, loin derrière les moutons et les chèvres. Les effectifs et les rapports cheptel/habitants sont assez proches de ceux du Diamaré pour le petit bétail, mais quatre fois moindres pour le gros.

En effet, les agriculteurs des monts Mandara élèvent principalement des chèvres et des moutons. Les Peul, en revanche, sont d'importants éleveurs de bœufs, et accessoirement de moutons, mais ils ne sont que quelques milliers.

Cantons	Effectifs des troupeaux (en milliers de tête)			Habitants	Rapport têtes de bétail sur 100 habitants		
	Bovins	Ovins	Caprins		Bovins	Ovins	Caprins
A Tous les cantons montagneux du département de Mora	2	9,7	13,9	65 188	3	14,8	21,3
B Méri, Doulek, Douvangar Douroum, Wazang	2	7	6,9	28 874	6,9	24,2	23,9
C Gaboua, Koza, Moskota	2,8	7,9	9,3	60 005	4,7	13,1	15,5
D Matakam-Sud, Mokolo, Mogodé Zamay, Mokong	51	128	152	157 897	32,3	81,1	96,3
E Guili, Bourha, Tchévi	15,4	19,3	28	26 843	57,3	71,8	104,3
F Gawar, Mofou-Sud, Hina, Boula ¹⁷	19	22	34	41 719	45,5	52,7	81,5
G Doumo, Guirviza, Dazal	1,7	2	4,6	9 135	18,6	21,8	50,4
H Mayo-Oulo, Mandama	9,3	19,5	28,3	26 644	35	73,2	106,2
<i>Total monts Mandara</i>	103,2	215,4	277	416 305	24,8	51,7	66,5
<i>Total Diamaré</i>	400	222,3	346	468 315	85,4	47,4	73,9

Tableau VI

Effectifs des
troupeaux
et rapports
bétail/population
en 1976¹⁶.

Les fortes disparités que l'on observe, suivant les secteurs, tiennent donc en premier lieu au nombre de pasteurs peul en présence. Ceux-ci vivent pour la plupart sur les hauts plateaux intérieurs, inclus en D et E (cf. tabl. VI). Ils sont surtout nombreux sur les plateaux de Mokolo et de Mogodé (en D), région d'élevage par excellence, où est recensée environ la moitié des effectifs de bovins et ovins de la région.

Les rapports cheptel/population sont également liés aux densités. Les montagnards très nombreux du nord ne peuvent développer autant leur petit élevage que ceux du sud, où l'espace ne manque pas. La comparaison des chiffres des deux zones dont les Peul sont quasi absents, l'extrémité nord

16. Chiffres communiqués par les services de l'élevage.

17. Ce secteur inclut la plaine de Gawar extérieure à notre zone d'étude.

très peuplée (A, B et C) et le sud-ouest à moyennes densités (G), le montre avec netteté : les taux sont deux à quatre fois plus faibles dans l'une que dans l'autre.

L'élevage des agriculteurs montagnards

Pour les agriculteurs montagnards, l'élevage n'est destiné ni à donner du lait (ils ne pratiquent jamais la traite) ni à fournir de la viande. Leurs motivations sont avant tout d'ordre religieux. Lorsqu'ils tuent un animal, c'est pour l'offrir aux ancêtres, ou aux divinités de la montagne, ou encore pour célébrer dignement une fête. La consommation de viande faite à cette occasion, son mode de cuisson, sa répartition entre ceux qui participent à la cérémonie, font l'objet d'un rituel. Ces sacrifices peuvent être individuels ou collectifs, et les occasions en sont multiples : fêtes périodiques, maladies, enterrements, etc.

D'autres raisons incitent le paysan à posséder un petit troupeau. C'est le seul capital dont il puisse disposer en cas de besoin, et qui lui assure une certaine sécurité : il peut régler son impôt ou ses amendes, acheter ou louer un champ, en vendant ou en offrant un bœuf ou une chèvre. Il donne une ou plusieurs têtes de bétail à ses beaux-parents à titre de compensation matrimoniale. Les peaux qui servaient autrefois à se vêtir sont parfois encore utilisées pour porter les bébés sur le dos de leur mère et pour enterrer les notables. Mais elles sont surtout vendues. Les déjections animales sont soigneusement recueillies pour confectionner, une fois brûlées et pilées, la solution servant à saler la sauce accompagnant la boule de mil. Ce qui reste est utilisé comme engrais.

Ainsi, tant pour faire face à leurs obligations religieuses et sociales que pour leurs besoins matériels, presque tous les chefs de famille, même ceux qui semblent placés dans des conditions défiant toute possibilité d'élevage (tout l'espace disponible étant mis en culture), trouvent le moyen de posséder quelques têtes de petit bétail.

LES BOVINS

L'élevage des bovins chez les agriculteurs montagnards est embryonnaire, et certains groupes ne le pratiquent pas.

Dans les montagnes très peuplées du nord, il est lié à la fête du *maray* (terme matakam signifiant taureau), célébrée tous les deux, trois ou quatre ans, et au cours de laquelle chaque chef de famille doit immoler un taureau à ses ancêtres. Cette fête est pratiquée, sous des noms divers, par les Mada, les Zoulgo, les Guemjek, les Mofou-Diamaré, les Mofou-Goudour, la plupart des Matakam et des petites ethnies qui leur sont apparentées, et une petite fraction des Kapsiki (le village de Roumzou).

L'animal, souvent acheté en plaine à l'état de taurillon, est engraisé pendant une ou plusieurs années. Une bonne partie ou même la totalité de son existence se passe dans l'étable, petite case ronde intégrée dans l'habitation, complètement close à l'exception de deux petites ouvertures ; par l'une on lui passe la nourriture, par l'autre on retire le fumier. L'animal y reste pendant toute la saison des pluies (sauf parfois chez les Matakam où sont organisés de petits enclos réunissant les bœufs d'un quartier). Il y passe aussi bien souvent la saison sèche à moins qu'on ne le fasse alors sortir, sous la surveillance d'un enfant, pour aller chercher sa pitance parmi les épineux. Mais il doit obligatoirement réintégrer sa case pendant les quelques mois qui précèdent sa mise à mort.

La présence en pleine montagne de ces bœufs enfermés dans leurs cases dont souvent, du fait de la raideur des pentes et de la construction des terrasses, ils ne peuvent sortir sans risque d'accident, a quelque chose d'insolite, presque d'incongru. Élever un bœuf, pour des gens qui doivent aller chercher assez loin le fourrage et l'eau, est une opération astreignante, et bien des chefs de famille n'y arrivent pas. Ils doivent se joindre à un parent au moment de la fête. Mais chacun s'efforce d'avoir son « bœuf de case ». Chez les Matakam, celui qui n'a pas réussi, au moins une fois dans sa vie, à « pleurer un taureau, n'a pas les honneurs funéraires de l'homme. Il est pleuré comme une femme » (J. BOISSEAU et M. SOULA, 1974, p. 490).

Les ethnies du nord qui ne font pas le maray — Podoko, Mouktélé, Mora, Vamé-Mbrémé, Ouldémé —, ont aussi quelques bovins, quoique de façon moins systématique. L'usage s'en répand aujourd'hui, mais il ne s'agit jamais que de quelques dizaines de têtes pour l'ensemble d'un massif. Les motivations ne sont plus religieuses. Chez les Ouldémé, il s'agit surtout d'une façon pour les « riches » de capitaliser leur avoir. Chez les Mouktélé, les bovins « jouent un rôle de prestige » (B. JUILLERAT, 1971).

Au sud de Mokolo, les contraintes d'espace disparaissent et les animaux peuvent être conduits en brousse en toute saison. Ils sont rassemblés le matin par troupeaux d'une vingtaine de têtes, et quelques jeunes bergers les emmènent pâturer. Chez les Kapsiki et les Bana, les bêtes regagnent chaque soir leur ferme respective. Chez les Goudé et les Ndjegn, les exploitants les mettent en pension chez l'un d'eux, moyennant finances. Ce dernier dresse contre son habitation un enclos où est parqué le soir le troupeau qu'un de ses enfants conduit en brousse dans la journée. Chez ces deux groupes, l'élevage bovin prend une certaine importance ; rares sont les chefs de famille, surtout chez les Goudé, qui n'ont pas au moins un bœuf en pension chez un voisin.

Les bovins des montagnards sont presque tous des zébus à bosse, race qu'élevaient les Peul. Autrefois, ils avaient, ainsi que les habitants des plaines voisines, des taurins sans bosse de petite taille (environ un mètre).

Pratiquement éliminés des plaines, ou fortement métissés, ces taurins subsistent encore à l'état de relique chez les Kapsiki et chez les Bana. On en trouverait également encore quelques spécimens dans les cases des montagnards du nord qui s'efforcent de les conserver. Selon J.-F. VINCENT, les Mofou de Wazan ont perdu, à leur grand regret, les derniers spécimens de cette race lors de la sécheresse de 1972-1974.

Le cheptel bovin des montagnards, composé essentiellement de taureaux, ne se reconstitue que partiellement par croît naturel, et doit être constamment complété par des achats de jeunes animaux en plaine. Cet élevage n'est donc ni productif ni rentable. Son caractère essentiellement religieux ou sentimental, l'attachement de certains groupes à l'antique race des taurins, incitent à y voir une lointaine réminiscence du temps où les ancêtres des populations actuelles habitaient en plaine et pratiquaient un véritable élevage.

LES OVINS ET LES CAPRINS

Alors que l'élevage des bovins, dans les zones très accidentées relève presque du défi, celui du petit bétail est bien mieux adapté au milieu physique et aux possibilités des montagnards. Rare est la famille qui n'a pas quelques moutons ou chèvres, tandis que la possession d'un bœuf est un signe de relative aisance.

Le petit bétail est moins exigeant pour sa nourriture, et il est plus à l'aise sur les pentes à terrasses, encore qu'il ne soit pas à l'abri d'accidents : lors des rites privés au cours desquels le chef de famille prie pour la prospérité des siens, il formule généralement le souhait que ses chèvres et ses moutons ne se cassent pas de pattes. Les chèvres semblent particulièrement vivaces, escaladant les terrasses, broutant parmi les rochers l'herbe rare et les feuilles d'épineux, et elles se reproduisent bien. Mais elles sont sensibles à la fraîcheur du climat, et l'on enregistre une certaine mortalité par pneumonie. Un peu moins nombreux, les moutons ne semblent pas avoir été introduits depuis très longtemps. Peut-être s'agit-il d'un emprunt fait aux pasteurs peul. Chez certains groupes, notamment les Matakam, ils ne peuvent être utilisés pour les sacrifices.

Comme pour les bovins, les effectifs et les modalités de l'élevage diffèrent du nord au sud. Les montagnards du nord ont généralement 4 à 5 moutons et chèvres par famille, rarement plus de 7 à 8, tandis qu'au sud, notamment chez les Kapsiki et les Fali, certains exploitants ont de véritables troupeaux de 20 à 30 têtes. Au nord, le petit bétail est enfermé et nourri à l'étable pendant toute la saison des pluies, faute d'espaces libres ; ramasser l'herbe pour la remonter aux animaux est une des tâches quotidiennes familiales, souvent impartie aux enfants. Le bétail est lâché lorsque les récoltes sont terminées et mises en sécurité, et il circule en liberté pendant toute la saison

sèche, se nourrissant comme il peut. Mais les femmes doivent lui rapporter de quoi boire, d'un point d'eau parfois éloigné, et elles complètent sa nourriture en allant couper des feuilles ou cueillir des fruits comestibles.

Au sud, le petit bétail est conduit en brousse en toute saison par un enfant habitant à la ferme. Contrairement aux bovins, il n'est pas regroupé en troupeaux de quartier, et chaque exploitant s'en occupe pour son compte. S'il n'a pas d'enfant en âge de le garder, il le laisse à l'étable ou au piquet pendant la saison des cultures, et réduit ses effectifs en conséquence. Ou encore, comme chez les Kapsiki, il peut se faire prêter un enfant en âge d'être berger par une famille amie ou apparentée ; il le traite comme son fils, et lui offre quelques chèvres lorsqu'il retourne dans sa famille, à 13 ou 14 ans. Chez les groupes du sud, l'enfant apparaît comme un rouage presque indispensable. La scolarisation en pâtit, ou pose un réel problème aux familles. Certaines écoles de brousse, qui ont du mal à recruter leurs élèves, adaptent leurs horaires de façon à les libérer l'après-midi. La classe terminée, les écoliers redeviennent bergers.

Dans les montagnes du nord, le problème de la coexistence des cultures et du cheptel, gros et petit, est résolu au sein de chaque communauté villageoise par la stabulation du bétail en saison des pluies. Il se pose au sud où, malgré la surveillance des jeunes bergers, des mesures doivent être prises pour éviter les déprédations. Le paysage en porte la marque : murets de pierres ou haies d'euphorbes bordant les pistes qu'empruntent chaque matin les troupeaux pour sortir de la zone cultivée, regroupement des champs de brousse. Les structures agraires sont conditionnées, à des degrés divers, par les faits d'élevage.

LES VOLAILLES

Comme le petit bétail, mais dans des occasions moins solennelles et de façon beaucoup plus courante, les volailles permettent à la maisonnée de faire face à ses obligations religieuses et sociales. Poussins, coqs et poules servent pour la divination ou sont offerts en sacrifice. La poule est le cadeau que l'on offre à l'hôte venu vous rendre visite, au devin ou au guérisseur, parfois au propriétaire qui vous a prêté une parcelle de terre, à toute personne que l'on veut honorer ou remercier. Aucun exploitant ne peut se dispenser d'en avoir quelques-unes. En outre, les volailles peuvent rapporter un peu d'argent. On va en vendre une au marché si l'on a besoin d'une petite rentrée monétaire. Les femmes habitant près de Mokolo et de Mora ont appris à recueillir les œufs aussitôt après la ponte et vont les vendre en ville, à moins que des commerçants ne viennent les acheter à domicile.

L'élevage des volailles est une occupation féminine. Dans le nord des monts Mandara où il n'est pas question de leur donner du grain, c'est une tâche assez assujettissante. En saison des pluies, les femmes partent travailler aux

champs chaque matin en emportant dans une calebassé fermée les poules et poussins, qui picoreront toute la journée vermisseaux et termites déterrés au cours du sarclage. En saison sèche, elles vont en piémont poser des pièges, vieilles poteries sans fond remplies de paille et de débris de bois qu'elles installent à proximité d'une termitière. Elles les retrouvent le lendemain grouillant de termites qu'elles rapportent aux jeunes poulets enfermés dans des cages à cause des oiseaux de proie.

Le travail qu'exige l'élevage est donc surtout assumé par les enfants et par les femmes, encore que les hommes participent s'il le faut au ramassage de l'herbe. Dans chaque exploitation, le nombre de têtes de petit bétail et de volailles est fonction de la présence d'enfants en âge d'être bergers et de femmes. L'élevage n'est pas, pour autant, relégué au second plan ; c'est une activité considérée comme vitale pour la famille, et elle est totalement intégrée dans la vie du montagnard. Chez les Mafa, on s'y réfère pour indiquer l'heure : « c'est le moment d'aller aux termites » signifie qu'il est 9 heures, 9 heures et demie du matin, « c'est le moment d'aller à l'herbe » veut dire qu'il est environ 17 heures (J. BOISSEAU et M. SOULA, 1974, pp. 487-488).

UNE NOUVEAUTÉ : L'ÉLEVAGE DES PORCINS

L'élevage des porcins est un phénomène tout récent. Encore très ponctuel, il suscite un réel engouement chez les quelques communautés villageoises qui s'y adonnent, et il est peut-être amené à se développer.

En 1960, le CIDR (Centre international pour le développement rural), installé pendant quelques années au pied du massif Ouldémé, en tente l'introduction. Il construit une porcherie, fait venir quelques verrats et quelques truies, et les confie à un Ouldémé volontaire.

Dans un premier temps, l'expérience échoue. Les montagnards qui en élèvent ont constamment des problèmes avec leurs cochons qui, insuffisamment nourris en saison des pluies, forcent leurs clôtures et dévastent les plantations ; ils finissent par y renoncer. Seul, le paysan à l'origine du projet continue son élevage et tue de temps à autre une de ses bêtes dont la viande est très appréciée.

Dix ans plus tard, bien après le départ du CIDR, son exemple incite des cultivateurs à tenter à nouveau un essai. Et cette fois, la greffe prend. Ils ont appris à mieux soigner les porcs et à faire des barrières solides. Les incidents, sans avoir disparu, se font plus rares.

Aujourd'hui, de nombreux cochons sont élevés sur le massif Ouldémé et sur celui de Tazang, qui lui fait face, chez les Mada. Une expérience analogue a été lancée par une mission protestante au sud des monts Mandara, chez les Bana du village de Gamboura, où l'on recense une centaine de porcs en 1985.

Les porcheries villageoises sont de petites cases rondes situées à l'extérieur de l'habitation, précédées d'un minuscule enclos, où les animaux passent la saison des pluies. En saison sèche, ils sont laissés en liberté pendant la journée, comme les chèvres et les moutons. Ils se nourrissent d'herbes, de fanes d'arachide, mais aussi de déchets ménagers, de son, et surtout des résidus de bière de mil qui ont trouvé là un emploi inédit ; leurs propriétaires vont au besoin s'en procurer dans les villages voisins.

Certains éleveurs se spécialisent dans la reproduction et vendent les porcelets de trois mois à d'autres qui se chargent de les engraisser. L'animal, une fois tué et cuit, est vendu par petits morceaux de 100 FCFA consommés sur place, et apporte un revenu intéressant.

Contrairement à l'élevage traditionnel, celui des porcs a une fonction purement économique, et il est pris en charge par les hommes.

Autrefois dérisoire, la consommation de viande s'est nettement accrue, notamment dans les secteurs montagneux bordant la plaine. Pendant longtemps, les montagnards se sont contentés d'en acheter sur les marchés aux éleveurs de plaine ou du plateau. Ils commencent maintenant à prendre en main eux-mêmes ce commerce, notamment pour les viandes interdites aux musulmans. Certains vont dans l'est du Diamaré acheter des chevaux ou des ânes, provenant en général du Tchad, qu'ils reviennent vendre chez eux, le plus souvent sous forme de viandes cuites.

Tout récemment est apparu l'élevage à finalité économique. L'introduction des porcs en est un exemple. On voit aussi quelques paysans, notamment chez les Mada et les Ouldémé, se constituer de petits troupeaux (cinq à dix têtes) de taureaux et de vaches, destinés à la reproduction et à la boucherie. Signes avant-coureurs encore rares, mais significatifs d'une évolution en profondeur.

L'élevage des pasteurs peul résidents

L'ÉLEVAGE SEMI-NOMADE TRADITIONNEL

Le nombre de pasteurs peul habitant en permanence les monts Mandara n'est pas connu avec précision, les recensements ne tenant pas compte de l'appartenance ethnique. Pour donner un ordre de grandeur, on peut estimer à quelques milliers ceux qui vivent sur les plateaux intérieurs et à une centaine¹⁸ ceux qui occupent les piémonts ceinturant la montagne.

Il s'agit de purs éleveurs, tirant toutes leurs ressources, ou presque toutes, de leurs troupeaux. Alors que dans les plaines voisines, les Peul se sont convertis depuis longtemps à l'agriculture, et sont fortement métissés, ceux des plateaux, dont le type ethnique est resté très pur, ont conservé le goût de leurs ancêtres pour la mobilité. Ils habitent des campements éphémères ou

18. Seuls sont évalués ici les éleveurs peul habitant dans les limites données à cette étude ; d'autres, fixés à proximité, utilisent également les piémonts montagnards comme terrains de parcours.

de petits hameaux mal stabilisés groupant quelques familles, qui possèdent chacune 30 à 60 bovins, voire davantage et souvent quelques moutons. Beaucoup se font aider par des bergers recrutés parmi les populations locales. Il s'agit d'hommes jeunes, souvent islamisés, qui se constituent ainsi un petit troupeau (ils sont payés en têtes de bétail) avant de reprendre leur vie d'agriculteurs.

Les pasteurs, qui vivent de leur élevage, vont régulièrement sur les marchés ou chez les populations du voisinage troquer leur lait contre du mil, et vendre une bête de temps à autre. Les paysans apprécient de pouvoir ainsi se procurer des produits que leur propre élevage, qui n'y est pas destiné, est impuissant à leur fournir.

Les troupeaux parcourent chaque jour la savane. Leurs bergers, toujours des hommes, se regroupent souvent à deux ou trois, rassemblant des effectifs d'une centaine de têtes. Ainsi les distingue-t-on toujours aisément des troupeaux des montagnards de vingt bêtes au maximum, gardés par des enfants, et qui ne s'éloignent jamais beaucoup des lieux habités.

En saison des pluies, l'herbe pousse rapidement et donne de bons pâturages. Le problème des éleveurs est d'éviter les dégâts dans les champs. L'extension progressive des montagnards sur les piémonts et les plateaux, sur des zones entièrement délaissées autrefois, les oblige sans cesse à se replier, et provoque bien des accidents et conflits. Les troupeaux bougent alors le moins possible.

La saison sèche est au contraire l'époque des longs trajets. Après avoir consommé les tiges de mil laissées dans les champs, les animaux doivent se contenter de l'herbe qui se dessèche de plus en plus, et donc se déplacer constamment pour trouver leur subsistance. Il faut aussi les conduire quotidiennement au point d'eau permanent, parfois éloigné. Dans certains secteurs, on tient en outre à leur faire regagner leur hameau chaque soir. C'est en saison sèche que les vols de bétail sont les plus redoutés, et les bergers tiennent à se regrouper dès la tombée de la nuit. Les bovins sont installés contre les habitations, fertilisant les champs de ceux qui font un peu de culture.

Un certain nombre d'éleveurs du plateau, mus par un vieil atavisme, partent en transhumance pendant les derniers mois de la saison sèche. Les points d'eau se raréfient, la qualité des pâturages baisse, ils gagnent donc des zones humides plus propices : le plateau Zoulgo, dans l'arrondissement de Tokombéré, ou les vallées qui bordent le sud de la montagne, éventuellement au Nigeria. Ces mouvements sont en régression à l'heure actuelle. Des éleveurs y renoncent à cause des épizooties, et sans doute aussi du fait de la surcharge pastorale de ces zones qui accueillent également des transhumants venant des plaines voisines.

D'une façon brutale, les conflits entre paysans et éleveurs des plateaux, qui vivaient dans l'ensemble en bonne intelligence, sont devenus fréquents. Les premiers déplorent le saccage de leurs champs par les troupeaux, les seconds voient peu à peu leurs terrains de parcours se restreindre et se cloisonner par le développement anarchique des cultures. Ils se plaignent de ce que les nouveaux défrichages ne laissent trop souvent pour le passage des troupeaux que la largeur d'un sentier. La recrudescence des vols de bétail — le sport favori de certains jeunes agriculteurs — n'améliore pas les relations entre les deux groupes. Le malaise est surtout ressenti par les éleveurs, qui se jugent mal défendus, et certains, découragés, ont quitté la région. L'absence d'organisation et de discipline réciproque, l'impuissance des autorités coutumières débordées devant un phénomène nouveau, ont leur part de responsabilité.

Ce problème touche surtout les plateaux de Mokolo et de Mogodé, où vivent la majorité des éleveurs. Encore presque vides en 1950, ils sont colonisés et mis en culture par les montagnards du voisinage dont la progression est spectaculaire.

Si les Peul des plateaux ont réussi à conserver jusqu'à aujourd'hui leur mode de vie ancestral, c'est qu'ils ont profité d'une anomalie : la présence d'étendues vides jouxtant des montagnes très peuplées. L'actuelle progression des montagnards sur le plateau est normale et inéluctable. La crise qui en résulte vient de déclencher le processus de leur mutation en agriculteurs-éleveurs.

UNE MUTATION RÉCENTE : LES AGRICULTEURS-ÉLEVEURS

Depuis le début du XIX^e siècle, les Peul ont fondé sur le plateau successivement quatre postes stratégiques. Deux d'entre eux, Mokolo et Bourha, sont devenus des centres administratifs, les deux autres, Wanday et Kosséhône, sont restés deux minuscules villages abritant les seuls éleveurs — jusqu'en 1980 —, convertis à l'agriculture.

Depuis longtemps cependant, certains pasteurs semi-nomades sèment derrière leurs cases un peu de maïs, d'arachide ou de sorgho. Leurs campements s'entourent alors d'une petite couronne cultivée fournissant un léger appoint alimentaire. Dans ce cas, ils tendent à se stabiliser : quelques-uns ont plus de trente ans d'existence.

C'est à partir de ces hameaux que s'amorce actuellement le passage vers une activité réellement agricole. Observons-le à travers l'exemple de Tchakilé. En 1967, quelques éleveurs s'installent avec leurs troupeaux sur le territoire d'Amtsa, au sud du pays kapsiki. En 1972, le hameau, qui a pris le nom de Tchakilé, compte 30 habitants répartis en 5 familles. L'une d'elles ne possède que des moutons, les autres ont chacune des troupeaux de bovins d'une soixantaine de têtes, et ont engagé pour les aider un ou deux bergers, des

Kapsiki du voisinage. Ceux-ci sont payés en nature : nourriture, vêtements, et reçoivent tous les cinq mois un veau et 2 000 FCFA.

Quatre de ces familles font un peu de culture. Leur parcellaire, relevé en 1972 (cf. fig. 6), comprend quatre champs entourant les habitations, mesurant respectivement 60, 43, 42 et 38 a ; avec moins de 10 a en moyenne par personne, ces plantations n'assurent qu'une part infime de l'alimentation. Les chefs de famille y font du sorgho blanc tardif (*yolobri* en fulfuldé), leurs épouses du maïs, de l'arachide et du gombo. Aussitôt après la récolte, les animaux viennent brouter sur ces champs qui sont ainsi régulièrement fertilisés.

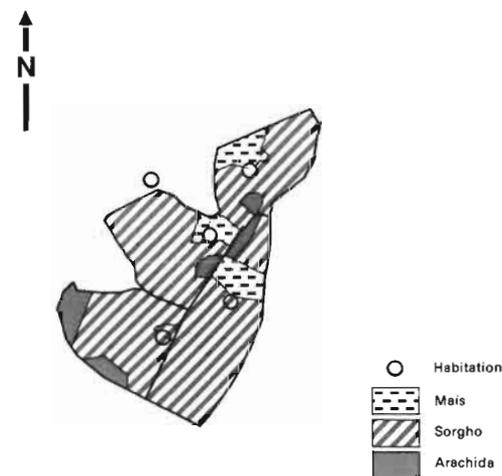


Figure 6

*Tchakilé, campement
de pasteurs peul.*

En 1978, le village avait toujours son aspect de campement. Mais en 1986, il est totalement métamorphosé. Les habitations, toujours au nombre de cinq, sont reconstruites et entourées d'un mur en terre ou d'une clôture en paille tressée. Devant celle du chef, on a édifié un petit enclos pour la prière et creusé un puits. Des manguiers et des papayers ont été plantés.

Les champs, qui continuent à entourer le hameau, ont pris une très forte extension. Les villageois les labourent à la charrue, tirée par des ânes. La plupart parviennent à couvrir leurs besoins en mil, et certains vendent une partie de leur arachide.

Tous ont conservé leurs troupeaux, grâce auxquels les champs sont bien fumés, mais ont réduit leurs effectifs.

Beaucoup d'éleveurs accomplissent une évolution analogue. La sécheresse des années quatre-vingts, s'ajoutant à la rétractation des terrains de parcours, a déclenché le processus.

Les transhumants

Chaque année, plusieurs milliers de bovins viennent en transhumance dans les monts Mandara, depuis les plaines environnantes. Ils gagnent les plateaux intérieurs ou parcourent les bordures de piémont, évitant seulement les zones trop accidentées.

Ces mouvements, contrôlés par les services de l'élevage, peuvent être très approximativement chiffrés et localisés (cf. tabl. VII).

<i>Effectifs</i>	<i>Origines</i>	<i>Zones de transhumance</i>	<i>Saisons</i>
2 000	Diamaré	Piémonts du nord	saison sèche
1 000	Plaine de Mora, Diamaré	Plateau Mokolo	saison des pluies
300	Diamaré	"	saison sèche
200	Nigeria	"	saison des pluies
2 000	Plaine Gawar-Hina	Plateaux kapsiki et du sud	saison sèche
2 000	S. O. Diamaré	Plateaux du sud	toutes saisons
1 000	Nigeria	Plateaux du sud, collines du S. O.	toutes saisons
2 000	Plaine de Guider	Plateaux du sud, collines du S. O.	saison sèche
3 000	Plaine de Guider	Piémonts du sud	saison sèche
13 500			

Tableau VII

La transhumance.

Même si ces chiffres sous-estiment la réalité, il est clair que les monts Mandara ne contribuent que pour une modeste part à l'accueil des transhumants du Nord-Cameroun; dans une étude sur l'élevage faite en 1962, H. FRÉCHOU (1966) évaluait à 200 000 le nombre de bovins qui partaient en transhumance en saison sèche depuis le seul Diamaré. Mais au niveau de la région, ces afflux périodiques ont leur importance. Ils jouent leur rôle dans la vie des paysans — notamment ceux des piémonts où les éleveurs résidants sont rares —, qui voient chaque année des troupeaux parcourir leurs territoires.

Une bonne partie des animaux vient du Diamaré voisin, habité principalement par les Peul, gros éleveurs de bovins. Mais les plaines de Gawar et Hina, celles du département de Guider et du Nigeria, ou celle de Mora, habitée par les Arabes choa, sont également concernées. Les troupeaux gagnent le secteur des monts Mandara le plus proche de chez eux. Les déplacements sont relativement courts, dépassant rarement la cinquantaine de kilomètres.

Les arrivées de troupeaux ont lieu à des époques différentes de l'année, et correspondent à deux types de transhumance, l'une de saison sèche, l'autre de saison des pluies.

TRANSHUMANCE DE SAISON SÈCHE

En saison sèche, les pâturages des plaines du Nord-Cameroun s'assèchent, les points d'eau se raréfient, la majorité des bovins doivent partir en transhumance. Ceux du Diamaré et de la plaine de Mora descendent vers les *yaéré*¹⁹ du nord, ceux du département de Guider vers les vallées inférieures du mayo Louti et du mayo Oulo. Mais une petite fraction se dirige vers les monts Mandara.

Grâce à leur climat plus humide et plus frais, les hauts plateaux, particulièrement ceux du sud, offrent encore en saison sèche des pâturages suffisants. Certaines zones accidentées du sud, comme les pays ndjegn et goudé, avec leurs collines aux sommets aplanis, ou comme le tchabal Mokol dominant la plaine de Hina, présentent des formes de relief adoucies qui attirent également les transhumants.

Une partie des troupeaux s'arrête, au moins dans un premier temps, au pied de la montagne ou dans les vallées à fond plat qui la pénètrent. Ceux qui pâturent sur les piémonts du nord repartent après un ou deux mois vers les *yaéré*. Ceux qui longent le sud de la montagne y restent jusqu'à l'arrivée des pluies, ou vont passer la fin de la saison sèche sur les hauteurs.

Arrivant aussitôt après les récoltes, les bovins se nourrissent d'abord des chaumes laissés en place, qui présentent une certaine valeur nutritive. Des conflits surgissent parfois, lorsqu'ils viennent avant que les récoltes ne soient terminées. Mais, en général, ils sont bien accueillis par les paysans dont les terres se trouvent ainsi fertilisées.

TRANSHUMANCE DE SAISON DES PLUIES

Dans certains secteurs des plaines qui entourent les monts Mandara se pose un problème de place : les cultures ne laissent plus d'espaces suffisants pour les troupeaux. Une partie des bovins est alors conduite vers l'est et le sud du Diamaré, moins peuplés. Cependant certains, venant surtout de la plaine de Mora, mais également du Diamaré et du Nigeria, montent sur les plateaux des monts Mandara, qui présentent encore des espaces libres.

Une autre raison incite les éleveurs à se déplacer : ils redoutent les mouches et les moustiques qui infestent alors les plaines, fuient les terrains argileux où s'embourbent les animaux, et gagnent les hauts plateaux à cause de leur climat plus sain et de leur sol caillouteux.

Des éleveurs viennent passer seulement une partie de la saison des pluies, de mai à juillet, ou de août à octobre; d'autres restent pendant les cinq à six mois que durent les pluies. Contrairement aux transhumants de saison sèche, ceux-ci montent souvent avec leur famille, et s'installent à un point fixe où ils construisent de petites cases qu'ils retrouvent d'une année à l'autre. Chaque soir, les bêtes sont rassemblées au campement pour la traite,

19. Les *yaéré* sont des dépressions inondées en saison des pluies qui constituent de bons pâturages en saison sèche. Ils forment de vastes étendues dans le département du Logone-et-Chari.

abondante à cette époque, et les femmes se joignent aux épouses des éleveurs locaux pour aller vendre le lait aux agriculteurs des environs.

Alors que la transhumance de saison sèche concerne plutôt la partie sud de la région, celle de saison des pluies touche plutôt les plateaux du nord, qui entourent Mokolo. C'est là que s'étendaient de vastes espaces vides de cultures. Mais ces espaces se réduisent, on l'a vu, du fait de la progression des montagnards. Les transhumants de saison des pluies contribuent à accroître la tension entre agriculteurs et éleveurs. Ils sont appelés à disparaître.

L'élevage apparaît comme un bastion du traditionalisme. Lié à la religion chez les agriculteurs montagnards, à un mode de vie chez les pasteurs peul, il est resté le refuge de valeurs, de comportements, d'attachements hérités depuis des générations.

Les premiers craquements surviennent seulement maintenant.

Les montagnes
très peuplées du nord

L'HOMME ET LE MILIEU PHYSIQUE

La partie nord des monts Mandara constitue une région différente du reste, fortement typée, marquée par les fortes densités et par son unité sur le plan agraire.

Elle s'étend entre la plaine de Mora au nord, celle de Diamaré à l'est, le plateau de Mokolo et la plaine de Gawar au sud.

Elle relève de cinq arrondissements : ceux de Koza et de Mokolo (département du Mayo-Tsanaga), de Mora et de Tokombéré (département du Mayo-Sava), et de Méri (département du Diamaré) (cf. fig. 2, p. 9).

On y décompte seize ethnies : à l'ouest l'important groupe des Mafa (ou Matakam) et les Hidé, au centre les Podoko, Mouktélé et Minéo, à l'est les Mora-massif, Vamé-Mbrémé, Ouldémé, Mada, Mouyeng, Zoulgo, Guemjek, Mbokou, Mofou-Diamaré, Mofou-Goudour et Tchouvouk (cf. fig. 3, p. 10).

Sa population s'élève à plus de 280 000 habitants, soit plus des deux tiers des effectifs des monts Mandara.

Les liens entre l'homme et le milieu physique sont d'une force exceptionnelle. Nous verrons dans ce chapitre comment les effectifs et la formation des communautés villageoises sont liés au relief, et comment le sol et la végétation sont transformés par l'homme.

Relief et densités

La carte des densités (fig. 5) montre l'importance des charges humaines au nord des monts Mandara et fait apparaître leur liaison avec le relief. Les densités s'abaissent sur les secteurs de plateau et de plaine.

Les études ponctuelles qui mettent en relation, pour une communauté montagnarde donnée, ses effectifs, l'étendue de son territoire et le dispositif du relief, permettent de préciser le mécanisme de cette relation.

Massifs	Habitants	Km ²	Densités
<i>Magoumaz</i> ²⁰	4 179	18	232
<i>Ouldémé</i>	6 570	34	193
<i>Wazang + Morley</i> ²¹	4 500	55	82

Tableau VIII
Massifs et densités.

20. D'après
J. BOULET (1975).

21. Chiffres
communiqués
par J.-F. VINCENT.

Magoumaz, chez les Mafa, ne dispose au pied de ses pentes que d'un étroit vallon intramontagnard : les densités y sont maximales. Les Ouldémé sont un peu plus au large, avec deux vallées intérieures et un petit secteur de plaine, très réduit du fait de la proximité d'un village mandara. La pression

démographique est sensiblement moins forte à Wazang, chez les Mofou, qui englobe une bordure de plaine large d'environ 2 km.

D'une manière générale, les effectifs d'une communauté villageoise sont fonction de l'étendue de sa surface accidentée, tandis que sa densité est inversement proportionnelle à ses extensions en piémont.

En effet, jusqu'au début de ce siècle, lorsqu'ils cultivaient presque exclusivement en montagne et que leur économie visait uniquement à assurer leurs besoins vivriers, les groupes villageois, on l'a vu, cherchaient à développer au maximum leurs effectifs pour mieux se défendre contre les attaques venant de la plaine et contre celles des montagnards voisins avec qui les rapports étaient souvent conflictuels. En mettant en valeur l'intégralité de leurs pentes, leurs densités pouvaient dépasser 200 hab./km².

C'est entre 1920 et 1950 que la pacification et la nécessité de développer l'arachide pour la vente conduisent les montagnards à étendre plus largement leur territoire sur la plaine ou le plateau qui bordent leurs massifs. C'est alors que se marquent des différences. Quelques-uns n'ont pas d'accès en piémont, d'autres n'ont qu'un petit vallon intérieur (comme à Magoumaz) ou sont limités par la présence toute proche de villages de plaine (comme chez les Ouldémé), d'autres enfin (comme à Wazang) ont à leur disposition un large *no man's land*. En outre, certains ont su profiter plus vite des possibilités ouvertes à cette époque, et s'étendre au détriment de voisins moins entreprenants. Ainsi les Mada occupent l'essentiel de la petite plaine intérieure au bas de chez eux, y compris des secteurs qui auraient pu revenir aux Ouldémé ou aux Mouyeng. Les Zoulgo s'étendent sur le plateau aux dépens des Guemjek.

Des écarts se creusent en outre depuis une trentaine d'années du fait de l'émigration, dont l'importance est très variable d'une communauté à l'autre. Nous y reviendrons.

Relief et groupes villageois : massifs et quartiers²²

Les zones montagneuses se présentent en bourrelets allongés dominant la plaine et les plateaux. Les profondes entailles du réseau hydrographique les découpent en massifs, unités de relief assez bien individualisées, dont la surface varie de quelques km² à 1 ou 2 dizaines de km². Ils présentent en général depuis leur base une pente très raide, puis des parties hautes au relief varié mais plus doux, où habitaient les hommes. Une partie d'entre eux, très variable selon les cas, est descendue maintenant au pied du massif (cf. fig. 7, p. 72).

Vivant ainsi en isolats séparés les uns des autres par des vallées, les hommes d'un même massif ont formé une unité politico-religieuse structurée, avec

22. Outre nos propres enquêtes, nous nous appuyons ici sur les travaux de J. BOULET (1975), Ch. VON GRAFFENRIED (1984), B. JUILLERAT (1971), J.-Y. MARTIN (1971), et J.-F. VINCENT (à paraître). Menés au niveau du groupe ethnique, leur comparaison fait apparaître l'unité d'ensemble des montagnards du nord.

23. Quelques massifs cependant (Guemjek, Mofou de Méri) n'ont pas fait leur unité et sont constitués de plusieurs groupes autonomes.

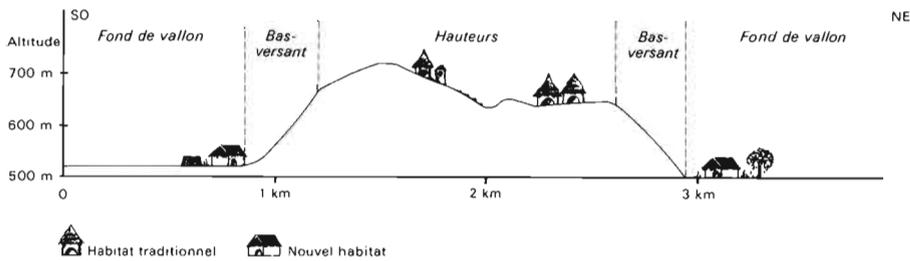


Figure 7
*Coupe à travers
 le massif ouldémé.*

son chef, son organisation, ses hiérarchies et son territoire bien délimité²³. C'est le relief, et non la parenté, qui est à l'origine de la constitution des communautés. Toutefois, on ne trouve pas toujours une correspondance exacte : tel secteur montagneux qui géographiquement se relie nettement à un massif donné peut se rattacher à un autre sur le plan humain, ou abriter un groupe indépendant. L'histoire a joué son rôle et tout déterminisme est absent.

Comme le font les populations elles-mêmes qui utilisent un même mot pour désigner la montagne et le groupe y habitant, nous appellerons massif, au sens sociologique, ces communautés, le terme de village convenant mal au dispositif dispersé de l'habitat.

Le massif comprend toujours plusieurs clans d'origines diverses, dont l'histoire locale nous relate les arrivées successives. Contrairement à ce que l'on observe chez d'autres populations paléo-soudaniennes sans pouvoir centralisé, pour lesquelles les liens familiaux constituent le seul principe d'organisation, le fonctionnement des communautés repose ici sur le dépassement du lien de parenté.

Le chef de massif, dont le clan est généralement majoritaire, est un personnage clé, le symbole de l'unité du groupe. Assisté des chefs de quartiers et de clans, il décide des dates des semailles et des récoltes, préside au déroulement des fêtes qui jalonnent l'année, organise tel rite exceptionnel en cas de malheurs répétés, veille au respect de la coutume. Chez quelques ethnies (Ouldémé, Mofou-Diamaré), il est en outre maître de la pluie.

La cohésion et la vitalité des massifs expliquent leur résistance aux changements de l'époque actuelle. Ils constituent, au plan traditionnel, l'unité politique la plus large. L'ethnie, qui englobe le plus souvent plusieurs massifs, ne présente qu'une unité culturelle.

C'est encore la configuration physique qui détermine les subdivisions du massif en quartiers. Ceux-ci correspondent à de petites unités morphologiques : une croupe, un promontoire, un secteur de versant entre deux entailles.

Le quartier est généralement composé d'un clan dominant, celui de son fondateur, et de clans minoritaires. Il a sa vie propre ; sa population plus

réduite, sa plus grande unité clanique en font un groupe plus solidaire encore que la grande communauté de massif dans laquelle il s'insère. Il a ses responsables et ses propres lieux sacrés.

Les habitants d'un même quartier disposent d'un espace continu où se situent la plupart de leurs champs. Ses limites sont moins précises que celles du territoire de massif, et l'on trouve souvent des imbrications entre champs de quartiers contigus. Mais il présente une certaine cohésion et peut être considéré comme le « terroir », l'espace agricole communautaire de base.

*Les sols*²⁴

LES SOLS DE MONTAGNE

Dans les zones montagneuses, les affleurements rocheux sont très nombreux : grandes dalles plates, pitons ou crêtes rocheuses, blocs en place éparpillés sur les versants, prenant parfois la forme de boules arrondies, chaos d'éboulis amoncelés au pied des pentes.

Entre les surfaces rocheuses, le sol est formé d'arènes de désagrégation. Sur certaines pentes très accusées, elles donnent des sols minéraux bruts, sans horizon humifère, et totalement incultes. On trouve ainsi, dans de nombreux massifs, des secteurs très rocheux laissés à l'état sauvage, où la végétation prend des aspects saxicoles et où vivent parfois encore des panthères. Mais la majeure partie des arènes ont subi un début d'évolution. Elles sont (ou étaient) alors cultivées sur des pentes intégralement aménagées en terrasses.

Leur épaisseur est de l'ordre de 50 cm. Leur granulométrie et leur valeur culturale varient suivant la composition de la roche mère et la position dans la pente.

Les études pédologiques montrent qu'on y trouve peu de grosses pierres en surface (elles ont été retirées pour la construction des murets de soutènement), une forte proportion de cailloux et graviers (15 à 25 %) et surtout de sables (55 à 70 %), tandis que les teneurs en limons et argiles sont inférieures à 15 %.

Ce sont donc des sols légers et faciles à cultiver, mais perméables et à faible pouvoir de rétention d'eau. Cet inconvénient est atténué par l'aménagement en terrasses. L'eau s'infiltré dans les banquettes horizontales et provoque l'altération de la roche sous-jacente à partir des diaclases. Cette « roche pourrie », comme l'appellent les montagnards, conserve l'humidité entre les averses, et même en saison sèche, en profondeur. Selon certains spécialistes, l'altération de la roche mère pourrait entraîner le renouvellement constant des sols et expliquer le maintien de leur fertilité.

Les sols se caractérisent par l'abondance des réserves minérales : phosphore, calcium, magnésium, potassium. Dans les secteurs habités des hauteurs, la

24. D'après les cartes pédologiques et leurs notices.

fumure qu'ils reçoivent régulièrement augmente leur taux de matière organique. L'étude pédologique faite à Hodogway, chez les Ouldémé, par D. MARTIN (1966) montre que « les teneurs en matière organique (des sols de l'aire accidentée habitée) sont les meilleures sur le village (1 à 1,7 %) ; le C/N voisin de 10 est normal, pour un sol aussi léger et aussi travaillé et cultivé : les débris végétaux sont immédiatement décomposés et remis à la disposition des cultures suivantes ».

Ainsi les pentes des massifs, lorsqu'elles sont transformées par la mise en terrasses et la fumure, constituent un milieu écologique très spécial — sorte d'immense rocaïlle — qui, à condition de recevoir des plantes adaptées, est loin d'être dépourvu d'atouts. Or, du fait d'une adaptation génétique multi-séculaire, les mils et les haricots qui y sont cultivés y trouvent les meilleures conditions de rendement.

LES SOLS DE PIÉMONT

Les sols des plaines bordières se caractérisent par leur diversité.

Le schéma type est celui d'une catena, avec des matériaux colluviaux grossiers au pied de la montagne, s'amenuisant progressivement pour se raccorder à des alluvions plus fines en aval.

Mais ce dispositif est souvent altéré, suivant les conditions d'accumulation et en fonction du réseau hydrographique : on rencontre parfois au pied même des massifs des alluvions fines permettant la culture du coton, tandis que, ailleurs, des sols grossiers sur colluvions ou sur le socle s'étendent sur plusieurs kilomètres.

Il est en outre compliqué par des évolutions localement très différentes. Ainsi, la carte pédologique de la plaine de Koza fait apparaître, au-delà des bordures colluviales, une gamme de sols aux aptitudes variées :

- sols sur colluvions grossières (sorgho, arachide) ;
- sols sur alluvions plus fines (sorgho, coton) ;
- sols à tendance halomorphe à cultiver avec précaution (sorgho, coton, longues jachères) ;
- sols halomorphes (incultivables sans travaux préalables) ;
- sols hydromorphes le long de certains cours d'eau (sorgho sur billons, cultures maraîchères de saison sèche).

Les sols des plateaux, formés sur les dépôts colluviaux ou sur le socle sont plus uniformes, légers, caillouteux, à dominante de sables grossiers, ils sont assez médiocres dans l'ensemble, mais toujours aptes à la culture du mil et de l'arachide. Près des cours d'eau, ils peuvent contenir une notable proportion d'éléments fins, et permettre des cultures telles que la patate, l'arboriculture fruitière ou les cultures maraîchères.

Les sols de montagne et de piémont sont complémentaires : leurs aptitudes agricoles diffèrent plus ou moins sensiblement. C'est un atout pour ceux dont les terroirs s'étendent sur les deux milieux.

Les arbres

Avec les terrasses, le couvert arboré totalement transformé par l'homme contribue à donner au paysage un aspect domestiqué.

À l'état naturel, la montagne et ses abords sont recouverts d'arbres. Les traditions locales font état des déboisements entrepris par les premiers occupants.

La végétation, selon les observations de R. LETOUZEY (1968), est plutôt sahélo-soudaniennes sur les bas-versants et les plaines de bordures, plutôt soudano-sahélienne sur les hauteurs et les plateaux. Parmi les essences les plus fréquentes sur l'ensemble de la région, citons *Anogeissus leiocarpus*, *Daniellia oliveri*, *Acacia albida*, *Khaya senegalensis*, *Tamarindus indica*, *Parkia biglobosa*, *Celtis integrifolia*, *Adansonia digitata*, *Terminalia brownii*, diverses espèces de *Ficus* et de *Ziziphus*, *Phyllanthus discoides*.

Sur les bordures de plaine croissent également des essences plus xérophiles telles que *Balanites aegyptiaca*, plusieurs types d'acacias, et même un peuplement de palmiers doum (*Hyphaene thebaïca*) au pied du massif de Méri. Correspondant à un climat plus sec, certaines auraient pu être apportées, volontairement ou non, par des migrants venus du nord.

Au-dessus de 1 300 mètres, R. LETOUZEY a repéré des espèces typiquement montagnardes d'Afrique orientale, notamment de beaux *Olea hochstetteri* sur le sommet d'Oupay.

Le montagnard du nord, qui cultive presque tout l'espace à sa disposition, n'a pas de brousse où il peut aller chercher son bois. C'est sur ses champs qu'il doit conserver les arbres nécessaires, et ceux-ci doivent gêner le moins possible ses cultures. Le paysage arboré résulte d'un compromis entre ces deux impératifs.

C'est un parc clair où les sujets sont parsemés à raison d'une vingtaine à l'hectare ; mais cette densité présente des variations, et certains secteurs de piémont ont été totalement dénudés. C'est un parc jeune, en constant renouvellement. Les arbres sont abattus en général à 20 ou 30 ans. Pour que leur ombrage ne nuise pas aux cultures, ils sont fréquemment élagués. Ils sont traités comme une plante cultivée et conduits en fonction des services qu'ils rendent. Seuls quelques sujets qui ombragent les habitations et les caïlcodrats (*Khaya senegalensis*), intéressants pour leurs fruits, sont laissés à eux-mêmes et prennent de l'ampleur. Enfin c'est un parc sélectionné. Le montagnard ne plante pas d'arbres, ou rarement. Mais dès qu'il voit apparaître sur un de ses champs une espèce qui l'intéresse, il en prend soin, l'entoure

éventuellement d'épines pour éviter les déprédations du bétail. Cette sélection aboutit, ici ou là, à la constitution de parcs homogènes d'espèces particulièrement utiles. Ainsi trouve-t-on en montagne, chez les Mouktélé et les Podoko, et souvent en piémont, des secteurs intégralement couverts d'*Acacia albida*, et chez les Mafa et les Guemjek, de véritables plantations de jujubiers (*Ziziphus*).

Les arbres permettent de faire face à toutes sortes de besoins. Ils sont utilisés comme combustible, mais avec un grand souci d'économie. Pour leur cuisine quotidienne, les femmes brûlent des tiges de mil, auxquelles elles se contentent d'ajouter quelques brindilles. Lorsqu'elles font la bière, ou pour se réchauffer pendant les nuits froides de saison sèche, les hommes coupent une grosse branche ou abattent un arbre.

Les forgerons, et autrefois les fondeurs de fer, étaient de gros consommateurs de charbon de bois. Leur présence pouvait entraîner des déboisements importants sur certains terroirs.

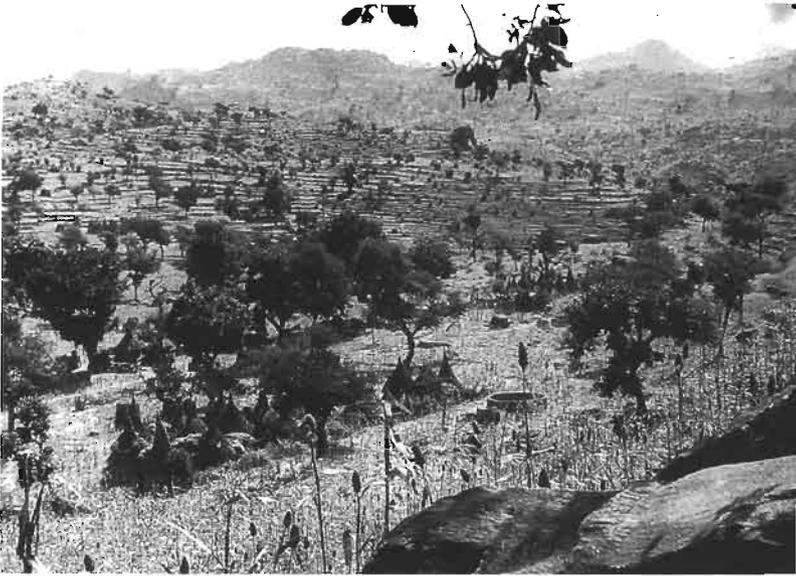
Des feuilles, écorces et racines, les guérisseurs tirent la plus grande partie de leur pharmacopée. Les bois sont utilisés pour les planches-lits, les échelles permettant de monter dans les greniers les maillets, manches d'outils et semoirs, et surtout les poutres des toits de case qu'il faut régulièrement refaire. Les arbres proches des habitations peuvent servir d'entrepôt : en haut du tronc, on installe des fagots de tiges de mil ou des fanes d'arachides, qui se trouvent ainsi à l'abri de l'humidité et des rongeurs. Parfois les branches sont courbées de façon à aménager un espace à cet effet. Des arbustes épineux servaient autrefois à renforcer les défenses d'un massif. On en plante encore parfois aujourd'hui contre les habitations pour les protéger des voleurs.

Ces utilisations diffèrent suivant les espèces, et aussi, dans une certaine mesure, selon les habitudes propres à chaque ethnie.

L'arbre le plus utile, celui qui est toujours protégé, est sans conteste l'*Acacia albida*. Les montagnards du nord — contrairement à ceux du sud —, en connaissent bien les vertus fertilisantes, et avec son cycle végétatif inversé, son ombre ne gêne pas les cultures. En outre, ses feuilles et ses fruits nourrissent le petit bétail en saison sèche.

Le caillcedrat (*Khaya senegalensis*) symbole de la fécondité, se rencontre en montagne près des points d'eau, et en piémont. Son fruit donne une huile non comestible mais très recherchée. Mêlée à un colorant rouge, les femmes s'en enduisaient le corps pour leur beauté et leur fécondité. Cet usage, lié à la nudité, a été interdit, mais on continue à utiliser l'huile pour éviter les piqûres d'insectes. Les musulmans en achètent pour frotter leurs ânes ou leurs chevaux. Elle sert également à assouplir les cuirs. Chez certains groupes ethniques, on apprécie tout particulièrement la bière de mil, à laquelle ont été ajoutés des morceaux d'écorce de la racine de l'arbre : des

Paysage de montagne chez les Matakam en novembre,
lorsque la récolte de sorgho est presque terminée.
Habitations dispersées, parc arboré, terrasses



Paysage de piémont en bordure du massif ouldémé, en 1966.
Les habitations, encore peu nombreuses,
sont construites sur des affleurements rocheux.
Passage d'un troupeau de transhumants peul,
venant d'un village voisin de la plaine.

Une habitation chez les Matakam et son aspect défensif.

Cases petites, serrées les unes contre les autres,
une seule ouverture sur l'extérieur, toujours tournée vers le haut de la pente.

À droite, tiges de mil préparées pour la réfection des toits.



Paysage de saison des pluies

chez les Matakam.

Seuls émergent les toits des cases.

Le mil recouvre tout l'espace.



*Le traitement des arbres
pour obtenir des perches
bien droites.*

Arbre taillé en têtard
chez les Ouldémé.



Parc de jujubiers
coupés régulièrement
à la base,
chez les Matakam.

Préparation d'un champ et réfection des terrasses
avant l'arrivée des pluies.



Charlotte von Grafenried



Charlotte von Grafenried

Sarclage en famille
chez les Guemjek.

*L'utilisation intensive de l'espace
dans les montagnes
encore très peuplées.*



.....
Sorgho semé
dans des fentes
de rochers
.....



Terre rapportée
sur une dalle rocheuse
.....

Transport du fumier dans unealebasse.
Il provient des étables, où est enfermé le bétail
en saison des pluies.



Fumier épandu
dans un champ de sorgho.

Battage du sorgho en montagne
sur une dalle de rocher, chez les Ouldémé.



Charlotte von Graffenried

Battage des haricots en piémont,
chez les Zouigo.

Un champ de coton en piémont
cultivé par un Vamé-Mbrémé.
Semis en ligne.



Parcelles d'oignons chez les Mofou-Diamaré.
Culture de saison sèche.
Au fond, puits à balancier pour les arrosages.

sillons, au pied de certains gros cailedrats, signalent un prélèvement récent. L'administration a aussi interdit cet usage dangereux pour l'arbre.

Le tamarinier est intéressant pour ses fruits dont les musulmans sont consommateurs. Ils sont vendus sur les marchés.

Le jujubier (*Ziziphus*) est sans doute l'essence la plus abondante. De nombreux montagnards (plus particulièrement les Mafa, les Guemjek, les Podoko) « l'élèvent » pour en tirer les poutres qui forment l'armature de leurs toits. Il est conduit en buissons, coupé à intervalles réguliers au niveau du sol, d'où repartent des rejets vigoureux et bien droits avec lesquels les paysans obtiennent des toits parfaitement réguliers. Parfois, ils entassent des pierres sur les souces pour favoriser l'émission de rejets. D'autres, comme les Mada et les Ouldémé, utilisent plutôt à cette fin des arbres tels que *Anogeissus leiocarpus* ou *Terminalia brownii*, traités en têtards. Ils les coupent tous les trois à cinq ans en haut des troncs.

Les baobabs, les rôniers, les papayers sont également très appréciés. Ce sont les rares essences à être parfois plantées. On les trouve surtout près des habitations.

Chaque exploitant dispose d'une cinquantaine d'arbres, et s'efforce d'avoir au moins quelques exemplaires des espèces les plus utiles, soit en les protégeant, soit parfois en les achetant.

En effet, la propriété de l'arbre et celle du sol sont dissociées. Un paysan est propriétaire de l'arbrisseau qui pousse sur sa terre ; s'il vend son champ, il conserve la propriété des arbres, même tout jeunes, qui s'y trouvent au moment de la vente. On peut aussi vendre un arbre, ou céder le droit d'en couper les perches.

En règle générale, seul le propriétaire peut abattre un arbre ou en couper les branches, tandis que les feuilles et les fruits peuvent être cueillis par tous (à l'exception des fruits du cailedrat). Les réglementations de détail varient suivant les ethnies et évoluent avec le temps. Ainsi les fruits du tamarinier, qui apportent maintenant des revenus monétaires, tendent à n'être récoltés que par le possesseur de l'arbre.

Des différends, que la coutume s'efforce de régler, peuvent surgir de la dissociation des deux propriétés. Le possesseur d'un cailedrat doit offrir un peu d'huile de sa récolte au cultivateur gêné par son ombre. Chez certains groupes, *Acacia albida*, par exception à la règle générale, passent à l'acheteur du terrain qui les porte. On évite ainsi les conflits entre le détenteur de l'arbre qui voudrait l'abattre et celui du champ désirant conserver son fertilisant naturel.

Le montagnard du nord connaît parfaitement ses arbres et ce qu'il peut en tirer ; il les utilise avec attention et prudence, et en a réglementé avec soin l'exploitation. Cette attitude est le fruit d'un long enracinement et du

contexte global de pénurie. Elle rejoint celle que nous trouverons chez lui en tant que paysan.

LES MONTAGNES DU NORD : LE SYSTÈME AGRICOLE ET SES VARIANTES

Les paysages sont parlants. Lorsqu'on observe en saison des pluies les montagnes du nord des Mandara, presque intégralement recouvertes de sorgho, apparaissent immédiatement deux traits fondamentaux du système agricole : l'importance donnée au mil et la permanence de la culture. En saison sèche, une fois les récoltes faites, les terrasses que l'on peut voir du haut en bas des pentes, bien alignées et parfaitement entretenues, évoquent un troisième aspect de l'agriculture : la qualité des soins et leur adaptation au milieu physique.

Nous examinerons ici d'abord la combinaison culturale de base, le sorgho et l'arachide, ensuite le cas particulier de la rotation sorgho/mil pénicillaire et le rôle des plantes secondaires, enfin les techniques mises en œuvre. Une dernière partie sera consacrée à l'insertion du cotonnier sur les plaines de bordure.

La combinaison de base : sorgho et arachide

L'exemple de Hodogway, quartier du massif Ouldémé (cf. fig. 8) illustre le dispositif habituel des terroirs (A. HALLAIRE, 1971). Il comprend une zone montagneuse consacrée au sorgho, et une zone de piémont, dans son prolongement, où se mélangent champs de sorgho et champs d'arachide.

Le sorgho est toujours associé à d'autres plantes : le haricot (*nyébé*) surtout, et de façon moins systématique, le gombo (*Hibiscus esculentus*), l'oseille de Guinée (*Hibiscus sabdariffa*), l'éleusine (*Eleusina coracana*), le mil pénicillaire (*Pennisetum typhoideum*), le sésame (*Sesamum indicum*). Ainsi le champ de sorgho est le champ vivrier où se mélangent les plantes destinées à faire la boule de mil, et celles qui entrent dans la composition de la sauce qui l'accompagne.

Le sorgho cultivé en montagne et sur sa bordure immédiate comprend une multitude de formes : chaque massif en a plusieurs, et elles varient d'un massif à l'autre du fait des adaptations génétiques opérées sur place. Elles se distinguent des variétés cultivées en plaine par la finesse de l'épicarpe, parfaitement digestible (ce qui évite le pilage et le tamisage), et par la dureté du

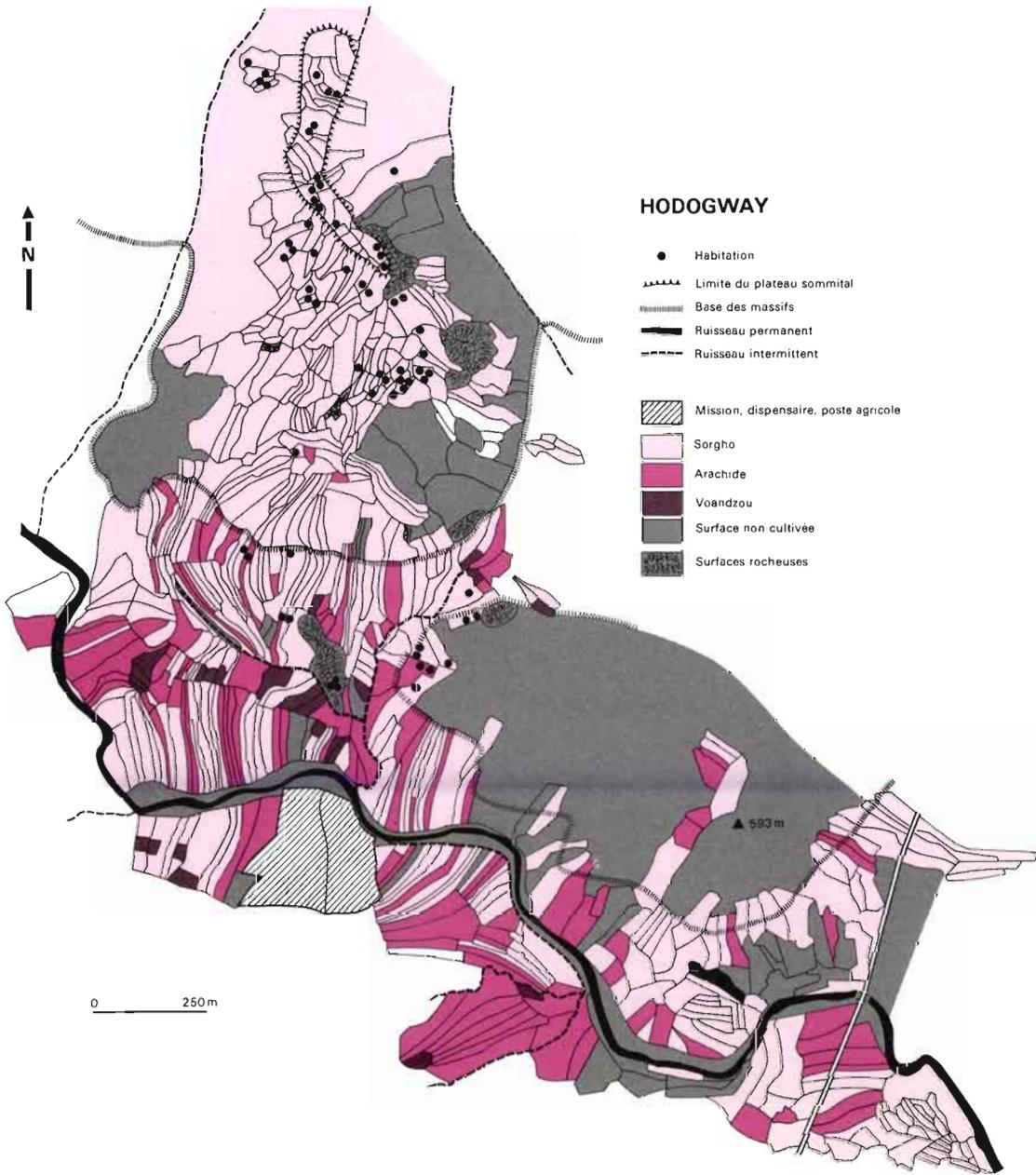


Figure 8
*Hodogway,
 parcellaire
 et cultures.*

grain. Celui-ci est le plus souvent de couleur jaune, mais il en existe des noirs, roses, rouges, blancs et violets. Le paysan estime que cette diversité est une des richesses de son patrimoine. L'ensemble des sorghos de montagne est appelé *tchergué* en mandara (*tchergari* en fulfuldé), terme que nous utiliserons.

Sur les piémonts, au-delà de la zone de colluvions grossières, le tchergué peut être remplacé par des variétés de plaine, de couleur rouge, mieux adaptées aux sols à texture plus fine. On les désigne généralement par le terme fulfuldé de *djigari*. Elles sont peu appréciées sur le plan gustatif par les montagnards qui les utilisent de préférence pour faire la bière.

Seuls les sorghos de type tchergué peuvent être utilisés pour les offrandes rituelles ou les bières de fête. Les *djigari* sont toujours soigneusement séparés, et mis dans des greniers spéciaux. Les rites agraires ne les concernent pas.

Sur les piémonts — vallons intramontagnards, bordures de plaine ou de plateau —, le champ d'arachide est venu s'ajouter à celui du tchergué, à partir de 1930, et a pris une importance grandissante.

Les montagnards en cultivaient depuis longtemps de petites parcelles pour leur consommation. C'était autrefois une culture réservée aux femmes. Incités à en produire davantage, d'abord pour payer l'impôt, puis pour faire face à leurs besoins croissants d'argent, les paysans ont augmenté leurs superficies d'arachide. La progression a été lente. Au départ, les hommes ont dû vaincre une certaine répugnance à se mettre à une culture féminine, et surtout, ils hésitaient à soustraire une part importante de leur temps et de leurs terres à la culture du mil. Mais c'est à cette même époque qu'ils ont mis en valeur les *no man's lands* les séparant de leurs voisins, et augmenté leurs superficies. Le développement de l'arachide est lié à l'extension de la mise en valeur des piémonts.

Cette culture est aujourd'hui bien intégrée au système agricole. Les montagnards ont adopté la variété érigée, introduite par les services agricoles, qui remplace l'arachide rampante cultivée autrefois. Ils l'associent à du sésame, de l'oseille de Guinée, et parfois à du sorgho semé de façon très lâche. Les champs d'arachide alternent avec ceux de sorgho, suivant un rythme non régulier.

L'absence d'arachide en zone montagneuse est commune à l'ensemble du nord des monts Mandara. Selon les paysans, elle serait dévastée par les rongeurs qui y pullulent, et la feuille s'y développerait aux dépens de la graine. Ils ajoutent que les sols de montagne sont trop riches pour être soustraits aux sorghos, et c'est là sans doute leur motivation essentielle.

De ce fait, la proportion des superficies consacrées à l'arachide est fonction des extensions en piémont de chaque terroir. Elle est de 25 % à Hodogway, qui dispose d'une bordure de plaine, et de 13 % seulement à Magoumaz,

chez les Mafa (J. BOULET, 1975), qui n'a qu'un étroit vallon intérieur. Elle est nulle pour les quelques massifs encastrés au cœur d'une zone montagnaise telle que Oupay, Ziver, Vouzad, en pays mafa : leurs habitants, s'ils veulent en cultiver, doivent louer des champs hors-terroir.

Les champs occupent la quasi-intégralité de l'espace, aussi bien dans les massifs que sur les territoires conquis à leurs pieds, comme le montre le cas de Hodogway. Avec les descentes de l'habitat en piémont et l'émigration, apparaissent maintenant des friches sur de nombreux secteurs montagneux vidés de leurs habitants. Nous y reviendrons.

La rotation sorgho-mil pénicillaire

Une variante importante concerne la plus grande partie de l'aire occupée par les Mafa, où l'on trouve une rotation biennale du sorgho et du mil pénicillaire.

Une année sur deux, les années impaires du calendrier grégorien, les massifs de cette zone et leur bordure immédiate se couvrent de mil pénicillaire à la place du tchergué qui disparaît complètement. Cette année-là, le haricot est abondamment semé, en intercalaire, car il doit assurer les besoins de deux années, tandis que l'éleusine est surtout associée au tchergué. On a donc alternativement :

- années impaires : mil pénicillaire + haricot
- années paires : sorgho tchergué + éleusine.

En piémont, les Mafa, comme leurs voisins, ont introduit l'arachide, dont les champs s'imbriquent avec ceux de sorgho ou de mil pénicillaire suivant l'année en cours.

A une certaine distance de la montagne, un sorgho rouge, type djigari, appelé *salawa* en mafa, remplace le tchergué ou le mil pénicillaire, la rotation est alors supprimée.

Les terroirs peuvent donc comporter non pas deux, mais trois secteurs successifs :

- montagne : sorgho tchergué/mil pénicillaire en rotation
- piémont immédiat : même rotation + arachide
- piémont éloigné : sorgho *salawa* + arachide (ou coton)

Le mil pénicillaire a des rendements inférieurs à ceux du sorgho, et la consommation alimentaire doit souvent être réduite l'année qui suit sa récolte. Mais les agriculteurs mafa estiment cette rotation nécessaire pour ne pas épuiser leurs sols, et y sont très attachés. Il paraît effectivement possible que la présence, tous les deux ans, d'une céréale peu exigeante, associée à une légumineuse, favorise le maintien de la fertilité et combatte le développement de certains parasites. Mais le fait que les montagnards voisins qui habitent un milieu semblable, obtiennent des rendements satisfaisants en

cultivant le sorgho chaque année pose un problème. Pourquoi un groupe important de population s'impose-t-il une rotation qui rend plus précaire son équilibre alimentaire une année sur deux, si celle-ci n'est pas nécessaire ? Une hypothèse a été avancée. L'occupation du pays mafa pourrait être antérieure de plusieurs siècles à celle des montagnes de l'est ; les sols y auraient atteint un degré d'usure, qui ne permettrait plus la culture du sorgho chaque année et aurait contraint les paysans, à un moment donné, à adopter la rotation. À l'appui de cette thèse, J. BOUTRAIS (1973) fait observer que les quelques massifs mafa qui ne pratiquent pas cette alternance, situés sur les pourtours du territoire, ont été peuplés plus tardivement, et que, d'autre part, les Mafa colonisant le plateau à Ziver-Plateau ont d'abord semé du sorgho chaque année, puis ont dû revenir à la rotation biennale, leurs sols s'épuisant ; le même phénomène aurait joué en zone montagneuse, non pas en quelques années mais en plusieurs siècles.

Mais il faut noter que plusieurs massifs peuplés depuis moins d'un siècle ont adopté d'emblée la rotation. Par ailleurs, l'antériorité de l'implantation des Mafa par rapport aux groupes voisins reste à prouver.

Aussi, nous pensons plutôt qu'il s'agit d'une pratique adoptée pour favoriser la reconstitution du sol, mais non imposée par son épuisement. L'aire d'extension du système à rotation est tout entière incluse dans le pays mafa, sans toutefois coïncider exactement avec lui puisque deux secteurs, à l'est et au nord, ne la pratiquent pas. Les habitants des massifs de l'est ont pu être influencés par les ethnies voisines. Quant à ceux du nord, occupant une extrémité avancée de la montagne, ils déclarent qu'ils ont dû abandonner la culture du mil pénicillaire, parce qu'il était dévasté par les oiseaux mange-mil, très nombreux en plaine, et ils paraissent ressentir cette impossibilité comme un inconvénient.

Nous verrons que des groupes ethniques habitant au sud des monts Mandara alternent chaque année sur leurs champs de brousse le sorgho et le haricot. L'année où ils cultivent le haricot est précisément celle de l'association mil pénicillaire-haricot chez les Mafa. Il pourrait s'agir d'influences réciproques, ou peut-être de l'appartenance à une ancienne aire culturelle commune caractérisée par la rotation haricot-sorgho ; la présence du mil pénicillaire serait une adjonction au système initial, une sorte d'adaptation nécessitée par les fortes densités, et permise par les conditions de culture intensive propres à la région du nord.

Les plantes secondaires

La région du nord des monts Mandara se caractérise par la faible importance des cultures secondaires. Outre les plantes associées au mil, déjà signalées, on trouve de petites parcelles de voandzou et de souchet, cultivée par les

femmes, et de minuscules «jardins de case» réservés essentiellement au tabac.

Avec l'orientation vers une économie de marché, la plupart des montagnards s'efforcent de compléter les revenus de l'arachide par la vente d'autres produits, ce qui les a conduits, soit à développer des productions traditionnelles, soit à en introduire de nouvelles.

LE TABAC

Tous les exploitants vivant en montagne plantent quelques mètres carrés de tabac sur le sol enrichi contigu à leur habitation, en vue de leur consommation personnelle. Mais certains augmentent leurs superficies pour avoir des excédents commercialisables. Cette spéculation concerne le secteur nord-est des monts Mandara, et plus particulièrement deux groupes ethniques, les Mouktélé et les Ouldémé, qui descendent vendre leur production sur les marchés proches de chez eux. Pour gagner davantage, quelques-uns partent eux-mêmes l'écouler au Nigeria, le principal débouché.

Le tabac, surtout vendu par les hommes âgés, est une culture de montagne, qui régresse du fait des descentes de l'habitat en piémont.

LE HARICOT ET LE GOMBO

Ces deux plantes, que les femmes sèment dans les champs de mil pour l'alimentation quotidienne, peuvent également être écoulées sur les marchés. Les haricots donnent lieu à de multiples petites transactions auprès des femmes mandara qui en font des beignets. Lorsque les surplus atteignent une certaine importance, des commerçants viennent les acheter pour les transporter par sacs à Maroua. Deux groupes sont plus particulièrement axés sur ce type de ventes : les Podoko, qui apportent haricot et gombo à Mora, et les Minéo, spécialisés dans le haricot.

LE TARO

Comme le tabac, le taro se cultive dans les jardins de case, mais seulement sur les hauts massifs du sud, à climat plus humide. Récolté en septembre, il facilite la soudure.

Des montagnards mafa proches de Mokolo ont agrandi les minuscules parcelles habituelles pour vendre leur production à la ville, où les fonctionnaires originaires du Sud-Cameroun constituent une clientèle assurée.

LA PATATE

La patate (*Ipomea batatas*), introduite vers 1960, trouve son terrain d'élection sur les hauts plateaux situés plus au sud, mais certains montagnards de la région en cultivent sur les bordures de plateau dont ils disposent, et elle peut leur apporter des revenus substantiels.

Elle est bouturée aux abords des cours d'eau, sur de gros billons qui mesurent 50 à 60 centimètres de hauteur et de largeur, et s'étirent en longueur dans le sens de la pente. Le gros travail de préparation se fait en juillet, lorsque le terrain est bien ameubli par les pluies. L'herbe, déjà drue, enfouie à l'intérieur du billon, constitue un excellent engrais vert. Les boutures, souvent achetées chez des agriculteurs qui se spécialisent dans cette production, sont repiquées courant juillet et début août. Ces opérations se situent lorsque les travaux pour le mil et l'arachide sont à peu près terminés et que les paysans ont tout leur temps pour s'y consacrer.

C'est en outre une culture qui réclame peu de terrain pour un bon rapport. Selon les services agricoles, les rendements sont de l'ordre de 8 000 kg à l'hectare.

La patate est cultivée essentiellement pour être vendue. Marchandise pondéreuse, elle ne peut être transportée à tête d'homme jusqu'au marché habituel, comme on le fait pour l'arachide. Ce handicap a longtemps entravé son essor. Aujourd'hui, des commerçants ont pris en main sa commercialisation. Leurs camions viennent chercher la marchandise sur les lieux mêmes de production. En 1977, on achetait près de Mokolo le sac de 80 à 100 kg au prix de 1 100 FCFA.

LES CULTURES MARAÎCHÈRES

On observe très ponctuellement sur les piémonts de plaine de petits jardins portant divers produits maraîchers, de la canne à sucre, du riz et des arbres fruitiers (bananiers, manguiers). Ils occupent des sols alluviaux en bordure de cours d'eau permettant les arrosages en saison sèche.

Sur ce même type de terrains, quelques exploitants — des Mafa de la plaine de Koza, des Mofou de Wazang —, ont entrepris depuis peu la culture d'oignons de saison sèche, pratiquée depuis longtemps par des musulmans de la plaine de Mora. À leur exemple, ils aménagent des planches bordées de petites rigoles, où ils font couler l'eau tirée d'un puits à balancier.

Ce type de culture est souvent le fait d'hommes jeunes, anciens scolarisés. Il apporte des profits intéressants et contribue au ravitaillement des villes. Mais par ses exigences, il est limité à quelques emplacements.

Les techniques culturales et les rendements

Qu'ils fassent du sorgho chaque année ou l'alternent avec du mil pénicillaire, qu'il s'agisse de champs de montagne ou de ceux du piémont, les paysans ne laissent jamais leur terre au repos. L'absence de jachère caractérise leur système agricole. La mise en culture ininterrompue, depuis des siècles ou des décennies, d'arènes granitiques ou de sols colluviaux constitue un défi qui étonne les agronomes.

Au moyen de quelles techniques, de quelles façons culturales, le système agricole permet-il une telle performance ?

L'INTENSITÉ DES SOINS ET L'ADAPTATION AU MILIEU

Pour ses travaux, le montagnard dispose de l'outillage rudimentaire classique : un bâton pour semer, une houe à manche court pour biner, une petite faucille pour couper le mil, des paniers et des sacs pour transporter les récoltes.

Il apporte à ses cultures une qualité d'attention et de vigilance qui apparente son travail à celui du jardinage.

Il prépare son sol en le nettoyant des épines et des déchets de la récolte précédente, qu'il brûle et dont il répand les cendres.

Les semis sont effectués le plus rapidement possible. De beaux épis ont été sélectionnés l'année précédente pour la semence. Le paysan sème à plusieurs reprises si nécessaire, éclaircit les plants, repique les manquants. Il fait minutieusement deux binages, repasse encore en fin de saison pour enlever les quelques adventices et arracher une partie des feuilles. Il butte parfois les pieds pour favoriser l'enracinement.

En montagne, l'utilisation totale de l'espace traduit de façon impressionnante la pression démographique. La moindre fente dans la roche, si elle contient un peu d'arène, la plus petite poche entre les blocs, sont ensemencées. Des exploitants augmentent leurs superficies en entassant sur des surfaces rocheuses des herbes qui, devenues terreau, leur donnent quelques mètres carrés supplémentaires, ou en construisant, sur des dalles en pente, des terrasses avec des pierres et de la terre rapportée.

Le travail s'appuie sur une connaissance très fouillée des moindres particularités du terroir. Les sols présentent une certaine diversité de détails, parfaitement connue des populations. Les Ouldémé utilisent une vingtaine de termes pour les distinguer, suivant leur texture, leur couleur et leurs aptitudes. Ainsi trouve-t-on une adaptation très fine au milieu, le choix des variétés de mil étant opéré en fonction des caractéristiques du sol.

D'autres critères peuvent intervenir. Le paysan évite de semer, sur les endroits exposés au vent, les sorghos dont les tiges sont cassantes. Il place sous sa surveillance, près de son habitation, ceux dont les grains restent tendres en mûrissant et tenteraient les grappilleurs, et sème, pour cette même raison, des variétés amères ou garnies de poils le long des sentiers très fréquentés.

Soins minutieux, adaptation au milieu sont complétés par une autre donnée importante du système agricole : la fumure.

LA FUMURE

Le paysan est parfaitement conscient de l'intérêt de la fumure, et il cherche par tous les moyens à fertiliser ses champs.

Il n'a malheureusement que peu d'engrais animaux à sa disposition, car son bétail se limite à quelques chèvres ou quelques moutons, parfois un taureau, dont les déjections sont utilisées d'abord pour faire l'eau de potasse qui lui sert de sel. Mais ce qui lui reste est soigneusement mis en tas contre son habitation ; s'y ajoutent les déchets ménagers divers, les résidus de bière de mil, les balayures de cases et de poulaillers. En saison des pluies, il répand ce fumier sur certains de ses champs, recourant parfois à l'aide de ses voisins pour le transporter ; chez les Mada, ce sont les enfants du quartier qui sont priés de venir avec de vieux paniers effectuer « le travail pour le fumier ». Les cendres sont sans doute le fertilisant le plus important. Les ménagères jettent directement dans le champ de case celles de leur cuisine ou les mettent de côté pour les répandre sur le terrain au moment des cultures. En nettoyant leur sol, certains agriculteurs brûlent par petits tas les débris végétaux dont ils étalent ensuite la cendre.

La formule de l'engrais vert est pratiquée partout. Le montagnard enfouit dans sa terre les fanes d'arachide, les vieilles tiges de mil, notamment celles qu'il enlève lors de la réfection de ses toits de case. Il peut aussi enterrer l'herbe arrachée lors de binages, à moins qu'il ne l'entasse pour faire du terreau, étalé ultérieurement.

Il sait également apprécier l'enrichissement apporté par les troupeaux des Peul venant pâture le long des massifs après les récoltes. Certains exploitants offrent du mil aux pasteurs pour qu'ils installent leur campement de nuit sur un de leurs champs.

Malgré son soin à utiliser tout ce qui peut l'être, le paysan n'arrive à fertiliser qu'une partie de ses champs. Ceux situés près de son habitation reçoivent chaque année de l'engrais ; les autres moins proches, sont fumés de temps à autre, quand les rendements faiblissent ; les plus éloignés ne le sont jamais. Les résultats apparaissent avec évidence au moment de la récolte : le mil est plus beau, plus serré, près des habitations.

Le dispositif dispersé de l'habitat — qui est reconstitué en piémont —, favorise l'étalement de la fumure. De plus, en montagne, la situation des habitations en haut de pente permet aux apports solubles (azote) d'être entraînés par les eaux des pluies, et de profiter aux cultures situées en contrebas. Le déplacement de l'habitat au pied des massifs est de ce point de vue un inconvénient.

LES AMÉNAGEMENTS POUR RETENIR L'EAU

Le nord des monts Mandara se caractérise par la mise en terrasses de la totalité des pentes cultivées, et donc de la plus grande partie de l'espace montagnard. Il n'est guère de versants qui ne soient remodelés de haut en bas par une succession de banquettes étagées; c'est là que les terrasses sont les plus régulières et les mieux faites. C'est donc dans cette région que les effets de la technique, sur lesquels nous ne reviendrons pas, jouent pleinement.

Certains agriculteurs apportent des raffinements supplémentaires. Ainsi, les Ouldémé accentuent l'effet de retenue d'eau de leurs terrasses en façonnant à leur extrémité aval un petit rebord en relief, réparé chaque année, constitué de cailloux et de tiges de mil. On trouve fréquemment des terrasses construites au pied des massifs, sur les pentes faibles des piémonts; s'ils n'ont plus de cailloux, certains, tels les Ouldémé, remplacent les terrasses par des ados, sortes de gros billons barrant la pente.

Pour les montagnards, les terrasses ont pour rôle essentiel de faire profiter les plantes de « l'eau qui apporte l'engrais ». Ils ont par ailleurs des procédés antiérosifs, différents d'un massif à l'autre. Les Mafa de Magoumaz cherchent à éviter les ravinements, en coupant par des barrages grossiers le lit des écoulements qui strient les pentes, et en creusant en piémont des petits canaux qui divisent le ruissellement (J. BOULET, 1975). Les Ouldémé sont sensibles à l'effet de battance de l'eau, qui, lors des premières averses, est particulièrement néfaste sur un sol nu. Pour y parer, ils ne nettoient leurs champs, encombrés de feuilles mortes et d'épines, qu'au moment des semailles.

LES RENDEMENTS

La diversité des rendements du sorgho rend illusoire l'établissement de moyennes. Ils varient fortement d'une année sur l'autre, suivant les conditions climatiques, et plus encore, pour une même année et un même terroir villageois, d'un champ à un autre, comme le montrent les deux monographies de Hodogway et de Magoumaz.

À Hodogway, les rendements de 7 champs de sorgho, en montagne et en piémont, s'étagent en 1967 de 257 à 1 900 kg/ha. À Magoumaz, les enquêtes de J. BOULET sur 12 exploitations donnent une moyenne de l'ordre de 700 kg/ha, mais les chiffres varient du simple au triple suivant les exploitants.

Une constante apparaît pourtant sur les aires habitées de montagne, régulièrement fumées. Une étude que nous avons menée en 1970 sur 21 rectangles de 15 à 30 m², situés à moins de 100 mètres d'une habitation, montre

une grande similitude d'une parcelle à une autre, et d'un massif à un autre (cf. tabl. IX).

Massifs	Kg/ha
<i>Massif ouldémé, quartiers de Mouvar et de Vandelar</i> Haricots associés - rendement moyen sur 9 parcelles	1 100
<i>Massif mafa de Ldamsay</i> Éleusine associée - rendement moyen sur 6 parcelles	1 154
<i>Massif mafa de Mokola</i> Éleusine associée - rendement moyen sur 6 parcelles	1 162

Tableau IX

*Rendement
du sorgho en milieu
montagnard habité
(année 1970).*

Ces chiffres sont remarquablement élevés, d'autant plus qu'il faudrait y ajouter les productions des plantes associées. À titre de comparaison, on estime généralement à 1 000 kg/ha le rendement moyen du sorgho cultivé en plaine sans associations. Ces hauts rendements sont malheureusement liés à la présence des hommes en montagne, et s'effondrent lorsque ceux-ci la quittent pour s'installer en piémont.

Les rendements de l'arachide paraissent moins disparates. Ils sont de l'ordre de 5 à 600 kg/ha à Hodogway, de 1 000 kg/ha à Magoumaz.

Les montagnards ont donc mis en place un système agricole viable. Ils ont su intégrer l'arachide sans remettre en cause leur équilibre alimentaire, en l'introduisant en piémont en rotation avec le mil.

Les pénuries apparues au cours de ces vingt dernières années sont dues essentiellement à la diminution des pluies et à la réduction de leur durée, particulièrement sensible, on l'a vu, dans la région du nord.

Elles sont liées également aux mesures qui, depuis 1960, incitent les montagnards à descendre s'installer au pied de leurs massifs ou à émigrer. Le système agricole est en cohérence avec un habitat dense des zones accidentées. Leur dépeuplement entraîne une remise en cause d'un équilibre séculaire, mais fragile.

Le coton chez les montagnards

Le coton est une culture de plaine. Il a été adopté comme culture commerciale à la place de l'arachide par la plupart des montagnards habitant les massifs en bordure de plaine, lorsqu'ils disposent en piémont de sols adéquats. Leur production globale ne représente, en 1976, que 4,5 % des tonnages récoltés au Nord-Cameroun. Mais la culture du coton est une innovation importante pour les exploitants qui s'y adonnent, dont le nombre dépasse 5 000 (avec 50 a en moyenne par exploitation pour une superficie de 2 663 ha).

En effet, contrairement à l'arachide que les cultivateurs ont intégrée chez eux comme ils l'entendaient, le coton est une culture dirigée. Son introduction entraîne de profonds changements dans le système agraire traditionnel.

Elle détermine le principal clivage qui sépare aujourd'hui les agriculteurs du nord des Mandara.

LA PRODUCTION ET SA LOCALISATION

La culture du coton en vue de la vente pour l'exportation a été introduite au nord du Cameroun en 1951 par la CFDT (Compagnie française pour le développement des fibres textiles) à laquelle se substitue en 1974 la Sodecoton (Société pour le développement du coton au Cameroun). La culture prend d'abord son essor chez les habitants de la plaine sous l'impulsion d'un réseau serré de personnels d'encadrement et grâce à la mise au point, par les stations de recherche de Maroua et de Guetalé, des techniques culturales et des variétés adaptées à la région. Les montagnards ne sont alors touchés que comme manœuvres agricoles, appelés pour les sarclages et les récoltes.

À partir de 1960, la CFDT, qui cherche constamment à développer sa production, décide de l'implanter sur les piémonts qui sont sous l'emprise des montagnards. Tous ceux qui habitent des massifs bordant la plaine sont alors concernés. Culture obligatoire, elle va se développer rapidement.

Le rendement moyen est égal à celui de l'ensemble du Nord-Cameroun, mais il varie beaucoup d'un secteur à l'autre, allant de l'excellent au dérisoire.

Secteurs	Cantons	Superficiés (ha)	Productions (t)	Rendements (kg/ha)
<i>Plaine Koza</i>	Koza	274	436	1 591
	Moskota	240	169	704
	Gaboua	146	198	1 356
	Station de Guetalé	17	43	2 529
		677	846	1 249
<i>Nord</i>	Kotserehé	43	10	232
	Mora-Massif	42	5	119
		85	15	176
<i>Nord-est</i>	Ouldémé	63	32	508
	Mada	248	182	734
	Mouyeng	265	112	422
	Palbarra	197	101	515
	Serawa	112	63	562
	Tokombere	109	113	1 036
	Doulek	95	43	453
	1 089	646	593	
<i>Sud-est</i>	Douroum	164	127	774
	Wazang	174	104	598
	Mokong	474	389	821
	812	620	763	
<i>Nord monts Mandara</i>		2 663	2 127	798
<i>Total Cameroun</i>		59 930	47 766	797
<i>Rapport nord Mandara sur Cameroun</i>		4,45 %	4,45 %	

Tableau X
Production de coton
par les montagnards
du nord en 1976.

La plaine de Koza est le lieu privilégié de la production. Vide en 1950, elle est maintenant intensément cultivée par des montagnards du voisinage, venus s'y établir pour y cultiver le coton qui donne de très bonnes récoltes. Le sud-est, assez bien arrosé du fait de la latitude, a des rendements honorables. En revanche, l'extrême nord, de part et d'autre de Mora, avec des sols sur socle très grossiers et un climat plus sec, n'a que des récoltes insignifiantes. Un hiatus apparaît également le long des massifs de Méri et Douvan-gar, du fait de la médiocrité des sols.

Après 1976, la Sodecoton, qui doit honorer les prévisions des plans quinquennaux en constante augmentation, va encore intensifier son effort, en imposant la culture à des montagnards disposant de peu de terrains, qu'ils ne veulent pas soustraire au sorgho, ou de sols médiocres. Quelques incidents se produisent en 1977 et en 1978, notamment chez les Ouldémé et les Mada, qui sèment du sorgho sur les terrains délimités par les agents de la Sodecoton, et se voient ensuite obligés de l'arracher.

Aujourd'hui, la Sodecoton a relâché sa pression. La sécheresse des années quatre-vingts a provoqué une série de récoltes catastrophiques et découragé de nombreux planteurs, d'autant plus que la baisse des cours mondiaux ne permettait pas de leur offrir un prix attrayant. La Sodecoton porte désormais tous ses efforts plus au sud, dans le département de la Bénoué, au climat mieux adapté. Le cotonnier reste cependant la culture commerciale de la majorité des montagnards vivant en bordure de plaine.

LES TECHNIQUES LIÉES À LA CULTURE DU COTON

La culture du coton est étroitement contrôlée. Le choix des terrains et leur préparation, la date des semis, les façons de semer et de sarcler, l'épandage d'engrais, les traitements insecticides, la récolte et le nettoyage du champ, toutes ces opérations, dont dépendent les rendements, sont soumises aux directives de la Sodecoton. Les paysans dans l'ensemble, s'y sont pliés. Ils pratiquent rarement la culture attelée, car leurs superficies cotonnières demeurent modestes, mais ils ont supprimé les associations culturales et adopté le semis en ligne qui facilite les traitements insecticides.

La Sodecoton porte attention sur l'ensemble du système agricole, en particulier sur les rotations et les jachères. Le coton est placé en tête d'assolement et cultivé pendant un ou deux ans, suivi du sorgho, puis d'un temps de repos. La jachère est supprimée partout où les fortes densités ne la permettent pas. La politique actuelle vise à développer la culture permanente et intensive en utilisant les herbicides et davantage d'engrais.

Le sorgho qui alterne avec le cotonnier est normalement le djigari, pour lequel tendent à être utilisées les mêmes techniques que pour le coton : semis en ligne et suppression des associations culturales.

Les paysans entrent donc dans un nouveau système. Ils doivent se conformer aux directives du « boy-coton », semer dès les premières pluies, sarcler et traiter en temps utile. Le coton devient le pivot autour duquel s'organise le travail et le sorgho perd sa place centrale. En outre les règles foncières traditionnelles sont remises en cause. La Sodecoton délimite des espaces assez vastes, recouvrant les anciennes propriétés individuelles, que se partagent les candidats planteurs. Les espaces sont soumis aux rotations et jachères préconisées localement, et on tend à y appliquer les nouvelles règles suivant lesquelles la propriété individuelle disparaît.

Le cultivateur de coton perd ainsi le contrôle de son temps et de sa terre. Comme l'exprime, un vieux Mafa : « Si tu vis en montagne, tu es libre, mais si tu vis en plaine et qu'on te dit de cultiver telle ou telle plante (allusion au coton), tu dois obéir. »

LE COTON CHEZ LES MONTAGNARDS : JUXTAPOSITION OU MUTATION

La place du coton est très variable suivant les massifs de bordure. Certains n'en cultivent pas ou très peu. La totalité ou la majorité de leurs exploitants continuent à faire de l'arachide et du sorgho, dans le cadre du système agricole traditionnel.

Lorsque le coton devient la principale culture commerciale, sa présence conduit soit à une juxtaposition des deux types d'agriculture, soit à l'effacement plus ou moins total de l'ancien système agricole.

Le massif de Wazang, chez les Mofou-Diamaré, offre un exemple de juxtaposition. En 1986, la majorité des habitants est descendue en piémont, mais un certain nombre vit encore en montagne. Celle-ci, tout en restant largement cultivée, n'est plus utilisée avec la même intensité qu'autrefois : de nombreuses friches apparaissent sur des terrasses délaissées.

Tous les exploitants de Wazang, quel que soit leur site d'habitat, cultivent du coton. Ils disposent d'un large piémont dont les sols sont aptes à la culture sans y être très propices ; les rendements (598 kg/ha) sont inférieurs à la moyenne générale. Ils ne s'y sont donc mis que modérément, avec une moyenne de 40 ares par exploitation (174 ha pour 437 exploitants). Ils alternent le coton avec le djigari, suivi de jachère.

Le tableau XI montre la combinaison culturale de trois exploitations dont nous avons mesuré les champs en 1972.

Ces trois exploitants habitent en piémont. À peine un tiers de leurs superficies porte du coton ou du djigari, cultivés suivant les méthodes préconisées par la Sodecoton. Le reste est consacré au tchergué, leur sorgho traditionnel, semé en montagne ou sur sa bordure, avec ses associations habituelles, en particulier celle du haricot. L'arachide est redevenue une petite culture féminine, destinée à l'autoconsommation.

Cultures	A	B	C
<i>Tchergué</i>	179	217	238
<i>Djigari</i>	2	32	52
<i>Coton</i>	45	62	45
<i>Arachide</i>	3	6	3
<i>Riz</i>	1	3	4
<i>Voandzou</i>	1	1	2
Total	231	321	344

Tableau XI

Superficies (en ares)

cultivées par

trois exploitants

de Wazang.

Les paysans de Wazang pratiquent les deux systèmes : l'ancien en montagne et sur sa bordure immédiate, le nouveau sur les terres à coton du piémont. Ils continuent de donner la priorité à leur sorgho ancestral, qu'ils préfèrent pour leur nourriture, et qu'ils utilisent pour les rites et les fêtes.

D'autres communautés se lancent plus à fond dans la culture du coton et abandonnent l'habitat et la culture en montagne. C'est le cas notamment de celles qui occupaient les inselbergs. Les résultats sont plus ou moins heureux, suivant l'espace dont elles disposent en piémont.

Les Mouyeng ont quitté leur massif depuis une vingtaine d'années, à l'exception de quelques vieillards. Ils ne cultivent plus leur milieu accidenté, sauf quelques bas de pente. Ils vivent à l'étroit sur leur piémont, insérés entre les ethnies voisines et les musulmans qui leur contestent la propriété de leurs champs. Ils sont devenus des cultivateurs de plaine, mais pauvres : leur situation alimentaire est précaire et les revenus apportés par le coton sont modestes. Ils n'ont pas gagné au changement.

Chez les Mofou-Goudour, en revanche, la mutation paraît réussie. Eux aussi ont abandonné leur habitat et leurs champs de montagne pour s'adonner au coton et au djigari en plaine. Mais leur secteur est beaucoup moins peuplé, et les terrains donnent des rendements plus satisfaisants. Quelques exploitants ont même adopté la culture attelée.

En définitive, l'introduction du coton chez les montagnards n'a pas donné les résultats que l'on pouvait en espérer. Leurs voisins musulmans, en l'adoptant, ont connu un certain décollage de leur niveau de vie, grâce à la culture attelée, à l'emploi de manœuvres salariés, et parce qu'ils disposent pour la plupart de terrains aptes à la culture du sorgho de saison sèche. Les montagnards, à quelques exceptions près, n'ont pas ces atouts, et doivent se contenter de surfaces trop modestes pour leur apporter des profits substantiels. Les sécheresses et la stagnation des prix, mais aussi les difficultés d'intégration dans leur système, le manque d'espace ou de sols adéquats, se conjuguent pour expliquer ce demi-échec.

LES MONTAGNES DU NORD : SYSTÈME AGRAIRE ET CONDITIONS DE VIE

Le déroulement et l'organisation du travail

LE CALENDRIER AGRICOLE ET LE PROBLÈME TEMPS

Comme il est habituel à cette latitude, les travaux agricoles se concentrent pendant la saison pluvieuse et la saison sèche est une période de chômage. Mais le déséquilibre est particulièrement accusé ici, comme le montrent les enquêtes réalisées à Hodogway et à Magoumaz.

En avril, les montagnards réparent leurs terrasses et préparent leurs champs. Dès les premières grosses pluies, normalement en mai, ils sèment le mil et le haricot, et procèdent à un premier binage quelques jours plus tard. En juin, ils sèment et sarclent l'arachide, et font un deuxième binage sur les champs de mil. Le deuxième binage de l'arachide se termine vers la fin juillet. Après quoi, il se consacrent aux plantes secondaires : les femmes au souchet et au voandzou, les hommes au tabac. Les récoltes s'étagent en octobre et novembre.

La plupart des opérations culturales s'effectuent donc pendant les deux à trois premiers mois de la saison des pluies, époque durant laquelle le paysan est surchargé, tandis que l'activité ralentit fortement dès la fin du mois de juillet. Selon l'enquête de J. BOULET à Magoumaz, chaque actif travaille de 43 à 56 heures par semaine en mai, juin, juillet, contre 33 heures en août et 19 en septembre.

La concentration des travaux est encore accentuée depuis vingt ans, du fait du raccourcissement de la saison pluvieuse. Lorsque les premières averses n'arrivent qu'en juin — ce qui devient presque habituel sur les massifs les plus septentrionaux —, il faut semer l'arachide aussitôt après le sorgho, et perdre le bénéfice du décalage d'un mois entre les deux cultures. En outre, l'irrégularité des premières pluies oblige souvent les paysans à recommencer leurs semailles une ou plusieurs fois.

Le déséquilibre du calendrier agricole est le principal handicap dont souffrent les paysans. Il est nettement moins sensible dans les plaines voisines, où pourtant la distribution des pluies est analogue et leur volume moins élevé, mais où les sols sont plus argileux et permettent notamment la culture du sorgho de saison sèche. Pour le montagnard, tout se joue sur cette période très courte de deux à trois mois. Il travaille certains jours à la limite de ses forces. S'il tombe malade, lui ou un des membres actifs de son

exploitation, il peut être obligé de réduire ses superficies. Il n'est pas rare de voir des parcelles ensemencées, mais dont la culture n'a pas été menée à bien, les sarclages n'ayant pu être faits au moment voulu.

Le manque de temps est donc le goulot d'étranglement majeur du système. C'est lui, ou, comme disent les paysans, « le manque de force », qui limite l'étendue des exploitations. Le manque de terre est bien moins souvent évoqué, même dans les massifs encore très peuplés. On constate effectivement que lorsque les densités s'abaissent du fait de l'émigration, ceux qui restent n'augmentent pas, ou presque pas, leurs superficies, et laissent les anciens champs de leurs voisins en friche.

Les habitants des massifs proches des villages de plaine profitent de leur semi-chômage de fin de saison des pluies pour aller s'embaucher à la journée comme manœuvres agricoles sur les champs de coton ou de sorgho des musulmans. Ils gagnent ainsi un peu d'argent et atténuent le déséquilibre de leur emploi du temps.

L'EXPLOITATION FAMILIALE

L'exploitation familiale est facile à identifier. Elle correspond aux personnes qui vivent ensemble dans une même habitation. Il s'agit généralement d'une famille restreinte, parfois de deux ménages, ceux d'un homme et d'un de ses fils. Elle comprend en moyenne 5 à 6 personnes dont 2 à 3 actifs.

En général les fils, en se mariant, construisent leur habitation et se constituent une exploitation autonome, sauf le plus jeune qui reste auprès de son père. Lorsque ce dernier meurt, c'est — suivant les règles propres à chaque ethnie — soit l'aîné, soit le benjamin, qui reprend l'habitation paternelle, tandis que les champs sont répartis entre les différents fils.

L'exploitation fonctionne comme un tout, de façon indépendante. Chaque chef d'exploitation organise son travail agricole comme il l'entend, dans le cadre des rythmes imposés par les pluies et les rites agraires. En saison sèche, il négocie éventuellement la location d'un ou deux champs. Puis il décide de la localisation du mil et de l'arachide auxquels toute la famille travaille. Les autres membres actifs de l'exploitation ont peu d'autonomie. Les fils adultes peuvent avoir leur propre champ d'arachide, mais les épouses n'ont pas de terre à leur disposition personnelle, à l'exception des femmes mofou qui ont leurs propres champs d'arachide et de sorgho. Les autres n'ont que leurs petites parcelles de voandzou et de souchet, dont les emplacements changent chaque année, sur un espace que leur laisse leur mari.

L'exploitation compte plusieurs champs répartis dans l'espace villageois, en montagne et en piémont. Sa superficie, qui gravite en général autour de deux hectares, est fonction du nombre d'actifs et de leur capacité de travail. La surface moyenne par actif est de 78 ares à Hodogway (calcul en 1965 sur

50 exploitations) et de 48 ares à Magoumaz (calcul en 1966 sur 12 exploitations).

Chaque famille dispose de son aire de séchage (le rocher ou des séchoirs sur pilotis en bois) et de son aire de battage (le rocher). Différentes cases incluses dans l'habitation abritent les animaux : volailles, moutons et chèvres, parfois un taureau. Une fois séchés et battus, les divers produits sont mis dans des greniers, silos en terre de 3 à 5 mètres de haut, montés sur quelques grosses pierres, et percés en haut d'un orifice auquel on accède par une échelle.

Chez quelques ethnies, les greniers sont répartis dans les chambres de leurs propriétaires respectifs. Chez d'autres, ils ont réunis dans une grande salle située en bas de l'habitation, à l'opposé de l'entrée, autour de laquelle sont disposées les chambres et cuisines des femmes. Selon B. JULLERAT (1971), observant un tel dispositif chez les Mouklélé, ce plan correspond à une représentation anthromorphe : le haut est l'élément mâle, la salle des greniers entourée des cases de femmes est l'élément femelle, au centre duquel se trouve le mil, principe fécondateur associé à la semence masculine. Le grenier principal, le plus gros, contient le tchergué du chef de famille (et le mil pénicillaire un an sur deux chez les Mafa pratiquant la rotation) qui y place des objets destinés aux rites. Il en a d'autres pour stocker l'arachide, son djigari, et éventuellement ses réserves. Les femmes ont chacune un grenier divisé en plusieurs compartiments : outre le mil (prélevé sur la récolte familiale, ou provenant de ses champs s'il s'agit d'une femme mofou), elles y mettent le haricot, le voandzou, le souchet, le gombo, les feuilles séchées. Chaque grenier est régi par des règles strictes ; nul ne peut y entrer, à part son propriétaire ou son délégué. On utilise d'abord le djigari et mil des femmes, puis le tchergué du chef de famille.

L'entraide entre exploitants est dans l'ensemble moins importante qu'au sud des monts Mandara. Elle concerne surtout le battage et la construction de cases : le chef de famille invite parents et voisins et leur offre de la bière en remerciement. Elle est peu développée pour les sarclages, chacun étant débordé par ses propres travaux.

Il existe d'autre part une aide bénévole, qui vise à tisser ou à garder des liens entre familles. Ce sont les fiancés qui vont à plusieurs reprises, accompagnés de camarades, travailler chez leurs futurs beaux-parents, et les femmes mariées qui vont aider leur père ou leur oncle paternel.

L'autonomie de l'exploitation développe le sens des responsabilités. On admire celui qui fait preuve de courage au travail et de prévoyance, on se moque du paresseux ou du buveur, qui vend peu à peu ses champs et finit par émigrer. Mais la solidarité de lignage joue pleinement pour le faible ou le malade. Elle joue aussi, à un autre niveau, du fait de l'interpénétration de l'agraire et du religieux.

Le système agraire dans l'univers du montagnard

*Toi, mil, où étais-tu ?
Toi, pourquoi fuyais-tu ?
Toi, n'aurais-tu pas de refuge ici ?
Pourtant, tu as un grenier bien poli !
Ce grenier, c'est ton refuge !
Nous mourons à cause de ton absence.
Nous te cherchons tant !
Laisse-nous vivre dans ton abondance,
Reste, reste, reste, toi, par pitié, reste !*
(chant du pays Zoulgo)

Malgré le développement des cultures commerciales, arachide ou coton, le mil reste de loin la première culture du montagnard, celle à laquelle il consacre l'essentiel de ses terres, de son temps et de son attention.

Il est la base de sa nourriture quotidienne. Sous forme de bière, il agrmente sa vie et contribue à faire des fêtes un moment de réjouissances. Il est la matière des offrandes rituelles.

La tige de mil possède de multiples usages. Elle est le principal combustible et sert à couvrir les toits de case, le bois et la paille étant rares du fait de l'absence de brousse. Elle est utilisée pour fabriquer de multiples petits objets. Principal fertilisant, elle revient au sol soit directement par enfouissement, soit sous forme de cendres.

Mais produire du mil n'est pas seulement une activité économique. Comme dans toutes les sociétés à peu près préservées, les différents aspects de la vie sont intégrés dans un ensemble extrêmement cohérent fondé sur la religion, celle-ci étant diffuse dans tous les actes de la vie. L'interpénétration du religieux et de l'agricole est ici d'autant plus marquée que les aléas climatiques font constamment planer le risque de pénurie.

Des rites accompagnent toutes les étapes de la culture du mil. Ceux de la pluie, tout d'abord, effectués avant son arrivée, parfois à plusieurs reprises. Chaque massif dépend d'un maître de la pluie qui peut être le chef du massif même, ou lui être extérieur, et appartenir éventuellement à une ethnie différente. Juste avant les semailles, le chef de massif accomplit un sacrifice propitiatoire, puis commence à semer, et à sa suite toute la population. Il donnera à nouveau le signal de la moisson. Entre-temps, des sacrifices auront pu être accomplis pour lutter contre des événements défavorables : invasion de chenilles, insuffisance des pluies.

À titre individuel, chaque exploitant accomplit ses propres sacrifices, dans son habitation ou sur son champ de case. Son grenier de tchergué est un autel où il place les pierres «qui augmentent le mil» ou des débris de poterie, réceptacles des offrandes aux ancêtres.

Qu'elles soient collectives ou individuelles, les prières adressées lors des rites concernent toujours simultanément la bonne venue des récoltes et la prospérité des hommes ; les deux aspects sont intimement liés. Ainsi ces paroles d'un père de famille ouldémé : « Esprits de l'abondance et de la fécondité, soyez bienveillants à notre égard. Que notre mil soit abondant et que nos enfants nous donnent beaucoup de descendants. » (V. de COLOMBEL, 1986).

Les études de V. de COLOMBEL chez les Ouldémé montrent le parallélisme entre les étapes de la vie du mil et celles des hommes. « Les âges de la vie sont associés au rythme des saisons et la fertilité du sol à l'abondance, à la fécondité de la femme et à l'importance de sa descendance. » (V. de COLOMBEL, 1987). La préparation des champs correspond aux préludes amoureux, la croissance du mil aux fiançailles. L'harmonie est parfaite quand la conception d'un enfant coïncide avec les semailles.

La musique influe sur la vie, qu'elle soit végétale ou animale. « Elle a des effets fécondants et vivifiants à la fois sur l'esprit et sur le corps de l'être humain, comme sur la germination. » (V. de COLOMBEL, 1987). Aussi, les instruments sont adaptés à chaque moment de l'année. Chez les Ouldémé, une petite flûte est réservée à l'époque de la préparation des champs, une autre aux semailles, une autre encore à la croissance du mil, tandis que la harpe est jouée seulement en saison sèche, et que certains tambours sont utilisés exclusivement pour la fête des temps nouveaux, en mars, après la mise en grenier.

Le caractère religieux de la culture du mil implique la cohésion et la solidarité de la communauté du massif. Tous doivent se soumettre au rythme général et respecter les interdits. Un membre qui ne les observe pas « brise » ou « souille » la montagne ; il peut attirer la colère des esprits qui l'habitent et provoquer une mauvaise récolte ou des maladies dont souffrira toute la collectivité. L'autonomie de chaque chef de famille pour gérer son exploitation s'inscrit à l'intérieur d'un corpus coutumier concernant tous les aspects de la vie, dont la non-observance rompt l'accord entre lui-même, son groupe et les puissances surnaturelles.

Ce monde, à la fois cohérent et vivant, est susceptible d'intégrer certains changements : ainsi le développement de l'arachide ou la descente d'une partie de l'habitat en piémont. D'autres, en revanche, comme la culture du coton, l'abandon total de l'habitat en montagne, la conversion à l'islam ou au christianisme, perturbent à la fois système agraire et société.

La condition de vie du montagnard du nord

Après des siècles de mise en culture, les rendements du mil en montagne sont assez bons, et même très bons sur les terrains régulièrement fumés.

Striga senegalensis, la plante parasite indicatrice de l'épuisement du sol, soigneusement arrachée, reste rare. De ce point de vue, le système agraire des montagnards, qui préserve le capital-sol, est parfaitement efficace. Mais leur assure-t-il des conditions de vie satisfaisantes ?

LA NOURRITURE : UN ÉQUILIBRE FRAGILE

En année de récolte normale, les populations mangent à leur faim. Les rations journalières de mil, lors d'une enquête alimentaire réalisée en 1961, se situaient autour de 400 g par adulte (soit 1400 calories), et étaient analogues à celles du sud des Mandara ou de la plaine. Avec les compléments : arachide, haricot, feuilles diverses, bière de mil, les besoins caloriques paraissent à peu près couverts. Bien que végétalien, le régime est assez bien équilibré. Le mil apporte des protéines, et les maladies spécifiques de carence sont rares.

Mais l'équilibre est fragile et compromis lorsque les récoltes sont mauvaises. La situation des montagnards devient vite dramatique du fait de leur nombre et de l'absence de ressources d'appoint.

De 1925 à 1933, une invasion de criquets provoque une longue famine, qui fait de nombreux morts et attire l'attention des administrateurs sur la précarité de la vie en montagne. En 1966, la récolte est catastrophique sur l'ensemble de la région, du fait de l'absence de pluie au moment de l'épiaison. Depuis 1970, la sécheresse est cause de disettes à répétition : de 1970 à 1973, en 1976 et en 1977, en 1983 et en 1984, beaucoup ont souffert de la faim. Les gens maigrissent, s'affaiblissent, résistent moins bien aux maladies ; la mortalité infantile est importante.

Les montagnards ont pourtant mis en place des règles coutumières pour faire face au problème de la soudure annuelle et affronter les années de pénurie. Le grenier de tchergué du chef de famille est réservé à la consommation de saison des pluies, lorsque le travail est intensif. Une fois rempli, en février, il est scellé par une poterie jointoyée de glaise et ne sera ouvert qu'aux semailles. D'ici là, on utilise seulement les grains stockés dans les greniers des femmes. La période des restrictions est ainsi avancée à la fin de la saison sèche, époque à laquelle on a le temps de compléter sa nourriture par la chasse et la cueillette. Même lorsque la récolte est bonne, on s'impose un semi-jeûne, au moins chez certains groupes²⁵, c'est la « faim du grenier scellé » ou « faim de la saison sèche ». Son but est de mettre de côté en prévision des mauvaises années. Un autre interdit concerne les ventes de mil : on ne vend pas son mil, du moins en quantités importantes. Ceux qui en possèdent beaucoup doivent le prêter à ceux qui en manquent ou le mettre de côté. Certains, autrefois, pouvaient avoir jusqu'à cinq greniers de réserve. C'est devenu plus rare. Les gens comptent maintenant plutôt sur l'embauche en plaine pour gagner un peu d'argent et acheter du mil.

25. V. DE COLOMBEL
l'a observé
chez les Ouldémé.

Ces diverses mesures permettent aux populations de faire face à une pénurie momentanée, mais plusieurs années consécutives défavorables ou une récolte catastrophique, comme celle de 1966, les laissent démunies. La dégradation actuelle de la situation alimentaire, due essentiellement à la sécheresse, mais sans doute aussi au développement des cultures commerciales, qui a entraîné une certaine réduction des superficies consacrées aux champs vivriers, est préoccupante.

LA FAIBLESSE DES REVENUS MONÉTAIRES

Avec leurs ventes d'arachide ou de coton, auxquelles s'ajoutent celles des petites productions diverses (tabac, haricot, patate, oignons), les montagnards ont des rentrées d'argent. Certains, en outre, vont travailler comme manœuvres en saison des pluies sur les champs des villages de plaine environnantes, quand leurs propres sarclages sont terminés. La plupart des hommes jeunes partent en saison sèche, souvent au Nigeria ou autour de Maroua, s'embaucher pour les récoltes de coton et le repiquage du sorgho de saison sèche, ou se livrer à des travaux divers : construction de cases, transports d'eau ou de bois.

Ils sont ainsi entrés dans une économie monétaire. Ils fréquentent assidûment leur marché hebdomadaire pour des mini-transactions. Les petits points de vente où l'on trouve à acheter des viandes cuites ou de la bière de mil se sont multipliés.

Mais leurs revenus restent très modestes, de l'ordre de 30 à 40 000 FCFA par exploitation et par an. Les surfaces consacrées aux cultures commerciales sont très limitées. Elles représentent généralement moins du quart des superficies de l'exploitation, soit à peine un demi-hectare. L'espace manque, bien souvent, en piémont, et très rares sont ceux qui ont adopté la culture attelée, contrairement aux Peul et aux Mandara des villages de plaine. En 1986, l'arachide se vend environ 100 FCFA le kg, le prix évoluant suivant la saison, le coton 130 FCFA le kg. Les cultivateurs de coton paraissent plus désavantagés que les autres, avec des récoltes particulièrement sensibles à l'effet de la sécheresse, et des frais constants à rembourser pour les engrais et les insecticides. « L'argent du coton ne profite pas », entend-on dire souvent. Les populations ont du mal à faire face aux besoins qui se multiplient : impôts, vêtements, dépenses de santé, frais de scolarité. Malgré leurs efforts, leur art de tirer le meilleur parti possible du milieu, leur courage au travail, elles se classent parmi les plus pauvres du Cameroun.

LA « QUALITÉ DE VIE »

Et pourtant, en dehors des années de disette, et malgré l'état endémique de pauvreté, il existe dans ces montagnes une qualité de vie qui explique l'attachement de la population, restée fidèle à son milieu. Elle est faite de

solidarité, d'intensité de vie, de fierté, d'enracinement, et plus profondément, d'harmonie entre l'homme et la nature. Tous y sont sensibles, y compris les jeunes, même si ceux-ci en prennent surtout conscience quand ils s'en voient privés. Telle cette jeune Ouldémé, lors des grands mouvements de descente imposés en 1962 : « Pourquoi veut-on nous faire descendre ? Ici, nous connaissons nos rochers et nos rochers nous connaissent. » Ou cet écolier, également ouldémé, exilé pour ses études loin des siens : « J'oublie le langage de la montagne, le chant de la flûte qui me parle du mil mûr et de la grande Fréonwa [sa sœur] qui doit partir en mariage ; les paroles des vieux qui me parlent des ancêtres et vous disent les dangers de la vie » (V. de COLOMBEL, 1986).

Lorsqu'on observe l'ambiance des fêtes avec leur musique, leurs danses et leurs libations, ou simplement l'animation qui règne sur les marchés ou autour d'une jarre de bière vendue à la calebasse, il est clair que les montagnards du nord ne sont pas les malheureux qu'un certain misérabilisme tend à décrire. Ils possèdent « les vrais richesses », comme ils le disent eux-mêmes, en les opposant à celles que procurent l'argent.

Mais leur monde est menacé, et ils le savent bien. Les actions menées en vue d'un « développement », conçu essentiellement comme une croissance quantitative des productions marchandes, qui rejettent ou ignorent leur valeurs, et le déclin de leur religion, les remettent en cause. Malgré une rare capacité de résistance, parfois qualifiée de « blocage », en fait signe de santé d'une société qui refuse de se laisser aliéner ou détruire, la civilisation des montagnards est ébranlée, et déjà les coutumes ne sont plus observées comme autrefois : « les Blancs ont gâté les lois de la brousse », les gens « pourrissent leur clan avec l'argent ». Beaucoup éprouvent un réel désarroi : il leur faut entrer dans un monde nouveau, souvent méprisant à leur égard, sans avoir les moyens de s'y intégrer vraiment.

Écoutons encore l'écolier ouldémé cité plus haut : « J'irai me perdre en ville pour qu'on me dise que je suis un fils de chien, que mon père et ma mère, nus, ne sont rien. J'irai jouer au vantard avec des habits. J'irai me faire prendre par le mensonge des gens, et j'irai faire le serviteur chez un riche qui a la voiture. Qu'est-ce que cela vaut ? ... Comme le cousin Ndékouetch, il ne me restera qu'à boire la bière de mil pour oublier que je ne suis plus une vraie personne. » (V. de COLOMBEL, 1986).

Les aspects positifs de la civilisation traditionnelle ne doivent pas faire oublier les conditions de vie difficiles des montagnards : leur pauvreté déjà évoquée, mais aussi leur problème de ravitaillement en eau en saison sèche, leur état de santé particulièrement déficient du fait des mauvaises conditions d'hygiène. Les populations en sont de plus en plus conscientes et veulent s'en sortir. On trouve bien sûr l'habituel clivage entre les vieux plus attachés à la tradition et les jeunes plus désireux d'entrer dans le monde moderne (le

rêve des écoliers est de poursuivre leurs études pour obtenir un emploi en ville bien rémunéré). Mais la contradiction est au cœur de la plupart des montagnards, écartelés entre le regret d'une civilisation riche par bien des côtés et le refus de rester dans des conditions de vie précaires.

Changements récents et perspectives

Jusqu'en 1960, les montagnes du nord connaissent une évolution lente. L'argent pénètre doucement, grâce à la culture de l'arachide, mais beaucoup se contentent de vendre ce qui leur est nécessaire pour payer leur impôt. À cette époque, les systèmes agraires sont très homogènes. Quelques variantes, comme la rotation biennale des Mafa ou la part plus ou moins grande donnée à l'arachide ou à telle ou telle plante secondaire, ne mettent pas en cause leur unité.

C'est après 1960 qu'une partie d'entre eux est incitée à cultiver le coton, et que les pressions pour qu'ils descendent en piémont ou émigrent se font vives. Ces trois changements, pour une part liés entre eux, affectent principalement les montagnards habitant en bordure de plaine, les seuls qui disposent de terres à coton. Tous trois tendent à leur faire abandonner la montagne et à adopter un nouveau système agricole.

Observons tout d'abord les modalités de la descente et de l'émigration.

LA DESCENTE EN PIÉMONT ET L'ÉMIGRATION

La descente de l'habitat au pied des massifs touche l'ensemble de la région : plateaux et plaines de bordures, fonds de vallée, se sont couverts d'habitations.

Mais la proportion des « descendus », pour chaque massif, varie d'une petite minorité à la totalité de sa population. Elle est fonction de l'étendue dont chacun d'eux dispose en piémont. En outre, elle est plus forte chez les cultivateurs de coton, car ils éprouvent le besoin de se rapprocher de leurs plantations, et c'est chez eux que les incitations ont été les plus pressantes. Ainsi la descente est presque totale chez les Mofou-Goudour, les Mouyeng, certains massifs du pourtour de la plaine de Koza. Quelques massifs mafa dominant le plateau de Mokolo se sont également vidés.

Installés en bas, les paysans n'apportent plus d'engrais à leurs champs de montagne et les délaissent peu à peu. L'abandon de la culture en montagne devient général quand presque plus personne n'y habite.

Ces mouvements, simples déménagements depuis les hauteurs vers les parties basses des terroirs, n'influent pas en eux-mêmes sur les densités, mais ils remettent en cause l'équilibre séculaire de la culture sur les pentes. Ils présentent toutefois des avantages, en rapprochant les populations des routes,

des marchés, des écoles, des points d'eau permanents. Aussi, après les premières résistances, ont-ils été dans l'ensemble bien acceptés.

L'émigration, comme la descente en piémont, affecte de façon très inégale les communautés montagnardes. Elle n'a pas produit une baisse uniforme des densités ou leur égalisation, mais elle a accentué les disparités. On peut trouver côte à côte un massif à peine entamé, à la limite du surpeuplement, et un autre dont la majorité des effectifs a émigré. Les gens partent pour avoir plus de terre et cultiver le coton, mais aussi pour des raisons sociologiques : pour fuir un chef local, pour rejoindre des parents ou amis, ou parce que la vie dans un massif en partie dépeuplé est devenue pesante. L'effet « boule de neige » apparaît clairement.

Au sein du massif, on retrouve, pour les mêmes raisons, ces disparités suivant les quartiers, comme le montre une enquête que nous avons effectuée en 1967 sur le massif mada de Tazang (tabl. XII).

Selon cette même enquête, on décomptait, pour 100 hommes émigrés, 153 femmes et 224 enfants. Les migrants partent toujours avec leur famille. Une émigration forte vide surtout les zones accidentées : ceux qui restent peuvent se contenter d'exploiter les piémonts. L'émigration et l'importance de la descente de l'habitat sont liées.

L'émigration a été importante entre 1960 et 1980, lorsqu'elle se dirigeait vers les plaines voisines, situées à moins d'un jour de marche, et n'entraînait pas une coupure totale du milieu d'origine ; les gens partaient soit vers les villages proches, mandara ou peul, soit vers le casier de Doulo-Gané, agrandi ensuite pour devenir la zone d'immigration du nord de la plaine de Mora. Elle est nettement ralentie aujourd'hui, car ces zones d'accueil sont à peu près saturées. Les montagnards sont maintenant incités à s'établir vers les plaines du sud du département de la Bénoué, vastes et à peine occupées, mais à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux. Ils peuvent y produire du coton et pratiquer la culture attelée, mais se sentent dépaysés, dispersés, isolés. Un incident, une disette, prennent alors une dimension catastrophique. On a vu récemment des familles en détresse, complètement dému-

Quartiers	Restés (montagne ou piémont)	Émigrés	% émigrés sur total
<i>Gotovlo</i>	240	16	6
<i>Kildélé</i>	242	47	16
<i>Gandjioa</i>	135	58	30
<i>Gouzoudoum</i>	181	90	33
<i>Ngoussoro</i>	211	136	39
<i>Idekdilé</i>	212	152	42
<i>Gourmay</i>	74	315	81
	1 295	814	38 %

Tableau XII

Émigration

d'un massif en 1967.

nies, revenir à pied pour chercher du secours auprès de leurs parents restés en montagne. Le projet actuel est d'essayer de regrouper les migrants de même origine dans des villages où ils retrouveraient le soutien d'une communauté. L'émigration pourrait alors redevenir plus attractive.

Des différentes mesures prises au nord des Mandara, celles qui visent à favoriser l'émigration sont certainement les plus bénéfiques. Le surpeuplement est endigué, le monde des montagnards n'est plus refermé sur lui-même, des possibilités de changement sont offertes à ceux qui le veulent. Mais à moins de mesures très coercitives ou d'événements tels que l'aggravation de la sécheresse, l'abandon complet de la montagne, que certains jugent souhaitable et inéluctable, semble improbable, compte tenu des masses en présence et de la saturation des plaines voisines ou relativement proches.

LES PERSPECTIVES

Les trois principales actions menées chez les montagnards du nord des Mandara marquent aujourd'hui le pas. La culture du coton a conquis la plupart des piémonts disponibles et elle est gênée par la conjoncture climatique actuelle. La descente en piémont ne peut guère prendre davantage d'ampleur, car la réussite des cultures sur les pentes est liée à la présence d'une partie au moins des habitants. L'émigration, sans être stoppée, est devenue difficile. Les populations sont-elles désormais bloquées, sans espoir d'améliorer leur sort, affrontées au contraire à des difficultés nouvelles : la dégradation de leurs sols de montagne, la sécheresse, le déclin de leur civilisation ? Les perspectives ne sont pas aussi sombres. Tout d'abord, les montagnards ne sont pas figés. On a vu comment, dès les années soixante, ils avaient développé leur production d'arachide et certaines cultures secondaires en vue de la vente. Au cours de ces vingt dernières années, ils n'ont cessé de poursuivre leurs efforts dans ce sens. Ainsi à Hodogway, on observe une légère augmentation des superficies cultivées : des secteurs accidentés, en friche en 1966 parce que jugés trop ingrats, ont été remis en culture. Des Ouldémé et des Mada se sont lancés dans un petit élevage de porcins ou de bovins, qui leur apporte quelques profits. Ailleurs, notamment chez les Mafa de Magoumaz, ce sont des produits de cueillette qui procurent de nouveaux revenus. Sans doute constaterait-on une lente croissance si les sécheresses ne venaient trop souvent l'occulter en compromettant les récoltes.

En outre, des mesures pourraient les aider, si elles étaient adaptées aux problèmes précis auxquels ils se heurtent. La politique de développement s'est détournée de toute action en milieu montagnard proprement dit, parce que le système agricole y semblait difficilement perfectible, et pour éviter d'y encourager le maintien de gens que l'on incitait par ailleurs à émigrer.

Compte tenu de la situation actuelle, c'est au progrès des conditions de vie en montagne qu'elle devrait maintenant s'attacher, tout en continuant à s'efforcer de faciliter l'émigration.

Diverses suggestions peuvent être proposées.

— Dans les massifs encore très peuplés, chercher à atténuer le déséquilibre du calendrier agricole en encourageant les cultures de fin de saison des pluies, qui ne concurrencent pas le mil et l'arachide : celles de la patate sur les plateaux, du voandzou, du souchet. L'établissement d'un réseau d'achat et, en ce qui concerne le voandzou et le souchet, l'amélioration des variétés cultivées constituerait des mesures incitatives ; les variétés cultivées ici paraissent moins productives qu'au sud des monts Mandara. L'introduction de nouvelles plantes à cycle végétatif analogue devrait en outre être étudiée.

— Encourager le petit élevage pour améliorer l'alimentation des familles. Celui des porcs, en particulier, qu'apprécient les quelques villages qui s'y adonnent, et qui présente l'avantage de n'avoir aucun rôle au plan religieux et d'être conduit dans une optique purement économique.

— Proposer des engrais chimiques, surtout dans les montagnes qui se dépeuplent et où l'on constate l'abaissement de la fertilité. Les populations du sud des Mandara en achètent maintenant au Nigeria et obtiennent ainsi de meilleurs rendements, tant pour le sorgho que pour l'arachide et le haricot.

— Dans ces mêmes massifs, où se partagent aujourd'hui friches et champs et où la culture permanente n'est plus une nécessité, étudier avec les paysans la possibilité d'un nouveau système agricole avec jachères. L'arachide, actuellement semée seulement sur piémonts, pourrait être introduite sur les pentes, en alternance avec le sorgho. Une rotation sorgho/haricot (comme on en trouve chez certains groupes du Sud-Mandara) pourrait également être préconisée, le haricot étant bien adapté aux pentes parsemées de rochers. Les jachères, si elles étaient regroupées, pourraient être utilisées comme pâturages de saison des pluies, libérant ainsi les paysans d'une tâche astreignante en période de gros travaux. On trouve déjà, dans certains massifs mafa, des terrains enclos réservés aux bovins. Ce procédé pourrait être largement étendu.

— Rechercher des solutions pour tirer parti des zones montagneuses totalement désertées, actuellement livrées à l'érosion et au pullulement des singes. Le problème, qui concerne également le sud, sera examiné *in fine*.

— Pour lutter contre les effets des disettes prôner la constitution de greniers de réserve familiaux, coutume ancienne mais qui tend à tomber en désuétude. Étudier les moyens pour combattre les parasites à l'intérieur de ces greniers.

— Chercher comment atténuer le problème du ravitaillement en eau en saison sèche. La création de lacs collinaires ne paraît pas une mesure satis-

faisante, car ils apportent l'onchocercose et ne rendent service qu'à un petit nombre. Multiplier les puits, en utilisant des moyens plus efficaces que ceux dont disposent les paysans, étudier la possibilité d'aménager des citernes, encourager les petites retenues d'eau le long des cours d'eau semblerait plus utile.

— Améliorer les conditions sanitaires par l'éducation des populations en matière d'hygiène (filtrage de l'eau, latrines, petite pharmacie). Des efforts importants sont déjà accomplis dans ce sens.

Avec de telles actions, ou d'autres, testées avec prudence et menées de concert avec les intéressés, il ne paraît pas utopique d'élever sensiblement les niveaux de vie en montagne — si toutefois les conditions climatiques ne s'aggravent pas.

Demeurant en symbiose avec leur milieu de vie séculaire, les populations pourraient évoluer en douceur, selon leur propre dynamique, en conservant leur identité et une partie de leurs valeurs essentielles. La scolarisation, les progrès des nouvelles religions, la pénétration de l'argent continueront à transformer les sociétés, mais les cassures brutales et la destruction qui en résulte seraient évitées.

La situation de crise, vécue actuellement par les montagnards du nord des Mandara, provient pour une part de ce que l'on ne leur ouvre qu'une perspective, devenir des agriculteurs en plaine, et le contexte est tel, surtout aujourd'hui, que même leur situation matérielle ne s'y trouve guère améliorée. Notre optique est qu'il faut leur présenter comme normales les deux voies, rester ou émigrer, et chercher à rendre plus attractives les deux solutions.

Le sud des monts Mandara

Le sud des monts Mandara, de Mokolo à Mayo-Oulo, tranche nettement sur le plan agraire par rapport au nord. Nous lui consacrons deux parties, l'une à la zone centrale des plateaux, l'autre à l'extrémité sud, mais il convient au préalable d'en faire ressortir les caractéristiques communes.

Avec 120 000 habitants, soit 30 % de la population, occupant près des deux tiers de la superficie totale, l'effondrement des densités est le facteur déterminant du clivage nord/sud. En outre, le milieu physique est plus varié. Le plateau, notamment, devient pour une partie des groupes en présence le lieu essentiel, voire unique, de leurs cultures. Enfin, l'augmentation des pluies et leur étalement sont de plus en plus sensibles, à mesure que l'on descend vers le sud, on l'a vu en début d'ouvrage (p. 17).

Ces trois différences confèrent une tout autre physionomie aux systèmes agraires, même si les deux principales productions, le sorgho et l'arachide, sont les mêmes qu'au nord.

Un certain nombre de points communs peuvent être dégagés.

— L'apparition de la jachère, inconnue au nord ; elle devient la technique essentielle pour la régénération des sols.

— Les terroirs villageois se structurent en deux zones ; l'une, l'aire villageoise, intégrée entre les habitations, totalement cultivée chaque année ; l'autre, périphérique, celle des « champs de brousse » alternant avec les jachères.

— Les aires villageoises sont parsemées d'arbres alors que les zones périphériques sont généralement dénudées. Chez plusieurs groupes (une partie des Kapsiki, les Djimi, les Goudé, certains Ndjegn), des plantations de haies d'euphorbes quadrillent les espaces habités, leur donnant un aspect bocager très particulier. Elles bordent les sentiers qu'empruntent les animaux conduits vers leurs pâturages de brousse, elles protègent du bétail les cultures pérennes (cotonnier arbustif autrefois, manioc aujourd'hui), ou marquent simplement des limites entre propriétaires. Elles tendent de plus en plus à être arrachées.

— L'élevage, on l'a montré (cf. p. 54), est nettement plus développé et il est conduit différemment. Les chèvres et les moutons demeurent largement prédominants mais la présence (notamment chez les Kapsiki, les Bana, les Goudé et les Ndjegn) de petits troupeaux de bovins regroupés par quartiers est une nouvelle donnée du paysage. Et surtout, au lieu de passer toute la saison des pluies dans leurs cases, les animaux sont conduits en brousse. Il faut leur réserver des terrains de parcours libres de cultures, et le dispositif des champs s'en ressent.

— L'augmentation des pluies et de leur durée offrent de nouvelles possibilités aux paysans. Dès la latitude de Mokolo apparaissent des sorghos à cycle végétatif nettement plus long qui viennent s'ajouter aux variétés à cycle plus court. L'arachide est parfois semée en deux étapes, l'une dès le début des pluies, l'autre plus tard. Comme les habitants du nord, ceux du sud développent et introduisent des cultures secondaires en vue de la vente, mais l'éventail dont ils disposent est plus large. La patate, le maïs, trouvent ici de meilleures conditions. Des cultures nouvelles, différentes d'un secteur à l'autre, ont pu être adoptées : ail, oignon, manioc, pomme de terre, tabac et canne à sucre de saison sèche, arbres fruitiers.

— Le déséquilibre du calendrier agricole est atténué, les paysans pouvant échelonner leurs travaux sur une plus grande partie de l'année. De ce fait, leurs exploitations s'agrandissent. La superficie par actif, qui était de l'ordre de 75 a, gravite ici autour de un hectare.

— La culture est moins intensive. Même les champs permanents de l'aire villageoise ne sont pas fumés. Seuls les quelques mètres carrés contigus aux habitations ou les microparcelles de souchet ou de pommes de terre reçoivent fumier ou cendre. Des changements sur ce point commencent à apparaître.

— Tous les systèmes agraires en présence connaissent depuis ces dernières décennies une évolution analogue qui tend à atténuer leurs différences, du fait du développement de l'arachide intégrée dans une rotation avec le sorgho. Elle est encouragée par les services agricoles et intéresse les agriculteurs qui y trouvent une bonne rémunération.

Ces nombreux points communs pourraient laisser supposer que les systèmes agraires du sud des Mandara sont relativement semblables. Il n'en est rien. Nos enquêtes montrent au contraire leur étonnante diversité. C'est là un nouveau contraste avec le nord dont on a noté l'homogénéité.

Ces différences s'expliquent d'abord par celles du milieu physique. Vastes plateaux, plaine de Mayo-Oulo avec ses inselbergs et ses larges vallées, zones montagneuses de types variés, ces divers milieux n'appellent pas les mêmes réponses.

En outre, les densités, médiocres ou moyennes (10 à 50 hab./km² dans l'ensemble), laissent aux paysans une certaine liberté de choix de leurs techniques et agencements spatiaux que n'avaient pas ceux du nord, contraints à la culture permanente et intensive sur terrasses parfaitement entretenues. Liberté non pas de l'exploitant, mais du groupe culturel auquel il appartient. Le critère ethnique prend ici toute son importance. Quelques groupes montagnards, nous l'avons vu, ont adopté la terrasse, d'autres non ; de même, le choix des rotations, la répartition des cultures entre aires villageoises et zones de brousse, diffèrent d'une ethnie à l'autre.

Une telle diversité défie toute possibilité de synthèse. Nous procéderons donc à l'examen successif des systèmes agraires, petite région par petite région.

Il faut noter par ailleurs que le sud des Mandara est beaucoup moins connu que le nord, et n'avait fait l'objet d'aucune publication concernant le domaine agricole. Les cinq monographies de terroirs villageois qui ont servi de base à notre travail de prospection sur le terrain seront présentées, et les nombreuses enquêtes cursives menées à leurs côtés permettront d'élargir les résultats aux secteurs qui les entourent.

Cette présentation, différente de celle du nord, nuit sans doute à l'unité de cette étude, mais elle est imposée par les faits.

Les plateaux du centre

DES MONTAGNARDS À LA CONQUÊTE DU PLATEAU

De Mokolo à Tchévi, la partie centrale des monts Mandara s'articule autour des plateaux intérieurs, qui se succèdent sur environ 70 km de longueur, séparés les uns des autres et entourés par de hauts reliefs montagneux.

Ils dépendent de deux grands ensembles de population.

Au nord, les Mafa, les Kapsiki, et les petits groupes qui leur sont apparentés, sont d'authentiques montagnards. Ils avaient choisi de vivre en milieu accidenté dès avant la période d'insécurité liée à la domination peul. Au début de ce siècle, ils habitaient et cultivaient les massifs du pourtour et laissaient aux pasteurs peul les vastes espaces s'étendant à leurs pieds. Leur progression sur le plateau est ici le phénomène marquant.

Au sud, les Bana et les Djimi sont des cultivateurs de plateau. Ils n'ont jamais cessé d'y posséder des champs, même au XIX^e siècle lorsqu'ils ont dû replier leur habitat en zone montagneuse. Ils se rattachent par certains traits communs, en particulier sur le plan agraire, aux groupes voisins habitant les montagnes du sud.

Ce chapitre est consacré aux plateaux du nord et à leur actuelle colonisation.

Les plateaux de Mokolo

UNE COLONISATION RÉCENTE ET EN PARTIE EXOGÈNE

Deux plateaux s'étendent de part et d'autre de Mokolo, au sud de l'ensemble montagneux habité par les Mafa. Celui de l'ouest, parcouru par le haut Louti et ses affluents, ondule entre 850 et 950 m. Celui de l'est, drainé au nord par le Tsanaga, au sud par le Louti, est plus bas et plus accidenté : des fonds de talwegs aux sommets d'interfluves, les altitudes oscillent entre 600 et 800 m, donnant au paysage un aspect semi-montagneux.

Ces plateaux sont dominés par des massifs isolés culminant autour de 1 000 m, points d'ancrage jusqu'en 1960 des populations paysannes. De petits groupes ethniques s'y sont individualisés : les Mabas contre la frontière avec le Nigeria, les Mafa-Moufwelé au sud de Mokolo, les Mouhour à l'est, enfin les Galdala et les Kortchi au sud-est, dans la zone de contact entre le plateau et la plaine de Gawar.

Déjà, au temps de la colonisation française, ces groupes, de même que les Mafa habitant les massifs de bordure au nord du plateau, étendent leur emprise agricole, puis peu à peu leur habitat, aux abords de leur montagne. Leur progression se fait en tache d'huile. Elle s'élargit et se généralise après 1960, lorsque les incitations à la descente se font pressantes. Les habitations

s'éloignent de leur montagne d'origine, choisissant de préférence les sommets d'interfluves.

On observe par ailleurs sur ces deux plateaux une colonisation exogène, se fixant dans un premier temps le long des axes routiers. Il s'agit de montagnards qui doivent franchir les massifs de bordure et leurs piémonts immédiats déjà occupés. Pour les décider à s'installer dans ce milieu coupé du leur, il a fallu au départ qu'ils y soient aidés, parfois même contraints.

C'est d'abord Oudkya, village proche de Mokolo, sur la route qui relie la ville à Maroua, via Mouhour. Il est fondé en 1931, sous les auspices de l'administration, par des Mafa de Rwa fuyant leur montagne infestée de criquets. Plus tard, en 1962, à la suite d'incidents survenus chez les montagnards mafa de Ziver, les autorités obligent des familles de ce massif à s'installer sur cette même route, entre Oudkya et Mouhour. Ce déplacement à 20 km de chez eux est d'abord ressenti comme une déportation : « En pleine brousse, nous n'étions plus des hommes. » (J. BOUTRAIS, 1973, p. 144). Beaucoup retournent dans leur montagne. Mais ceux qui restent, bientôt rejoints — volontairement cette fois — par des Mafa d'autres massifs surpeuplés et sans possibilité d'extension près de chez eux (Vouzad, Magoumaz, Oudahay), constituent le noyau d'un nouveau village : Ziver-Plateau. Il compte aujourd'hui plusieurs centaines d'habitants, et forme une nébuleuse lâche allongée de part et d'autre de la route, qui s'élargit progressivement.

Après le rattachement au Nigeria du Cameroun britannique du nord, des Nigériens — les Oula — sont incités à venir s'établir sur le plateau de l'ouest. Des dégrèvements d'impôts leur sont consentis pour les y encourager. Ils sont aujourd'hui plus de 3 000, se mêlant à des Mafa venus du nord et à de petits hameaux de Peul sédentarisés.

Peu à peu, les deux plateaux sont habités par un peuplement léger et diffus. Les zones inoccupées entre routes et montagnes tendent à se combler. Ainsi depuis 1983, un nouveau secteur de plateau de l'est est colonisé, au nord du mayo Louti. Jusqu'alors totalement vide et réputé pour être un repaire de bandits, il se peuple actuellement de Galdala et de Kortchi venus du sud, de Mouhour venus du nord. Simultanément, les massifs isolés ou de bordure se vident ; ceux de Mouhour et de Galdala sont aujourd'hui totalement désertés.

Ces mouvements se font, on l'a vu, aux dépens des pasteurs peul semi-nomades qui voient leurs terrains de parcours se rétracter : certains ont quitté la région, d'autres se sont sédentarisés et convertis partiellement à l'agriculture.

Les nouveaux groupes de voisinage constitués à partir des massifs éloignés ne forment encore, le plus souvent, qu'un agrégat sans cohésion interne. Au début, certains immigrants conservent leur habitation de montagne

où continue à vivre et à cultiver une partie de leur famille. Ils renoncent après quelques années à la double résidence, tout en conservant des liens étroits avec ce qui reste encore, au moins pour un temps, leur véritable communauté.

LES TÂTONNEMENTS DE L'AGRICULTURE

En s'installant sur le plateau, les montagnards trouvent un milieu physique dont les aptitudes agricoles ne sont pas foncièrement différentes de celles de leurs massifs.

La majorité des sols des plateaux de Mokolo (P. SEGALEN et M. VALLERIE, 1963) sont des lithosols formés sur migmatiques. Ils sont très caillouteux, pauvres en argile (moins de 10 %) et en matière organique (0,3 à 1 %). Sur le plateau de l'ouest, plus plat, on trouve, notamment près de la frontière avec le Nigeria, des sols lithosoliques permettant une certaine diversification des plantes cultivées : ils se caractérisent par une notable proportion d'argile (jusqu'à 32 % en profondeur), moins de cailloux, et un taux de matières organiques qui peut atteindre 1,8 %.

Les sorghos de montagne, tchergué, et l'arachide, auxquels conviennent ces sols à texture grossière et à faible pouvoir de rétention d'eau, restent donc ici les deux cultures essentielles. Sur les sols plus argileux de l'ouest apparaissent, en outre, des tchergué à cycle plus long (récoltés en novembre), qui s'ajoutent aux djigari et aux habituels tchergué, et la patate, largement cultivée le long des cours d'eau.

Les montagnards arrivent avec leurs semences et leur bagage technique : la culture permanente, la terrasse, et, pour certains d'entre eux (les Mafa), la rotation sorgho/mil pénicillaire. Mais ils se trouvent dans une situation nouvelle : ils ont de vastes espaces à leur disposition et ne connaissent pas les possibilités à long terme de leur nouveau milieu. Ils procèdent donc par compromis et tâtonnements. Compromis : comme en montagne, ils cultivent leurs champs en permanence et construisent des terrasses dès que le terrain s'y prête, notamment sur le plateau de l'est qui présente des déclivités bien marquées ; mais largement pourvus en terre, ils pratiquent une agriculture moins intensive, en développant leurs surfaces aux dépens des soins et de la fumure. Tâtonnements : ils changent de méthodes ou d'emplacements quand ils voient les rendements baisser.

Observons les Mafa de Ziver-Plateau, qui ont commencé à s'installer voici 25 ans sur le sommet d'interfluve qu'emprunte la route reliant Mokolo à Mouhour. Au début, ils ont voulu, sur ce terrain neuf, semer du sorgho chaque année. Mais après 4 ou 5 ans, les récoltes diminuant, ils ont repris leur technique ancestrale en alternant régulièrement le sorgho et le mil pénicillaire. Ceux qui les ont rejoints par la suite ont soit procédé de la même manière, soit adopté directement la rotation biennale.

À côté d'eux, les Mouhour ne font pas la rotation sur leur massif. Lorsque leurs sols s'épuisent, ils se contentent d'intercaler du mil pénicillaire ou de mettre de l'arachide à la place du sorgho.

Comme tous les montagnards du nord, Mafa et Mouhour n'ont pas la notion de jachère, d'une alternance plus ou moins régulière entre culture et repos. Mais si les sols de montagne peuvent être cultivés indéfiniment, en utilisant la terrasse et la fumure, ceux de plateau n'ont pas les mêmes possibilités de reconstitution. Les premiers installés à Ziver-Plateau viennent d'abandonner les champs qu'ils exploitaient en permanence depuis 25 ans. De même, la bordure immédiate de Mouhour est aujourd'hui intégralement délaissée. Certains déplacent en même temps leurs habitations pour les rapprocher des nouvelles zones de culture.

Cette agriculture à tendance prédatrice et itinérante est possible du fait des faibles densités. Elle devra faire place à un système différent, avec jachères et fumures, si le peuplement s'intensifie.

C'est déjà ce vers quoi s'orientent les Oula, sur le plateau de l'ouest. C'est aussi ce que font les Peul sédentarisés, qui associent culture et élevage. Ils déplacent leurs enclos à bétail sur leurs champs de façon à les fumer systématiquement.

LE CAS DES KORTCHI

Les Kortchi, groupe de près de 4 000 habitants rattaché au canton de Mogodé, constituent un cas exceptionnel qui mérite un examen particulier. Ils ont habité au siècle dernier sur l'hosséré Hadrara, culminant à 949 m, retombant par des pentes raides à l'est sur la plaine de Gawar, à 600 m, au nord et à l'ouest sur le plateau, à 800 m. Dès les années vingt, ils ont commencé à quitter leur montagne pour s'établir à ses pieds, et ont étendu leur habitat sur le plateau formant ici des collines au relief accentué : les affluents du mayo Louti, qui coule à 5 km au nord, entaillent profondément la pénéplaine. Certains ont effectué une descente plus radicale en s'installant dans la plaine, et quelques-uns, s'éloignant de la montagne, ont franchi la limite du canton peul de Gawar où ils se sont islamisés et ont adopté le style de vie des agriculteurs peul.

Contrairement aux montagnards qui les entourent, les Kortchi ne font pas de terrasses²⁶ et, contrairement à tous les habitants des monts Mandara, ils ne reconnaissent pas la propriété individuelle du sol. Leur système foncier, suivant lequel un exploitant perd tout droit sur un champ laissé en jachère, constitue le cas unique de la région (avant les transformations récentes liées à l'implantation du droit musulman).

De même, leur système agraire diffère de celui de leurs voisins. Les Kortchi, dont l'habitat est extrêmement dispersé, ont un grand champ permanent autour de leur habitation, où ils cultivent du sorgho et du mil pénicillaire, et

26. Depuis peu, des embryons de terrasses apparaissent près des habitations. Ce récent changement paraît lié aux contacts avec leurs voisins.

où les femmes ont leurs parcelles de voandzou et d'arachide. Ils ont en outre plusieurs champs temporaires : ils y sèment du sésame la première année, puis du sorgho associé au haricot pendant deux ou trois ans, jusqu'à l'apparition de *Striga*. Ils les laissent ensuite en jachère pendant 10 à 15 ans.

Contrairement aux autres montagnards, les Kortchi n'ont pas développé leur production d'arachide qui reste une petite culture féminine. Ils tirent leurs revenus monétaires de leurs ventes de sorgho.

À l'écart des grandes routes, les Kortchi sont peu touchés par le changement. Ils sont réfractaires à la scolarisation des enfants, qui gardent le petit bétail de leurs parents. Leurs fêtes traditionnelles ont gardé leur vitalité. La plus importante est celle qui marque le passage à l'âge adulte des jeunes hommes, les *gola*. Elle a lieu en avril tous les deux ans. L'année précédente, les jeunes de 17 à 18 ans ont défriché chacun un grand champ, amorçant ainsi leur vie d'agriculteur autonome. Ils l'ont semé intégralement de sésame, placé ensuite dans un grenier neuf. Ce sésame sera utilisé pour leur fête qu'ils célèbrent parés de bijoux et de peaux de chèvres.

Groupe à part, les Kortchi ont souvent des relations tendues avec leurs voisins, et leur réputation de voleurs de bétail est bien établie. Leurs seules ventes de sorgho ne leur rapportent que des revenus modestes. Pour échapper à cette semi-marginalisation, certains quittent leur territoire pour s'installer chez les Peul, les Matakam, ou les Kapsiki.

MOKOLO ET SA CEINTURE

La ville de Mokolo, à 800 m d'altitude, occupe la trouée située entre l'ensemble montagneux du nord et la ligne de hauteurs Moufwélé-Srak qui sépare le plateau de l'ouest de celui de l'est. À ce point de passage entre Madagali et Maroua, le lamido de Madagali fonde vers 1910 un petit poste, qui deviendra rapidement au temps de la colonisation française un centre administratif. C'est aujourd'hui la préfecture du Mayo-Tsanaga, département qui englobe la plus grande partie des monts Mandara.

La population s'est accrue lentement, et atteint 7 655 habitants en 1976²⁷. Avec ses rues qui se recoupent à angle droit, ses bâtiments administratifs, ses écoles et lycées, son hôpital, son hôtel, ses stations-service, son marché permanent, elle fait figure de vraie petite ville.

Son activité commerciale est importante, et le marché du mercredi fait converger chaque semaine de nombreux paysans des environs. Mais c'est surtout un bourg rural.

Une enquête sur la ville, réalisée en 1971 par B. STECK (1972), et le recensement de 1976 donnent la répartition des habitants suivant leur activité (tabl. XIII, p. 125).

Selon l'étude de B. STECK, 14 % des salariés et commerçants ont également une activité agricole, ce qui porte à 60 % la part de la population ayant des

27. La population de Mokolo dépend de deux cantons : les musulmans du canton de Mokolo, les non-musulmans (artificiellement regroupés sur les recensements dans le quartier Boua) du canton Matakam-Sud.

champs. Cette même étude indique que 80 % de ces champs sont à moins de 10 km de la ville et 73 % à moins de 5 km.

Mokolo s'entoure donc d'une ceinture très cultivée, d'autant plus que celle-ci est elle-même assez fortement peuplée.

Mil, arachide, et accessoirement patate, y sont les principales cultures comme sur l'ensemble des plateaux.

Tableau XIII
*Activités
de la population
de Mokolo.*

Activités	1971	1976
<i>Purs agricoles</i>	46 %	45 %
<i>Salariés</i>	} 54 %	7 %
<i>Commerçants et divers</i>		48 %

En outre, la présence d'une clientèle citadine a provoqué le développement du maraîchage et de l'arboriculture fruitière. Tous les bas-fonds des environs qui s'y prêtaient ont été aménagés à cet effet. Les jardins produisent en saison sèche, comme en saison des pluies, carottes, salades, aubergines, poireaux, radis, cannes à sucre. Des vergers de goyaviers, manguiers, bananiers, papayers, citronniers sont en plein rapport.

Les cinq principaux sites de production : Mandaka, Douvar, Oura-Tada, Sougoulé, Oudahay, sont suivis par les services agricoles. Ces derniers s'efforcent d'aider les paysans à résoudre leurs problèmes, en particulier en leur fournissant des semences, des plants d'arbres et des engrais.

Les maraîchers viennent vendre leur production sur le marché, ou l'écoulent en faisant du porte à porte dans la ville.

Les plateaux de Mokolo se trouvent dans une situation de transition. Peu peuplés, ils restent le refuge des pasteurs qui ne se décident pas à abandonner leur ancien genre de vie, mais leur coexistence avec les agriculteurs pose problème. Les populations paysannes, mal stabilisées, ne forment pas de véritables communautés. L'agriculture reste marquée par les techniques mises au point en milieu montagneux, propres à chacun des groupes ethniques.

Le pays kapsiki : l'exemple de Sir

Les Kapsiki, dont les effectifs au Cameroun s'élevaient à 26 370 habitants en 1976, forment le groupe le plus nombreux des monts Mandara, après les Mafa.

Ils habitent deux zones accidentées situées de part et d'autre du plateau. Celle de l'est est constituée par une imposante masse montagneuse qui culmine à 1 302 m et englobe cinq sommets de plus de 1 200 m d'altitude, et par ses retombées sur la plaine de Gawar. Les densités y atteignent 60 hab./km². Celle de l'ouest, dont la majeure partie dépend du Nigeria,

est formée par les pentes qui descendent sur la plaine du Yedseram. Elle ne comprend au Cameroun que quelques villages alignés le long de la frontière, près du rebord du plateau ; ceux de Mogodé et de Rumsiki, avec leurs belles aiguilles de trachyte, apparaissent sur tous les circuits touristiques du Nord-Cameroun.

Les Kapsiki sont des montagnards. Leurs villages étaient déjà en zone montagneuse avant le xix^e siècle, et la période peul n'a provoqué que quelques mouvements de repli. Mais leur progression sur le plateau et sur la plaine de Gawar est plus précoce que celle qui vient d'être observée sur les plateaux de Mokolo. Elle a démarré spontanément dès les années trente.

Montagnards, mais placés dans une situation différente de ceux du nord, les Kapsiki n'ont jamais connu de problèmes de surpeuplement, car leurs densités sont moins fortes. Le climat plus humide et la saison pluvieuse plus longue leur ouvrent des possibilités nouvelles. Enfin le dispositif du relief a permis à la plupart des communautés villageoises d'étendre leurs territoires, depuis plus de cinquante ans, sur un plateau occupé seulement par des pasteurs peul.

C'est à travers l'exemple d'un des villages, celui de Sir, que nous observerons le système agraire kapsiki et ses transformations liées à la conquête du plateau.

SIR : DEUX SIÈCLES D'EXPANSION TERRITORIALE (FIGURE 9)

Sir est l'un des plus récents villages montagnards kapsiki. Sa fondation remonte au début du xix^e siècle.

Plusieurs familles essaient alors depuis Kanma près de l'actuelle frontière avec le Nigeria. Elles s'installent à l'est du plateau sur le *no man's land* accidenté, séparant le village kapsiki de Serakouti au sud, des Kortchi au nord, constitué par des dénivelées de plus de 200 m entre le plateau et la plaine. Le petit quartier d'origine, Dbagombo, situé près du haut de la pente, légèrement en contrebas du plateau, devient le cœur du vieux Sir. Le village s'étoffe rapidement au cours du xix^e siècle par l'arrivée d'autres Kapsiki, mais aussi de montagnards du nord : Oula et Mafa. Il cherche à attirer de nouveaux venus, car il doit à la fois s'imposer entre les deux villages voisins et se défendre contre les incursions des Peul.

L'habitat s'étend peu à peu sur les pentes fortes qui entourent Dbagombo. En faisant appel aux souvenirs des vieillards, on peut approximativement reconstituer l'aire habitée à la fin du xix^e siècle, encore très réduite, et sans doute très dense, dans l'entourage immédiat de Dbagombo. Elle est surmontée par deux petits pitons jumeaux dominant le plateau de quelques dizaines de mètres, dont le plus haut, Rëchiri, « la tête de Sir », est le sommet

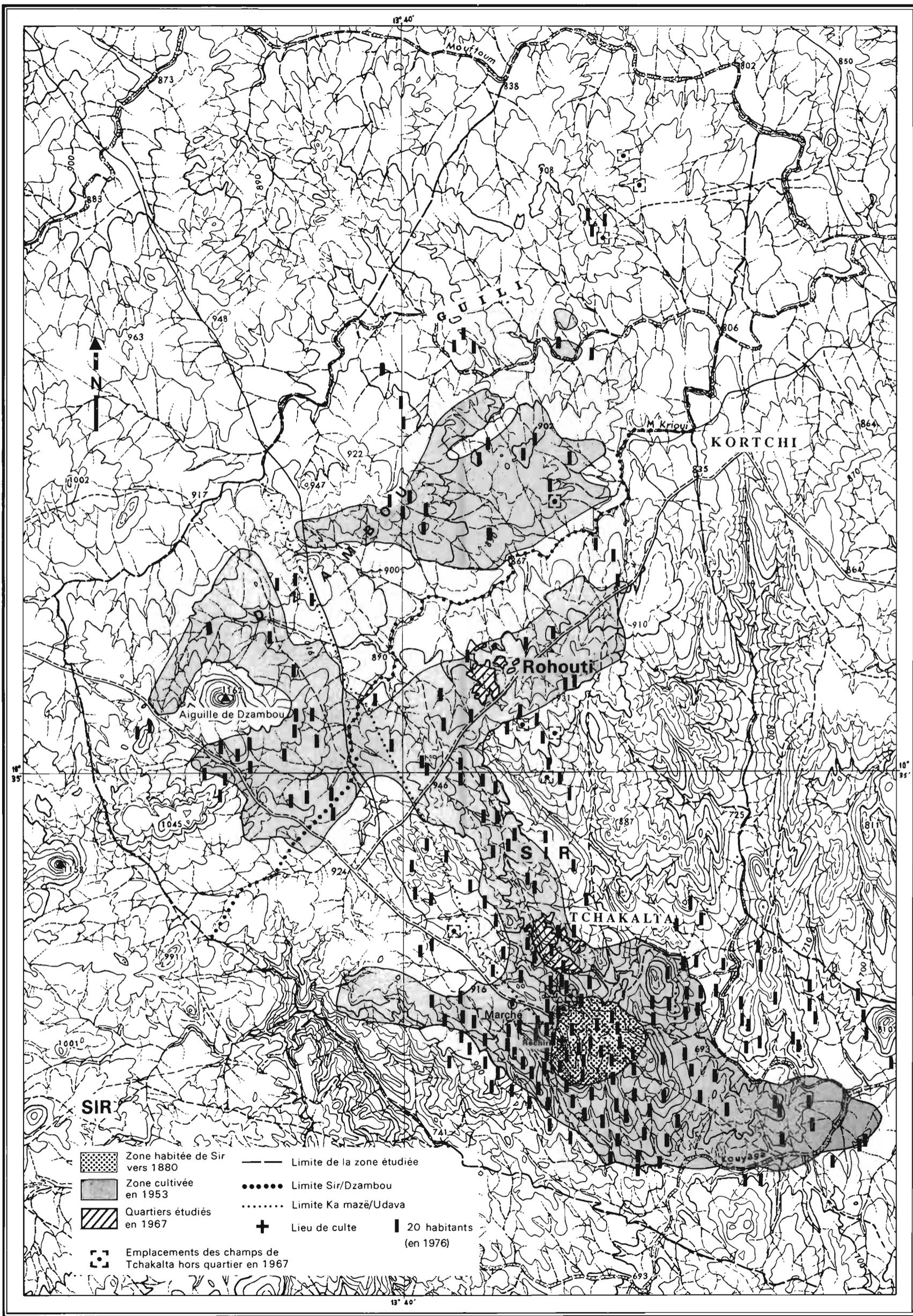


Figure 9

Sir, le territoire villageois.



sacré où les responsables font les sacrifices pour l'ensemble de la communauté.

Au début du ^{xx}e siècle, l'habitat se resserre et s'étale. De nouveaux quartiers se créent en zone montagneuse autour du noyau initial; ils atteignent vers le sud les abords du cours d'eau formant la limite avec Sérakouti.

Vers 1930, lorsque la crainte des Peul a tout à fait disparu, des villageois commencent à quitter leurs pentes. Les uns descendent vers la petite plaine intérieure située à leurs pieds, séparée de la plaine de Gawar par un chaînon montagneux. Les autres remontent sur le plateau en choisissant d'abord les sites dominants « où l'on voit clair » : sommets d'interfluves, base de l'aiguille de Dzambou. Les photographies aériennes du plateau, datant de 1953, montrent un semis léger et discontinu de hameaux jusqu'à dix kilomètres de la zone montagneuse, et des fonds de vallons innocupés. Ceux-ci vont ensuite se remplir progressivement.

Le territoire de Sir s'est donc largement étendu, surtout vers l'ouest où il englobe un vaste secteur du plateau. Une limite a été établie avec Mogodé qui, depuis l'autre côté du plateau, a accompli une progression analogue. Vers 1960, une mesure administrative détache de Sir les quartiers les plus éloignés de la montagne qui forment un nouveau village, Dzambou. Mais celui-ci reste dans l'orbite de Sir dont il continue à être la zone naturelle d'expansion.

L'assiette territoriale de l'ensemble Sir-Dzambou, aux limites floues vers le nord et vers l'est, couvre environ 110 km² (70 à Sir et 40 à Dzambou). Au recensement de 1976, Sir compte 3 912 habitants, Dzambou 922. Les densités sont respectivement de 56 et 23 hab./km². À cette date, la zone accidentée est encore bien peuplée et presque intégralement cultivée.

Elle va, au cours de cette dernière décennie, se dépeupler brutalement. En 1986, le paysage du vieux Sir est totalement transformé. Les quartiers les plus anciens, qui sont aussi ceux des pentes les plus raides, se vident presque complètement de leurs habitants et deviennent des friches incultes. Ceux de la périphérie sont encore habités, mais leurs occupants doivent lutter contre le fléau bien connu des montagnes peu peuplées, les singes, qui se sont mis à proliférer et à dévaster leurs cultures.

Cet abandon est lié au redéploiement de la population au-delà des zones accidentées, mais aussi à un phénomène spécifique de Sir, l'émigration : des habitants, convertis à la fois à l'islam et au commerce, sont partis s'installer à Mokolo ou à Maroua.

SIR : LA SOCIÉTÉ VILLAGEOISE ET SES CLIVAGES

L'unité de Sir

Comme tous les villages montagnards kapsiki, Sir constituait une unité socio-politique bien structurée, forgée par son histoire et fondée sur la religion traditionnelle.

La chefferie, détenue à l'origine par un des clans fondateurs, est passée assez vite à un autre clan (en échange, dit-on, d'une recette de cuisine) où elle se trouve encore aujourd'hui. Le chef avait un rôle plutôt politique et il était assisté de plusieurs prêtres pour les tâches proprement religieuses.

L'insertion dans des structures administratives de type moderne, puis l'islamisation du chef et peu à peu d'une partie de la population, les progrès de la christianisation et de la scolarisation (une mission catholique dotée d'une école primaire à cycle complet est installée sur le territoire de Sir depuis 1955), sont venus transformer la société villageoise, sans toutefois remettre en cause son unité.

Pourtant, les célébrations collectives qui en formaient le ciment ont disparu. Autrefois, un responsable religieux montait faire un sacrifice sur le sommet sacré de Rêchiri chaque année avant les semailles et, épisodiquement, en cas d'événements graves, tels que des morts répétées. Ces rites sont déjà abandonnés en 1967, alors que la grande majorité de la population est encore fidèle à sa religion traditionnelle. Celle-ci ne s'exprime plus qu'au niveau de petits groupes de voisinage, ou surtout à travers les rites domestiques accomplis à titre individuel : sacrifice de la pintade avant de semer, divination par le crabe, sacrifices en cas de maladie.

Mais le sentiment de l'unité villageoise reste bien marqué, et les occasions de regroupements sont fréquentes, les fêtes de la jeunesse continuent à être célébrées, bien que vidées de leur ancien contenu. Trois fois par an, en mai après les semailles, en septembre avant les récoltes, et en décembre, les jeunes de Sir et Dzambou, quelle que soit leur religion, se retrouvent pour chanter et danser dans les vieux quartiers. Le marché de Sir est la distraction hebdomadaire.

Ainsi évolue doucement une société, dont pourtant certains vieux clivages subsistent.

Les divisions territoriales : quartiers et sous-quartiers

Quatre grands quartiers se sont d'abord constitués en montagne, à partir du noyau initial de peuplement. Sur les hauts de pente, Ldaka, quartier du chef, incluant Dbagombo et le piton de Rêchiri, et Oudava, incluant le piton jumeau de Rêchiri ; sur les basses pentes, Mbougou et Ldiri. Chacun d'eux s'est étendu et subdivisé, mais en gardant une certaine cohésion. Dans l'en-

semble, les habitants de Ldaka et Oudava ont colonisé le plateau, tandis que ceux de Mbougon et Ldiri sont descendus s'installer sur la plaine intérieure de l'est. Chacun d'eux possédait une certaine autonomie sur le plan religieux avec ses propres responsables de rites. L'extension de l'aire habitée sur un vaste territoire a entraîné la démultiplication de ces unités intermédiaires. Le plus petit regroupement est le sous-quartier, ou lieu-dit, qui comprend un nombre variable d'habitations et porte un nom. En 1966, on en décompte plus de cinquante, nombreux et serrés en zone montagneuse, espacés dans les secteurs récemment conquis où ils correspondent à des hameaux.

Le clivage « mangeurs de viande » « cultivateurs de mil »

La communauté de Sir-Dzambou comprend une vingtaine de clans, groupes familiaux se reconnaissant un ancêtre commun et pratiquant traditionnellement l'exogamie (qui tend à disparaître de nos jours sous l'influence de l'islamisation).

Suivant une particularité commune à tous les villages kapsiki, ces clans se regroupent en deux grands ensembles. D'une part les *ka mazeu*, ou « gens du chef », qui se dénomment également « ceux qui mangent la viande » ; ils comprennent non seulement le clan détenant effectivement la chefferie, mais beaucoup d'autres, même arrivés tardivement à Sir. D'autre part, les non-chefs, comprenant six clans, dont deux venus de Kanma présents dès les origines. On les appelait autrefois *ka rdu mogouda*, « ceux qui cultivent le mil ». Selon les habitants de Sir, ces appellations correspondraient à une ancienne opposition entre esclaves et maîtres. Les « gens qui cultivent le mil » travaillaient pour les autres qui, n'ayant rien à faire, pouvaient passer leur temps à manger de la viande. Le statut d'esclave n'étant pas courant dans ces sociétés, on peut supposer que ce clivage pouvait plutôt dériver de l'interpénétration de deux couches de civilisation : des chasseurs ou éleveurs d'une part, ayant réussi à conserver ou à conquérir la prééminence sociale, et des agriculteurs d'autre part, n'ayant pu se faire admettre qu'au prix d'un statut inférieur.

L'organisation politique traditionnelle reposait pour une part sur la complémentarité des deux groupes. Pour la nomination d'un nouveau chef, c'étaient les Oudava (nom donné maintenant à Sir au groupe des « cultivateurs de mil ») qui le choisissaient sur une liste de plusieurs *ka mazeu* (selon certains *ka mazeu*, cette consultation n'était qu'une pure formalité, le chef précédent ayant en fait désigné celui de ses proches le plus apte à lui succéder). Lors des sacrifices faits à Rêchiri, un prêtre *ka mazeu* officiait, mais la chèvre était offerte par les Oudava.

Autrefois, les deux groupes vivaient ensemble, intimement mélangés. Puis les « cultivateurs de mil » se sont rassemblés dans l'un des quatre grands

quartiers d'origine Oudava : « devenus plus forts, ils ont réussi à se séparer des autres » ; les deux sommets voisins, qui symbolisent le dualisme de la société villageoise, se trouvaient ainsi placés chez chacun des deux groupes, le plus haut, Rëchiri, chez les ka mazeu, l'autre chez les « cultivateurs de mil » qui venaient y faire leurs propres sacrifices.

S'ils ne cultivent plus pour les autres, les Oudava demeurent un groupe à la position sociale inférieure ; ou du moins les ka mazeu éprouvent-ils une certaine fierté de leurs titres de « gens du chef » et « mangeurs de viande ». Aussi, une querelle entre individus de catégories différentes dégénère vite en bataille générale. De nos jours, ce type de conflits s'est exacerbé et a fait des morts. Pour les éviter, les gens tendent de plus en plus à vivre et à cultiver chacun sur son territoire. En défrichant leurs nouveaux champs, en créant de nouveaux quartiers, ils respectent la division territoriale qui s'est ainsi peu à peu établie.

L'espace des Oudava s'est étendu sur le secteur nord du plateau et il se prolonge sur le village de Dzambou, où il forme le quartier nord de Guili, tandis que les ka mazeu colonisent le sud du plateau, autour de l'aiguille de Dzambou (cf. fig. 9).

En 1956, à la suite d'une bagarre meurtrière lors de la fête de la jeunesse, les responsables décident de la célébrer en deux groupes séparés. Le marché de Sir a lieu au pied de Rëchiri, non loin de la limite avec les Oudava ; mais on observe deux lieux de vente de bière de mil, chaque groupe sur son propre territoire ; cela n'empêche pas les visites amicales et les allées et venues de l'un à l'autre, mais réduit les risques de querelles entre vendeuses ou buveurs.

Ainsi ce très vieux clivage de la société villageoise, loin de s'effacer, se ravive de nos jours, s'inscrit sur le terrain et joue son rôle dans la colonisation du plateau.

SIR : LE SYSTÈME AGRICOLE

L'examen de deux petits quartiers de Sir, l'un, Tchakalta, en zone montagneuse, l'autre, Rohouti, sur le plateau, permet d'observer le fonctionnement du système agraire de Sir. Tous deux sont habités par des Oudava, les « cultivateurs de mil ».

Tchakalta est situé en bordure du noyau initial de peuplement longé par un cours d'eau qui forme une entaille profonde ; il comprend une pente accusée s'élevant jusqu'à une zone plane où s'amorce le plateau, et deux petits sommets occupés chacun par un cimetière. À mi-pente, un chaos rocheux est un lieu sacré, près duquel s'est installé le vieux chef traditionnel des Oudava. Tchakalta a été fondé vers 1920. Deux familles s'installent sur les champs qu'elles exploitaient déjà depuis les vieux quartiers contigus. Elles sont rejointes rapidement par d'autres cultivateurs et le quartier compte son plus

fort peuplement vers 1940. Mais pour beaucoup, il n'est qu'une étape avant de s'établir sur le plateau. En 1956, on y décompte sur une photographie aérienne 19 maisons en bon état et 15 en ruines ; en 1966-67, 10 maisons seulement sont habitées et 24 en ruines. À cette date, Tchakalta comprend huit exploitants et leur famille, plus deux femmes seules, en tout quarante-deux habitants.

L'ensemble du quartier est parsemé de gros arbres ; des sentiers bordés de murets ou de haies d'euphorbe canalisent le bétail, mené chaque jour depuis le cœur de Sir vers les friches du nord.

Rohouti est situé sur le plateau à 2 km plus au nord. Fondé vers 1955, il garde un aspect pionnier : pas de sentier fixé, peu d'arbres. Le terrain est plat, traversé par un mayo apportant sur ses bords une certaine humidité. On y compte en 1966 six familles, auxquelles s'ajoutent trois femmes en rupture de ban (situation fréquente à Sir où l'instabilité matrimoniale est grande).

De 1966 à 1986, Tchakalta change peu d'aspect ; quelques exploitants, morts ou émigrés, ont été remplacés par d'autres, et les effectifs sont sensiblement les mêmes. Rohouti, en revanche, s'est étoffé. Un petit marché s'y tient régulièrement chaque semaine.

Tchakalta (figure 10)

Observons la carte agricole de Tchakalta en 1966. L'ensemble du quartier est intégralement cultivé, à part les deux cimetières et leurs alentours. Il s'agit d'une culture permanente pratiquée régulièrement chaque année. La plus grande partie est mise en terrasses, sauf au nord où le terrain est plat.

Deux plantes dominent, le sorgho et l'arachide, couvrant respectivement environ les trois quarts et le quart des superficies.

La présence de l'arachide en zone montagneuse habitée constitue une nouveauté par rapport aux montagnes du nord. Elle permet une rotation irrégulière : on la met là où les rendements de sorgho baissent. Le mil pénicillaire avait autrefois cette fonction : le développement de l'arachide, devenue culture commerciale, s'est réalisé à ses dépens. Elle est généralement cultivée en deux temps : une petite partie dès le début de la saison des pluies sert surtout à la consommation familiale, le reste, début juin, est destiné à la vente.

Deux grands types de sorgho sont cultivés à Tchakalta. Le principal est un tchergué jaune (*djileng*), récolté en octobre, emprunté aux montagnards du nord. Sur les sols plus riches des abords immédiats des habitations, qui bénéficient d'une fumure spontanée, et sur les terres à textures plus fines bordant le mayo, il est remplacé par un sorgho du type djigari, plus exigeant et un peu plus hâtif, rouge ou blanc (*mégi* ou *mégi rwaba*). À ces sorghos sont

Quartier Tchakalta

-  Habitation
-  Ancienne habitation
-  Lieu de culte, Cimetière
-  Sorgho et Arachide
-  Sorgho
-  Arachide
-  Voandzou
-  Patate douce
-  Souchet
-  Manioc
-  Surface non cultivée



0 100 m

Figure 10
*Sir, parcellaire
 d'un quartier
 de montagne.*

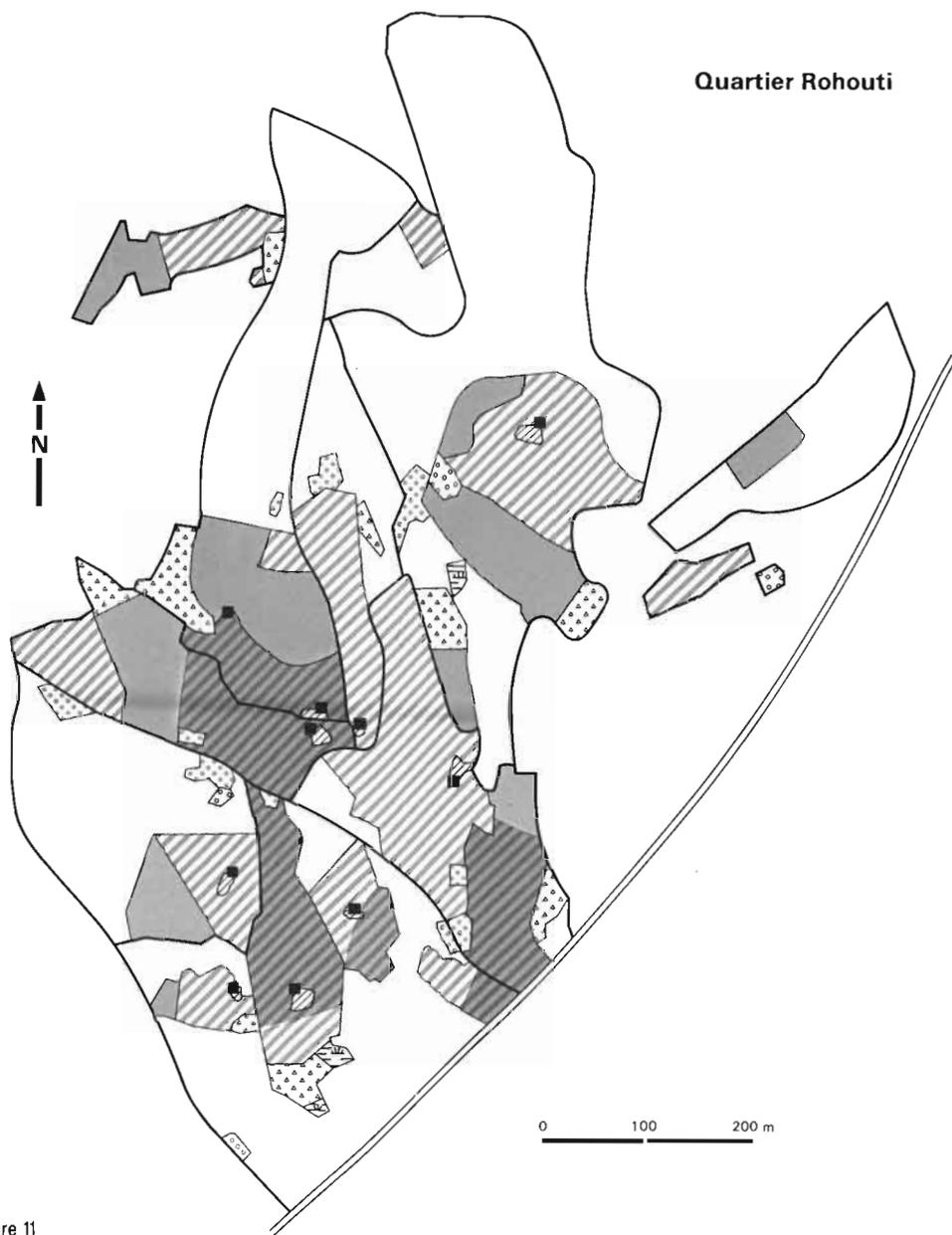


Figure 11

Sir, parcellaire d'un quartier du plateau.

associés les habituelles plantes à sauce : haricot, gombo, oseille de Guinée, et parfois du mil pénicillaire.

Les montagnards kapsiki se démarquent encore de ceux du nord par la plus grande importance donnée aux cultures secondaires (la plupart en trop petites parcelles pour être représentées sur la carte), dont certaines leur apportent des revenus complémentaires. Le jardin de case, le *ntsa*, accolé à chaque habitation, est entouré d'un haut mur en pierres sèches, destiné à l'isoler des animaux et à éviter que l'engrais ne soit emporté par le ruissellement. Abondamment fumé, maïs et tabac s'y succèdent chaque année. À côté de lui, on trouve de petites planches d'ail, d'oignon, de pomme de terre (introduite vers 1960) et quelques pieds de piment. La patate, le manioc, le riz sont cultivés près du ruisseau.

Enfin, dernière nouveauté par rapport aux montagnards du nord, les Kapsiki ont des champs temporaires éloignés des aires habitées, qu'ils cultivent 5 à 10 ans, jusqu'à l'apparition de *Striga*, et mettent ensuite en jachère pendant 10 à 20 ans. Plusieurs exploitants de Tchakalta ont ainsi des champs sur le plateau, certains à plus de 5 km de chez eux. Ils y sèment de l'arachide et les mêmes sorghos qu'au village, mais également des sorghos à cycle long, récoltés début décembre, qui ne peuvent être cultivés près des habitations à cause du petit bétail laissé en liberté dès le mois d'octobre.

On constate, sur le tableau XIV, que le plus gros des récoltes de Tchakalta provient de l'aire villageoise. Les champs de brousse ne fournissent qu'un appoint et certaines familles n'en ont pas. C'est là le résultat d'une évolution récente liée au desserrement de l'habitat en zone montagnaise et à la colonisation du plateau. Les gens disposent maintenant de suffisamment d'espace aux alentours de leur habitation pour y avoir presque tous leurs champs. En outre, si l'on veut défricher un terrain neuf, il faut désormais aller à plus de 5 km, au-delà de la zone en cours de peuplement.

Cultures	Aire villageoise	Champs de brousse	Total
<i>Sorghos à cycle court</i>	16,12	2,73	18,85
<i>Sorghos à cycle long</i>	-	2,46	2,46
<i>Arachide + voandzou</i>	6,27	1,27	7,54
Total	22,39	6,46	28,85

Tableau XIV

.....
Superficies
par cultures à
Tchakalta
(en ha).

Autrefois, on cultivait en brousse essentiellement du sorgho à cycle long. Aujourd'hui, on y a ajouté l'arachide, dont chacun cherche à développer sa production. Par ailleurs, ces champs se trouvent maintenant souvent proches d'une nouvelle aire habitée ; on y sème alors du sorgho à cycle court, par crainte des déprédations du bétail du voisinage.

Ainsi, la complémentarité entre champs de village et champs de brousse, qui caractérisait le système des montagnards kapsiki, tend à s'effacer, et l'ensemble du territoire à être traité de façon uniforme. Mais les hameaux du plateau ont une agriculture sensiblement différente, comme le montre l'examen de Rohouti.

Rohouti (figure 11)

Les cultivateurs qui s'installent sur le plateau ont deux principaux motifs. Ils veulent disposer d'un vaste champ contre leur habitation : en montagne, ils étaient pour la plupart à l'étroit. Et ils cherchent à se rapprocher des terrains libres afin de développer leur production d'arachide et de gagner plus d'argent.

Placés dans un milieu nouveau, ils vont peu à peu apporter des retouches au système agricole initial.

L'examen de l'aire habitée de Rohouti en 1966 fait apparaître un dispositif assez semblable à celui de Tchakalta : sorgho à cycle court et arachide, en alternance, se partagent l'espace avec quelques plantes secondaires : voandzou, souchet, manioc, patate.

Mais plusieurs différences sont à noter :

- le sorgho cultivé est le djigari (mégi et mégi rwaba) ; le tchergué djileng, auquel ne convient pas le sol sablo-argileux, est devenu rare ;
- les plantes secondaires sont moins nombreuses. Le ntsa existe toujours, consacré au tabac, mais il est plus petit, entouré seulement d'une rangée symbolique de cailloux. La pomme de terre, l'ail, le piment ont disparu ;
- la jachère couvre une partie de l'espace villageois. En 1966, la plupart des exploitants ont mis au repos les secteurs les plus éloignés du vaste champ entourant leur habitation.

Par ailleurs, les habitants de Rohouti ont tous des champs temporaires en dehors de leur zone villageoise, et la part de ces champs est devenue importante. Ils n'ont plus à parcourir de longues distances pour trouver de vieilles jachères ou des terres neuves à se faire prêter ou à défricher. Ainsi, les cultivateurs, au moins les plus jeunes et les plus dynamiques, ont-ils des exploitations plus vastes que celles de leurs frères restés en montagne.

Cet écart va se creuser, au cours des vingt années suivantes, avec l'adoption de la petite charrue à traction asine. Beaucoup en disposent, et la louent à ceux qui n'en ont pas. Les surfaces cultivées augmentent, profitant essentiellement à l'arachide.

Une autre innovation toute récente apparaît : l'utilisation de l'engrais dans l'aire habitée. Les montagnards n'en mettent que dans leurs jardins de case. Mais contrairement aux sols de montagne, ceux du plateau s'épuisent. Pour continuer à cultiver en permanence leur aire habitée, les exploitants se sont

mis à y épandre chaque année, assez largement, le fumier provenant de leurs étables : leur petit bétail, abondant, le leur permet.

Plus rapidement que les colons des plateaux de Mokolo, ceux de Sir ont pu mettre en place un système agricole adapté à leur nouveau milieu, avec jachères — pratique ancestrale chez eux —, fumure, grâce à leur nombreux petit bétail, et culture attelée. En 1986, chaque famille vend pour 100 à 200 000 FCFA son arachide, et pour plusieurs dizaines de milliers de francs CFA ses patates.

Ils se différencient de plus en plus des Kapsiki montagnards qui n'ont que des quantités modestes d'arachide et de patate, mais tirent des revenus de leur sorgho, bien adapté aux pentes, et de leurs petites cultures, telles que l'ail ou la pomme de terre.

SIR : LE SYSTÈME D'EXPLOITATION

La parcelle d'exploitation et son statut

La parcelle d'exploitation, pièce de terre cultivée par un même exploitant, comprend presque toujours plusieurs parcelles culturales : sorgho, arachide, voandzou y sont imbriqués.

Sa forme est irrégulière, sa taille variable, mais beaucoup plus vaste que chez les montagnards du nord : 107 a en moyenne à Tchakalta, contre 23 a chez les Ouldémé de Hodogway. Quelques-unes dépassent 3 ha.

Comme chez presque tous les montagnards des Mandara, elle est la propriété de celui qui l'a défrichée ou reçue en héritage. Il peut arriver qu'un propriétaire abandonne ses droits sur une parcelle de brousse ; mais le plus souvent, c'est par cession temporaire — location ou prêt — qu'il laisse à un exploitant l'usage d'une de ses terres.

À Tchakalta, le faire-valoir direct domine pour les champs de brousse, mais il est minoritaire en zone habitée. Préférant cultiver près de chez eux, les gens s'efforcent de louer des parcelles aux alentours de leur habitation, tandis qu'ils partent exploiter en brousse les terres dont ils ont hérité ou qu'ils défrichent (cf. tabl. XV).

À Rohouti, en revanche, presque toutes les parcelles de l'aire habitée sont en faire-valoir direct. L'installation sur le plateau répond pour une part au désir d'avoir sur place un vaste terrain dont on est propriétaire.

On loue une terre pour plusieurs années. Au départ, le demandeur donne au propriétaire une chèvre ou quelques centaines de francs CFA. Autrefois, il lui offrait de la bière de mil après chaque récolte, mais cet usage tombe en désuétude.

Tableau XV
Statut foncier
des champs de
Tchakalla.

Statuts	Aire habitée	Champs de brousse	Total
Faire-valoir direct	8	7	15
Location ou prêt	11	1	12
Total	19	8	27

Les exploitations

En 1966, sur les huit chefs d'exploitation de Tchakalla, trois sont arrivés depuis longtemps, et se trouvent propriétaires de la plus grande partie de l'espace villageois, ce qui explique leur stabilité ; deux d'entre eux sont des vieillards présents dès les origines. Les cinq autres, qui vivent là seulement depuis 4 à 11 ans, ont pris en location la plupart de leurs champs, lesquels appartenaient à des hommes partis sur le plateau. Ils ont pu ainsi se constituer des exploitations parfaitement viables ; certains n'ont même pas besoin d'aller cultiver en brousse.

La surface des exploitations, qui se situe entre 2 et 6 ha, dépend pour une part du nombre des actifs. La surface par actif est en moyenne de 1 ha. Les différences que l'on constate entre les exploitations sont dues au fait que les « actifs » peuvent aussi bien être des hommes ou des femmes en pleine santé que des vieillards aux forces déclinantes.

Le plan parcellaire de Rohouti datant de 1966 montre une aire villageoise à ses débuts. Cinq exploitants sont d'abord arrivés en 1955, construisant leur habitation sur un domaine de plusieurs hectares chacun. L'un d'eux a fait venir son frère, qui s'est installé à côté de lui, et il lui a donné une partie de son champ. Un autre, au sud du quartier, a accueilli trois femmes seules et leur a laissé, autour de leur habitation, l'espace dont elles avaient besoin pour leur sorgho et leur arachide. Le parcellaire d'exploitation commence à se morceler. Mais par la suite, les nouveaux venus vont s'installer à la périphérie, laissant à l'aire habitée son aspect très lâche.

Tableau XVI
Superficies
des exploitations
de Tchakalla (en ha).

Date d'arrivée	Effectifs		Champs de village		Champs de brousse		Total		Superficies par actif
	Total	Actifs	Nb	Sup.	Nb	Sup.	Nb	Sup.	
1920	6	3	1	321	3	150	4	471	157
1925	8	6	2	524			2	524	87
1935	10	7	3	413	1	166	4	579	83
1955	7	5	3	262	2	205	5	467	93
1959	1	1	2	164			2	164	164
1959	4	2	2	247			2	247	123
1962	2	2	2	120	1	95	3	215	108
1962	2	2	4	188	1	30	5	218	109
	40	28	19	2 239	8	646	27	2 885	100

Comme au nord, l'exploitation kapsiki constitue une unité de travail relativement fermée. Il n'y a pas de salariat, les travaux collectifs avec distribution de bière de mil ont peu d'importance. L'entraide joue surtout pour les défrichages, en septembre, lorsqu'il faut abattre des arbres pour créer un nouveau champ.

Au sein de l'exploitation, on note l'apparition des champs de femmes. Les épouses n'ont plus seulement leurs parcelles de voandzou et de souchet, elles ont également leurs propres champs d'arachide et de sorgho, pris sur l'un des grands champs de l'exploitation familiale. Elles y travaillent un jour par semaine et disposent à leur gré du produit de leurs récoltes. Elles ont ainsi leur petit budget personnel et utilisent souvent cet argent pour acheter leur propre bétail, gardé avec le troupeau familial.

LES CONDITIONS DE VIE EN PAYS KAPSIKI LE CLIVAGE ENTRE MONTAGNARDS ET COLONS DES PLATEAUX

Aujourd'hui la majorité des Kapsiki vit encore en milieu accidenté. Leurs conditions de vie sont bien différentes de celles des montagnards du nord. Ils cultivent des superficies plus vastes du fait des densités moindres et surtout à cause du meilleur étalement du calendrier agricole. La période des semailles, qui débute en avril, s'étire sur deux mois. Les deux grands types de sorgho, à cycles court et long, l'arachide semée en deux étapes, donnent lieu à des travaux décalés dans le temps. Les irrégularités climatiques ont rarement des conséquences graves; une mauvaise récolte de sorgho hâtif peut être compensée par une récolte normale de sorgho tardif, et vice-versa. Les Kapsiki qui habitent en montagne sont entrés dans une économie monétaire en introduisant l'arachide sur leurs pentes, dès qu'elles ne sont pas trop accusées, et en tirant des revenus de leurs excédents de sorgho et de petites productions diverses : ail et pomme de terre à Sir, maïs, voandzou, souchet, haricot, ailleurs. En saison sèche, les jeunes hommes partent en plaine pendant un ou deux mois pour se faire embaucher comme manœuvres agricoles et gagner quelque argent.

Les Kapsiki montagnards ont donc une certaine aisance, mais sans grande possibilité de progrès. Ils ne peuvent plus guère aller cultiver sur le plateau, à moins de se déplacer très loin, du fait de l'emprise des colons. Ceux-ci sont parfois installés sur des terres qui leur appartenaient, en accord avec les nouvelles règles foncières qui privilégient le droit de l'habitant. Les conflits fonciers se sont multipliés.

Sur le plateau, le niveau des revenus est plus élevé, du fait de l'importance des ventes d'arachide et de patate. Avec la culture attelée, on peut parler d'un véritable décollage économique.

En outre, de nombreux habitants du plateau se sont lancés dans une activité lucrative, le commerce. Leur clientèle est constituée de leurs voisins immé-

*Le plateau
à l'est de Moloko.*



Village de Zilver-plateau :
habitat dispersé,
amorces de terrasses.



Mouhour :
les ventes de bois contribue
à la dénudation du plateau.

*Signes de modernité
chez les Kapsiki du plateau,
à Sir.*

Case recouverte
de tôles.



Âne pour tirer la charrue
et fanes d'arachide pour le nourrir.

Billons préparés pour la culture de la patate,
aux environs de Mokolo.



Champ d'arachide au nord de Bourha, chez les Djimi,
cultivé selon les directives des services agricoles :
labour à la charrue, semis en ligne.

Bamguel 1967 :

habitations et champs de l'aire villageoise.

Une grande partie des haies a déjà été arrachée.



Bamguel 1978 : on distingue encore
quelques habitations au pied du piton.

Les haies d'euphorbes ont disparu.

diats, et surtout des montagnards encore nombreux, qui sont à la fois vendeurs de produits agricoles et acheteurs de marchandises. Certains se spécialisent dans l'achat des productions locales ; ils possèdent eux-mêmes ou louent des camions pour transporter la patate vers le Tchad, le sorgho sur Mokolo, le voandzou et le haricot vers le Nigeria. D'autres viennent vendre sur les marchés viandes et poissons séchés, vêtements et pagnes, quincaillerie, bimbelerie et la bière industrielle, aujourd'hui très prisée. Ils apportent du Nigeria le bois de charpente et les tôles qui couvrent maintenant un bon nombre de cases : la paille se fait rare et la tôle a l'avantage de durer longtemps. Avec l'augmentation général du niveau de vie, le commerce est devenu un créneau intéressant, et la proximité du Nigeria, acheteur de certains produits agricoles, aux droits de douane faibles, suscite une certaine effervescence commerciale.

Activité complémentaire pour la plupart, qui y trouvent une occupation rentable en saison sèche, le commerce est un métier à part entière pour quelques-uns. Certains, devenus « grands commerçants », ont réussi de façon spectaculaire.

Mais des problèmes ont surgi depuis peu. Celui de l'eau, tout d'abord : comme dans l'ensemble des monts Mandara, aussi bien en milieu accidenté qu'en dehors, les points d'eau jadis permanents s'assèchent. Celui des vols de bétail, par ailleurs phénomène peut-être particulier à Sir, qui vient empoisonner la vie quotidienne des habitants dispersés du plateau. En une nuit, des familles voient disparaître tout leur petit bétail, fruit d'économies de plusieurs années. Certains hameaux, trop isolés, ont dû être abandonnés.

À plus long terme, c'est l'équilibre des effectifs entre la montagne et ses piémonts qui pose question.

Les paysans qui vivent encore en montagne, même si leur niveau de vie est décent, se sentent perdants. Leurs revenus stagnent, tandis qu'ils voient progresser ceux de leurs parents ou anciens voisins, dont la prospérité se réalise plus ou moins à leurs dépens, car ils accaparent sur le plateau les terres les meilleures et les plus accessibles. L'hémorragie continue donc à vider les zones accidentées. À Sir en particulier, le dépeuplement atteint maintenant le seuil critique à partir duquel le pullulement des singes rend la vie difficile à ceux qui restent.

En regard, les zones de colonisation ne sont pas en mesure de recevoir tous les montagnards. Le canton peul de Gawar qui accueille, outre des Kapsiki, des Mofou et des Kortchi, est maintenant bien peuplé. Quant au plateau, ses sols fragiles ne peuvent supporter un peuplement dense, et des secteurs ont été mis en défens et plantés d'arbres par les Eaux et Forêts pour lutter contre une érosion inquiétante. À Sir, les effectifs du plateau semblent stationnaires depuis quelques années : le seuil de saturation paraît atteint ; les

récents départs de la montagne ont donné lieu à une émigration vers Mokolo, où les Kapsiki forment une petite colonie.

Le sud du pays kapsiki connaît une évolution plus lente : les zones montagneuses sont encore bien peuplées et les plateaux qui les bordent ont encore des possibilités d'accueil. Mais dans une ou deux décennies, les populations habitant encore en montagne n'auront, à leur tour, pas d'autre alternative que d'y rester ou de quitter le pays.

DES CULTIVATEURS DE PLATEAU : PAYS BANA ET DJIMI

L'unité culturelle sous-jacente des huit groupes du sud

En franchissant la limite ethnique qui sépare les Kapsiki des Bana, nous pénétrons chez des groupes fort diversifiés, mais qui présentent un certain nombre de similitudes, absentes de ceux qui ont été étudiés jusqu'à maintenant. Il ne s'agit pas d'un clivage aussi net que celui déjà observé, lié aux différences de densités. L'unité que l'on peut déceler trouve son origine dans un passé vieux de plusieurs siècles. Elle tend aujourd'hui à s'effacer, mais elle a pourtant encore des répercussions sur les systèmes agraires.

DES CARACTÈRES MONTAGNARDS MOINS ACCUSÉS

Cet aspect a déjà été évoqué dans la première partie. Avant les mouvements de replis consécutifs à la conquête peul du début du XIX^e siècle, les populations du sud n'habitaient pas exclusivement en montagne. Les Bana et les Djimi occupaient le plateau, les Daba la plaine, et l'on trouvait des villages fali et ndjegn aussi bien en montagne qu'en plaine. Seuls, les Téléki, les Goudé et peut-être les Tchédé paraissent avoir vécu essentiellement en montagne. Notons d'autre part que seule une petite minorité des Fali et des Daba habitent les monts Mandara, les deux groupes s'étendant bien au-delà, vers l'ouest et vers le sud.

La région était donc bien plus ouverte aux influences venues de la plaine. Si ses habitants présentent des traits spécifiques de la civilisation montagnarde, ils sont moins typés que ceux du nord.

Ainsi avait-on observé, sur la carte des densités, que la coïncidence entre secteurs plus peuplés et milieux accidentés, très nette au nord, s'effaçait à partir des Bana. Par ailleurs, chez les Kapsiki des montagnes et les Kor-tchi, comme chez les populations à fortes densités du nord des Mandara,

l'habitat est dispersé, tandis qu'au sud, il se présente en villages ou hameaux, même dans les zones accidentées. Villages en ordre lâche, avec leurs champs permanents inclus dans la zone habitée, mais aux contours assez nettement définis.

L'ALTERNANCE ANNÉE DES FEMMES ANNÉE DES HOMMES

Des faits plus précis évoquent une ancienne unité des huit groupes du sud. C'est en particulier la présence d'un rythme biennal. Une année est dite « le temps des femmes », la suivante « le temps des hommes ». La première correspond aux années impaires du calendrier grégorien, la seconde aux années paires (à l'exception des Ndjegn qui ont un rythme inversé).

La signification de ces temps est essentiellement d'ordre agricole. Les cultures féminines : haricot, gombo, souchet, voandzou, éleusine, sont davantage cultivées l'année des femmes, tandis que la plante masculine par excellence qu'est le sorgho prend plus d'importance l'année des hommes. Chez certains groupes (les Daba, les Téléki, les Tchédé lorsqu'ils habitaient en montagne, les Goudé), nous le verrons, cette alternance se traduit par une rotation biennale haricot/sorgho sur les champs de brousse. Chez les Bana, les Djimi et les Fali, on se contente (ou se contentait) de semer davantage de plantes féminines l'année des femmes. Quant aux Ndjegn, ils sèment de la même façon chaque année, mais considèrent que les rendements sont alternativement meilleurs pour les plantes féminines ou pour le sorgho.

Ce rythme a des répercussions sur la vie sociale. Chez les groupes qui font la rotation biennale, les fêtes qui suivent les récoltes prennent plus d'importance l'année des hommes, celle où l'on a cultivé du sorgho en brousse, car il faut à cette occasion faire beaucoup de bière de mil. Les locations de champs sont consenties pour deux ans, la durée d'un cycle. Chez tous, certaines fêtes, notamment celle de l'initiation des garçons, sont célébrées tous les deux ans. Certains prétendent qu'il naît davantage de filles ou de garçons suivant l'année en cours...

Ce rythme, fonctionnel chez les uns, plus ou moins sous-jacent chez les autres (qui sont d'ailleurs en train de l'oublier quand ils abandonnent leur religion traditionnelle), suggère la présence d'un vieux fonds culturel commun.

D'autres caractères communs contribuent à renforcer l'impression d'une ancienne unité. C'est, d'une part, l'utilisation pour les rites religieux d'une petite cucurbitacée appelée *tchekelje* en fulfuldé (non déterminée botaniquement) ; l'huile que l'on extrait de sa graine sert à la préparation des viandes et bières sacrificielles. C'est, d'autre part, chez plusieurs ethnies l'initiation des garçons, liée semble-t-il à des influences venues de la plaine. Elle est

absente au nord, sauf chez les Mofou-Diamaré et les Kortchi, deux groupes dont les caractères montagnards sont précisément moins marqués.

LES GRANDES ÉTAPES DE L'HISTOIRE DU SUD-MANDARA

Si l'on rapproche ces données des éléments historiques recueillis par ailleurs sur la région, il est possible d'esquisser, à titre d'hypothèse, les grandes étapes de son histoire.

Tout d'abord, un peuplement très ancien est attesté par de nombreux vestiges : pierres à cupules, débris de poteries. Par ailleurs, les microhistoires locales nous racontent parfois comment des migrants, venus s'installer au pied de massifs, s'aperçurent que des hommes vivaient en montagne et entrèrent en relation avec eux. C'est à ce peuplement originel que l'on devrait les traits spécifiquement montagnards mentionnés plus haut.

Des migrants venus de la plaine ont ensuite, comme dans les montagnes du nord, recouvert la région et, parmi eux, des Fali. D'après J.-P. LEBEUF (1961), le groupe fali, originaire de l'ouest du pays haoussa, aurait effectué une première migration à la fin du XV^e siècle pour venir s'installer dans les monts Mandara, qu'il aurait quittés au milieu du XVII^e siècle pour s'établir plus au sud, tout en conservant ses implantations dans les massifs les plus méridionaux. LESTRINGANT (1964, p. 100) cite Bourha, actuel village djimi, comme étape au cours de ce transit : « partis d'Ilorin, de Gombé et du Bornou, les Fali auraient abouti, via Bia et Bourha jusqu'à Goudour ». Selon les sources historiques recueillies, notamment par J. LESTRINGANT, plusieurs des groupes en présence : Djimi, Tchédé, Goudé, Ndjegn, auraient une composante fali.

Il y aurait donc eu une « falisation » de la région au cours des XVI^e et XVII^e siècles et c'est peut-être elle qui aurait légué ces traits que nous observons : rythme femmes/hommes, rôle du tchekeljé, rites d'initiation des garçons.

Les ethnies actuelles se seraient ensuite formées. J. LESTRINGANT fait remonter au XVII^e siècle la venue de gens du Walodjé qui, en se mêlant au « fond fali », ont formé l'ethnie goudé. Selon D. BRUNETIÈRE (1982), la « configuration du groupement djimi semble dater du XVIII^e siècle ».

Au moment de la conquête peul, tous ces groupes se trouvaient à peu près aux emplacements qu'ils occupent aujourd'hui : plateau, bordures de plaine et zone montagneuses, ces dernières étant peut-être habitées, dans certains secteurs, par de vieilles souches autochtones. La période peul du XIX^e siècle, très troublée avec son cortège de razzias, les a tous fait refluer dans les zones accidentées. Mais dès les débuts de la colonisation, et même avant pour certains qui concluaient des alliances avec les Peul, se produisirent des mouvements de descente vers les anciens sites d'habitat de piémont.

La période récente est marquée par les transformations économiques et par l'islamisation, beaucoup plus généralisée qu'au nord. Le modèle peul tend à s'imposer et à recouvrir les spécificités ethniques. Mais celles-ci sont loin d'être effacées en 1986.

Selon l'expression de G. BALANDIER cité par J. LESTRINGANT (1964, p. 82), « les sociétés révèlent toujours des éléments d'âges différents, séquelles de leur histoire, qui coexistent de manière plus ou moins contradictoire et plus ou moins efficace ». Celles du sud des monts Mandara, avec leurs strates successives, illustrent bien ce propos.

Le pays bana

Les Bana forment le canton de Guili qui compte près de 11 000 habitants en 1976. Ils occupent une dizaine de villages, aux habitations relativement serrées, situés au pied des massifs isolés du plateau et du secteur montagneux de Gamboura dominant la plaine de Hina, à l'est. Repliés dans les milieux accidentés au XIX^e siècle, ils sont descendus à leur pied dès que la sécurité a été rétablie ; ils n'avaient jamais cessé de cultiver leurs champs sur le plateau.

LES AIRES VILLAGEOISES

Dans leurs aires villageoises cultivées en permanence, les Bana alternent régulièrement et tous en même temps un sorgho hâtif rouge type djigari, appelé ici *ngouley* (associé à l'éleusine), et l'arachide. L'aspect du village change ainsi totalement d'une année à l'autre. Le sorgho est produit l'année des femmes, l'arachide l'année des hommes.

Cette rotation, inversée par rapport à celle du rythme normal, se retrouve, nous le verrons, sur les aires habitées des Daba et des Téléki. Chez ces deux groupes, il s'agit d'une compensation : on sème au village du sorgho lorsque les champs de brousse portent des haricots. Sans doute était-ce, à l'origine, la même raison pour les Bana qui, autrefois, en année des femmes, ne semaient en brousse du sorgho que de façon très lâche, y associant toutes sortes de plantes féminines, en particulier l'éleusine et le haricot. Aujourd'hui, cette semi-rotation a presque disparu, et ils expliquent que l'alternance sorgho/arachide au village a pour but de préserver la fertilité du sol, et que tout le monde s'y soumet en même temps à cause du petit bétail, laissé en liberté dans le village aussitôt après la récolte. Le sorgho *ngouley* étant récolté plus tôt que l'arachide, l'absence d'imbrications culturelles permet de lâcher plus tôt les animaux une année sur deux. À la périphérie de l'aire villageoise, là où ne vont pas les chèvres et les moutons, ceux qui le veulent ne se soumettent pas au rythme général.

Les champs sont cultivés chaque année et ne reçoivent pas d'engrais. La rotation suffit à assurer des récoltes satisfaisantes. Seule est fumée une petite parcelle contre l'habitation, où se succèdent chaque année maïs et tabac.

LES CHAMPS DE BROUSSE

Ce sont les champs temporaires de brousse qui représentent l'essentiel des superficies cultivées.

Leur localisation est caractéristique : ils se situent systématiquement le long des mayos bordés d'alluvions, et forment des parcelles allongées perpendiculaires à l'axe du talweg. Les photographies aériennes prises en 1953 font bien apparaître l'opposition entre les Bana et les Kapsiki. Ces derniers, qui commencent alors à coloniser le plateau, cultivent les sommets d'interfluves, où ils retrouvent des sols égouttés et légers assez semblables à ceux de leurs terrains de montagne, et ils laissent incultes leurs fonds de vallée. Les Bana, eux, cultivateurs de plateau de longue date, choisissent au contraire les couloirs d'alluvions plus fertiles et délaissent les interfluves, dont les sols, dans ce secteur, sont sablo-graveleux et très médiocres. Aujourd'hui, ils s'éloignent de plus en plus de leurs villages à la recherche de ces sites, où ils fondent de petits hameaux d'extension ou des campements de culture. Ils franchissent éventuellement pour les trouver les limites de leur territoire ethnique, en s'installant au nord chez les Kapsiki, ou au sud chez les Djimi. Dans les vallées éloignées de leurs villages, ils retrouvent parfois les vestiges d'un ancien habitat, témoin de leur extension avant le reflux en zone montagnaise au XIX^e siècle.

Les champs de brousse sont cultivés pendant 4 à 8 ans, et laissés en jachère une dizaine d'années. On y sème un sorgho à long cycle associé à de nombreuses autres plantes : haricot, sésame, gombo et surtout éleusine, plante encore très prisée des Bana.

Chez les paysans des villages les plus retirés de l'est, on trouve encore les traces du vieux rythme : en année des femmes, le sésame, le haricot et l'éleusine (associés au sorgho), ainsi que le voandzou et le souchet, occupent une bonne partie des champs, tandis qu'ils sont cultivés seulement pour la semence l'année suivante.

Cette semi-rotation s'efface avec l'introduction de l'arachide, qui a pris une grande importance dès les années soixante. Chaque exploitant possède au moins deux champs de brousse, l'un de sorgho, l'autre d'arachide, et il alterne ses cultures.

En outre, les terrains humides bordant les mayos conviennent bien à la patate, qui est devenue la seconde culture commerciale, après l'arachide. Depuis 1970, la diminution des pluies rend aléatoire les récoltes de sorgho à long cycle, surtout dans le secteur de l'est. Des villageois le remplacent par le gouley, leur sorgho rouge à cycle court.

L'ESSOR AGRICOLE CHEZ LES BANA

Les Bana sont moins axés sur le modèle peul, moins tentés par les activités commerciales que leurs voisins, Kapsiki des plateaux et Djimi. C'est par l'agriculture qu'ils cherchent des profits, c'est sur elle qu'ils portent tout leur intérêt, et ils sont très ouverts au progrès dans ce domaine.

Dès 1970, beaucoup ont adopté la culture attelée. Le plus grand nombre achète des charrues à traction asine, résistantes et bien adaptées, moins coûteuses à l'achat et faciles à entretenir grâce aux pièces détachées qu'ils peuvent se procurer sur place. La charrue tirée par des bœufs se répand également, plutôt choisie par les islamisés. Rares sont maintenant les Bana qui n'utilisent pas la charrue pour préparer au moins une partie de leurs champs. Ceux qui n'en ont pas font faire le travail à façon : en 1972, on payait 3 000 FCFA pour faire labourer 1/2 ha.

Plus récemment a été introduit l'engrais chimique avec ses deux formules, l'une pour le sorgho, l'autre pour l'arachide.

Le système agricole, fondé sur la rotation sorgho/arachide, au village comme en brousse, le choix systématique de sols de fonds de vallée, assurent de bons résultats. Selon les services agricoles de Bourha (cités par D. BRUNETIÈRE), les rendements d'arachide sont de 800 à 900 kg/ha, alors qu'ils n'atteignent que 4 à 500 kg/ha chez les Djimi.

Mais les Bana ont un problème de terre. Avec l'accroissement des superficies cultivées, obtenu grâce à la culture attelée, les sols des vallées sont devenus insuffisants. Des gens sont partis fonder des villages chez les Kapiski ou les Djimi, où existent encore des possibilités de défrichage. Ceux qui restent ne trouvent parfois des emplacements convenables qu'à plusieurs kilomètres de chez eux, et perdent du temps dans de longs déplacements ; les plus jeunes utilisent la bicyclette pour se rendre à leurs champs.

Malgré ce handicap, les Bana constituent le groupe du plateau chez qui l'élévation du niveau de vie est le plus rapide et le plus global. En 1986, les ventes d'arachide atteignent 200 000 FCFA chez de nombreux exploitants, 3 à 400 000 FCFA chez quelques-uns. Les ventes de patate (expédiée vers Maroua et N'Djaména), du voandzou et du souchet (expédiés au Nigeria) apportent des revenus complémentaires substantiels.

Traversé par la route reliant Mokolo à Garoua, via Bourha et Guili, bien équipé en pistes locales, le pays bana dispose de l'infrastructure nécessaire pour écouler ses produits. Deux missions, catholique à Guili, protestante à Gamboura, offrent les services d'une maternité et d'un hôpital, et ont entrepris de former les populations qui savent appliquer les règles élémentaires d'hygiène et prendre soin de leur santé. Ces missions contribuent, avec les pouvoirs publics, aux actions pour le développement agricole, sur lequel

refléchissent des groupes de la Jeunesse agricole chrétienne ; celle de Gamboura a introduit avec succès l'élevage du cochon dans ce village. Le développement ici est bien compris, pris en charge par les intéressés, et tenant compte des divers aspects de la vie. Le pays bana est bien parti.

Le pays djimi

Les Djimi occupent le canton de Bourha qui compte 4 375 habitants en 1976. C'est chez eux qu'a été implanté un poste peul au début du XIX^e siècle, près du village de Bourha-Wango d'abord, puis transféré en 1897 à l'emplacement actuel de la petite ville de Bourha. Celle-ci, chef-lieu de canton, puis de district, est devenue sous-préfecture en 1979. Sur ses 1 733 habitants recensés en 1976, 445 « non agricoles » sont des commerçants peul ou des fonctionnaires. On trouve, par ailleurs, dans le canton des éleveurs peul et quelques Bana. L'effectif total des Djimi atteint donc environ 3 500 personnes. Outre Bourha-ville, ils habitent six villages de type traditionnel : Bourha-Wango, Djimi, Zoumbouda, Mitchimi, Mbola et Bamguel. Les Djimi, comme les Bana, n'ont jamais cessé de cultiver le plateau. Comme eux, ils installent leurs villages au pied de massifs isolés émergeant du plateau, ou de la zone montagneuse de l'est. Mais leurs systèmes agricoles diffèrent sensiblement.

LES CHAMPS DE BAMGUEL EN 1966 (fig. 12, 13 et 14)

Observons les champs d'un quartier du village de Bamguel, qui a fait l'objet d'un relevé parcellaire en 1966.

Fondé au début du XX^e siècle, au temps de la colonisation allemande, Bamguel est le plus récent des villages djimi, et le plus petit, avec environ 120 habitants. Longé par la route, il est situé à 1 km au sud de Bourha et il est recensé en 1976 comme quartier de la ville.

Bamguel présente pourtant alors l'aspect très particulier des vieux villages djimi. Ses habitations s'alignent sur une ou deux rangées à la base du piton conique contre lequel il est venu s'établir. Elles sont construites parmi de gros blocs de rochers et ombragées par de grands arbres. Au-dessous se trouve le quadrillage de haies d'euphorbes, qui enserrant et cloisonnent les cultures de l'aire villageoise.

Bamguel a été fondé par deux hommes venus de Bourha-Wango et de Djimi. Leurs descendants et ceux qui les ont rejoints ont constitué deux quartiers, qui se suivent sans solution de continuité : celui de l'ouest est habité par plusieurs clans djimi (minyawina, movdirina) et par d'anciens Goudé, celui du nord — sur lequel a porté l'enquête — par des Mombortina.

L'aire villageoise (figures 12 et 13)

La figure 13 (p. 152) montre le dispositif des douze habitations et des champs de l'aire villageoise du quartier mombortina.

Chaque exploitant (cf. notamment les n^{os} 4 et 5) dispose au-dessous de son habitation d'une étroite parcelle longue d'environ 200 m, descendant en pente douce. On y trouve, de haut en bas : du maïs et du tabac (semés à l'intérieur de l'enclos habité), un sorgho rouge hâtif, puis du sorgho à cycle long (*ɔokodixen*) auquel se mêlent des microparcelles de patate et d'arachide, ainsi que du manioc introduit récemment.

Arachide et patate changent de place chaque année, mais aucune rotation régulière n'est appliquée. C'est le sorgho à cycle long qui occupe l'essentiel des superficies.

Jusqu'à une date toute récente, l'ensemble de l'aire habitée était cloisonné par des haies d'euphorbes. En cours d'arrachement en 1966, elles seront totalement enlevées quatre ans plus tard, sauf pour les parcelles de manioc qui doivent être préservées du bétail en toute saison.

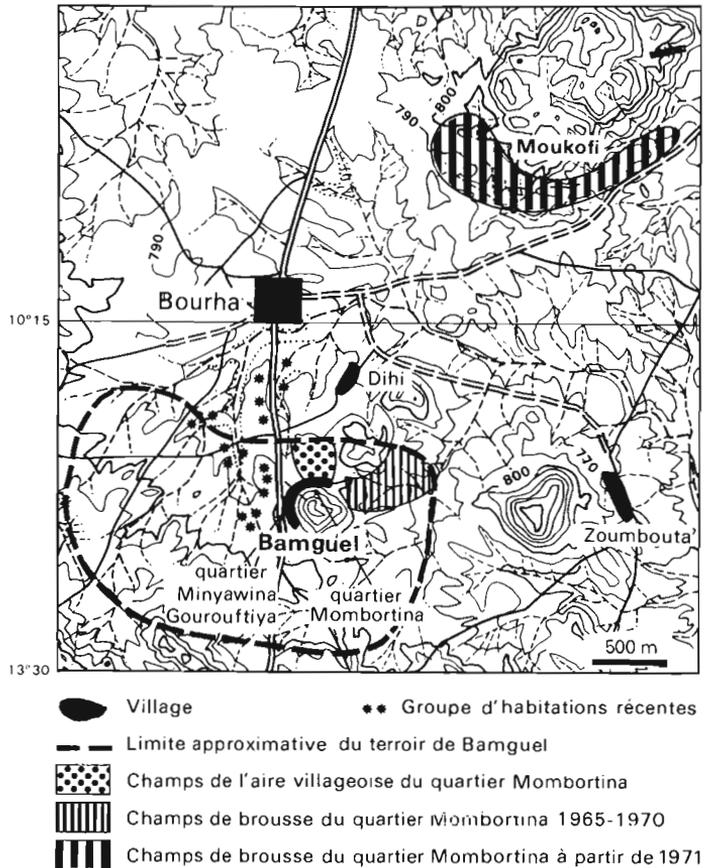


Figure 12

Bamguel, le territoire villageois.

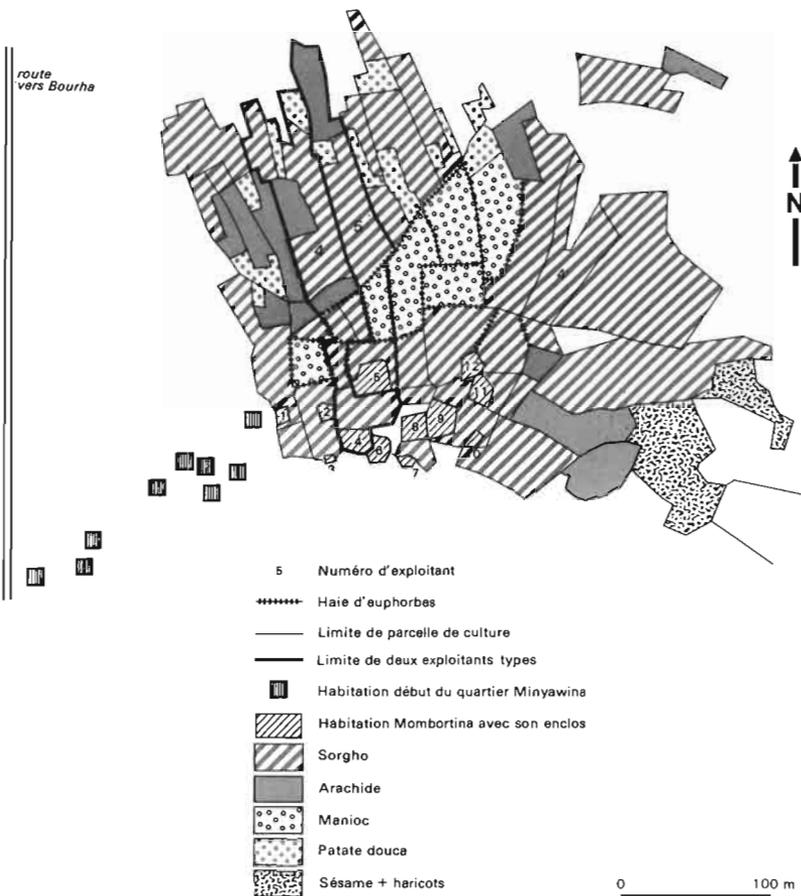


Figure 13
Bamguel,
l'aire villageoise
du quartier
Mombortina.

Les champs de brousse (figures 12 et 14)

En 1965, les Mombortina de Bamguel ont repris, pour leurs champs temporaires, un espace situé contre le village, à l'est du piton auquel ils sont adossés. Souvent dispersés, les champs de brousse sont au contraire regroupés en blocs de culture, lorsque, comme c'est le cas ici, ils sont proches d'un massif et doivent être défendus contre les singes.

La première année, les Mombortina y sèment du haricot et du sésame, en continuant à produire du sorgho sur leurs anciens champs, ensuite abandonnés. En 1966, et jusqu'en 1971, ils y cultivent du sorgho à long cycle, associé au haricot, gombo et sésame, et quelques parcelles de voandzou. Celles-ci changeront de place chaque année. Ils peuvent agrandir leurs champs au cours du cycle cultural. Les quelques parcelles de haricot et sésame que l'on observe en 1966 sont obtenues sur les terrains nouvellement défrichés.

En 1971, les Mombortina de Bamguel partent défricher un secteur situé au pied de la montagne de Moukofi, à 2 km de leur village. Ils y resteront

jusqu'en 1977. De 1977 à 1982, ils dispersent leurs champs à l'ouest de la route. En 1983, certains reprennent, après douze ans de jachère, l'emplacement abandonné en 1971.

Le tableau XVII (p. 154) donne les caractéristiques de deux exploitations de Bamguel en 1966.

LE SYSTÈME AGRICOLE DJIMI ET SON ÉVOLUTION DE 1966 A 1986

Les sols des environs de Bourha sont, selon les pédologues, des sols rouges tropicaux caractérisés par une forte individualisation de fer. Ils sont profonds (plus de 1,50 m) mais contiennent beaucoup de graviers : 15 à 45 % (G. SIEFFERMANN et D. MARTIN, 1963). Les Djimi les exploitent, sans chercher, comme les Bana, les fonds de vallée. Ils semblent plutôt attirés par les bordures de massifs, malgré la gêne causée par les singes. Certains habitants de Bourha-Wango et de Djimi cultivent les basses pentes des massifs

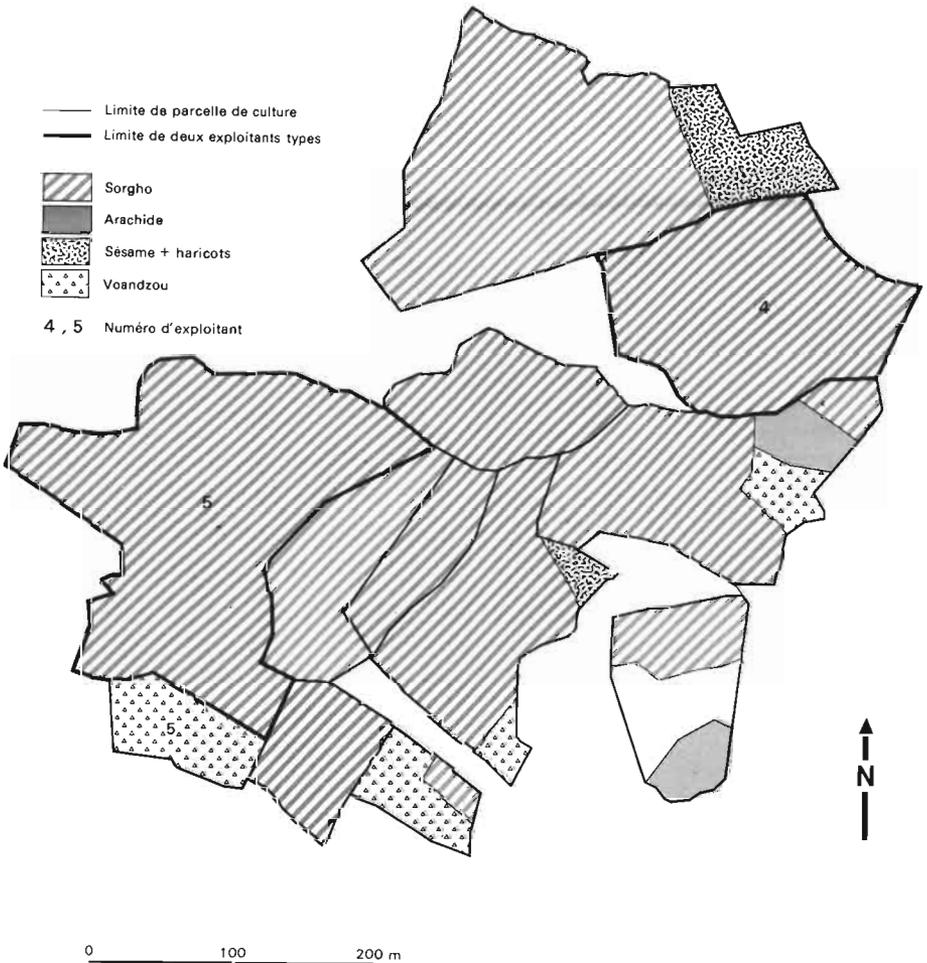


Figure 14
Bamguel,
les champs de
brousse
du quartier
Mombortina.

		n° 4	n° 5
<i>Aire villageoise</i>	Sorgho hâtif, maïs	32	13
	Sorgho tardif	58	22
	Arachide	13	13
	Patate	6	2
	Manioc		9
		<u>109</u>	<u>59</u>
<i>Champs de brousse</i>	Sorgho tardif	229	405
	Voandzou		42
	Arachide hors-sole		10
		<u>229</u>	<u>457</u>
<i>Total superficie exploitée</i>		338	516
<i>Rapport superficie village sur total</i>		32 %	11 %
<i>Nombre d'actifs de l'exploitation</i>		3	6
<i>Nombre de personnes</i>		5	7
<i>Superficie par actifs</i>		112	86
<i>Superficie par personne</i>		68	74

Tableau XVII

*Superficies
de deux exploitations
de Bamguel en 1966
(en ares).*

auxquels ils sont adossés, et y entretiennent des terrasses. Ces choix semblent traduire de vieilles affinités avec la civilisation montagnarde.

En 1966, leur système agricole n'a pas subi grand changement par rapport au passé. L'arachide n'occupe, on l'a constaté à Bamguel, qu'une place très réduite; elle est encore considérée comme une culture féminine. Quelques hommes commencent à en faire de petites parcelles en vue de la vente, mais généralement dispersées en dehors des deux grandes aires culturales, comme s'ils craignaient de bouleverser les vieux équilibres. C'est le sorgho qui apporte l'essentiel des revenus monétaires.

Les Djimi ne mettent pas d'engrais, même sur leurs champs de l'aire villageoise, sauf sur les microparcelles de maïs et de sorgho hâtif. En brousse, ils répandent les cendres provenant des brûlis effectués pour la préparation des champs, et font souvent appel aux bergers peul pour qu'ils installent en saison sèche leurs troupeaux sur leurs terrains en cours de culture. Comme chez les Bana autrefois, certains pratiquent une semi-rotation en mettant, une année sur deux, davantage de plantes associées (haricot, gombo, éléusine) avec le sorgho : « c'est l'année des profits des femmes ». Ces méthodes, et le rythme un tiers/deux tiers de l'alternance temps de culture/temps de jachère, suffisent à assurer la reconstitution des sols. Leurs sorghos à cycle très long (avril-janvier) donnent des rendements satisfaisants.

De 1966 à 1986, deux changements vont transformer le système agricole : le développement de l'arachide et l'introduction de la culture attelée. L'augmentation du prix de l'arachide depuis 1972, et les actions menées par le service de l'agriculture, ont fini par déclencher l'intérêt des Djimi.

En augmentant leurs superficies d'arachide, ils l'ont maintenant intégrée dans leur système agricole. Elle alterne régulièrement avec le sorgho.

D. BRUNETIÈRE (1982) décrit la succession culturale observée sur le champ de 280 a d'un exploitant de Bourha-Wango :

- . 1971 : haricot, arachide (année du défrichage)
- . 1972 : sorgho, haricot
- . 1973 : arachide, voandzou
- . 1974 : sorgho, haricot
- . 1975 : arachide, voandzou
- . 1976 : sorgho, haricot
- . 1977 : jachère

Cet agriculteur dispose de deux autres champs de brousse, de 200 et 85 a (l'un d'entre eux est soumis à la même rotation, mais inversée par rapport au champ précédent) et de trois parcelles dans l'aire villageoise totalisant 73 a. Avec un total de 638 a pour une exploitation qui compte 11 personnes dont 6 actifs, on retrouve le chiffre d'environ 1 ha par actif, observé à Bamguel. L'arachide s'est développée aux dépens du sorgho, qui reste cependant prépondérant.

La culture attelée a démarré : charrues à ânes et charrues à bœufs se partagent les faveurs des paysans. Elles servent pour la préparation des champs, avant les semailles.

Au cours des années soixante-dix, les services agricoles ont tenté de promouvoir la culture intensive. Sur de vastes terrains divisés en rectangles de 50 sur 100 m, ils proposaient aux volontaires de prendre une ou plusieurs parcelles, et d'y alterner arachide et sorgho ; ils devaient utiliser engrais et herbicides, et pratiquer le semis en ligne pour sarcler à la charrue. Des prêts étaient accordés à deux ou trois paysans réunis, pour acheter une charrue et un attelage de bœufs.

L'expérience n'a pas été poursuivie, les paysans redoutant la lourdeur des prêts, et la propriété indivise de la charrue étant source de conflits. Et surtout, les Djimi, largement pourvus en terre, ne voient pas l'intérêt d'une culture intensive et préfèrent poursuivre leur système avec jachères qui a fait ses preuves. Cette opération a cependant contribué au développement de l'arachide et de la culture attelée.

CHANGEMENTS SOCIAUX, CHANGEMENTS ÉCONOMIQUES

La persistance des traditions

En 1966, les aspects traditionnels de la société djimi sont encore à peu près intacts. À part Bamguel, que la proximité de Bourha a fait évoluer plus rapidement (le village a même complètement disparu en 1986, et un collège doit être construit à l'emplacement de son ancienne aire villageoise), les

cinq vieux villages djimi, retranchés entre leurs massifs et leurs haies d'euphorbes, à l'écart de la grand-route, mènent leur vie comme par le passé, avec leurs rites religieux et leurs fêtes.

Chacun d'eux forme, selon D. BRUNETIÈRE, «une unité politico-religieuse autonome», mais ils ont de fréquents rapports les uns avec les autres : mariages, migrations intervillageoises, prêts de champs.

Leur principale fête, *Wona*, liée au cycle agricole, est célébrée tous les deux ans, l'année des hommes, entre la récolte du sorgho hâtif et celle du sorgho tardif, en novembre/décembre. Les six villages la fêtent successivement en commençant par Bourha-Wango, le plus ancien, en terminant par Bamguel, le plus récent. Avant la fête proprement dite, au cours de laquelle on abat des bœufs et on consomme de la bière, les rites religieux sont accomplis. À Bamguel chacun des deux doyens de clans, qui représentent les deux quartiers, va officier sur son lieu sacré, situé sur le piton dominant le village.

Mandijine, la fête d'initiation des garçons, est un autre moment important de la vie des villages. Elle a lieu tous les deux ans, comme *Wona*, mais l'année des femmes, en août et septembre. D. BRUNETIÈRE a pu observer son déroulement à Bourha-Wango, en 1977. Chaque village a ses sociétés d'anciens (trois selon BRUNETIÈRE) qui se réunissent pour prendre les décisions courantes : comme à Bamguel en 1971, quand il s'est agi de changer l'emplacement des champs de brousse.

Les Djimi apparaissent plus conservateurs que leurs voisins, notamment que les Bana. D'où sans doute leur lenteur pour développer l'arachide. Très attachés au sorgho, dont ils aiment se constituer des greniers de réserves, ils ont longtemps préféré assurer leurs revenus monétaires par les ventes de leurs excédents céréaliers et, accessoirement, de voandzou et de souchet, en se contentant de faire un peu d'arachide « pour payer l'impôt ».

L'évolution de la société de 1966 à 1986

Ces deux dernières décennies sont marquées par l'abandon de leur religion par une partie des villageois djimi. Jusqu'alors assez peu nombreux, les islamisés quittaient leur village pour s'installer à Bourha ; ils se mettaient alors généralement à faire du commerce, tout en cultivant des champs en saison des pluies.

Mais l'islamisation et, dans une moindre mesure, la christianisation progressent fortement au cours de ces vingt dernières années, et vont s'implanter dans les villages eux-mêmes, y provoquant des changements.

Le plus visible est l'abandon des clôtures d'euphorbes de l'aire villageoise. On leur reproche d'empêcher la culture attelée ; et surtout, elles symbolisent un passé et une spécificité ethnique que rejettent les islamisés. On les arrache peu à peu. En même temps, les habitations s'écartent de la montagne et se

dispersent davantage. Ainsi le village de Zoumbouda s'est déplacé pour s'installer au-dessous de son ancienne aire villageoise, à quelques centaines de mètres de son massif.

La nouvelle génération djimi s'est lancée, on l'a vu, dans la culture de l'arachide. Elle se conforme volontiers au modèle peul, qu'elle a sous les yeux à Bourha. De ce fait, beaucoup font du commerce en saison sèche. L'artisanat suscite également l'intérêt : des hommes se font couturiers ou menuisiers ; la transformation de l'habitat, avec ses cases aux toits de tôles munies de portes et de fenêtres, entraîne une forte demande.

En revanche, l'essor agricole est moins rapide que chez les Bana.

Les Bana et les Djimi sont, parmi les habitants des monts Mandara, ceux qui ont le moins subi de contraintes et de mutations brutales. Habitant et cultivant le plateau depuis toujours, ils n'ont pas eu à s'adapter à un nouveau milieu. Ils n'ont été ni encadrés pour cultiver le coton, leurs sols ne s'y prêtant pas, ni islamisés de façon autoritaire comme leurs voisins du sud. On observe ainsi une évolution lente — continue, globale, chacun des deux groupes suivant son propre rythme —, déterminée dans une certaine mesure par les propositions venues de l'extérieur, mais surtout par les transformations internes des sociétés.

Les montagnes du sud

LES MONTAGNES DU SUD-EST

Un épais bourrelet montagneux, large de 12 à 15 km, s'étire sur une cinquantaine de kilomètres entre le plateau de Bourha-Tchévi et les plaines du sud-est. Ses points culminants atteignent environ 1000 m d'altitude. Il est traversé par une série de cours d'eau parallèles, formant des entailles profondes et étroites qui le découpent en massifs. Constitué par des granites calco-alcalins anciens qui donnent des reliefs âpres, déchiquetés, et une grande abondance d'affleurements rocheux, c'est la région la plus rude, la plus sauvage, des monts Mandara.

Sa partie nord est aujourd'hui totalement vide. Les Hina et les Bana, qui y avaient trouvé refuge au siècle dernier, l'ont quittée depuis plusieurs décennies pour s'installer en plaine (les Hina) ou sur le plateau (les Bana).

En revanche, des hommes vivent encore dans sa partie sud et la cultivent. Ils sont peu nombreux. Leurs densités vont de 10 à 20 hab./km². Ils habitent des villages disséminés dans la montagne ou, de plus en plus, installés à ses pieds, soit côté plateau, soit côté plaine, soit dans les fonds de vallée séparant les massifs.

Trois groupes ethniques sont en présence : les Daba au nord, les Téléki au centre, les Tchédé au sud et à l'ouest. Des limites administratives traversent leurs territoires. Les Daba dépendent des arrondissements de Mokolo (partie excentrique du canton de Hina-Marbak) et de Guider (canton de Mandama), les Téléki de l'arrondissement de Bourha (canton de Tchévi), les Tchédé des arrondissements de Bourha (canton de Tchévi) et de Mayo-Oulo (canton de Mayo-Oulo) (cf. fig. 2 et 3, p. 9 et 10).

Ces montagnards nous donnent l'occasion d'observer un système agraire fonctionnant dans une zone montagneuse à faibles densités. Il est très semblable chez les trois groupes. Nous l'examinerons à partir d'un petit village daba, Dogoy, qui a été suivi de 1966 à 1986.

Dogoy : ses soles et sa double rotation

Les Daba appartiennent à un groupe numériquement important qui s'étend largement sur la plaine de l'est. Quelques-uns sont venus, au temps des guerres peul du siècle dernier, occuper deux massifs de l'ensemble montagneux considéré ici. Ils forment une quinzaine de villages dispersés dans la montagne.

Dogoy se situe à 740 mètres d'altitude, quelques dizaines de mètres au-dessus du plateau de Bourha, auquel il est relié par une gorge étroite. Il occupe une petite cuvette intérieure dominée de tous côtés par des reliefs abrupts (cf. fig. 15).

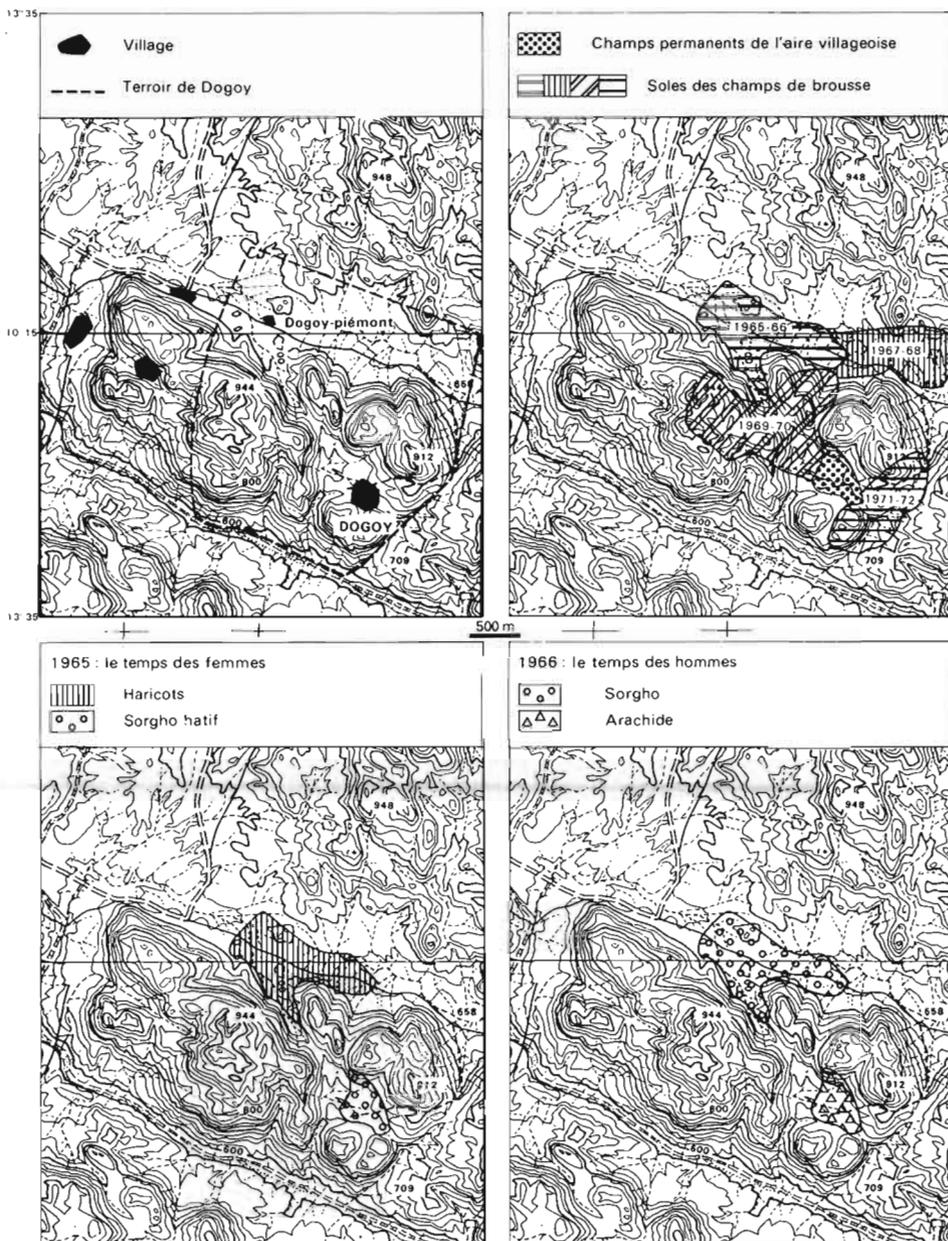


Figure 15
*Dogoy,
 le territoire villageois,
 ses soles
 et ses rotations.*

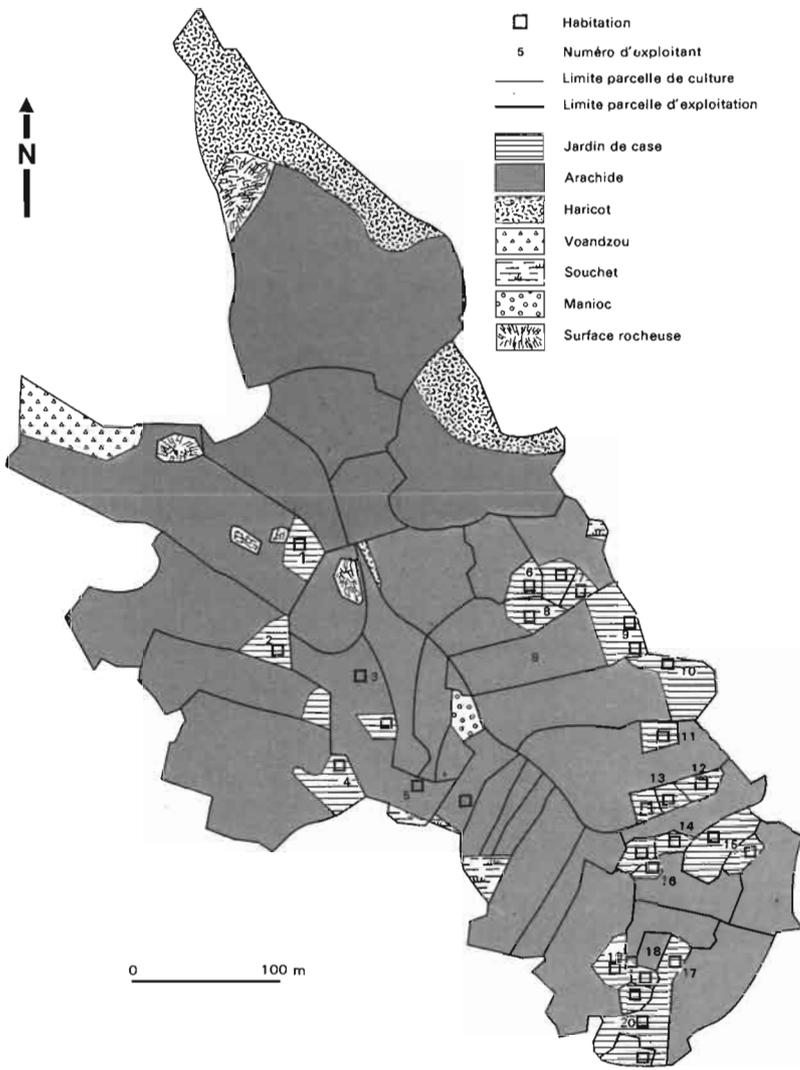


Figure 16
*Dogoy,
 les champs
 de l'aire villageoise.*

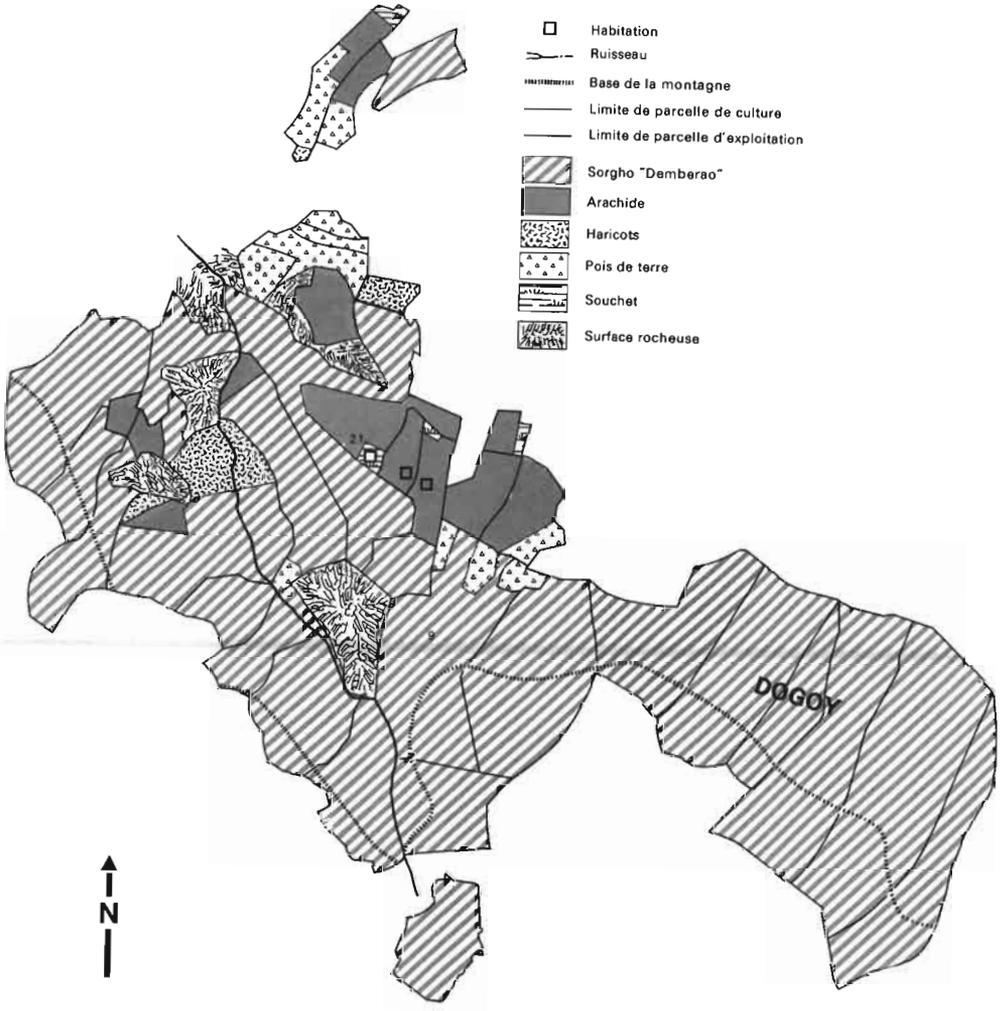


Figure 17

*Dogoy,
les champs
de brousse.*

En 1966 il compte 89 habitants répartis dans 29 habitations et 24 exploitations, certains chefs de famille (frères, pères/fils) se réunissant pour cultiver ensemble sur les mêmes champs.

Le terroir englobe les zones montagneuses qui entourent le village, le dominant de plus de 200 m, et la portion de vallée bordant le massif au nord, large ici d'un kilomètre.

L'organisation agraire repose sur l'opposition entre les champs de l'aire villageoise, permanents, et les champs de brousse, appelés *donou*, cultivés de façon intermittente.

En principe, les champs de brousse se regroupent en trois soles; chacune d'elle est cultivée pendant quatre ans, puis laissée en jachère les huit années suivantes pendant lesquelles les deux autres soles sont successivement mises en culture. La première année, celle de la reprise d'une sole, les donou sont ensemencés uniquement en haricots, c'est l'année des femmes; la seconde année, les haricots sont remplacés par un sorgho jaune, du type tchergué, appelé ici *dembérao*, c'est l'année des hommes. Puis on alterne à nouveau haricot et dembérao les troisième et quatrième années. On a ainsi deux cycles de deux ans par sole.

Le regroupement des champs de brousse est imposé par un handicap très sérieux dont souffre le village, l'abondance des cynocéphales, qui oblige pendant toute la saison des pluies à une surveillance constante. Préserver un champ isolé serait impossible.

Une des soles se situe en montagne sur les hauteurs qui dominent le village au nord-ouest. Les pentes y sont fortes, les affleurements rocheux très nombreux. On n'y trouve aucune construction de terrasses; quelques alignements de pierres freinent le ruissellement. Les deux autres soles sont dans la vallée qui longe le massif, assez large à cet endroit où elle débouche sur le plateau. L'une, en amont (cultivée en 1965-66) inclut les pentes du ravin qui monte à Dogoy, l'autre, en aval, englobe celles du massif situé en face, autrefois occupé par les Bana, mais déserté depuis longtemps.

Depuis 1965, les habitants de Dogoy ont été conduits à raccourcir le temps de culture qui passe de quatre à deux ans (cf. fig. 15, p. 161). En 1965 et 1966, ils cultivent une des soles de piémont, mais les rendements de sorgho sont faibles, la *Striga* abondante, et ils décident de reprendre, dès 1967, l'autre sole de piémont. Ils l'abandonnent à nouveau au bout de deux ans pour la sole de montagne, en jachère depuis seulement quatre ans et insuffisamment reconstituée. Deux ans plus tard, ils font leurs donou hors des emplacements habituels, sur un secteur montagneux au sud-est du village autrefois exploité par un petit hameau récemment disparu.

L'épuisement plus rapide des terrains tient probablement au développement de l'arachide, produite en vue de la vente, qui est venue perturber le système. On la cultive chaque année dans la vallée, sur des terrains qui

devraient être en principe en jachère. Mais le dépeuplement permet d'augmenter le nombre de soles.

Une année sur deux, les habitants de Dogoy ne cultivent donc pas de sorgho en brousse. Mais une rotation inverse est effectuée sur les champs permanents de village. L'année du haricot, on y sème un sorgho rouge hâtif (type djigari), appelé *mbara*, qui ne compense d'ailleurs que dans une faible mesure l'absence de sorgho en brousse. L'année suivante on y produit de l'arachide, le djigari n'étant plus alors cultivé que sur une petite parcelle contre chaque habitation (cf. fig. 16, p. 162).

L'aire villageoise comprend trois types de champs :

— *daxov* : petit jardin de case cultivé chaque année en djigari, maïs, tabac, gombo, courges ;

— *libjik* : c'est la plus grande partie de l'aire cultivée en permanence, celle qui est soumise à la rotation biennale djigari-arachide ;

— *masabak* : nom donné aux champs placés au-delà de libjik, sur les pentes situées à la périphérie de la zone villageoise, et portant des cultures produites normalement en brousse : tchergué, haricots, arachide (même l'année des femmes). Ils sont exploités par des vieillards ou des personnes vivant seules.

On trouve en outre quelques cultures secondaires. Le voandzou et le souchet sont produits dans la vallée, hors assolement, comme l'arachide qui y est largement cultivée lorsqu'elle n'est pas semée au village. La patate et le coleus sont plantés le long des ruisseaux, près des habitations. L'éleusine comprend deux variétés, une hâtive associée au djigari, l'autre tardive associée au tchergué.

La cucurbitacée connue sous le nom de tchekeljé en fulfuldé, *teta* en daba, est cultivée seulement l'année des femmes, dans les champs de djigari du village. On la sème à sec, avant le djigari ; c'est elle qui inaugure le cycle biennal. Les Daba s'y réfèrent pour désigner les deux années : *treteta*, *trebeteta*, année du tchekeljé, année suivant le tchekeljé. Son rôle sur le plan religieux est important ; l'huile que l'on retire de sa graine sert à la préparation de la bière de mil ou des viandes sacrificielles. Elle est « commandée » par les hommes qui la mettent dans leur grenier de sorgho, ou dans un petit grenier spécial.

La double rotation : haricots/tchergué en brousse et djigari/arachide au village est observée par tous. Les Daba l'estiment nécessaire pour éviter l'épuisement de leurs terres. Elle est de plus profondément ancrée dans leurs habitudes et intégrée dans leur vie religieuse. Leur fête, *Wamo*, est célébrée tous les deux ans, au cours de la saison sèche qui suit la récolte de tchergué, car il faut à cette occasion préparer beaucoup de bière de mil. Les rites pour la pluie prennent plus d'importance l'année des hommes ; on apporte davan-

tage de présents au maître de la pluie pour qu'il fasse pleuvoir jusqu'en octobre, époque de la maturité du tchergué.

Les chiffres du tableau XVIII résultent des mesures effectuées sur l'ensemble de Dogoy, après la récolte de 1966, année des hommes.

Cultures	Aire habitée	Champs de brousse	Total
<i>Sorgho</i>	2,47	53,22	55,69
<i>Arachide</i>	11,19	6,85	18,04
<i>Haricots</i>	1,48	1,37	2,85
<i>Voandzou</i> *	0,26	2,53	2,79
<i>Souchet</i> *	0,12		0,12
Total	15,52	63,97	79,49

Tableau XVIII

Superficies

par types de cultures

à Dogoy (en ha).

* Relevés incomplets

Les champs de l'aire habitée représentent environ 20 % de la superficie totale, ceux d'arachide 23 %.

Dogoy : des exploitations vastes mais peu productives

En principe, chaque exploitant possède un champ sur chacune des trois soles, qu'il retrouve lors de la remise en culture, et quelques parcelles près de son habitation. En fait, les gens passant volontiers d'un village à l'autre, certains n'ont pas de terre à eux. Mais ils peuvent facilement s'en faire prêter, ce qui explique pour une part leur mobilité.

Les prêts sont consentis pour 2 ou 4 ans, soit pour 1 ou 2 cycles. L'emprunteur offre au propriétaire un poulet, le jour où il lui montre les limites de son champ, et de la bière de mil après la récolte de tchergué, en deuxième année. Si tous deux appartiennent au même lignage, ou s'il s'agit d'un champ de l'aire villageoise, le prêt est entièrement gratuit. En 1966, environ la moitié des superficies exploitées sont empruntées.

Chaque exploitant cultive généralement plusieurs parcelles au village, un seul et vaste champ de brousse, et un champ dans la vallée pour l'arachide et le voandzou. L'exploitation est peu morcelée, car la nécessité de surveiller les récoltes tant qu'elles sont sur pied interdit tout éparpillement.

Le tableau XIX (p. 167) est fondé sur la comparaison des superficies de 21 exploitations de Dogoy, sur les 24 que comprend le village en 1966 (deux appartenant à de vieilles femmes vivant seules, une dont les champs se situent sur un terroir voisin, ont été éliminées).

Comme toujours dans les milieux traditionnels, la taille des exploitations dépend en premier lieu du nombre de leurs actifs. Les rapports entre les extrêmes passent de 1 à 6 à 1 à 3 des surfaces d'exploitation aux surfaces par actif. Les écarts entre ces dernières peuvent sembler encore importants. Mais

Tableau XIX

*Superficies
des exploitations
de Dogoy en 1966
(en ares).*

	Minimum	Maximum	Moyenne
<i>Superficie de l'exploitation</i>	98	636	386
<i>Superficie par personne</i>	54	205	93
<i>Superficie par actif</i>	71	205	131

si l'on élimine les cas extrêmes, soit pour 17 exploitations sur 21, elles se rapprochent de la moyenne, se situant entre 98 et 158 a. Ces différences s'expliquent parfaitement lorsqu'on examine la composition familiale. Les actifs n'ont pas, loin s'en faut, des capacités de travail uniformes. Ils comprennent des gens vigoureux, mais aussi des malades ou des infirmes, des femmes enceintes ou allaitant, des jeunes de 14 à 16 ans, et surtout ici, des personnes âgées.

La moyenne de 131 a par actif et une des plus élevées rencontrées dans les monts Mandara. Cela tient au caractère extensif du système agricole. Les champs sont moins touffus, les associations culturales moins nombreuses qu'ailleurs, remplacées par une succession dans le temps. On y exécute seulement un ou deux sarclages, menés rapidement. On n'y porte jamais d'engrais, sauf dans les petits jardins de case.

Pendant la seconde partie de la saison des pluies, la lutte contre les cynocéphales constitue la grande préoccupation de chacun. Lorsque les récoltes commencent à mûrir, le village prend un véritable aspect guerrier. Tous les habitants, chacun sur ses propres champs, se postent sur des rochers, armés de pierres et de flèches ; du matin au soir, des cris retentissent, des projectiles sont lancés sur les animaux qui font le siège des zones cultivées et s'attaquent à toutes les plantes à la seule exception du tabac. Après les récoltes, cette surveillance doit être poursuivie au village même, autour duquel les cynocéphales rôdent toute l'année, pénétrant dans les greniers, emportant poules et chevreaux.

C'est là, dans toute son acuité, le problème des régions montagneuses à faibles densités. Les singes ont sans doute toujours été présents, mais leur prolifération, due au dépeuplement actuel, en fait un véritable fléau.

Comme dans le nord des monts Mandara, l'entraide collective existe mais elle est très limitée. En 1966, 11 exploitants sur 24 ont invité une ou deux fois quelques voisins à venir travailler sur leurs champs, en leur offrant de la bière. Les femmes cultivent avec leur mari, et n'ont en propre que leurs petites parcelles de voandzou et de souchet. Les deux ou trois membres actifs de chaque petite cellule familiale assument ensemble les travaux de l'exploitation.

Quels résultats les paysans de Dogoy obtiennent-ils ? Une enquête, menée par questionnaires rétrospectifs chez tous les exploitants de Dogoy pour

1966-67 sur leurs ventes de produits agricoles, donne les moyennes reportées sur le tableau XX.

Produits	Vente (FCFA)
<i>Arachide</i>	4 270
<i>Haricot</i>	575
<i>Sorgho</i>	200
<i>Tabac</i>	250
<i>Divers</i>	270
Total	5 565

Tableau XX

*Vente de produits
agricoles à Dogoy
en 1966 par
exploitation.*

Le chiffre moyen de vente est analogue à celui que l'on trouve à l'époque chez les montagnards à très fortes densités du nord. Les Daba de Dogoy se rangent parmi les habitants les plus pauvres des monts Mandara. L'importance du salariat est également un indicateur de pauvreté. Au cours de l'année, 10 hommes de Dogoy sur 29, soit tous ceux en âge de le faire, sont partis en saison sèche s'embaucher dans les plaines du Nord-Cameroun, rapportant de 500 à 2 500 FCFA. Dans les villages du voisinage, certains partent même en saison des pluies, chez les ethnies voisines du plateau qui recrutent des manœuvres agricoles.

Malgré une agriculture extensive, fondée sur l'utilisation de superficies relativement élevées et sur des techniques éprouvées, rotations et jachères, les habitants de Dogoy sont loin d'avoir la même aisance que les populations du plateau. Ils disposent de peu de terre en piémont pour leur arachide, et leurs récoltes annuelles de produits vivriers, haricot ou sorgho, qui doivent assurer leur besoins alimentaires de deux années, ne leur laissent pratiquement pas d'excédents commercialisables.

Le contexte socio-géographique des habitants de Dogoy explique pour une part leurs difficultés. Examinons maintenant la société villageoise de Dogoy en 1966.

Dogoy 1966 : une société villageoise en difficulté

Dogoy a été fondé à la fin du siècle dernier par deux hommes qui venaient de villages montagnards daba du voisinage. Le père de l'un d'eux avait fui la plaine à cause des guerres peul. Ce secteur du massif était vide, mais ils y trouvaient des débris de poterie indiquant une ancienne occupation. De nouveaux venus, peu à peu, les rejoignaient, arrivant également du voisinage. En 1966, les 26 hommes chefs de famille relèvent de neuf clans différents ; 10 d'entre eux seulement sont nés à Dogoy. L'homogénéité familiale

et l'enracinement sont bien moindres que dans les massifs du nord des monts Mandara.

En 1966, tous les villageois de Dogoy pratiquent la religion traditionnelle. Chacun a dans son habitation sa case d'objets sacrés pour les rites accomplis individuellement. Le terroir compte six *mansrouf*, ou lieux sacrés, qui sont pour la plupart des rochers. L'un est sur un sommet, les cinq autres dans l'aire villageoise. Trois *dji mansrouf*, ou chefs des mansrouf, sont à la tête de la vie religieuse. Deux d'entre eux descendent des deux fondateurs du village. Ces derniers avaient fait appel à un homme réputé pour ses compétences : son fils est le troisième *dji mansrouf*.

Les trois hommes exécutent ensemble les rites et sacrifices qui doivent être accomplis pour le village. Lors des deux principales fêtes, liées au cycle agricole, l'une célébrée en septembre après la récolte du *djigari*, l'autre un an et demi plus tard lors de la mise en grenier du *tchergué*, ils vont successivement sur les cinq *mansrouf* de l'aire villageoise prier et offrir des épis et de la bière de mil. Au cinquième *mansrouf*, toute la population rassemblée s'associe à ses prêtres par ses chants et ses danses, et consomme la bière et la viande préparées à cette occasion.

Ces fêtes, et celles célébrées lors des enterrements, constituent des occasions de rassemblements intervillageois : les gens du voisinage viennent y participer. Si elles n'ont pas l'ampleur et l'aspect de liesse populaire que l'on observe dans les montagnes très peuplées du nord, elles structurent la vie sociale et lui conservent une certaine animation.

Quant à la vie moderne, qui prend peu à peu le relais dans les autres régions des monts Mandara, elle s'implante ici difficilement. Cette zone montagnaise est isolée, loin des grandes routes et des centres administratifs. La scolarisation est infime. Les marchés, trop éloignés, ne sont pas devenus, comme partout ailleurs, la distraction hebdomadaire des villageois. Les hommes vont à Bourha ou à Mandama deux ou trois fois par an pour vendre leurs produits. Certains rapportent quelques marchandises : sel, allumettes, poisson séché, pour les revendre sur place.

La région est repliée sur elle-même et attardée sur le plan économique. On trouve à Dogoy et dans le voisinage, en 1966, les quelques rares fondeurs de fer qui restent en activité au Cameroun. Les petites barres de fer y étaient encore récemment utilisées comme monnaie.

Une telle situation conduit au dépeuplement. La composition démographique de Dogoy est caractéristique d'un foyer d'émigration. Sur 89 personnes, on y compte 28 enfants de moins de 15 ans, soit seulement 30 %, 29 hommes et 32 femmes. La tranche d'âge de 15 à 30 ans est insignifiante, contrairement à la proportion importante des gens âgés. Parmi les enfants, 7 vivent chez leurs grands-parents ou chez un oncle : leurs parents sont

partis. Plusieurs vieillards n'ont pas de descendance au village. L'émigration désagrège les familles et les prive de leur classe d'âge la plus vigoureuse. Le dépeuplement est vivement ressenti par les villageois, qui y voient la cause de la prolifération des singes et qui ont le sentiment d'être sur leur déclin.

En témoigne ce chant entendu lors d'un enterrement à Dogoy, en 1967 :

Pleurons l'homme. Il est parti pour un long voyage et ne reviendra plus. Pleurons. Nos familles diminuent peu à peu, nous ne sommes plus nombreux. Ce n'est pas sur lui que nous pleurons maintenant, c'est sur nous-mêmes. C'est Dieu qui fait tout. La vie n'est qu'une ombre, comme celle de l'arbre sous lequel on se repose en chemin, et un jour, on part en voyage pour toujours. Mes frères il faut nous résigner, nous ne sommes plus nombreux, nous n'y pouvons rien. C'est Dieu qui fait tout. Pleurons.

Populations vieilles, affaiblies par l'émigration, menacées dans une part essentielle d'elles-mêmes par les pressions extérieures, inadaptées au monde moderne, menant une lutte épuisante contre les singes, les Daba de Dogoy et du voisinage, en 1966, sont en crise.

Dogoy : de 1966 à 1986

Ces deux décennies ont été marquées par la descente des villageois au pied de leur massif, et par des changements successifs de leurs effectifs.

Longs à quitter leur montagne, malgré les incitations dont ils font l'objet, c'est en 1965 qu'un premier exploitant se décide à descendre sur son champ de piémont. En 1971, quatre familles seulement l'ont rejoint. En 1978, on compte onze habitations en piémont et dix en montagne ; les effectifs du village sont encore réduits.

À cette date, les dix familles restées en montagne, composées surtout de personnes âgées ou malades, ne cultivent plus que dans l'aire villageoise, où elles ont récupéré les champs de ceux descendus en piémont. Ces derniers ne forment qu'un minuscule hameau aux cases éparses. Coupé en deux, amené par les départs, Dogoy semble alors en voie de disparition.

Le village va au contraire reprendre une certaine vigueur et voir sa population doubler en quelques années. En 1986, on y compte 40 habitations, toutes établies en piémont. Les vieux, les responsables de rites, ont fini par descendre. Les effectifs se sont gonflés par l'arrivée de montagnards des villages voisins, qui n'ont pas les mêmes possibilités d'établissement au pied de chez eux. Parmi ces nouveaux venus, plusieurs sont de jeunes ménages.

Le système agraire n'a pas changé. Entre les maisons disposées en ordre lâche s'est reconstituée une aire villageoise où chacun, sur les parcelles qui lui ont été affectées, alterne régulièrement le djigari et l'arachide. Au-delà, en direction du plateau, se trouvent les champs d'arachide (quelle que soit l'année en cours) auxquels se mêlent le voandzou et le souchet. L'arachide s'est bien développée ; certains préparent leurs champs à l'aide d'une charrue tirée par deux ânes, que possède l'un des agriculteurs de Dogoy.

Les champs de brousse, donou, où l'on pratique comme par le passé la rotation haricot-tchergué, sont pour la plupart en montagne. En 1985 et 1986, trente exploitants ont cultivé les pentes au nord du village, quatre autres les pentes au sud du village ; cinq ont fait leur donou à l'ancien emplacement de Dogoy, chacun reprenant, outre ses anciennes parcelles, celles de quatre ou cinq autres familles.

Lentement, la société évolue. Une petite école à proximité du village est bien fréquentée. Quelques personnes sont islamisées, d'autres s'orientent vers le christianisme. Mais l'animisme reste prépondérant ; des hommes ont conservé leur case d'objets sacrés dans leur habitation de montagne en ruine, et y remontent de temps à autre pour leurs rites.

Dogoy, en 1986, paraît avoir surmonté la crise et retrouvé un équilibre en acceptant certains changements. La société villageoise s'adapte au nouveau contexte, elle attire à nouveau les jeunes. Mais elle a gardé à peu près intact son système agraire, celui sans doute qui convient le mieux, en montagne peu peuplée.

L'ensemble montagneux du sud-est et ses variantes : les Téléki et les Tchédé

En 1966, tous les villages de montagnards daba cultivent de la même façon et connaissent les mêmes problèmes que Dogoy. Depuis lors, les évolutions ont été divergentes. Le sort de chacun d'eux dépend pour une bonne part de ses possibilités d'extension en piémont. Certains n'ont à leur disposition que des fonds de vallée étroits, où ils peuvent à la rigueur construire leurs habitations, mais ne peuvent développer leur culture d'arachide. La plupart, dans ce cas, sont restés en montagne, mais ils voient leur population vieillir et décroître. Quelques-uns ont disparu : leurs habitants ont émigré ou sont allés rejoindre ceux qui, comme à Dogoy, ont un espace suffisant en piémont.

Observons maintenant la situation des deux groupes voisins, les Téléki et les Tchédé.

LES TÉLÉKI

Les Téléki forment un petit groupe ethnique (1843 habitants en 1976) occupant la partie orientale d'un massif, entre les Daba au nord et les Tchédé au sud et à l'ouest. Ils sont implantés en montagne depuis longtemps. Ils habitaient dans la zone montagneuse voisine et auraient été repoussés vers l'est, voici deux siècles, par les Tchédé.

Cet enracinement se traduit par deux traits spécifiquement montagnards, qui les distinguent de leurs voisins daba venus peupler leurs massifs seulement au siècle dernier. Ils cultivent sur terrasses : bien réalisées dans les zones habitées, construites plus sommairement en brousse. Par ailleurs, leur habitat est plus diffus.

À ces différences près, leur système agraire est le même qu'à Dogoy : rotation haricot-tchergué en brousse, suivie de jachères pendant quatre ans, et rotation djigari-arachide dans les villages. Depuis une quinzaine d'années, certains remplacent en brousse, quand le sol le permet, le tchergué par le djigari à cycle plus court, parce que les pluies s'arrêtent plus tôt et que le tchergué manque d'eau et mûrit mal. Le même changement a été observé chez les Bana de l'est.

Les Téléki ont commencé à quitter leur habitat de montagne vers 1960, lorsque se sont exercées les pressions administratives. Quelques-uns se sont installés dans l'étroite vallée qui les sépare des Daba, la plupart ont trouvé à s'étendre sur le large piémont situé à l'est de leur massif, au débouché de la vallée vers la plaine ; ils utilisaient déjà ces terrains pour leur arachide. En 1986, environ les trois quarts de la population sont descendus. Les autres ont obtenu de l'administration la permission de rester en montagne. Ils peuvent donc en paix « garder les *laourous* », les lieux sacrés de la montagne. Comme chez les Daba, les animistes restent majoritaires, même si l'islam et le christianisme commencent à s'implanter.

Quel que soit leur lieu de résidence, ils cultivent à peu près de la même façon. Ceux qui sont restés en montagne produisent leur arachide en bas, ceux qui habitent en piémont vont cultiver leurs champs vivriers, haricot et sorgho, sur les pentes.

Les Téléki obtiennent d'assez bons résultats. En 1986, le chiffre des ventes d'arachide par exploitation se situerait, aux dires des habitants, entre 50 et 100 000 FCFA. Beaucoup vendent également du haricot et du souchet qu'ils envoient par sacs sur le marché de Boukoula pour être expédiés au Nigeria, où les cours sont avantageux.

Les Téléki sont donc entrés dans une économie de marché. Ils sont cependant très isolés et ont conservé certaines techniques disparues chez leurs voisins. Ainsi trouve-t-on, près de la plupart des habitations, le four à sel où ils brûlent les excréments de chèvres ou de bœufs pour obtenir ce qui leur

tient lieu de sel. Ils excellent dans l'artisanat du cuivre ; les beaux objets qu'ils fabriquent sont maintenant expédiés pour être vendus aux touristes. Les Téléki et les Daba vivent une situation analogue : ils ont des piémonts suffisants dans l'ensemble pour habiter et produire l'arachide destinée à la vente, mais non pour toutes leurs cultures. Ils continuent à cultiver la plupart de leurs champs vivriers en montagne.

La formule actuelle, une majorité habitant en piémont, une minorité vivant en montagne est sans doute temporaire. Elle permet d'assurer la transition, de satisfaire à la fois les jeunes en quête de changement et les vieux soucieux de la tradition.

Téléki et Daba cultivent, et cultiveront sans doute encore longtemps, en montagne. Tous se heurtent au même problème, celui des cynocéphales. Les champs doivent être surveillés, les chèvres doivent être gardées même en saison sèche.

Quoi qu'il en soit, l'analyse de ces deux groupes incite à revoir la notion selon laquelle l'exploitation des zones montagneuses n'est plus possible en dessous d'un certain seuil de densité. En réalité, avec des méthodes extensives et en utilisant des plantes adaptées, la montagne peut assurer les besoins vivriers de populations peu nombreuses.

Le principal handicap dont souffrent ces régions est la prolifération des cynocéphales. Mais c'est là un problème d'un autre âge qui devrait être facilement résolu avec les moyens dont on dispose aujourd'hui.

LES TCHÉDÉ

Le cas des Tchédé est assez différent. Sous cette appellation, attribuée par les Peul, mais qui n'est connue ni des intéressés ni de leurs voisins (eux-mêmes se dénomment Mofoy, ou Tchalay, ou Sarwina), on trouve un groupe composite, parlant deux langues différentes, et comptant 5 500 personnes. Les Tchédé habitaient des massifs bordés à l'ouest par le plateau, au sud par la vallée du Mayo-Oulo, et disposaient de vastes espaces au pied de chez eux. De ce fait leur descente a été plus précoce, et elle est aujourd'hui plus complète que celle des montagnards voisins.

Certains ont commencé à quitter spontanément leur massif dès les années vingt, notamment les habitants de Tchévi, devenu chef-lieu de canton, et ceux de Douva, sur le Mayo-Oulo. Le gros de la population est descendu entre 1962 et 1972, à la demande des autorités administratives, et leurs montagnes ont achevé ensuite peu à peu de se vider. Aujourd'hui, il n'y reste plus que quelques rares familles, en particulier dans le massif de Goudzougoudzou du canton de Mayo-Oulo. Largement pourvus en terre, les Tchédé, une fois descendus, ne cultivent plus en montagne.

Leur système agraire était le même que celui des Daba et des Téléki. Ils l'ont abandonné en s'installant en piémont, mais on peut déceler dans leur mode de culture actuel des vestiges de l'ancien système.

S'ils ont renoncé à la rotation haricot-tchergué, certains exploitants continuent à cultiver abondamment le haricot, notamment sur les bas de pentes proches de leurs nouveaux villages. On retrouve parfois dans les aires habitées l'alternance djigari-arachide. Le voandzou a gardé une certaine importance chez les Tchédé du plateau, qui en tirent des revenus intéressants.

Mais les Tchédé savent profiter des possibilités offertes par leur nouveau milieu. Ceux qui habitent près des rives du mayo Oulo y cultivent la canne à sucre et le tabac en saison sèche. Beaucoup adoptent les techniques nouvelles. Ils utilisent des charrues, tirées par des bœufs, fertilisent leurs champs avec le fumier animal ou les engrais chimiques provenant du Nigeria. Quelques-uns possèdent de grandes superficies et se font aider par des manœuvres daba.

Pratiquement vides, leurs montagnes sont devenues le domaine sans partage des singes.

LES COLLINES DU SUD-OUEST : PAYS GOUDÉ ET NDJEGN

Les collines du sud-ouest : une combinaison originale

Le sud-ouest des monts Mandara constitue un ensemble nettement différent du reste de la région, tant à cause des particularités du milieu physique que du fait des populations qui y vivent.

LE MILIEU PHYSIQUE

Le milieu physique est accidenté, avec des dénivelées de plus de 600 m, du point culminant, qui atteint 1 257 m, aux vallées rejoignant la plaine du sud à 600 m d'altitude. Mais la morphologie est différente de celles des montagnes observées jusqu'ici, formées de granites ou de granites d'anatexie, alors qu'il s'agit là essentiellement d'anatexites.

Les pentes sont accusées, mais interrompues par des replats. Au sud, une zone montagneuse compacte s'élève par paliers jusqu'au petit plateau de Doumo, dominé par des massifs granitiques qui englobent les points culminants. Vers le nord, c'est un moutonnement de collines aux sommets aplanis, aux pentes convexes, séparées par des fonds de vallée étroits et encaissés. Les hauteurs, bien dégagées avec leurs croupes molles, sont

accueillantes à l'homme, mais les gorges étroites qui les entaillent rendent la circulation difficile. La vallée du mayo Tiel, au sud, large de 2 km, qui pénètre au cœur de la région, est la voie principale d'accès.

Les affleurements rocheux sont plus réduits. On ne trouve pas ici ces blocs, dalles, chaos d'éboulis, qui abondent dans les autres zones montagneuses. Leur absence contribue à donner un tout autre aspect au paysage.

Les sols sont analogues à ceux que l'on trouve sur le plateau : lithosols sablo-graveleux formés sur les arènes de décomposition dans les fonds de vallée, sols sablo-argileux en voie d'évolution sur les pentes moyennes ou les sommets des collines, sols rouges tropicaux sur le petit plateau de Doumo. Ils sont caillouteux et sensibles à l'érosion. Sans être d'une grande fertilité, ils sont profonds, assez riches en matières minérales, aptes à la culture du sorgho, du haricot et de l'arachide.

On ne connaît pas avec précision le régime des pluies de la région, aucun pluviomètre n'étant en place. Mais sa situation, son exposition aux vents apportant la mousson du sud-ouest, et les observations que l'on peut faire, permettent de penser que ce secteur est le plus arrosé des monts Mandara et celui où la saison humide est la plus longue. Nous verrons comment les paysans ont su en tirer parti.

LE MILIEU HUMAIN

Les deux groupes humains en présence, Goudé au nord et Ndjegn au sud, tranchent sur les autres montagnards.

Ils comptent respectivement au Cameroun 11 500 et 6 300 habitants (recensement de 1976), le plus gros de leurs effectifs vivant au Nigeria. Les densités se situent entre 20 et 60 hab./km², sensiblement plus élevées chez les Goudé que chez les Ndjegn.

Les Goudé résultent d'un mélange très ancien, bien antérieur à la conquête peul, entre un fonds de populations autochtones — peut-être falé et sans doute le même que celui des Djimi auxquels ils se disent apparentés — et des immigrants venus de la plaine du Walodjé, au nord de Mora, à la suite d'un chasseur. Les descendants de ces anciens immigrants correspondent aujourd'hui à des clans qui, suivant les villages, se dénomment Choa, Bafa, ou Mokezina ; ils ont probablement la même ascendance que les Arabes choa, actuels habitants du Walodjé, et ont marqué le groupe de leur empreinte. Ce sont eux qui, dans la plupart des communautés villageoises, détiennent la chefferie.

Les Ndjegn pourraient provenir, selon J. LESTRINGANT²⁸, de la fusion d'une souche autochtone bata, et d'immigrés venus du nord. Ils se divisent en deux sous-groupes, les Doumo et les Ndjegn proprement dits, correspondant respectivement au canton de Doumo et à ceux de Dazal et Mayo-Oulo (*pro parte*). Au début du siècle, l'Allemand STRUMPEL avait déjà

28. LESTRINGANT (J.), 1964. C'est à lui que nous empruntons la plupart des indications historiques de ce chapitre.

observé ce clivage sous des appellations différentes, en distinguant les Ndjegn (Doumo) des Kobotchi (Dazal). Les premiers occupent le plateau de Doumo, à 1000 m d'altitude, et les villages des hauts de pente, les seconds les basses pentes et de larges vallées intérieures, celles du mayo Tiel et d'un de ses affluents.

Lors du siècle d'hégémonie peul, Goudé et Ndjegn n'ont pu se contenter de se replier dans leurs montagnes, celles-ci n'offrant pas les mêmes possibilités de refuge que chez les autres montagnards. Ils ont dû se battre ou composer avec l'ennemi.

L'histoire de Goudé face aux Peul, telle que nous la retrace J. LESTRINGANT, est celle d'une série de conflits violents. À la suite d'expéditions peul datant de la fin du XVIII^e siècle, avant même la proclamation de la guerre sainte, une partie des Goudé se regroupe pour former la confédération de Guéla (village situé au Nigeria). Elle tient d'abord en échec, au début du XIX^e siècle, le modibo Adama, qui doit la disloquer pour obtenir la mainmise sur le pays. Malgré les trêves et la conversion à l'islam de certains chefs goudé, les rébellions et le harcèlement des postes ennemis ne cesseront qu'avec l'arrivée des Allemands. Les Goudé apparaissent au long du XIX^e siècle comme des guerriers combattifs et acharnés.

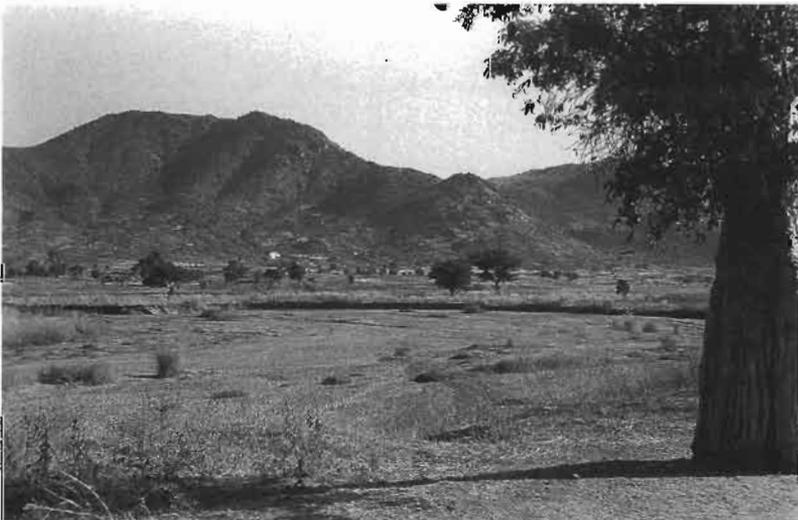
Chez les Ndjegn, les Doumo arrivent à échapper à l'ennemi en se réfugiant dans la montagne de Mangaza, massif granitique dominant le site actuel de Doumo. Chacun des principaux clans qui sont à l'origine des différentes communautés villageoises de canton y dispose d'un secteur, avec son rocher sacré où tous les ans, encore en 1970, des prêtres de chaque village viennent accomplir leurs rites.

En revanche, les Ndjegn-Kobotchi sont vaincus dès les premières expéditions peul. Leurs gros villages établis en piémont sont soumis ou détruits, et aucune rébellion ne semble ensuite s'être manifestée. Un de leurs princes passe à l'islam, et à sa suite une partie des habitants des vallées en fait autant. Les autres montent peupler les basses pentes de la montagne. Entre les Ndjegn des hauteurs et leurs frères islamisés restés en bas, les relations de famille et de commerce vont se poursuivre. « De cette façon, note LESTRINGANT (1964, p. 348), s'opère peu à peu une osmose de la culture matérielle entre plaine et montagne. »

À l'époque de la colonisation, une partie des Ndjegn-Kobotchi et la quasi-totalité des Doumo et des Goudé sont encore animistes. Pourtant on observe déjà l'intégration, dans l'ensemble de la population, de certains traits culturels du modèle peul : port du boubou chez les hommes (d'où l'importance de la filature et du tissage de type artisanal), goût pour le commerce, intérêt porté à l'élevage bovin.

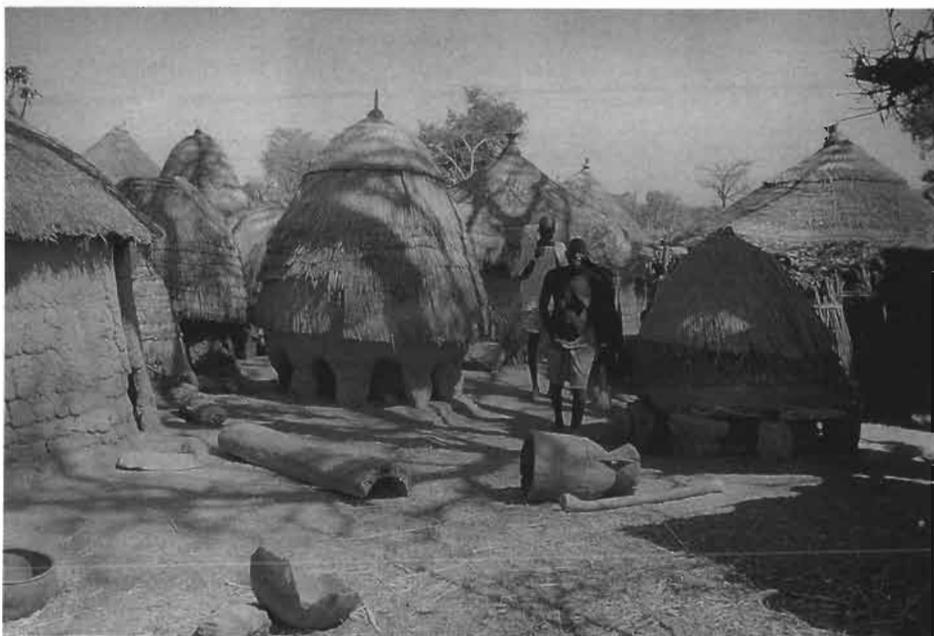
Goudé et Ndjegn sont ouverts au changement, à la recherche du progrès. Mais la situation excentrique de leur région, l'éloignement des postes de

Paysage de collines chez les Goudé.
Peu d'affleurements rocheux,
habitat sur les sommets d'interfluves.
On remarque les haies d'euphorbes
et l'absence de terrasses.



La large vallée du mayo Tiel
en pays ndjegn, en 1972.
À l'époque, les villages étaient situés
en bordure de la montagne.
Aujourd'hui, ils se sont rapprochés du mayo.

Une habitation à Maboudji chez les Goudé.
Greniers, vastes cases, cour intérieure.



Un grenier « douba »
avec ses compartiments,
éventré pour cause de déménagement.

Vieillard qui file du coton.
Derrière lui, les cotonniers pérennes
en cours d'arrachement.



Filature et tissage
à Maboudji.

Mokolo et de Guider qui l'administrent à l'époque, la difficulté d'y établir des routes (la piste acrobatique qui monte à Doumo est l'une des plus meurtrières du Cameroun et elle n'est utilisable qu'en saison sèche), provoquent une certaine sous-administration. La scolarisation en souffre, les productions destinées à la vente sont difficiles à évacuer, aucune mission, catholique ou protestante, ne s'est implantée. Malgré ses atouts, la région apparaît délaissée ; ses habitants se tournent vers le Nigeria pour leurs transactions commerciales.

Après l'Indépendance, en 1960, on assiste à la rapide progression de l'islamisation, qui devient générale, en 1972, dans l'arrondissement de Mayo-Oulo ; elle s'étale davantage dans le temps chez les Goudé de l'arrondissement de Bourha.

La création de nouvelles sous-préfectures à Bourha et Mayo-Oulo rapproche la région des centres de décision. L'équipement progresse peu à peu. Des pistes de desserte locale sont ouvertes. Et surtout deux radiers sont construits, permettant maintenant l'accès des véhicules en saison des pluies jusqu'à Doumo.

Goudé et Ndjegn sont façonnés par une même histoire, mais ils ont chacun leur personnalité bien marquée. Nous examinerons successivement chacun de leurs deux pays.

Le pays goudé : le village de Maboudji

Les Goudé du Cameroun occupent un secteur physiquement homogène dépendant des cantons de Tchévi (arrondissement de Bourha) et de Guirviza (arrondissement de Mayo-Oulo). Leurs gros villages coiffent les sommets des collines qui se succèdent depuis le plateau de Tchévi, au nord, jusqu'au mayo Tiel, au sud. Ils ont tous le même aspect et un même système agraire. L'un d'eux, Maboudji, a fait l'objet d'observations de 1966 à 1986.

MABOUDJI : HABITAT, HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

Maboudji est situé au nord du pays goudé, au contact du plateau. Le territoire villageois (cf. fig. 18, p. 184) correspond dans l'ensemble à une colline délimitée par trois cours d'eau, ici à leur source. Son sommet est constitué par un petit plateau, à environ 950 m d'altitude ; des pentes rejoignent vers l'est et le sud des talwegs, à plus de 200 m en contrebas ; le cours d'eau du nord-est forme une entaille courte et raide ; au-delà s'étend le plateau proprement dit, sur lequel déborde une petite partie du village. Au nord-ouest, la frontière avec le Nigeria correspond en gros à une ligne de partage des eaux ; un piton de basalte, qui culmine à 1 088 m d'altitude, domine le village. Les sols sont sablo-argileux sur les parties aplanies, et sablo-graveleux sur les pentes et au fond des talwegs.

Le territoire couvre environ 32 km². En 1976, Maboudji compte 1 450 habitants, auxquels il faut ajouter les 492 habitants du quartier de Doukoudji, situé à l'extrémité est de la colline, détaché sur le plan administratif. La densité est de 60 hab./km².

L'habitat s'étale en ordre lâche, formant une vaste nébuleuse, longue de 6 à 7 km sur le petit plateau sommital et autour du vallon du nord. Quelques hameaux isolés occupent le rebord sud du plateau et les pentes méridionales. Les habitations goudé, entourées d'une clôture en paille tressée, sont vastes et aérées. Après la porte d'accès, on trouve autour d'une cour centrale la case du chef de famille, celles du petit bétail, et de la volaille, et les petits appartements des femmes, composés de trois pièces en enfilade : entrée, cuisine et chambre. Au fond sont regroupés les greniers familiaux. L'ameublement (lits, étagères, piliers en terre pour poser les jarres d'eau) et la décoration donnent une impression d'aisance.

Les aires habitées sont piquetées de nombreux arbres, elles s'opposent au reste du terroir entièrement dénudé.

De 1953, date d'une prise de vue aérienne, à 1986, le dispositif de l'habitat a lentement évolué. En 1967, on observe, par rapport à 1953, un desserrement de l'aire habitée centrale qui s'étale plus largement, notamment vers la frontière avec le Nigeria. En 1962, au cœur de la nébuleuse habitée, a été créé un petit quartier construit sur le modèle peul, appelé « quartier foulbé ». Ses habitations sont contiguës, construites de part et d'autre de la piste qui pénètre au centre de Maboudji. Il compte, en 1967, 17 familles islamisées et 5 protestantes, toutes originaires du village même. Avec leurs cases d'entrée et leur absence de greniers, elles n'ont plus rien à voir avec l'habitat goudé, et traduisent la volonté de leurs propriétaires de se démarquer du genre de vie traditionnel.

Au cours des vingt années suivantes, plusieurs changements interviennent. Certains écarts situés dans les fonds de vallée disparaissent. Leurs habitants, se jugeant trop isolés, sont venus rejoindre la nébuleuse centrale. Dans beaucoup d'habitations a été construite une case rectangulaire avec toit en tôles. Des pistes carrossables sillonnent maintenant le sommet de la colline, et desservent à peu près toute la zone habitée. La disparition des haies d'euphorbe transforme le paysage. En 1953, elles forment un réseau serré dans toute l'aire villageoise, lui donnant un aspect cloisonné et verdoyant. Elles entourent les petites parcelles de cotonniers pérennes contiguës à chaque habitation, qu'il faut préserver du bétail, et elles bordent les sentiers par lesquels les troupeaux sont emmenés en brousse. En 1967, les cotonniers sont en cours d'arrachement pour des raisons phytosanitaires et ils ont disparu en 1986; en même temps, les clôtures d'euphorbe ont presque toutes été enlevées. Elles ont perdu une partie de leur utilité et sont considérées comme rétrogrades par les islamisés. Il faut d'ailleurs noter qu'elles ne

seraient apparues chez les Goudé qu'au cours du XIX^e siècle. C'étaient auparavant des murets de pierres, dont on retrouve encore quelques vestiges, qui canalisaient le bétail et entouraient certains champs de l'aire habitée.

L'histoire de Maboudji est bien connue de ses habitants. Le village a été fondé au début du XIX^e siècle par LDALTATO, un Goudé appartenant au clan magirda. Originaire de Guéla, qu'il quitte à cause d'une mésentente avec son frère, il s'établit à Golazza ; mais il doit s'enfuir avec sa famille, car « on les prenait comme esclaves », et vient à Boukoula se mettre sous la protection des Mokezina, clan goudé qui s'était allié aux Peul. Puis il décide de s'installer un peu plus au sud, sur la colline alors déserte et boisée qui allait devenir Maboudji. Les Mokezina essaient de les retenir, leur faisant observer qu'ils sont sur le passage des colonnes peul. Mais LDALTATO, à leur insu, fait alliance avec les Peul en leur envoyant 65 jarres de bière ; on montre encore l'arbre près duquel ces derniers s'arrêtaient pour boire, après avoir déposé leurs armes. Plus tard, les relations se gâtent à la suite du meurtre d'un Peul, et Maboudji doit fournir un tribut annuel de 20 à 30 esclaves.

Le village s'est agrandi peu à peu. Des Mokezina sont venus fonder deux quartiers, et ont réussi à s'emparer de la chefferie, les Magirda conservant des fonctions religieuses (cf. *supra*, « D'une civilisation paléo-soudanienne montagnarde à une civilisation moderne », p. 33). De nombreuses familles arrivent au début du XX^e siècle, quittant les zones plus accidentées du sud lorsque la paix est rétablie.

La société villageoise comprend aujourd'hui de nombreux clans. La nébuleuse centrale est divisée en une douzaine de quartiers, auxquels s'ajoutent les petits hameaux isolés. Théoriquement chaque quartier correspond à un clan majoritaire, celui de son fondateur, mais, en fait, les incessants va-et-vient intravillageois ont effacé toute correspondance.

C'est dans les quartiers du centre de la nébuleuse qu'habitent les divers responsables villageois. Nomaboudji, « la tête de Maboudji », au sommet du plateau, est le quartier de la fondation. C'est là qu'habite un vieux Magirda, descendant de LDALTATO, qui a des fonctions religieuses importantes. Juste à côté, Giwadzougourma est le quartier de la chefferie traditionnelle. Mais le Mokezina qui la détient n'a plus de rôle que sur le plan coutumier. C'est son frère, islamisé, qui est chef de village au plan administratif depuis 1933. Il vit dans un quartier contigu, où se regroupent, en 1967, la plupart des islamisés, les autres habitant le « quartier foulbé » tout proche. À sa mort, vers 1980, son neveu, également mokézina et islamisé, prend sa succession et s'installe dans le quartier foulbé.

En 1967, les musulmans ne forment encore qu'un groupe minoritaire. Mais leur influence est grande. Il représentent le progrès et sont les initiateurs des changements, souvent imités ensuite par les animistes. Déjà, les fêtes

annuelles coutumières ne sont plus célébrées avec le même éclat, et certaines ont disparu, notamment celles qui marquaient les passages d'une classe d'âge à une autre. Moins voyante, la vie religieuse traditionnelle continue cependant. Chaque chef de famille a, au fond de son habitation, derrière les greniers, une case d'objets sacrés près desquels il accomplit ses sacrifices domestiques. Tous les ans, le vieux magirda de Nomaboudji, accompagné de quelques autres responsables de clan, monte sur le piton dominant le village pour les rites agraires.

En 1986, la quasi-totalité de la population de Maboudji a adopté l'islam. Le clivage entre une poignée de musulmans et la masse animiste a disparu. Les islamisés n'ont plus à se différencier des autres en se regroupant dans un même secteur, on en trouve maintenant jusque dans les quartiers les plus reculés.

MABOUDJI : LE SYSTÈME AGRICOLE EN 1966

Observons d'abord le système agricole tel qu'il est pratiqué à Maboudji en 1966, à l'aide des relevés parcellaires effectués à Nomaboudji, le quartier de la fondation. Il compte à l'époque 8 exploitations et 61 habitants (dont un vieil aveugle à la charge de ses voisins). Autrefois plus peuplé, il s'est progressivement vidé au profit de zones périphériques ou des quartiers d'islamisés et l'on y voit des vestiges d'anciennes habitations.

Comme dans tout le sud des monts Mandara, on trouve chez les Goudé l'opposition entre les champs permanents de l'aire habitée et les champs de brousse alternant avec des jachères.

Les champs permanents de l'aire habitée (figure 19)

L'aire cultivée villageoise présente deux caractéristiques : son importance, dans l'ensemble du système, et la variété des plantes en présence.

Le sorgho domine largement. Contre chaque habitation, on trouve une petite parcelle de sorgho rouge à cycle court, le *djigari* (appelé ici *djika*). Il est associé avec du tchekeljé et de vieux cotonniers pérennes qui n'ont pas encore complètement disparu en 1966. Au-delà poussent des sorghos à cycle long. La variété la plus répandue est alors le *soukounsonga*, à cycle très long, le sorgho traditionnel des Goudé ; mais des espèces nouvelles, empruntées aux Peul, à cycle un peu moins long : *tchakalari*, *kilburi*, *yolobri* apparaissent sur quelques parcelles.

L'arachide, essentiellement destinée à la vente, a pris de l'importance, comme partout ailleurs, depuis quelques décennies. C'est dans l'aire habitée qu'elle a été implantée. Elle alterne avec le sorgho à long cycle, mais sans rythme régulier et global comme on en trouve chez les Bana et les Daba. L'aspect du village est le même chaque année. Le desserrement de l'habitat,

déjà signalé, qui a pour corollaire l'augmentation des superficies cultivées dans cette zone, est lié pour une part au développement de l'arachide. On trouve par ailleurs de nombreuses petites parcelles (la plupart n'ont pu être représentées sur la figure 19) de cultures variées. Les unes sont pratiquées depuis longtemps : le maïs et le tabac contre et parfois à l'intérieur des

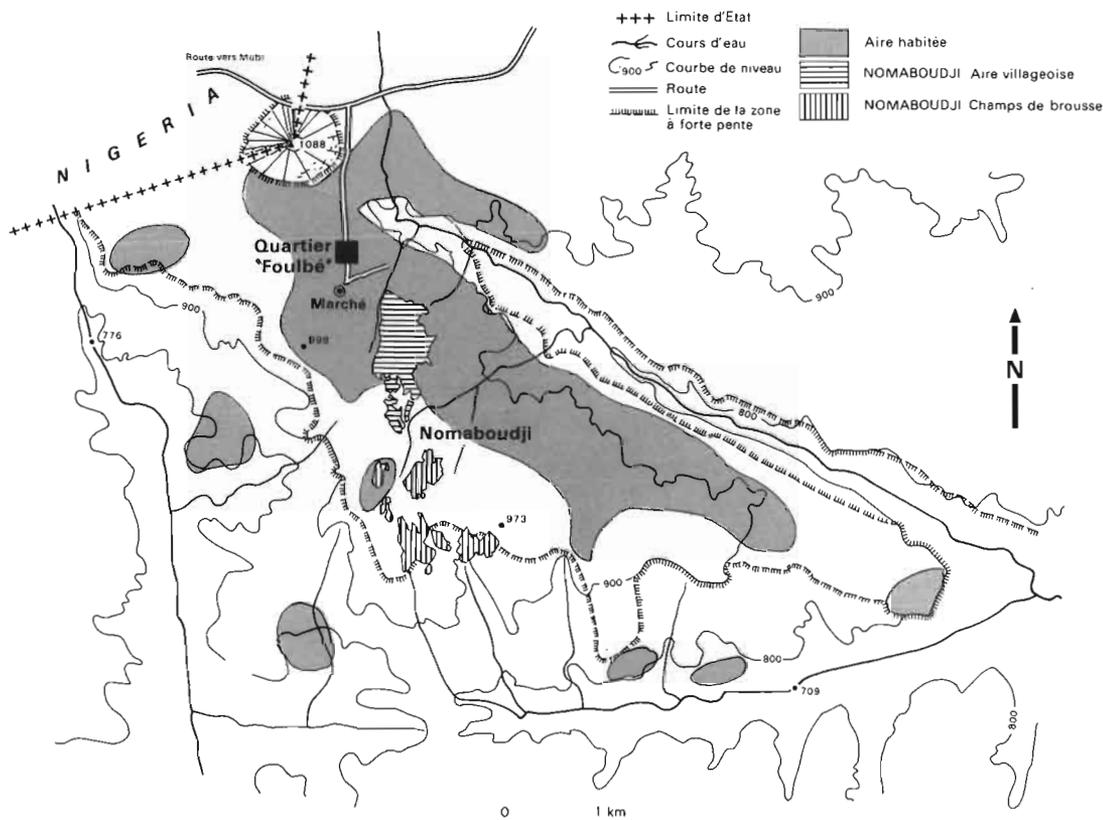


Figure 18
Maboudji,
le territoire
villageois.

enclos, le souchet, le voandzou et les coleus des femmes, le sésame, l'igname aérien. Les autres ont été introduites récemment : le coton annuel (variété Allen cultivée en plaine) destiné à remplacer les cotonniers pérennes, dont chaque exploitant entretient quelques ares pour ses propres besoins (nous verrons l'importance de l'artisanat textile à Maboudji). La pomme de terre, l'oignon, produits à titre d'essai.

En bordure de la zone habitée de Nomaboudji s'étend un secteur humide, en position légèrement déprimée, qui était autrefois réservé à la pâture du petit bétail du quartier. Depuis 1960, c'est une des zones d'expérimentation du village et, plus particulièrement, des musulmans. Le sorgho de saison sèche (*mousskwari*) y a été tenté sans succès. Mais le riz, la patate repiquée sur

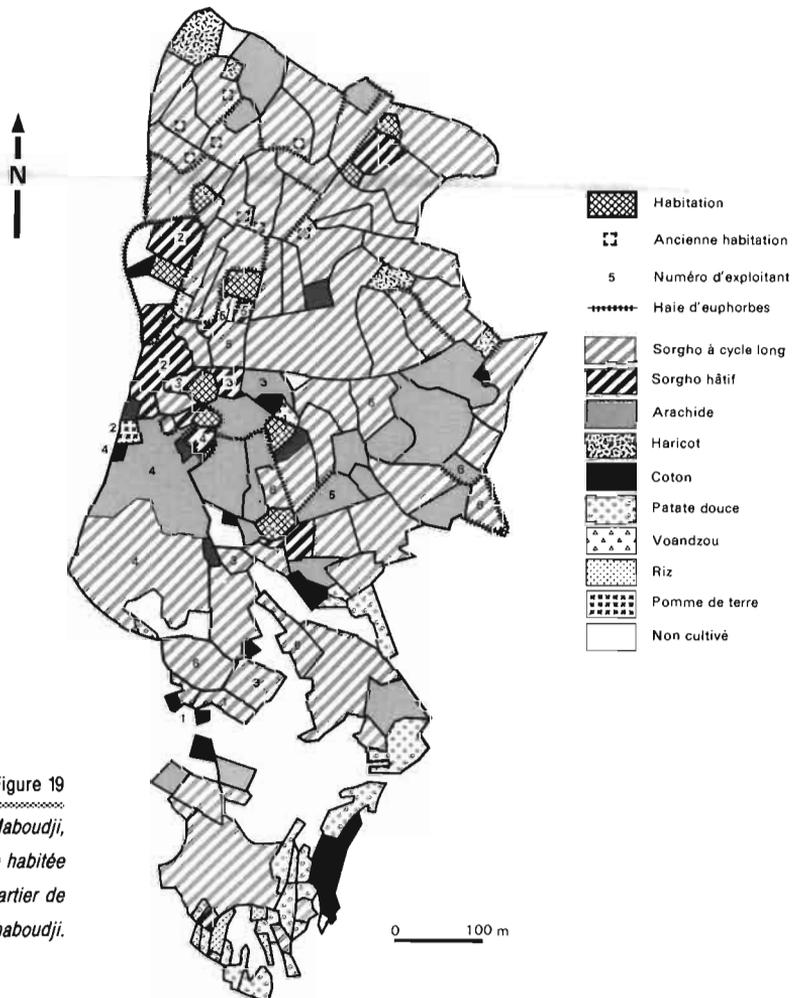


Figure 19
Maboudji,
l'aire habitée
du quartier de
Nomaboudji.

Figure 20
 Maboudji,
 les champs de
 brousse
 du quartier
 de Nomaboudji.



gros billons y réussissent bien, de même que le coton Allen, cultivé sur billons pour éviter l'excès d'eau. Le sorgho à long cycle alterne avec la patate et le coton.

Les champs de brousse :
la rotation haricot-sorgho (cf. fig. 20)

Les champs de brousse se présentent sous forme de blocs de parcelles disséminés sur l'ensemble du territoire, en dehors des zones habitées. Les champs de Nomaboudji se trouvent inclus dans trois principaux blocs, à un ou deux kilomètres au sud du quartier. Ils sont situés sur le rebord du plateau et les hauts de pente dominant le vallon du sud.

Comme les Daba et les Téléki, les Goudé observent sur leurs champs de brousse l'alternance régulière haricot-sorgho, correspondant au rythme année des femmes-année des hommes. Cette rotation est encore parfaitement respectée en 1966. La durée du cycle est également théoriquement de quatre années, suivies de huit années de jachère, le haricot étant toujours semé lors

de la remise en culture. En fait, ces durées dépendent de l'état du sol. Un paysan peut agrandir son champ dans une direction, mais en abandonner une partie dont les rendements baissent, et rester ainsi de nombreuses années au même emplacement. Le dispositif par petits blocs de culture laisse une certaine marge de manœuvre à chacun.

Contrairement aux massifs du sud-est et au pays ndjegn, le pays goudé n'a pas de cynocéphales, le relief étant moins rocheux et les densités humaines plus fortes. Les petits singes roux qui vivent sur les pentes ne s'attaquent qu'à l'arachide; le sorgho et le haricot ne nécessitent aucune surveillance. C'est pourquoi les regroupements de cultures sont beaucoup moins systématiques. Leur raison d'être est surtout de laisser des espaces libres pour le passage et le pâturage des troupeaux du village.

Le relevé parcellaire correspond aux cultures pratiquées en 1966, année des hommes. Les champs portent donc du sorgho; la variété cultivée est le soukousonga à très long cycle que l'on trouve également chaque année sur la majeure partie de la zone habitée.

On remarque pourtant qu'un des blocs de culture est composé pour une part de parcelles plus petites portant du haricot. On y pratique la rotation habituelle haricot-sorgho, mais inversée par rapport au rythme normal. Elles sont cultivées en supplément par des familles qui, outre leurs grands champs, ont ainsi une petite récolte de la production qui n'est pas faite en principe cette année-là : ainsi est tempéré le déséquilibre d'un système étalé sur deux ans.

Les techniques agricoles

Les Goudé apportent rarement des fertilisants sur les champs, même dans la zone de culture permanente : un peu de fumier animal sur les microparcelles de tabac et de djika contiguës aux habitations, et de la cendre sur le souchet. Aucune terrasse n'est construite, pas plus en zone habitée qu'en brousse, quelle que soit la raideur des pentes. On ne trouve pas ici les techniques intensives observées au nord, mais le paysan goudé a d'autres méthodes. Il parvient à tirer un bon parti de sa terre, d'une part en jouant sur le facteur temps, ce qui lui permet d'utiliser pleinement sa force de travail, et d'autre part grâce à certaines pratiques de fertilisation de son sol. À sa manière, le système peut être considéré comme intensif.

L'échelonnement des travaux agricoles

Nous avons déjà noté, à mesure que nous progressions vers le sud des monts Mandara, combien l'allongement de la saison des pluies était bénéfique pour les agriculteurs. Mais nulle part cet avantage n'est poussé aussi loin que chez les Goudé; d'abord parce que la saison des pluies est ici

particulièrement longue, d'avril à mi-octobre, ensuite parce que le système agricole est conçu de façon à échelonner au maximum les travaux.

Le soukounsonga est une variété de sorgho à cycle très long ; semé en avril juste après les premières pluies, parfois même à sec en mars, il est récolté début janvier, restant ainsi en terre plus de neuf mois. Un ultime sarclage est pratiqué début octobre : les épis, encore verts, achèvent de mûrir en début de saison sèche, en utilisant les réserves d'eau contenues dans le sol et aussi, selon les paysans, les rosées matinales abondantes à cette période de l'année. L'arachide est souvent semée en deux temps, à un mois d'intervalle, les binages et les récoltes étant également décalés. Ce procédé, qui permet aux populations de consommer l'arachide hâtive dès le mois de septembre, a déjà été observé dans d'autres groupes.

Ce sont surtout les haricots qui permettent une bonne répartition des travaux. Ils sont semés fin juin-début juillet, après que les premiers binages du sorgho et de l'arachide sont terminés. Quand ils sont cultivés en grande quantité, lors des années de femmes, les semailles, qui donnent souvent lieu à des travaux collectifs (surtout lorsqu'il faut se livrer au dur travail de reprise d'une jachère), s'étirent sur deux mois, de juillet à début septembre. Les équipes de travailleurs peuvent ainsi aller successivement chez chacun de leurs membres. Quelques exploitants en font deux parcelles, semées à plusieurs semaines d'intervalle. Ainsi peut-on voir fin octobre, alors que la saison sèche est installée, des familles ou des groupes de femmes sarclant leurs haricots.

Cet étalement très ample est sans doute la principale clé de la réussite des Goudé.

Les méthodes de fertilisation

S'ils vont rarement porter des engrais dans leurs champs, les Goudé ont deux procédés qui leur permettent d'utiliser une terre naturellement enrichie.

C'est d'abord l'enfouissement des herbes pratiqué une année sur deux dans les champs de brousse. Si les semailles des haricots se font tardivement, ce n'est pas seulement pour mieux étaler les travaux, c'est aussi parce que la végétation naturelle est alors abondante, touffue. La terre est retournée et l'herbe enfouie devient un terreau qui profitera au sorgho l'année suivante. Certains exploitants attendent sciemment le mois d'août pour faire ces travaux, afin que la végétation soit au maximum de son épanouissement.

Une autre technique courante est celle de l'utilisation du *unfina*. On appelle ainsi l'emplacement d'une habitation abandonnée et des parcelles qui l'entouraient. Cet espace, enrichi par les déjections du cheptel et des hommes, est susceptible de donner de bonnes récoltes de soukounsonga pendant de longues années. Pour en profiter, l'exploitant se construit une nouvelle

demeure ailleurs ; après dix ou vingt ans, il peut revenir s'installer sur son unfin et cultiver l'emplacement qu'il vient d'abandonner. À Nomaboudji, plusieurs parcelles sont les unfin de cultivateurs partis dans d'autres quartiers.

Ce procédé a des conséquences sur l'habitat. Il explique les nombreux déplacements intravillageois.

MABOUDJI : L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME AGRICOLE ET L'AMORCE ACTUELLE D'UNE MUTATION

Le système agricole à Maboudji n'est pas figé. Ce que nous observions en 1966-67 n'est qu'un moment au cours d'une longue évolution.

À partir de 1920, la pacification apporte au village un afflux de migrants venant des zones plus accidentées du voisinage. Elle permet en outre aux habitations de s'éloigner les unes des autres sans craindre pour leur sécurité, et à des écarts de se fonder. L'augmentation des densités et l'étalement de l'habitat se conjuguent pour donner plus de poids aux cultures permanentes des espaces habités. Les vieillards, en 1966, indiquent qu'au temps de leur jeunesse, les champs de brousse formaient l'essentiel des superficies cultivées, alors qu'ils n'en représentent plus qu'environ la moitié.

À partir des années quarante, Maboudji s'oriente nettement vers une économie de marché. Dans un premier temps, dont nous voyons l'aboutissement en 1966-67, les ventes portent sur tous les produits cultivés traditionnellement : en particulier sur les deux grandes productions goudé, le sorgho et le haricot, mais également sur le sésame, le tabac, le tchekeljé. L'arachide se développe mais modérément, elle ne représente qu'un poste de vente secondaire pour la plupart des exploitants. Seuls, les islamisés en font de grands champs. Des cultivateurs cherchent en outre à tirer profit de nouvelles cultures telles que la patate ou la pomme de terre. Nous sommes en présence d'une petite polyculture marchande.

Depuis 1975 un nouveau changement est en cours, qui, contrairement aux précédents, marque une véritable rupture. C'est l'introduction de l'arachide dans la zone des champs de brousse.

La production d'arachide connaît en effet à cette époque un véritable bond en avant pour deux raisons. D'abord parce que les prix sont devenus en quelques années beaucoup plus rémunérateurs, ensuite du fait de la conversion à l'islam de la majorité de la population. Or les musulmans sont plus axés sur le changement, plus sensibles aux incitations des services agricoles qui prônent avant tout l'arachide, culture d'exportation. Ils sont moins attachés aux méthodes ancestrales, et même, pour certains d'entre eux, les rejettent, quand elles leur paraissent désuètes ou liées à l'animisme. Ainsi en est-il de la rotation haricot-sorgho, correspondant au rythme année des

femmes-année des hommes, qui s'intégrait dans une réalité socio-culturelle fondée sur la religion traditionnelle.

En 1966, nous constatons que les musulmans s'étaient lancés, beaucoup plus que les autres, dans la culture de l'arachide. Encore peu nombreux, ils pouvaient en faire de grands champs dans l'aire villageoise.

Avec le rush sur l'arachide des années soixante-dix, on décide de l'implanter en brousse. Il faut d'abord se débarrasser des singes : de grandes battues sont organisées en 1974 et 1975 pour les chasser. Peu à peu, l'alternance de l'arachide et du sorgho se substitue à celle du haricot et du sorgho, qui n'a cependant pas encore disparu en 1986. La zone de brousse n'est désormais plus soumise à un rythme global et régulier ; on y trouve simultanément des champs de sorgho, d'arachide et de haricot.

En remplaçant le haricot par l'arachide, les Goudé de Maboudji abandonnent les deux avantages mentionnés : l'étalement très large de leurs travaux et l'enfouissement d'une végétation drue, une année sur deux. Par ailleurs, il n'est pas sûr que les pentes caillouteuses de la zone de brousse conviennent aussi bien à l'arachide qu'au haricot, ni que la nouvelle rotation soit aussi apte au maintien de la fertilité.

Quant à la pratique du *unfina*, à laquelle les paysans attachaient une grande importance, elle est remise en cause par l'apparition des toits de tôle, adoptés pour leur solidité ; la plupart des habitations ont aujourd'hui au moins une case tôlée. Ce changement va probablement entraîner une plus grande stabilité de l'habitat et la disparition des *unfina*.

Va-t-on vers une dégradation des sols ? Il est trop tôt pour le dire. Mais notons que certains exploitants épandent maintenant de l'engrais chimique acheté au Nigeria, en utilisant les deux qualités proposées, l'une pour le sorgho, l'autre pour l'arachide ou le haricot.

Un autre changement, qui s'amorçait déjà en 1966-67, est le remplacement progressif du *soukounsonga*, le sorgho traditionnel des Goudé, par d'autres variétés à cycle un peu moins long empruntées aux Peul des plaines voisines. D'après certains paysans, leurs rendements seraient plutôt inférieurs à ceux du *soukounsonga*. Mais ce dernier était la plante pivot autour de laquelle gravitaient les rites agraires, celle que l'on utilisait pour les offrandes rituelles. Son abandon semble surtout lié à une volonté de coupure par rapport à l'ancienne civilisation. Les hommes les plus engagés dans le changement ont même supprimé leurs greniers de sorgho et mettent leurs récoltes en sacs, entreposés dans une case.

Les habitants de Maboudji sont en train d'abandonner deux plantes parfaitement adaptées aux conditions locales, le haricot et le sorgho *soukounsonga*, et des méthodes culturelles qui avaient fait leurs preuves. Si le prix relativement élevé de l'arachide explique son expansion, l'abandon du *soukounsonga* se justifie moins facilement. Le système agricole tend à se conformer à

un modèle conçu pour un autre milieu, et son efficacité à long terme pose question. Mais les paysans goudé ont le sens de l'adaptation. Certains, on l'a vu, commencent à utiliser l'engrais chimique. Il sera intéressant de voir, dans dix ans, comment ils auront résolu les problèmes qui auront pu se poser.

MABOUDJI : LE SYSTÈME D'EXPLOITATION

Les structures foncières

En 1966-67, c'est encore le vieux régime foncier propre aux montagnards qui est appliqué. Toute la terre est appropriée. Si l'on veut défricher une jachère, il faut le demander au propriétaire. Mais il s'agit toujours de prêts gratuits : l'emprunteur offre de la bière en remerciement, au moins la première année.

Dans l'aire villageoise, les limites sont précises, matérialisées par des bornes ou des rangées d'euphorbes. Le morcellement y est plus poussé qu'en brousse, car la terre a pu être partagée à plusieurs reprises entre les fils cohéritiers, ou laissée à un nouveau venu s'installant dans le quartier.

En brousse, les limites de propriété sont plus floues, matérialisées par de rares repères. Ainsi OUREKNYA, descendant du fondateur de Maboudji (exploitation n° 6), est propriétaire d'un secteur d'une quinzaine d'hectares délimités par un arbre, un rocher et une rupture de pente (cf. fig. 18, p. 184, bloc de culture du sud-ouest). Il accepte que des voisins et amis viennent cultiver près de lui. La taille et la forme des parcelles défrichées dépendent de chaque exploitant et peuvent varier d'une année à l'autre.

Avec une densité de 60 hab./km², la situation foncière devrait être assez tendue. Mais les villageois peuvent déborder sur les territoires voisins. Ils vont défricher leurs champs de brousse au nord, sur Tchévi et Boukoula, et envoient en saison des pluies leurs bœufs pâturer au sud, dans l'arrondissement de Mayo-Oulo.

Ainsi, quel que soit son héritage, le paysan de Maboudji trouve à cultiver selon ses forces. Le fait de posséder de la terre ou d'en être démuné au départ n'influe pas sur la taille des exploitations.

Le passage actuel au droit foncier musulman ne reconnaissant pas la propriété individuelle du sol ne doit donc pas avoir de conséquences pratiques.

Les exploitations

Le groupe familial, qui vit ensemble et forme une exploitation, est plus large que dans le reste des monts Mandara. Il est fréquent, chez les Goudé, qu'un fils marié, ou plusieurs frères, habitent chez leur père et cultivent avec lui. On compte en moyenne 7 à 8 personnes par exploitation, dont 4 à 5 actifs.

La taille de l'exploitation dépend essentiellement du nombre d'adultes qui y travaillent. La superficie par actif, sensiblement la même chez tous, est de l'ordre de un hectare.

Observons le dispositif de deux exploitations de Nomaboudji, celles de BOBO (n° 5) et de GINKELA (n° 2), deux hommes âgés d'une quarantaine d'années (tabl. XXI). L'un et l'autre sont nés sur place. BOBO a passé son enfance à Kilwa, petit hameau à 1 km au sud de Nomaboudji, où ses parents étaient allés s'installer pour profiter d'une terre neuve et avoir plus d'espace autour de leur demeure. Il en est revenu voici 15 ans et le champ de case de Kilwa est devenu son unfin. Les deux exploitations comptent chacune, en 1967, quatre actifs agricoles. BOBO vit avec ses deux épouses, sa mère et un bébé, GINKELA avec ses deux femmes, un fils de 19 ans, et cinq jeunes enfants dont l'aîné, âgé de 12 ans, a la charge de conduire les bœufs en brousse.

On note la prédominance écrasante du sorgho et la faible importance de l'arachide à cette époque.

Au sein de l'exploitation, on distingue les champs du chef de famille, auxquels tous travaillent, et les champs des femmes. Chacune d'elles a un champ de sorgho, un autre de haricot et des microparcelles (non mesurées pour la plupart) de voandzou, de souchet et d'arachide destinée à l'auto-consommation.

GINKELA est le gardien de bovins du quartier, ce qui confère une particularité à son exploitation. Il dispose de plus d'un hectare autour de son habitation, sur lequel il déplace à plusieurs reprises au cours de l'année son parc à bétail. Aussi ce terrain enrichi est-il presque intégralement cultivé en djika, plus exigeant que le soukounsonga, alors que les autres exploitants ne peuvent lui consacrer que quelques ares. GINKELA produit également sur ce champ beaucoup de tchekeljé (associé au djika), du tabac, du coton Allen, de la pomme de terre.

	Bobo n° 5	Ginkela n° 2
<i>Superficie totale</i>	478,78	395,72
<i>Superficie par actif</i>	120	99
<i>Superficie par culture</i>		
Sorgho	383,60	342,04
Haricot	34,96	46,56
Arachide	47,32	-
Pois	1,28	?
Souchet	7,60	?
Coton Allen	2,46	3,08
Pomme de terre	-	4,04
Patate	1,56	-
<i>Rapport superficies aire habitée sur superficie totale</i>	46 %	31 %

Tableau XXI

*Superficies
de deux exploitations
de Maboudji en 1966
(en ares).*

Sur le plan sociologique, l'activité agricole se distingue des cas observés généralement en zone montagneuse par une autonomie plus grande de la femme et par l'importance des travaux collectifs.

Chaque femme, on vient de le voir, dispose de ses propres parcelles, dont les superficies couvrent au total 50 à 100 a. En principe elle travaille un jour chez elle, un jour chez son mari, mais le rythme est souvent modifié en fonction des impératifs culturels. Les fils mariés vivant chez leur père ont également leurs propres champs.

Cette semi-autonomie des membres de l'exploitation est bien marquée lors de la répartition du grain. Après la récolte du sorgho tardif, celui-ci est mis à sécher en autant de tas que d'actifs dans un petit enclos en terre battue et entouré d'une cloison en paille tressée, aménagé à cet effet près de chaque habitation. Au centre se trouve le gros tas du chef de famille, tout autour ceux des épouses et éventuellement des fils. Chaque tas est battu séparément et transféré dans le grenier de son propriétaire.

Comme partout ailleurs, on trouve ici deux types de greniers ; l'un *edjima*, sans séparation, réservé au sorgho, l'autre, *douba*, avec des cloisons intérieures pour séparer le sorgho, les haricots, le sésame et l'arachide. Mais contrairement à l'habitude, il ne s'agit pas d'une distinction entre le grenier des hommes et celui des femmes. Les hommes, qui ont un grand champ de haricot une année sur deux, ont non seulement un *edjima*, mais un ou deux *douba*. Les femmes ont toutes un *douba*, et à un certain âge, peuvent avoir également un *edjima*.

Les travaux collectifs, à l'occasion desquels un exploitant prépare de la bière et parfois de la nourriture qu'il distribue aux voisins venant travailler chez lui, tiennent une grande place. En 1966, la famille de BOBO a fait 12 fois la bière, 6 fois pour BOBO lui-même et 2 fois pour chacune des 3 femmes. Celle de GINKELA en a fait 11 fois, 4 fois pour GINKELA, 7 fois pour les femmes. On remarque notamment le rôle de petites équipes composées de femmes qui vont sarcler successivement chez chacune d'elles, même en dehors de toute distribution de bière.

L'ampleur du travail collectif est lié à l'échelonnement du calendrier agricole. On ne trouve pas ici cette anxiété, particulièrement sensible chez les montagnards du nord, cette peur de ne pouvoir finir à temps les opérations culturales indispensables, qui incitent au « chacun-pour-soi ». Tous se sentent ici assez disponibles pour aller travailler chez les voisins. Ces regroupements, qui peuvent dépasser 20 à 30 travailleurs s'il s'agit de la reprise d'une jachère, la bière, les chansons qui les accompagnent, rythmées par les tambours, ont un effet stimulant propice à la rapidité et à la qualité du travail.

Un autre aspect, commun à l'ensemble des monts Mandara, mais qui prend ici un relief tout particulier, est l'estime accordée au travailleur et le mépris pour le paresseux. Les chants, improvisés lors des travaux collectifs, célèbrent la résistance et le courage de l'hôte et de ses invités « qui vont défricher sans se relever jusqu'à [10 km de là] ». Dans un chant recueilli lors du battage du mil, on se moque au contraire du paresseux : « Celui qui ne cultive pas, que va-t-il faire ? Il ne peut que glaner après la récolte. Sa femme va venir ramasser le grain que nous rejetons à l'extérieur [de l'enclos de battage]. » Et l'on se vante de sa belle récolte : « J'ai vendu mon sorgho cette année, et j'ai pu acheter tellement de bœufs qu'ils cassent les parcs. » ; ou dans une version plus moderne : « Avec l'argent de ma récolte, ce n'est pas une bicyclette que je vais pouvoir m'acheter, c'est une mobylette que je vais m'acheter, c'est une voiture. »

Islamisation et système d'exploitation

En 1966-67, les quelque dizaines de familles islamisées ont un système d'exploitation analogue à celui des autres et s'intègrent pour la plupart dans la vie du village. Elles participent aux travaux collectifs : on apporte à leur intention une boisson non alcoolisée et, lorsqu'elles invitent, elles font faire de la bière par une femme animiste.

Avec le passage à l'islam du plus grand nombre, les travaux collectifs sont en perte de vitesse, tandis que l'emploi de manœuvres agricoles tend à se développer. Ceux qui en ont les moyens embauchent des Daba, ou parfois des Goudé du village même.

En même temps s'opère une différenciation entre exploitants. On pouvait déjà l'observer vers les années soixante-dix au sein des islamisés, et cette tendance s'accroît. Certains ont de vastes superficies qu'ils cultivent avec l'aide d'une main-d'œuvre extérieure, d'autres, qui n'ont plus comme autrefois le soutien d'une vie collective intense, n'ont que des revenus minimes. Le cultivateur animiste vit dans un univers où les activités agricoles sont parfaitement intégrées. En se convertissant à l'islam, il perd peut-être un de ses ressorts. En 1978, on pouvait déceler une certaine baisse de la vitalité de la société villageoise, et l'on relevait un certain nombre de départs vers le Nigeria. Par la suite, cette crise semble avoir été surmontée.

MABOUDJI : LES ACTIVITÉS EXTRA-AGRICILES

La multiplicité des activités extra-agricoles est une des caractéristiques du système de production des Goudé de Maboudji. Elles sont pour la plupart destinées à accroître les revenus familiaux ; de ce fait, elles ont pris de l'importance et se sont diversifiées au cours de ces dernières décennies.

Malgré leur relative aisance, les Goudé de Maboudji n'ont qu'un élevage modeste de petit bétail : les effectifs par exploitation, en moyenne de 4 à 5 chèvres ou moutons, sont inférieurs à ce que l'on trouve en général au sud des monts Mandara.

Les villageois manquent d'espaces libres pour faire paître leurs animaux. Avec la scolarisation, beaucoup n'ont plus d'enfants disponibles pour tenir le rôle de berger. Enfin, alors que partout ailleurs on peut lâcher le cheptel en liberté dès le mois d'octobre, la présence ici de sorgho à long cycle près des habitations ne permet de le faire qu'en janvier, et seulement jusqu'en mars. La charge du troupeau est donc particulièrement lourde, ce qui incite chacun à limiter ses effectifs.

En général, le petit bétail est gardé dans les étables dès que les semailles sont entreprises, et on lui apporte sa nourriture chaque jour. Au bout de deux mois, quand la végétation naturelle est abondante, on le conduit chaque jour en bordure de la zone cultivée en permanence, sur un espace laissé libre à cet effet, et il passe sa journée attaché au piquet.

L'élevage du gros bétail, en revanche, est sensiblement plus développé qu'ailleurs. En 1967, on pouvait décompter à Maboudji 253 bovins, non compris les veaux, soit en moyenne 1 par exploitation et 14 pour 100 habitants.

Le système de gardiennage, qui est le même chez les Ndjegn, est original. Un certain nombre de paysans du village prennent chez eux toute l'année les bovins qu'on leur confie, et ils s'en occupent complètement. Ce sont des hommes possédant eux-mêmes un ou plusieurs bœufs à garder, et ayant un enfant, garçon ou fille, âgé de 8 à 14 ans, capable de les conduire en brousse tous les jours. Le gardien reçoit pour le service rendu la somme dérisoire de 250 FCFA (en 1967) par bête et par an, l'enfant 80 FCFA. Si les bœufs, mal gardés, sont allés brouter dans un champ, le père du berger doit rembourser en nature l'équivalent de ce qui a été perdu.

Le principal avantage que retire le gardien, outre un certain statut social, est la production de fumier. On a vu que GINKELA pouvait faire du djika à bon rendement sur le champ de plus de un hectare où il déplace son parc à bœufs. Il profite aussi de son fumier pour faire beaucoup de tabac.

On compte à Maboudji 28 gardiens, répartis dans tous les quartiers du village. Les troupeaux comprennent en moyenne une dizaine de têtes. Celles-ci n'appartiennent pas forcément aux habitants du quartier. En effet, un propriétaire de plusieurs bovins les répartit dans différents troupeaux, pour limiter les risques en cas d'épidémie. Sur les 14 bêtes de GINKELA, 5 sont à lui et à son fils aîné, 1 à un voisin de Nomaboudji, 8 à des gens d'autres quartiers.

Être propriétaire de bœufs n'est pas donné à tout le monde. Bien des familles n'en ont pas, tandis que d'autres en possèdent plusieurs. Le bœuf est un luxe que l'on s'offre après une bonne récolte pour placer ses économies, et pour pouvoir célébrer de manière fastueuse un événement important (en particulier autrefois l'initiation des jeunes garçons) en offrant beaucoup de viande aux parents et voisins.

L'élevage des bovins, comme celui du petit bétail, s'intégrait dans la vie coutumière. On tuait des bêtes à l'occasion de fêtes célébrées dans le contexte de la religion traditionnelle. Des chèvres étaient offertes en sacrifice. C'est une des rares activités qui n'ait pas été orientée vers la recherche du profit. Elle subsiste aujourd'hui, le bétail gardant son rôle d'épargne et de prestige.

Les arbres et la cueillette

Les arbres font l'objet d'une grande attention dans l'aire villageoise. Chacun prend soin de préserver du bétail les arbrisseaux qui commencent à pousser sur ses champs, en les entourant d'épines. Les essences sont d'autant plus protégées qu'elles sont considérées comme utiles : ficus, tamariniers, jujubiers, cailcedrats notamment. Lorsqu'on construit sa maison en terrain découvert, on y plante aussitôt un ou deux ficus (*Ficus polyta*, *Ficus iteophylla*) qui apporteront assez vite leur ombrage. L'extension récente de l'habitat tend à reboiser le pays.

En brousse, en revanche, la dénudation est totale, car aucune précaution n'a été prise. D'après la tradition, on allait y faire ses provisions de bois au siècle dernier. Les vieillards se rappellent y avoir encore vu, dans leur enfance, des arbrisseaux et des buissons. Depuis lors, ceux-ci ont été complètement éliminés par le bétail.

Les villageois ne disposent donc que des arbres de l'aire villageoise, mais ils les utilisent en évitant tout gaspillage et s'en contentent. Les femmes cuisent les aliments avec des tiges de mil. Avec des petites branches ou des rejets bien droits, elles font des fagots qui, posés verticalement les uns contre les autres, forment les murs de leur cuisine. Après trois ans, il faut refaire ces murs, qui sont alors utilisés comme combustibles.

La cueillette, pratiquée par les femmes, est une des activités complémentaires importantes du village. Divers fruits servent à fabriquer des boissons rafraîchissantes vendues sur le marché de Maboudji. Ceux du tamarinier sont récoltés en grande quantité. Ils sont portés par sacs sur le marché voisin de Boukoula, et vendus à des commerçants qui les expédient au Nigeria. C'est là pour les femmes une source de revenus non négligeables.

On trouve dans plusieurs groupes ethniques des monts Mandara des gens qui filent du coton et qui, au moyen d'un métier rudimentaire, tissent une petite bande, large de sept à huit centimètres, appelée *gabak*. Une fois cousue, elle donne un tissu écru d'une grande solidité. En général, il ne s'agit que d'une activité très secondaire, réservée à quelques spécialistes, et qui est aujourd'hui presque abandonnée. Les tissus de gabak ne servaient qu'à ensevelir les morts ou à faire des boubous que revêtaient occasionnellement des notables.

Au contraire chez les Goudé, et chez leurs voisins ndjegn, les hommes s'habillent de tissus depuis plus d'un siècle. La fabrication de la gabak est donc, dans ces deux groupes, une activité générale et encore très actuelle. À Maboudji, il n'est guère de demeure qui ne possède son métier à tisser, et même ses métiers, si plusieurs hommes y vivent.

La filature concerne toute la population. Hommes, femmes, enfants dès l'âge de dix ans la pratiquent. Ils utilisent en général leur propre coton, que chaque exploitant, on l'a vu, s'efforce de produire en quantité suffisante. C'est dans les premiers mois de la saison sèche que cette activité bat son plein. Chacun passe une bonne partie de son temps, tout en se reposant ou en bavardant, à fabriquer de grosses bobines de fils.

Le tissage, en revanche, est une activité d'hommes. Ils s'y adonnent surtout en fin de saison sèche, à partir de février. Les métiers sont montés dans la cour intérieure de l'habitation, ou juste à côté, à l'ombre d'un arbre, et les hommes, jeunes et vieux, y consacrent de longues heures.

La gabak, enroulée sur elle-même, se présente sous forme de rouleaux. Elle permet de vêtir les hommes et les jeunes garçons (les femmes préférant les pagnes de couleurs). Mais le plus gros de la production, aujourd'hui, est vendu ; d'où le regain d'intérêt que lui portent les villageois. Ils vont porter leurs rouleaux le plus souvent à Shinta, marché de l'arrondissement de Mayo-Oulo situé au contact des pays ndjegn et goudé ; les Ndjegn, spécialisés dans la couture, les leur achètent pour 500 FCFA à 1 000 FCFA pièce (en 1967), suivant la grosseur du rouleau et la qualité du tissage.

La gabak, en effet, belle au regard de celui qui sait apprécier un travail fait à la main, ne manque pas de débouchés : des préfets, des députés, de riches commerçants aiment à revêtir les amples boubous de gabak brodée. En 1986, un tel vêtement peut atteindre 50 à 70 000 FCFA, s'il est tissé très finement.

La fabrication de la gabak n'a donc rien d'une activité résiduelle ou folklorique. À Nomaboudji, vers 1970, il n'est pas rare qu'un homme tire plus de 10 000 FCFA de ses ventes.

En 1967, les musulmans de Maboudji ne s'intéressent pas au tissage. Mais ils ne veulent pas pour autant rester inactifs en saison sèche. Certains, surtout parmi les hommes jeunes, se sont lancés dans la fabrication de toques brodées. Il s'agit de coiffures cylindriques en grosse toile qu'ils recouvrent entièrement de broderies multicolores, faites à petits points serrés, avec des fils d'importation achetés au Nigeria. Ils mettent beaucoup de soin à choisir les motifs décoratifs et à assembler harmonieusement les couleurs. Les toques, qui se vendent en 1967 environ 1 000 FCFA si elles sont bien faites, apportent des revenus complémentaires analogues à ceux que procure aux tisserands la vente de leur gabak.

Avec l'islamisation généralisée, la gabak n'a pas été abandonnée. Les nouveaux musulmans n'ont pas voulu délaisser une activité intéressante, et continuent à tisser comme par le passé. C'est la confection des toques qui, en revanche, est en perte de vitesse à Maboudji en 1986. Elle subit en effet la concurrence des fabricants du pays ndjegn qui brodent maintenant à la machine.

Menuisiers, mécaniciens, commerçants

Depuis une vingtaine d'années, quelques hommes, tout en restant pour la plupart agriculteurs, s'adonnent à un métier de type moderne qui répond aux nouveaux besoins des habitants de Maboudji.

Des menuisiers fabriquent des portes, des fenêtres, des lits, des chaises, des charpentes, destinées aux nouvelles cases rectangulaires recouvertes de tôles. Ils ont été formés au Nigeria, dans une école technique de la mission protestante qui a quelques adeptes chez les Goudé camerounais. Ils vont acheter leur bois au Nigeria et écoulent facilement leur production à Maboudji.

Quelques mécaniciens s'occupent de la maintenance des bicyclettes, mobylettes, motocyclettes, qui sont assez largement répandues. L'un d'eux sait également réparer montres et réveils.

Le métier de commerçant est le plus prisé et le plus répandu. Il est favorisé à Maboudji par la proximité du Nigeria et de la ville de Mubi, à 30 km de là, et par le passage de la route reliant Tchévi à Mubi. Des hommes vont au Nigeria acheter du pain vendu sous plastique, friandise appréciée, et des produits d'importation revendus dans le village ou aux environs. On trouve aussi des commerçants d'envergure qui ont pu acheter un camion et s'occupent de la commercialisation des produits villageois, sorgho et arachide en particulier. En outre, ils offrent leur services à ceux qui vont sur les marchés importants de la région, Mubi et Boukoula, ainsi qu'aux cultivateurs qui ont à transporter leurs récoltes de leurs champs de brousse à leur habitation, distants souvent de plus de 2 km : beaucoup ne veulent plus le

faire sur leur tête, comme par le passé. Plusieurs pistes ont été tracées récemment, de façon à desservir l'ensemble du territoire villageois.

LES RÉSULTATS : MABOUDJI ET LE PAYS GOUDÉ

Avec l'échelonnement de leurs travaux agricoles et leurs activités de saison sèche, les habitants de Maboudji évitent tout chômage saisonnier. Ils sont occupés douze mois sur douze sans paraître jamais débordés, à l'opposé des montagnards du nord surchargés pendant deux à trois mois et en partie désœuvrés le reste du temps.

Une telle continuité dans l'effort est payante. Les Goudé de Maboudji sont les plus aisés des habitants des monts Mandara, et leur aisance concerne la majorité des paysans.

Ils n'ont pas de problème de pénurie alimentaire, quelles que soient les irrégularités climatiques. Ils se constituent des réserves d'une année à l'autre et leurs greniers sont toujours bien garnis. La diversité de leurs cultures leur permet d'avoir une alimentation plus complète que celle de leurs voisins. Une enquête faite dans un village goudé du voisinage en 1960-61 montrait la part importante du haricot et de l'arachide dans l'alimentation quotidienne. L'examen des budgets d'exploitant en 1971-72²⁹ montre d'autre part qu'avec des rentrées monétaires annuelles de l'ordre de 85 000 FCFA chez les animistes et de 125 000 FCFA chez les islamisés, les revenus des habitants de Maboudji se situent nettement au-dessus de ceux des autres montagnards. Mais si les chiffres de vente sont proches les uns des autres chez les animistes, on trouve de forts écarts chez les islamisés (rapport entre les extrêmes de 1 à 7), dont certains n'ont que des revenus très modestes. Le changement de système de production ne réussit pas à tous. C'est là un autre point d'interrogation que pose l'évolution actuelle. La croissance économique apparaît nettement à Maboudji, avec la multiplication de signes extérieurs de richesse (véhicules motorisés, amélioration de l'habitat), mais n'est-ce pas au prix de la paupérisation d'un certain nombre ?

En 1966, Maboudji est bien représentatif de l'ensemble du pays goudé. Tous les villages ont un même système agraire, caractérisé par l'alternance du haricot et du sorgho, tous vendent leurs excédents et ont une certaine aisance.

Mais peu à peu, au cours de ces deux décennies, un certain écart s'est creusé entre les villages goudé, suivant leur position par rapport aux routes. Situés sur le passage de la route reliant le Cameroun au gros centre nigérian de Mubi, à proximité du marché-frontière de Boukoula, les habitants de Maboudji et du nord du pays goudé sont stimulés pour commercialiser leurs produits, diversifier leurs activités et faire du commerce. Les Goudé de l'arrondissement de Mayo-Oulo sont en revanche pour la plupart mal desservis : plusieurs villages ne sont pas accessibles en voiture. Ils ne

29. Enquête réalisée chez cinq animistes et cinq islamisés.

connaissent donc pas un essor comparable à celui de Maboudji. Leurs villages les plus enclavés se dépeuplent, d'autant plus qu'ils sont confrontés à un autre problème, celui de la raréfaction des points d'eau permanents. À partir d'un certain niveau de production, la qualité de l'infrastructure et des équipements prend toute son importance : du fait de la quantité des marchandises à évacuer, mais aussi parce que les populations ne veulent plus faire des tâches qui leur paraissaient normales dans un autre contexte. Les longues attentes aux points d'eau, les transports à tête d'homme leur deviennent difficilement supportables. Sans écoles, sans marchés proches, les gens se sentent les laissés-pour-compte du progrès, et partent.

Le pays ndjegn

Le pays ndjegn présente de nombreux traits communs avec le pays goudé. Les deux groupes se mélangent d'ailleurs dans les villages de la zone de contact, et les mariages interethniques sont fréquents. Ainsi retrouve-t-on chez les Ndjegn un artisanat textile actif, le même système de gardiennage de bœufs, le même effort pour diversifier la production en vue de la vente et la même impression d'aisance.

Le relief diffère de celui du pays goudé. Au lieu d'une série de collines juxtaposées, on trouve d'une part une zone montagneuse plus compacte et plus haute, et, d'autre part, de larges vallées qui ont vu leur population s'étoffer aux dépens des massifs qui les bordent.

L'islamisation d'une partie des Ndjegn étant plus ancienne que celle des Goudé, ils tendent à les dominer politiquement ; selon leur expression, « les Ndjegn sont les Peul des Goudé ». Dans les villages à population mixte, ce sont eux qui détiennent la chefferie.

Les densités ne sont que d'une trentaine d'habitants au kilomètre carré, et la région tend à se dépeupler. L'hémorragie concerne surtout les basses pentes. Des gens sont descendus dans la vallée, mais d'autres ont émigré au Nigeria ou sont partis en ville.

Le tarissement des points d'eau, qui rend la vie de certains villages de montagne difficile en fin de saison sèche, les pressions qui se sont exercées pour l'islamisation et la descente ont conduit certains à s'en aller. Le dépeuplement serait stoppé aujourd'hui et l'on assisterait depuis quelques années à des retours du Nigeria. Mais les Ndjegn doivent compter avec un autre handicap, les cynocéphales, qui se sont mis à proliférer avec le dépeuplement.

Aujourd'hui les populations se concentrent dans les deux zones les plus attractives du pays, les parties les plus hautes de leur montagne, autour du village de Doumo, et les larges vallées du bas, en particulier celle du mayo Tiel.

LES NDJEGN MONTAGNARDS : UNE POLYCLTURE ORIGINALE

Les villages montagnards ndjegn s'étagent sur les pentes depuis le mayo Tiel à 600 m d'altitude jusqu'au petit plateau de Doumo, à 1 000 m d'altitude, et sur les hauteurs qui le dominent. Ils restent nombreux et bien peuplés sur les hautes pentes. Ils s'installent de préférence sur les replats, ou s'alignent sur les épaulements.

Sur leurs champs de brousse, les Ndjegn ne pratiquent pas la rotation biennale haricot-sorgho. Le rythme année des femmes-année des hommes, qu'ils connaissent encore, n'a pas de répercussion au plan agricole. Ils sèment du haricot l'année du défrichement, puis du sorgho à long cycle (*makoraka*) associé au haricot pendant trois à cinq années, avec quelques parcelles de voandzou, et laissent ensuite en jachère un temps variable.

C'est l'aire villageoise sur laquelle se concentre tout l'intérêt des paysans. Vaste du fait de la dispersion des habitations, elle est entièrement mise en terrasses sur les terrains en pentes. Les arbres y sont nombreux. Elle porte des sorghos à cycles court et long, comme chez les Goudé, et c'est là qu'ont été introduites les diverses cultures destinées à la vente.

Les villages d'altitude (au-dessus de 800 m), correspondant dans l'ensemble au canton de Doumo, bénéficient d'un climat bien arrosé et frais. Une polyculture originale a pu s'y mettre en place.

La pomme de terre y est la culture commerciale dominante. Elle se présente sous forme de nombreuses petites parcelles disséminées parmi le sorgho de l'aire villageoise; elle peut également être menée en brousse, l'année du défrichage. On lui apporte du fumier ou de l'engrais chimique. La plupart des exploitants en vendent chaque année quelques centaines de kilos, parfois plus d'une tonne.

Le maïs s'est bien développé depuis une dizaine d'années aux dépens du sorgho à cycle court et il est devenu une des cultures importantes du secteur. Il est autoconsommé et vendu.

L'oignon, et surtout l'ail, sont également cultivés dans les villages en vue de la vente, de même que la patate et le taro. Enfin un certain nombre de paysans vendent des fruits : la goyave, la mangue, la banane, qui trouvent ici des conditions favorables. L'arachide, en revanche, n'est cultivée en altitude que pour l'autoconsommation familiale.

Ce type de polyculture est rentable. La pomme de terre de Doumo est connue dans les villes du Nord-Cameroun, où elle est consommée par une clientèle européenne et sud-camerounaise, et elle est envoyée au Nigeria. Elle est évacuée par camion, ainsi que le maïs, l'ail, l'oignon, la patate.

Le développement de la production des fruits, qui ne peuvent attendre le passage d'un commerçant, a longtemps été entravé par l'isolement de la

région en saison des pluies. Les paysans devaient les descendre avec des ânes, et se heurtaient souvent à des mayos en crue. Une partie de la production, en particulier les mangues, pourrissait sur place. C'est seulement depuis quelques années que la construction de radiers et la présence à Doumo de plusieurs commerçants disposant de camions, permettent un écoulement satisfaisant.

Par rapport aux villages d'altitude, ceux des basses pentes paraissent déshérités. La pomme de terre, l'ail, l'oignon n'y trouvent plus des conditions climatiques adéquates. En revanche, l'arachide est cultivée avec les sorghos et redevient la principale culture commerciale.

Devenus exsangues du fait du dépeuplement, gênés par les cynocéphales, ces villages n'ont plus de cultures qu'autour des habitations, les champs de brousse nécessitant trop de surveillance.

LES VILLAGES DES VALLÉES

Une série de villages s'aligne dans la vallée du Tiel, sur une longueur d'une dizaine de kilom, et dans celles qui bordent le sud des massifs. Elles sont larges de 1 à 2 km, et comportent plusieurs niveaux étagés, depuis le bas-fond alluvial jusqu'à la haute terrasse colluvio-alluviale.

Jusqu'en 1950, les villages se situaient sur la haute terrasse, immédiatement au pied de la montagne. Puis ils se sont dédoublés : des gens sont peu à peu descendus créer de nouveaux quartiers en contrebas. Dans la vallée du Tiel, ils se sont installés sur les deux routes construites de part et d'autre du mayo. Aujourd'hui, la plupart des anciens sites d'habitat sont totalement désertés.

Les habitants des vallées cultivent, comme ceux des basses pentes, des sorghos à cycles court et long, et de l'arachide pour la vente. Ils font du manioc et du maïs contre les habitations, du haricot sur la haute terrasse et les basses pentes des massifs.

Ils disposent, en outre, du couloir d'alluvions fertiles bordant les berges, qui peuvent porter deux récoltes par an. Après y avoir récolté le sorgho à cycle court (*mbangcha*), ils y plantent en saison sèche du tabac, de la canne à sucre, des oignons, des légumes. Des puits, parfois équipés de pompes, permettent les arrosages.

Comme ceux de Doumo, les Ndjegn des vallées tirent leur aisance d'une petite polyculture tenant du jardinage.

L'ARTISANAT TEXTILE

L'artisanat textile complète les revenus. Il est particulièrement développé chez les montagnards du canton de Doumo.

Beaucoup d'hommes en montagne, quelques-uns dans les vallées, tissent la gabak. Certains font des bandes tissées très serrées, larges de 4 cm, encore plus prisées que la gabak ordinaire.

On trouve par ailleurs ici des couturiers, qui assemblent les bandes et confectionnent les boubous, et des brodeurs qui les décorent. Ils utilisent la gabak tissée sur place et celle qu'ils achètent aux Goudé.

La fabrication des toques brodées à la main, comme chez les Goudé, est connue depuis longtemps. Hommes et femmes s'y adonnent.

Depuis quelques années, l'arrivée de machines dans le village de Doumo a donné un regain d'importance à cette activité, devenue une véritable petite industrie. Un homme, avec sa machine, peut broder plus d'une douzaine de toques par jour. Elles sont vendues 2 à 4 000 FCFA la douzaine (en 1986) et sont expédiées jusqu'au sud du Cameroun. Un réseau de commercialisation s'est mis en place, animé par des Ndjegn.

La réussite en pays goudé et ndjegn

En conclusion, les pays goudé et ndjegn nous donnent à voir des populations vivant en milieu montagneux et connaissant un réel essor économique. Leur cas illustre un type de développement orienté essentiellement par les paysans eux-mêmes. S'ils ont été aidés par des actions extérieures — comme l'introduction de la pomme de terre à Doumo par les services agricoles voici plusieurs décennies —, c'est à leurs initiatives, aux choix qu'ils opèrent en utilisant la méthode des « essais et erreurs », qu'ils doivent leur réussite.

Dans ce milieu particulier qui est le leur (pentes moyennes, pluies abondantes), leur système agricole est aujourd'hui la résultante entre des pratiques ancestrales ayant fait leurs preuves et visant à l'étalement maximal des travaux (sorghos à cycle long non seulement en brousse mais dans les aires villageoises, importance du haricot) et du développement, en vue de la vente, d'une petite polyculture et/ou de l'arachide. Il est complété par l'artisanat textile qui leur permet de ne pas rester inactifs pendant la période de morte-saison, pourtant ici particulièrement courte.

Goudé et Ndjegn ont adopté les nouveautés techniques qui leur convenaient : engrais chimiques, motopompes, machines à coudre et à broder ; ils ont délaissé les autres : la culture attelée, mal adaptée aux pentes, est peu développée en dehors de la vallée du Tiel.

Ils ont surtout compris l'importance de l'infrastructure commerciale. Ils ont longtemps réclamé une route permanente : leur réseau routier, complété par les petites pistes locales construites par les populations elles-mêmes, est aujourd'hui à peu près satisfaisant (sauf, on l'a vu, dans une partie du pays goudé). Au besoin, ils déplacent leurs villages ou les abandonnent s'ils sont éloignés d'une route. Des commerçants sont sortis de leurs rangs, habitant

sur place et équipés de camions. Ils ne dépendent plus, pour écouler leurs productions, du passage hypothétique d'une voiture.

Le développement du pays s'explique sans doute par certains atouts du milieu physique, mais surtout par une population qui a su en tirer parti. Contrairement aux autres montagnards repliés chez eux au siècle dernier, Goudé et Ndjegn ont connu dès cette époque des courants d'échanges.

Leur dynamisme tient d'autre part à l'effet de stimulation économique apporté par leur situation de frontaliers. Les deux groupes sont coupés en deux par la frontière, et les villageois passent constamment d'un État à l'autre pour leurs visites familiales ou leurs transactions commerciales. Ils sont habitués de longue date à comparer les prix et à manier les changes. Ils savent diriger leurs marchandises vers le Cameroun ou le Nigeria, suivant les cours. Ils vont faire leurs achats au Nigeria, au gros marché de Mubi ; les prix des produits importés y sont moins élevés, les droits de douane étant bien plus faibles au Nigeria qu'au Cameroun. La contrebande a pu susciter des vocations de commerçants, dont certains, dit-on, se seraient établis officiellement et auraient acheté leur camion grâce aux profits réalisés illicitement.

L'effet stimulant de la frontière joue également chez les montagnards frontaliers habitant plus au nord. Mais il est plus marqué ici, parce que les Goudé et les Ndjegn sont particulièrement aptes à en tirer parti.

LES INSELBERGS FALI DE LA PLAINE DE MAYO-OULO

Le groupe fali, qui s'étend jusqu'à Garoua, compte au total 35 à 40 000 personnes. Plus de 10 000 d'entre elles se rattachent aux monts Mandara. Elles occupent le canton de Mayo-Oulo formé essentiellement d'inselbergs séparés les uns des autres par des vallées plus ou moins larges. Au centre, la plaine de Mayo-Oulo, qui s'insère entre la masse montagneuse et les deux gros massifs accolés de Bossoum et Popologozom, est le lieu d'accueil de ceux qui veulent se convertir à une agriculture de plaine. Ils habitent de petits villages et le gros bourg de Mayo-Oulo (2 400 habitants), chef-lieu de canton créé en 1957, devenu sous-préfecture en 1979.

Mais le plus grand nombre s'est contenté de descendre au pied des massifs, et quelques centaines vivent encore sur les hauteurs. Chez ceux-là, les groupes villageois constitués au cours des siècles persistent et les transformations du système agraire s'opèrent dans la continuité. C'est l'un d'entre eux, Aïnoré, qui a été observé au cours de ces vingt dernières années.

Aïnorô : la communauté villageoise et ses transformations

Aïnorô est l'une des communautés villageoises du massif de Bossoum. Ce gros inselberg de 14 km sur 5 et son pourtour sont peuplés d'une vingtaine de villages d'ethnie fali, comptant au total plus de 5 000 habitants en 1976. Au XVIII^e siècle, l'habitat, déjà, était mixte. Une partie des gens vivait dans le massif, l'autre à ses pieds. Sans doute s'agissait-il de deux couches de population, immigrants d'une part et montagnards autochtones ou immigrants plus anciens d'autre part. Tous s'y réfugient au XIX^e siècle, au cours duquel la région subit durement les incursions des Peul. Le massif est partagé entre les deux lamidats du voisinage, de Guider (extrémité est du massif) et de Golombé³⁰. Pour ne plus vivre dans un état perpétuel de crainte, certains villages conviennent de payer un tribut régulier d'esclaves à leur lamido.

Dès 1920, des gens commencent à descendre, d'abord ceux qui vivaient autrefois en piémont et qui retrouvent leurs anciens sites d'habitat. Le mouvement se poursuit et se généralise peu à peu. Aujourd'hui, seuls les deux villages situés sur le petit plateau intérieur du massif, Lak et Gola, sont restés purement montagnards. Les autres sont installés en piémont, totalement ou partiellement. C'est le cas d'Aïnorô.

L'espace d'Aïnorô comprend une portion du versant sud du massif et le piémont qui lui fait suite. Le village compte 220 habitants.

Sa fondation remonte au XVIII^e siècle. Des familles quittent Vemi, au nord du massif, pour une affaire de sorcellerie. Après une étape malheureuse à Réoussi, au sud du massif, où « ils se faisaient tous tuer », les gens de Bossoum leur proposent de s'installer sur un secteur inoccupé à côté de chez eux. Aïnorô, qui signifie « maison de la brousse », est fondé. Des parents de Vemi viennent les rejoindre. Le village restera sous la protection de Bossoum, dont il est aujourd'hui considéré comme un quartier.

Le secteur montagneux d'Aïnorô comprend, depuis sa base, une pente très raide et rocheuse de plus de cent mètres de dénivelée, totalement vide et inculte, puis une pente moins forte jusqu'à la crête où la population formait deux quartiers. Celui du haut, juste au-dessous de la crête, était habité par les Tora, lignage détenant la chefferie, celui du bas par les Tcholli : ce sont eux qui vont être les premiers à descendre.

C'est vers 1930 que quelques-uns s'installent au pied de la pente, sur les champs qu'ils exploitaient et où certains disposaient de campements temporaires. D'autres Tcholli, puis des Tora, les rejoignent peu à peu. L'habitat s'étale le long de la montagne, et les deux lignages se mélangent. En 1962, quelques hommes partent fonder un petit hameau d'extension à l'extrémité de leur terroir, à 2 km de la montagne, Magzey (cf. tabl. XXII, p. 206).

30. Ce partage se retrouve aujourd'hui dans la délimitation des arrondissements : l'est du massif dépend de Guider, le centre et l'ouest de Mayo-Oulo.

Lieux	Tora	Tcholli	Étrangers	Total	
Montagne	13	-	-	13	
Piémont	Pied du massif	13	15	6	34
	Magzey	3	2	5	10
Total	29	17	11	57	

Tableau XXII

Ainoro 1967 :

lignages

et localisation

des habitations.

En 1967, les treize familles, qui habitent encore en montagne, appartiennent toutes au lignage de la chefferie. Tous les Tcholli sont en bas, de même que les «étrangers», nouveaux venus au village. En 1978, il ne reste plus en montagne que trois familles dont celle du *newan*, le vieux chef traditionnel, et une seule en 1986. L'ancien *newan* est mort, et son successeur habite en piémont : la descente est achevée.

Il a fallu 50 ans pour que les gens d'Ainoro abandonnent leur ancien habitat. En quelques années, ils vont passer de l'animisme à l'islam.

En 1967, tous, à quelques exceptions près, sont animistes, y compris le chef administratif, un Tcholli, le premier à être descendu en piémont.

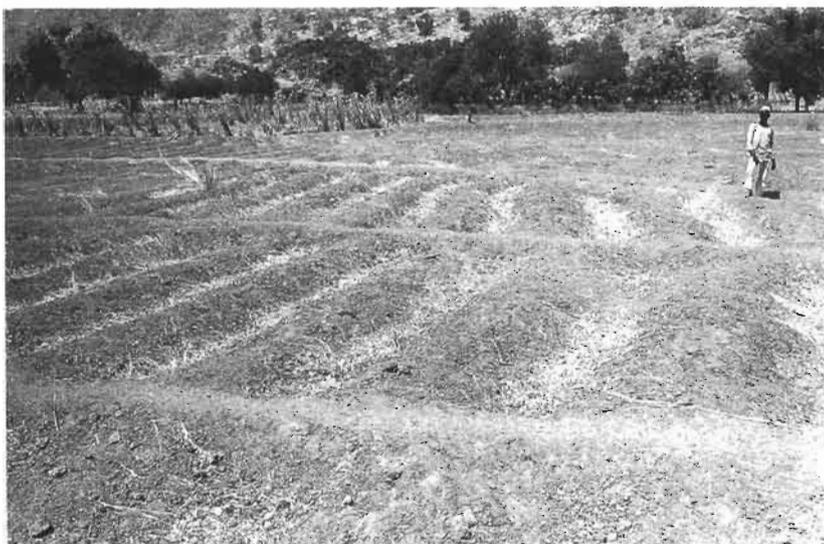
Chaque chef de famille possède sa «case des laourous», au fond de son habitation, et plusieurs autels (notamment au pied de son grenier et dans son ancien champ de montagne) où il accomplit ses rites domestiques.

Les deux lignages (qui disent descendre d'un ancêtre commun) ont chacun leurs prêtres, les *van sinou*, et leur rocher sacré : celui des Tora près de la crête, celui des Tcholli au-dessous de leur ancien habitat de montagne, en haut de la première pente raide. Le *newan*, qui coiffe l'ensemble de la communauté villageoise, donne le signal des semailles et autrefois décidait des guerres.

Les deux grands rites collectifs se font au niveau du lignage. Ce sont d'abord les rites agraires. Les *van sinou* vont, au début de la saison des pluies, sur leur grand rocher présenter leurs offrandes pour demander la bonne venue des récoltes ; si celles-ci se présentent mal, ils y retournent une ou deux fois. C'est ensuite l'initiation des garçons qui a lieu tous les deux ou quatre ans, l'année des hommes, lorsque le lignage a au moins quatre ou cinq jeunes de plus de 12 ans. Ceux-ci, emportant chacun leurs offrandes rituelles (un coq et de la farine de mil), montent accompagnés de leur père et de leurs *van sinou* pour être présentés à leur rocher sacré. L'enfant d'un étranger peut également être initié, et se trouve ainsi incorporé au lignage qui l'a accueilli. Une cérémonie d'initiation a encore eu lieu chez les Tcholli en 1966.

La société villageoise d'Ainoro est encore très préservée en 1967, malgré la descente en piémont. À la suite d'une intense campagne, l'islamisation est quasi générale en 1972. En 1986, seuls le *newan* et quelques *van sinou* sont

Une habitation d'Aïnoro, en piémont.
Séchoirs au premier plan.
Sur la crête et au-delà de la pente raide
se trouvent les vestiges de l'ancien village.



Les champs à billons d'Aïnoro.
On devine les habitations au fond,
parmi les arbres.

encore animistes. Ils continuent à pratiquer les rites agraires, mais ceux de l'initiation ont disparu.

Aïnoros : ses trois zones de culture, ses billons

Le terroir d'Aïnoros est bien délimité. Son secteur montagneux, aujourd'hui pratiquement inoccupé, englobe le versant qui s'élève jusqu'à la crête et une partie de la pente qui redescend vers le petit plateau intérieur du massif. Sa partie utile aujourd'hui comprend la zone de piémont qui s'étend jusqu'à 2 km de la montagne. Des limites bien nettes, correspondant à des mayos, le séparent des deux villages voisins : à l'ouest, Bossoum, quartier de la chefferie administrative où se trouvent dispensaire et école ; à l'est, Saota, autre quartier de Bossoum. La route bitumée qui relie Guider à Mayo-Oulo et Dourbey traverse le terroir (fig. 21, p. 209).

À la base du massif, on trouve d'abord une haute terrasse rubéfiée et érodée, formée de colluvions très grossières. C'est là que se dispose la majeure partie de l'habitat. D'abord situé tout contre la montagne, il s'en est écarté peu à peu, laissant une bande inculte de 100 à 200 m réservée au petit bétail comme pâturage de saison des pluies. Au sud de la terrasse, qui se termine par une sorte de talus, s'étend une zone descendant en pente douce vers le sud, sur laquelle débordent aujourd'hui quelques habitations. Elle est formée de matériaux sableux moins grossiers, plus propices à la mise en valeur. Enfin au sud de la route se trouve un secteur humide, dont les sols argilo-sableux présentent des aptitudes agricoles particulières, permettant des cultures de saison sèche.

Le terroir de piémont présente donc une catena de trois types de sols, correspondant à trois types d'utilisation différents, comme le montre la figure 22 (relevé parcellaire effectué en 1967, cf. p. 210).

LA HAUTE TERRASSE HABITÉE

Autour de son habitation, chaque exploitant dispose d'un champ, de taille très variable. Il est généralement divisé en deux parcelles ; l'une porte du sorgho, l'autre de l'arachide, les deux plantes alternant chaque année. La parcelle de sorgho est enrichie avec du fumier de chèvre. Ce sorgho de case, appelé *mbanla*, était le seul à être mis dans le grenier de l'homme. Il était utilisé en premier lieu pour faire la bière destinée aux rites et aux fêtes.

Avec le sorgho est associé le tchekeljé, avec l'arachide, le sésame, deux productions qui servent (ou servaient) également pour les offrandes rituelles. On peut trouver aussi, près des cases, de petites parcelles de coton, destiné à l'artisanat domestique, et de manioc, introduit depuis peu.

La haute terrasse, aux sols particulièrement médiocres, comprend de nombreuses friches interstitielles.

LE SECTEUR CENTRAL

Il constitue la principale aire de culture et il est consacré à l'arachide, au voandzou et au haricot. Une année sur deux, l'année des hommes, on y trouve également un sorgho hâtif, *bongson*, associé à l'arachide. On retrouve ici le rythme biennal. Les champs sont cultivés pendant quatre à six ans, puis laissés en jachère pendant une durée analogue.

Sur toute cette partie de leur terroir, les villageois utilisent la technique des billons qui leur permettent d'obtenir de meilleurs rendements et limitent les dégâts de l'érosion. Ils sont disposés dans le sens de la pente. Larges d'environ 40 cm, ils sont refaits tous les deux ans, l'année des femmes, au moyen d'un outil spécial, une sorte de houe munie d'un grand fer.

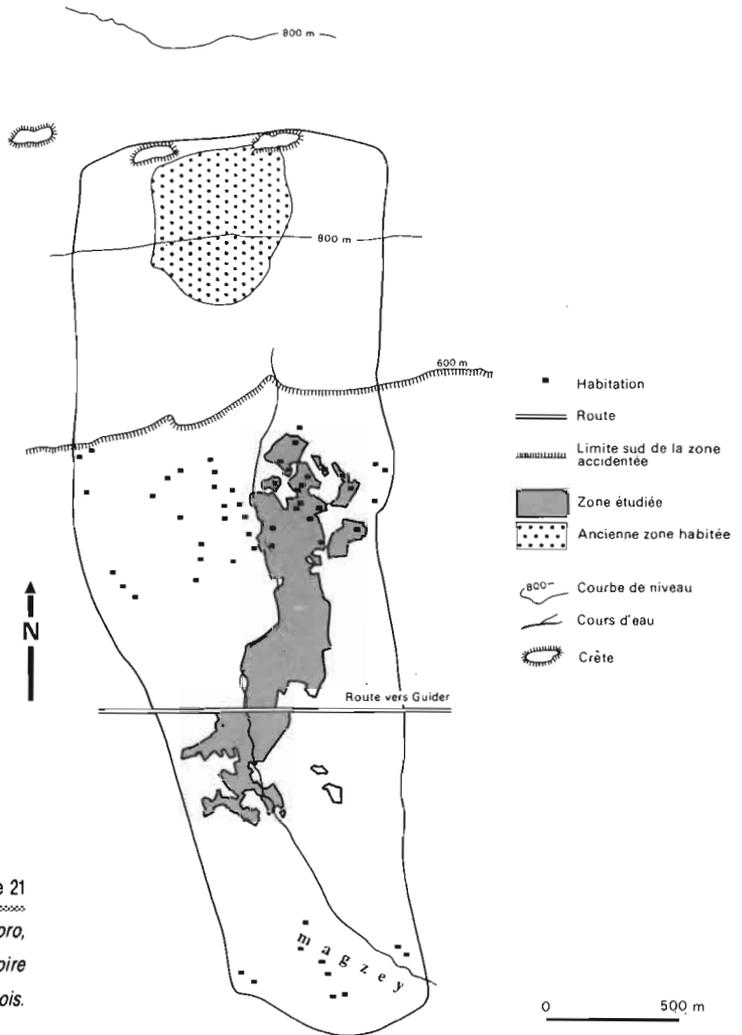


Figure 21
Aïnor,
le territoire
villageois.

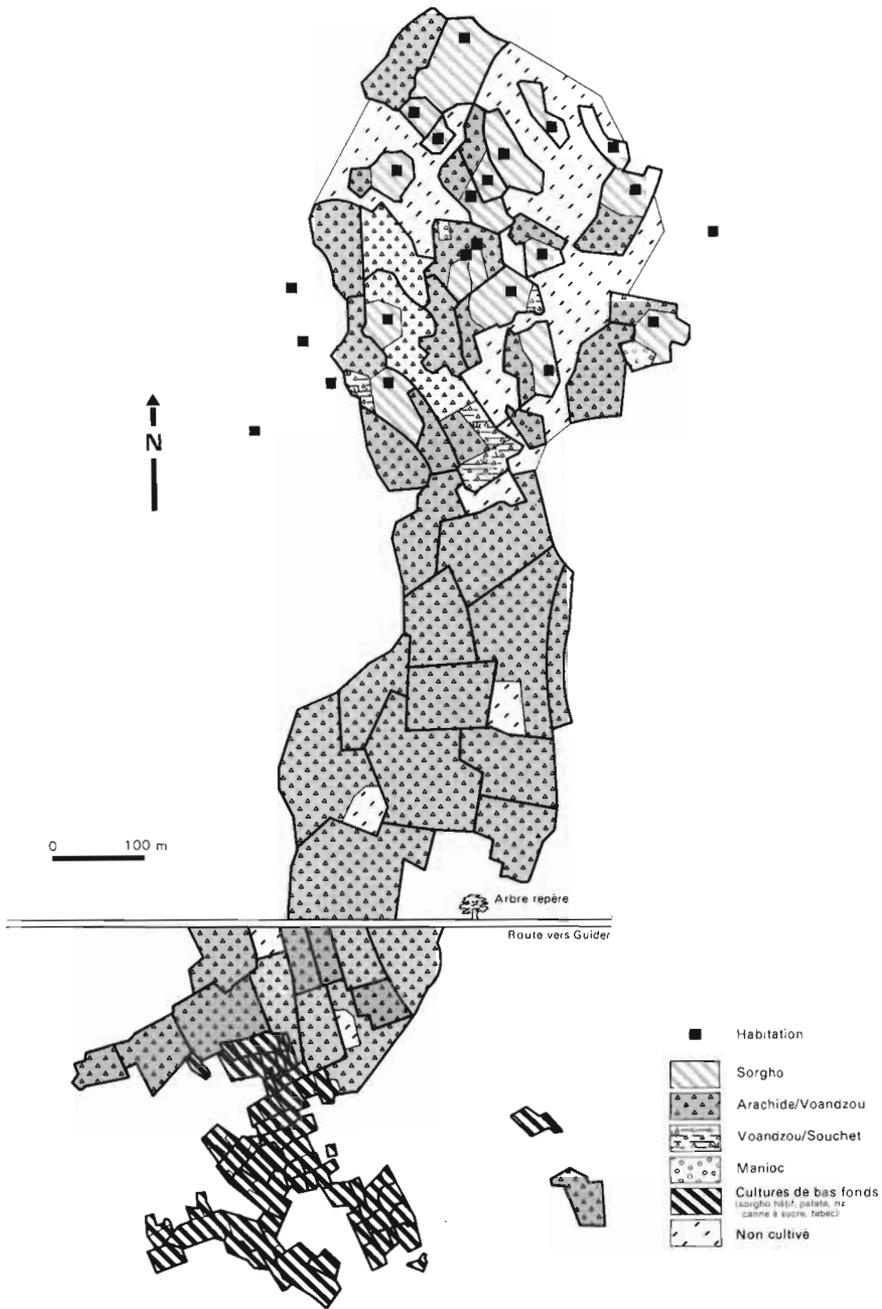


Figure 22
Ainoro,
le dispositif des
cultures.

La première année, les paysans sèment de l'arachide ou du voandzou au sommet du billon et du haricot sur les côtés, ou parfois les trois plantes simultanément : voandzou au centre, arachide sur les bords, haricot à la base. Sur quelques parcelles où les billons sont plus aplatis, les femmes sèment du souchet au milieu et du voandzou sur les bords.

L'année suivante, lorsque la terre est suffisamment tassée, ils associent le sorgho bongsou à l'arachide ou au voandzou. L'absence de sorgho un an sur deux tient autant au rythme femme/homme qu'à la technique du billon : il pousserait mal sur un billon fraîchement construit.

LES CULTURES DES BAS-FONDS HUMIDES

C'est seulement au cours des années cinquante que les gens d'Aïnoro découvrent l'intérêt de la partie humide de leur terroir, inutilisée auparavant. Depuis lors, ils l'exploitent en permanence, et y cultivent successivement deux ou trois plantes chaque année.

Dès les premières pluies, ils y mettent leur sorgho hâtif bongsou qui y donne d'excellentes récoltes. Certains bouturent ensuite de la patate. Enfin le terrain est utilisé en saison sèche pour la canne à sucre ou le tabac. On trouve en outre de nombreuses petites parcelles de riz.

Les habitants d'Aïnoro vendent la plus grande partie de leur production d'arachide et des récoltes de bas-fonds, et conservent pour leur consommation le sorgho, le voandzou et le haricot. La faible importance du sorgho est une des caractéristiques de leur système agricole. Le secteur central, qui représente la majeure partie des superficies cultivées, n'en porte qu'une année sur deux, et de façon clairsemée. De ce fait, leur régime alimentaire est différent de celui que l'on observe habituellement. En saison sèche, ils se nourrissent surtout de voandzou, de haricot, de riz, d'arachide, de patate. Le sorgho est réservé pour la consommation de saison des pluies.

La répartition des cultures, telle qu'on l'observe en 1967, est l'aboutissement d'une évolution.

Lorsqu'ils vivaient tous en montagne, les villageois d'Aïnoro cultivaient de façon intensive leur aire habitée, aménagée avec soin avec terrasses et billons, et régulièrement fumée. Au-delà, sur des pentes exploitées plus sommairement, sans terrasse ni fumure, ils alternaient le haricot et le sorgho. Une partie de leurs champs étaient en piémont où ils semaient surtout du sorgho bongsou, avec un peu d'arachide et de voandzou : « c'est parce que notre terre est usée que nous ne pouvons maintenant presque plus faire de bongsou ». L'épuisement des sols, lié à l'abandon de la zone montagnaise, est l'aspect préoccupant du système agricole actuel.

Au cours des années soixante-dix, on incite les gens à abandonner leurs pratiques culturelles et à adopter de nouvelles techniques. Sur le secteur central de leur terroir, ils sont invités à pratiquer la culture attelée, ce qui

entraîne la suppression des billons, à alterner le sorgho et l'arachide, et à réduire leurs surfaces de voandzou.

Mais ce mode de culture, pratiqué depuis longtemps dans la plaine de Mayo-Oulo, ne convient pas aux abords sablonneux et en pente des massifs. Après plusieurs récoltes déficitaires, la plupart des paysans d'Aïnoro sont revenus à leur culture manuelle sur billons, sauf sur les parties les plus planes de leur terroir.

Le système agricole, tel qu'on peut l'observer aujourd'hui à Aïnoro, repose sur des pratiques minutieuses et relativement intensives : aménagements agraires, utilisation différentielle de chaque partie du billon en fonction des exigences des plantes, emploi continu des bas-fonds. Ces agriculteurs attentifs seraient en mesure d'adopter l'engrais sur l'ensemble de leur terroir, pour pallier l'épuisement progressif des sols. Il semble que ce soit là l'orientation à prendre, comme le confirme l'examen du système d'exploitation.

Les exploitations d'Aïnoro : surfaces modestes et sans possibilités d'extension

Chaque exploitant d'Aïnoro dispose des terres sur les trois parties du terroir. Son champ de case a parfois des dimensions très modestes. Il se contente alors d'y cultiver du sorgho mbanla, associé au tchekeljé et au sésame. Sinon, il en consacre une partie à l'arachide, de façon à alterner chaque année les deux plantes.

Sur le secteur central, l'exploitation compte autant de champs que d'actifs : les épouses ont chacune leur champ personnel, un peu plus petit que celui de leur mari. Le mode de culture est le même, avec peut-être davantage de voandzou sur les champs des femmes.

Presque tous les exploitants disposent d'une ou plusieurs microparcelles dans le secteur de bas-fond. Seuls, ceux qui sont âgés ou handicapés — comme l'exploitant n° 5 du tableau XXIII (p. 213), lépreux — n'en ont pas. L'exploitant n° 6 est le seul de l'échantillon à habiter en montagne (avec ses trois épouses, sa mère et ses sept jeunes enfants). Près de la moitié de ses superficies sont en haut, à proximité de son habitation, mais sa combinaison culturelle est analogue à celle de ceux qui vivent en piémont.

Une fois établis en bas, les cultivateurs abandonnent tous leurs champs de montagne. En 1986, l'ancienne zone d'habitat est devenue le pâturage de saison des pluies des quelques bovins du village.

La moyenne de 70 a par actif est parmi les plus faibles rencontrées jusqu'ici. Si l'on multiplie par trois les surfaces de bas-fonds qui portent trois cultures successives dans l'année, elle s'élève à 82 a, chiffre encore inférieur à celui de un hectare observé généralement au sud des monts Mandara.

Tableau XXIII

 Superficie
 de six exploitations
 d'Aïnoré (en ares).

Exploitations	Nombre d'habitants		Sorgho de case	Arachide Voandzou Bongsou	Bas-fonds	Total	Superficie par actif
	Total	Actifs					
1	6	3	20	159	6	185	62
2	3	2	20	78	26	124	62
3	2	2	22	137	10	169	85
4	1	1	16	52	6	74	74
5	1	1	41	42	-	83	83
6	12	5	36	279	34	349	70
	25	14	155	747	82	984	70

En 1967, les habitants d'Aïnoré disent ne pas manquer de terre. Tous cultivent à l'intérieur des limites de leur terroir, et ils accueillent des étrangers qui viennent grossir le village. Les prêts de champs sont obtenus facilement et gratuitement. Ce n'est pas le problème foncier qui les limite, mais leur capacité de travail. La culture sur billons, avec ses différentes plantes soigneusement réparties, réclame plus de temps qu'une culture à plat.

Et pourtant, la situation foncière d'Aïnoré est proche de la saturation. En 1967, le village compte 220 habitants, dont 50 vivent en montagne mais vont bientôt en descendre et ont déjà des champs en piémont. La partie de piémont du terroir couvrant 175 ha, les densités s'y élèvent maintenant à 125 hab./km². Les 120 actifs d'Aïnoré cultivent (0,70 a × 120 actifs) 84 ha, soit la moitié des surfaces dont ils disposent. S'ils veulent maintenir le rythme d'une durée de jachère égale à celle de la mise en culture, on voit qu'ils ne peuvent augmenter la superficie de leurs champs.

Les sols sablonneux qui ceinturent la montagne sont fragiles et médiocres. Depuis longtemps déjà, on l'a vu, les paysans constatent la diminution de leur fertilité. Avec l'abandon de la zone montagneuse, celle de piémont est soumise à une exploitation plus intensive. Dans ces conditions, il est clair qu'inciter les populations à augmenter leurs superficies aux dépens de la jachère et à supprimer les billons dont le rôle paraît bénéfique, était une mesure dangereuse, mais en revanche, l'utilisation généralisée d'engrais serait indispensable pour stopper la dégradation des sols.

Les habitants d'Aïnoré n'ont qu'un niveau de vie médiocre. Ils ne produisent pas assez de sorgho pour s'en nourrir toute l'année. Leur consommation de voandzou et de haricot, mais aussi d'arachide, de patate et de riz se fait aux dépens de leurs ventes. Les activités annexes sont insignifiantes. Une douzaine d'hommes, en 1967, filent et tissent le coton pour leurs propres besoins ou ceux de leurs voisins. Quelques femmes font le commerce de bière de mil qu'elles viennent vendre sur le marché de Bossoum.

Les pratiques culturelles minutieuses des Fali évoquent celles des montagnards du nord. Mais ils n'ont pas la même vitalité. La population d'Aïnoro compte peu d'enfants, beaucoup de couples stériles et de malades. Une étude démographique datant des années soixante montre que les Fali sont en diminution (A. PODLEWSKI, 1966). Les administrateurs de Guider, au temps du mandat français, signalent souvent un manque de dynamisme. Les bouleversements, tant sur le plan agricole que social, engendrés par la descente et l'islamisation, les ont sans doute encore fragilisés. Plus encore que les autres montagnards, les Fali de l'arrondissement de Mayo-Oulo appellent des actions spécifiques.

Conclusions

LA DIVERSITÉ DES CONDITIONS DE VIE : ALIMENTATION ET BUDGETS

Au fil de ce parcours des monts Mandara est apparue la grande diversité des systèmes agraires en présence, celle aussi des conditions de vie qui en résultent. Ce sont ces dernières dont nous tenterons d'abord de préciser les différences à l'aide de deux enquêtes, l'une sur l'alimentation, l'autre sur les budgets.

L'alimentation

Bien que déjà ancienne, une enquête alimentaire réalisée en 1960-61 par la Misoencam (Mission socio-économique du Nord-Cameroun) sur l'ensemble du nord du Cameroun montre la façon dont se nourrissent les populations, et les nuances d'un secteur à l'autre. Elle a touché 23 villages des monts Mandara ou de leurs abords : 11 dans les montagnes au nord de Mokolo, 5 sur les plateaux du nord et en pays kapsiki, 2 en pays goudé, et 5 sur les piémonts et plaines du sud-est (certains un peu au-delà de notre zone étude). Pour chacun d'eux, 5 familles ont été visitées pendant 5 jours à 2 reprises, à 6 mois d'intervalle. La quantité des aliments consommés a été ramenée à des poids de rations journalières par adulte, en tenant compte des résidents effectifs de chaque journée, et en affectant les jeunes enfants d'un coefficient. La figure 23 (p. 218) représente les principaux éléments composant les repas (la bière de mil, les feuilles diverses et le gombo, l'eau salée n'ont pas été représentés). Le régime est assez semblable du nord au sud, avec sa boule de mil et sa sauce composée essentiellement de haricots ou d'arachide et de poisson séché. Mais des différences significatives apparaissent. On remarque que le haricot prend plus d'importance chez les montagnards proprement dits (ceux du nord et les Goudé), qui en cultivent abondamment sur leurs pentes, et que l'arachide est davantage consommée au sud (pays goudé et plaines du sud-est), sans doute du fait de l'influence peul. Le poisson séché, semi-luxe chez les habitants du nord, est consommé avec plus de régularité chez les autres. Les quantités de viande sont plus élevées dans les zones d'élevage peul : plateaux et plaines du sud-est. De même les tubercules, quasiment absents des zones accidentées, peuvent devenir un appoint, ou même un substitut du mil, sur les plateaux et sur les plaines du sud-est. Les quantités de mil utilisées pour faire la boule sont de l'ordre de 400 g par jour et par personne. Il est intéressant de comparer les chiffres suivant la période de l'année. Le double passage dans chaque village permet d'établir le tableau XXIV et la figure 24 (p. 217-219), dans laquelle les poids moyens

de mil (et éventuellement de maïs et d'éleusine) ont été regroupés en deux séries, l'une correspondant aux six mois suivant les récoltes, d'octobre à mars, l'autre d'avril à septembre.

Tableau XXIV
 Consommations
 journalières de mil
 (en grammes).

Secteurs	Octobre à mars	Avril à septembre	Moyenne annuelle
<i>Montagnes du nord</i>	385	460	423
<i>Plateau central</i>	348	356	352
<i>Pays goudé</i>	340	358	349
<i>Plaines du sud-est</i>	368	394	381
Monts Mandara	370	413	397

On constate que, quasi systématiquement, la consommation est plus élevée d'avril à septembre, pendant le semestre incluant la période dite de soudure, celle pourtant où la pénurie risque de se faire sentir. Les populations se nourrissent davantage à l'époque des travaux agricoles, et gardent des réserves en conséquence. La différence est particulièrement accusée chez les montagnards du nord.

On note par ailleurs que ces derniers mangent plus de mil que ceux du sud, qui font davantage appel à d'autres aliments, comme l'arachide, les tubercules ou la viande.

En définitive la situation alimentaire, en 1960-61, apparaît assez satisfaisante. Les habitants du sud de Mokolo ont une nourriture un peu plus variée que celle des montagnards du nord, mais ceux-ci compensent en forçant sur la boule de mil.

Depuis lors, la situation alimentaire des habitants du nord, on l'a vu, s'est dégradée, du fait de séries de mauvaises récoltes et du développement des cultures commerciales. On n'observe rien de tel chez ceux du sud, moins touchés par les sécheresses, et qui ont pour la plupart des excédents de sorgho. Il leur suffit d'en vendre moins lors des années déficitaires. Par ailleurs, c'est au cours de ces dernières décennies que l'arachide a pris une forte extension sur l'ensemble de la région, et il est probable qu'elle entre, beaucoup plus qu'en 1960, dans la composition des repas.

Les budgets

Une petite enquête de budget montre la variété, selon les secteurs, de la nature des rentrées et des sorties d'argent, et de leurs montants. Pendant un peu plus de trois mois, d'octobre 1971 à janvier 1972, ventes et achats ont été notés chez 3 à 5 familles de 8 villages (ou quartiers) : 2 villages chez les montagnards du nord, des Mafa, habitant Ldamsay et Mandaka, massifs proches de Mokolo, 2 chez les Kapsiki, Roumzou et Sir, 2 chez les Djimi, Bamguel et Zoumbouda, et 2 quartiers de Maboudji chez les Goudé, Noma-

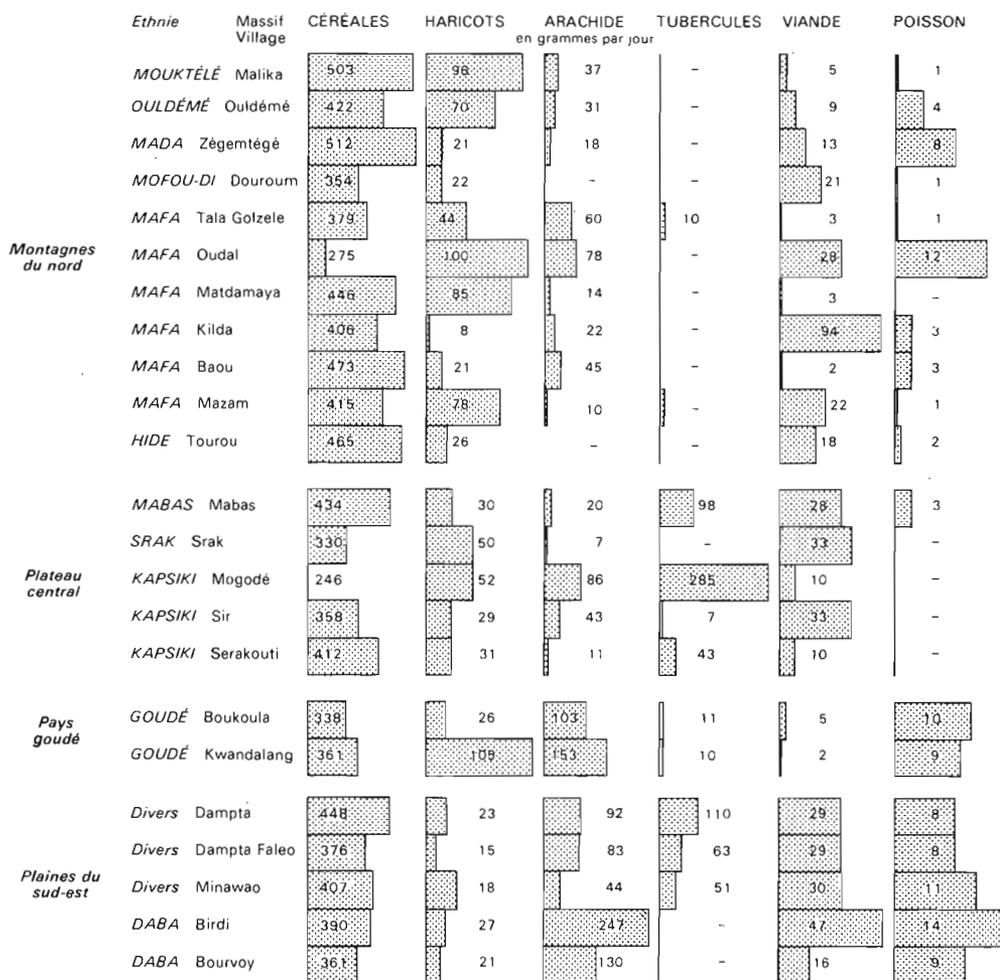


Figure 23
Rations journalières
par produits.

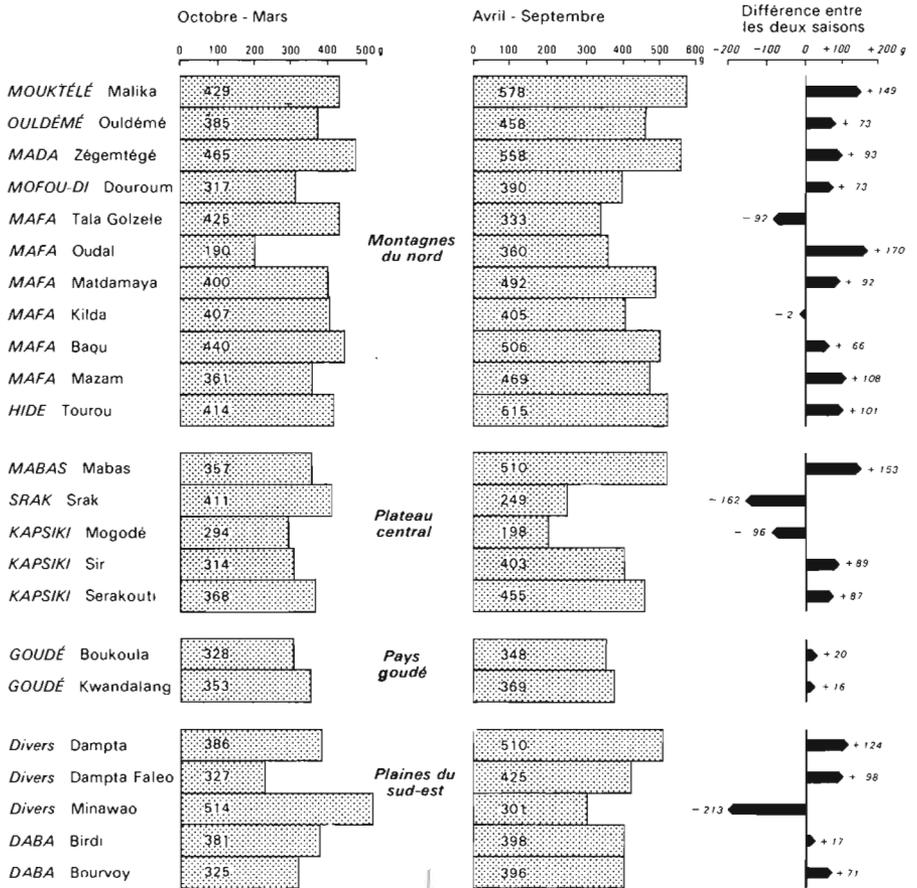


Figure 24

Rations journalières de mil suivant la période de l'année.

boudji composé à l'époque de « païens » et le « quartier foulbé » habité par des musulmans. Les résultats sont résumés sur les figures 25 et 26 (p. 221-222). Les chiffres trouvés ont été ramenés à des moyennes mensuelles (4 semaines) par exploitation, et à des pourcentages par grandes catégories de produits.

On constate la forte augmentation des montants des ventes et des achats du nord au sud. Très faibles chez les Mafa, ils sont nettement plus élevés chez les Kapsiki et chez les Djimi, et encore plus chez les Goudé des deux quartiers de Maboudji. Le passage de la pauvreté des montagnes du nord à la relative aisance des collines du sud-ouest est bien marqué. Il le serait encore davantage si l'enquête avait porté sur une année entière : les gens du nord vendent surtout après leurs récoltes — soit pendant la période observée —, tandis que les autres échelonnent davantage leurs ventes.

L'arachide apporte aux montagnards mafa examinés plus de 50 % de leurs revenus. Au sud, les ventes d'autres produits agricoles (surtout le sorgho, la patate, le haricot et le voandzou, mais aussi le tabac, le maïs, la calebasse), prennent une place importante dépassant dans certains cas celle de l'arachide. Les ventes de bétail sont trop irrégulières pour qu'une enquête courte donne des résultats significatifs. Les productions artisanales apportent presque partout un appoint et deviennent la ressource principale des habitants de Maboudji (tissage et broderies), du moins dans cette période de l'année : beaucoup attendent la montée des cours en fin de saison sèche pour vendre leurs produits agricoles. Les salaires constituent une part de revenus non négligeable pour plusieurs villages, notamment à Mandaka et à Bamguel, proches des petites villes de Mokolo et Bourha où l'on peut trouver du travail pour construire des cases ou aider un commerçant.

Sur le graphique des achats (fig. 26, p. 222) on remarque que les Mafa du nord consacrent plus de 70 % de leurs revenus à des achats de produits alimentaires (viande, poisson, sorgho, bière de mil), tandis que c'est le poste « vêtements » qui occupe ailleurs la première place.

Ces deux enquêtes montrent bien l'écart entre les conditions de vie des populations du nord et celles du sud. Les premières arrivent à produire ce qui leur est nécessaire pour leur alimentation, mais guère davantage, et tirent de petits revenus de leur arachide (ou de leur coton). Les secondes ont de larges excédents vivriers qui constituent une part importante de leurs ventes. En outre, depuis 1972, la montée des cours de l'arachide, et parfois la culture attelée, les ont incitées à développer leur production arachidière qui apporte maintenant à certains de fortes rentrées d'argent.

Ainsi une diminution importante des récoltes due aux mauvaises conditions climatiques peut amputer les réserves vitales des gens du nord, mais ne fait qu'abaisser les revenus de ceux du sud.

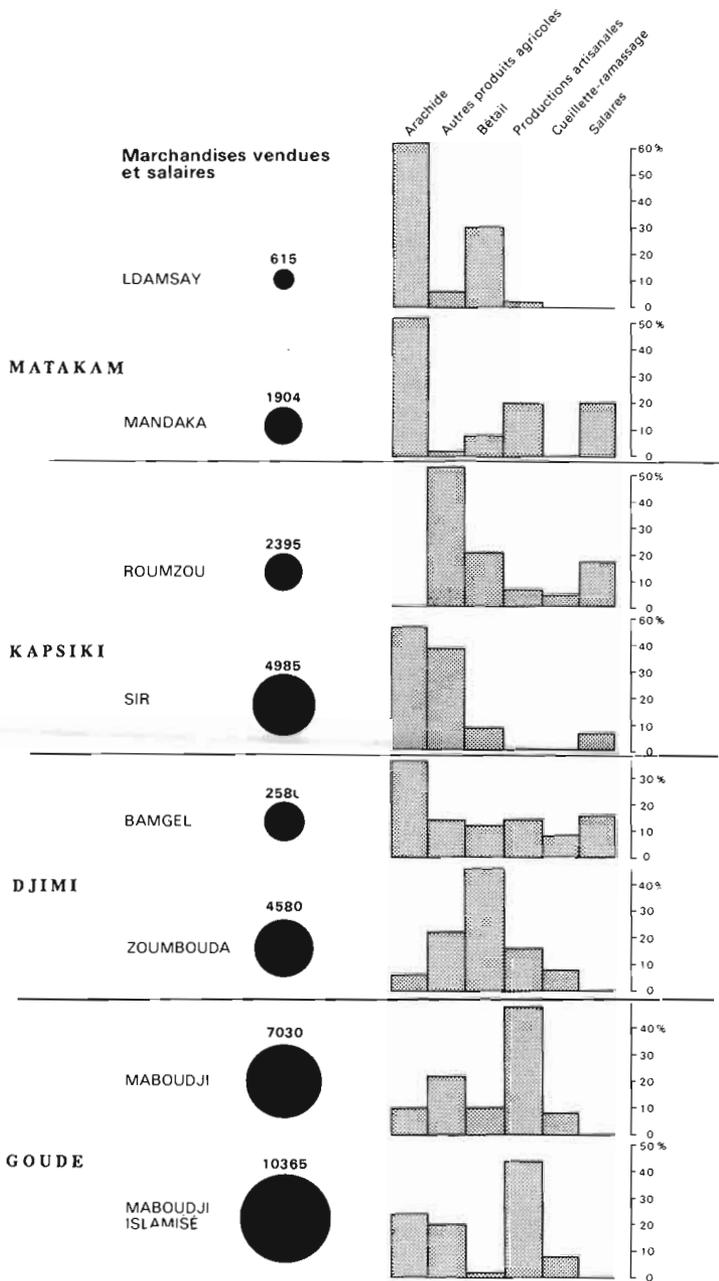


Figure 25
 Montant moyen
 des recettes,
 par famille, pendant
 quatre semaines
 (en FCFA).

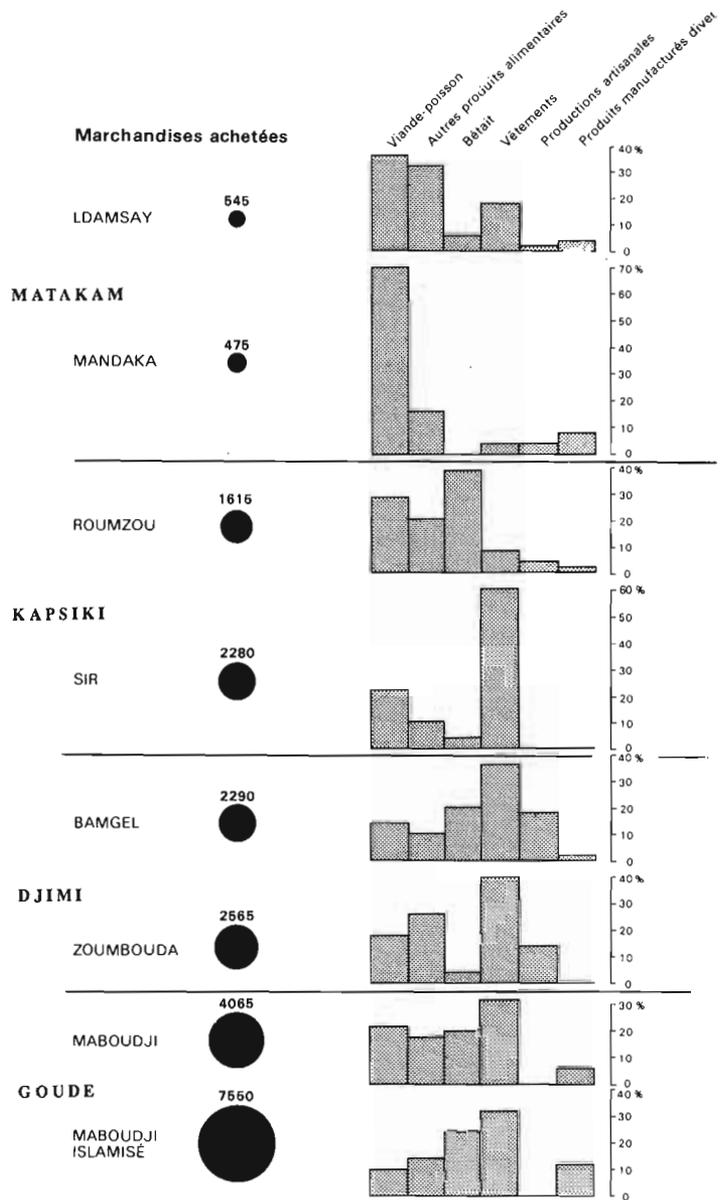


Figure 26
 Montant moyen
 des dépenses,
 par famille,
 pendant
 quatre semaines.

LES PETITES RÉGIONS DU SUD DES MONTS MANDARA

L'examen des niveaux de vie confirme l'opposition entre le nord et le sud des monts Mandara. Il s'agit de deux régions distinctes et qui sont elles-mêmes diversifiées.

Au nord, les différences portent essentiellement sur la nature de la culture commerciale, arachide ou coton, et sur les densités des zones accidentées, très variables suivant l'importance de l'émigration et les possibilités d'établissement sur les piémonts : des massifs vides, peu, moyennement ou très peuplés se côtoient. Le principal clivage est celui qui oppose les massifs en bordure des plaines cotonnières, dont la plupart des habitants sont descendus ou partis, et les autres, ceux auprès desquels on cultive l'arachide, qui restent dans l'ensemble très peuplés.

Le sud, on l'a vu, comporte à peu près autant de petits «pays» que de groupes ethniques, chacun d'eux présentant un visage particulier avec son type d'habitat et son système agraire. Pourtant, peu à peu, leurs spécificités tendent à s'estomper. Brassages ethniques, islamisation et surtout désir de modernisation et de progrès incitent un bon nombre d'entre eux à remplacer les anciennes façons de faire par des nouveautés, ce qui entraîne une certaine uniformisation.

C'est pour l'habitat que la tendance à la banalisation est la plus apparente. Ainsi, les anciens villages djimi, si caractéristiques avec leurs habitations alignées contre un massif et leurs quadrillages d'euphorbes, sont en voie de disparition. Les plans types, spécifiques des habitations de chaque ethnie, se modifient avec l'apparition fréquente d'une ou deux cases rectangulaires recouvertes de tôles. De même, les systèmes agraires s'uniformisent. Les vieux sorghos sélectionnés sur place sont détrônés par des variétés venues de la plaine, djigari et yolobri. L'arachide se développe de plus en plus au détriment de plantes traditionnelles, telles que l'éleusine chez les Bana, le haricot chez les Goudé, le voandzou chez les Fali.

Le compartimentage en pays ethnique est encore très présent et laissera certainement des traces pendant longtemps. Mais il tend à s'effacer et à être remplacé par un autre découpage, plus vaste, fondé sur le milieu physique.

— Le plateau à l'est de Mokolo

- . Ethnies : Matakam, Tchouvouk, Mouhour, Kortchi, pasteurs peul.
- . Peuplement en progression.
- . Sorgho, mil pénicillaire, arachide, un peu de patate.
- . La culture permanente reste la règle. Construction de terrasses sur les pentes en cours de colonisation.
- . Zone de transition entre le nord et le sud, avec un relief assez accidenté.

- Les plateaux frontaliers
 - . Ethnies : Oula, Kapsiki, Bana, Djimi, Tchedé, pasteurs peul en voie de sédentarisation.
 - . Peuplement en progression.
 - . Importance du sorgho, avec deux variétés complémentaires, à court et à long cycle.
 - . Fort développement de l'arachide. Diverses autres plantes commercialisées, notamment la patate et le voandzou.
 - . Culture attelée, avec prédominance de la petite charrue à traction asine.
- Les collines du sud-ouest
 - . Ethnies : Goudé, Ndjegn.
 - . Peuplement à tendance légèrement régressive.
 - . Sorgho à long cycle, patate ; haricot et arachide chez les Goudé, pomme de terre, maïs, fruits chez les Ndjegn.
 - . Activité artisanale importante.

Plateaux frontaliers et collines du sud-ouest sont les deux secteurs des monts Mandara où la croissance économique est la plus forte, les premiers grâce à l'arachide et à la patate, les seconds par leurs productions agricoles diversifiées et leur artisanat. La frontière a un effet stimulant et suscite une certaine effervescence commerciale.

- Les montagnes du sud-est
 - . Ethnies : Daba, Téléki.
 - . Peuplement en régression.
 - . Sorgho et haricot.
 - . Un peu d'arachide, de patate, de voandzou.
- Les plaines et vallées du sud-est
 - . Ethnies : Ndjegn, Tchedé, Daba, Fali.
 - . Peuplement en progression.
 - . Sorghos, arachide ou coton suivant les secteurs, voandzou.
 - . Cultures de fin de saison des pluies ou de saison sèche sur les alluvions des vallées : patate, oignons, tabac, canne à sucre.
 - . Culture attelée à traction bovine.

Recouvrant la diversité du nord et du sud, les quelques points communs sont liés à la politique menée depuis plusieurs décennies : dépeuplement des zones accidentées au profit des plateaux et des plaines, développement sur ces derniers de l'arachide ou du coton, et de la culture attelée.

Pour une diversification des actions de développement

Au cours des chapitres consacrés aux diverses régions des monts Mandara ont été suggérées des mesures susceptibles de mettre en valeur leurs potentialités ou de répondre à leurs problèmes. À la diversité des situations doit correspondre une diversité de réponses. C'est là un des enseignements à retirer : un modèle unique ne convient pas. Des montagnes très peuplées, ou au contraire presque vides, des plateaux ou des plaines, ne relèvent pas des mêmes actions. La meilleure façon d'aider les Goudé et les Ndjegn serait de leur construire une bonne route permanente et de résoudre leur problème d'eau en saison sèche. Les montagnards du nord devraient surtout être incités à utiliser des engrais et à diversifier leurs productions. Les cultivateurs des plateaux et des plaines devraient non seulement développer leur production d'arachide ou de coton et utiliser la charrue, mais aussi mieux tirer parti de leurs sols aptes aux cultures d'arrière-saison et de saison sèche.

Pour une polyculture axée sur le marché régional

La relative aisance des habitants des plateaux et du sud-ouest tient pour une part à la diversité des produits commercialisés. Les ventes de sorgho, patate, voandzou, haricot, pommes de terre, tabac, maïs, fruits, viennent compléter, ou parfois remplacer, les revenus apportés par l'arachide. L'écoulement en est aisé, soit vers les villes du Nord-Cameroun, soit vers le Nigeria ou le Tchad. Les paysans profitent de la complémentarité apportée par les caractéristiques de leur milieu : l'altitude provoque une fraîcheur favorable à certaines plantes comme la pomme de terre ou la patate, les pentes sont bien adaptées au haricot.

Une telle polyculture favorise l'étalement des travaux agricoles, elle permet de mieux affronter le risque climatique, les plantes ayant des cycles différents, et de ne pas être à la merci de l'effondrement des cours d'un produit. La politique agricole pourrait viser à promouvoir ce type de cultures, en particulier chez les montagnards du nord et du sud-est.

L'attention devrait par ailleurs être portée sur les variétés locales de sorgho. Elles tendent, pour des raisons non agronomiques, à être remplacées par des variétés de plaine qui donnent, semble-t-il, de moins bons résultats. Des études comparatives précises sur les rendements et les conditions de culture

montreraient probablement l'intérêt de conserver les vieilles variétés, mieux adaptées aux sols de montagne et de plateau.

Pour un développement de l'artisanat

L'artisanat traditionnel utilitaire destiné aux besoins locaux est en régression. Les cuvettes et seaux en plastique et en métal remplacent peu à peu les poteries, les fondeurs de fer ont disparu, les forgerons utilisant aujourd'hui des fers de récupération. En revanche, la menuiserie se développe : beaucoup de villageois achètent des portes, des fenêtres, des lits ou des chaises. Quelques montagnards se sont orientés vers la production destinée aux touristes. Des Mada et des Ouldémé font de belles vanneries en feuilles de palmiers doum, des Matakam fabriquent des objets divers en terre ou en fer, des Kapsiki, des Bana, des Téléki, des objets en cuivre, avec le procédé dit « à cire perdue ». Mais les ventes restent très limitées.

Plus intéressant est l'artisanat tourné vers le marché régional. L'exemple des Goudé et des Ndjegn montre que les villages entiers peuvent y trouver des revenus appréciables. Pour écouler leurs boubous en gabak et leurs toques brodées, les Ndjegn ont su s'organiser : ils ont des points de vente dans les villes voisines du Cameroun et jusqu'à Meiganga et Yaoundé.

La question des débouchés demeure le problème majeur de ce type d'activité. Si on voulait le développer et l'étendre à d'autres groupes, notamment aux montagnards du nord qui connaissent une longue période de chômage en saison sèche, il faudrait mettre en place un véritable réseau commercial et réaliser des campagnes publicitaires visant à valoriser les produits nationaux.

Pour la mise en valeur des montagnes dépeuplées

Les montagnes en cours de dépeuplement, au nord comme au sud, se transforment peu à peu en pôles répulsifs où l'on ose à peine s'aventurer de peur des panthères et des cynocéphales. Ces derniers viennent même s'attaquer aux cultures en piémont, et nous avons vu à quel point ils rendaient difficile la vie des montagnards lorsque ceux-ci sont peu nombreux.

Il semblerait relativement facile de faire reculer le fléau par des campagnes d'éradication.

Des actions de mise en valeur devraient en outre être entreprises. Le reboisement des pentes raides permettrait de limiter les dégâts de l'érosion, et l'on pourrait multiplier les espèces utiles pour leurs feuilles, leurs fruits ou leur bois. La façon dont les montagnards du nord traitent leurs parcs arborés pourrait servir de modèle. La multiplication d'arbres « à perches » (jajubiers, *Anogeissus*, *Terminalia brownii* ...), conduite de manière à donner des rejets ou

des branches bien droits, procurerait aux habitants du voisinage ou même des plaines plus lointaines, des poutres pour leurs toits que certains vont acheter actuellement au Nigeria. Planter sur les pentes des baobabs, des tamariniers, des *Acacias albida*, des rôniers, des nérés, dont les fruits ou les feuilles sont comestibles, favoriserait le petit élevage domestique et apporterait aux hommes des compléments de nourriture ou de revenus. L'introduction d'autres arbres utiles, tel le mûrier, pourrait également être étudiée.

Au-dessus des versants à pentes raides, les massifs comportent généralement des secteurs moins accidentés, des vallons suspendus, où était auparavant installé l'habitat. Avec leur climat frais et sain, ils pourraient sans doute devenir un lieu d'accueil pour les bovins, en particulier en saison des pluies, quand plaines et plateaux se couvrent de cultures. Là encore, des paysans nous offrent un exemple qui donne à réfléchir. Les Fali d'Aïnoro envoient pâturer en saison des pluies leurs bœufs de labour à l'emplacement de leur ancien habitat de montagne; ils barrent avec des épines les quelques issues entre les rochers, et leurs animaux trouvent leur provende, sans même avoir besoin de gardien.

L'élevage, durement concurrencé par le développement des cultures sur les piémonts, trouverait ainsi un nouveau domaine.

Ces quelques suggestions s'appuient sur l'écoute et l'observation des paysanneries. C'est là, nous semble-t-il, la seule façon d'emprunter la « voie paysanne », celle qui conduit à un développement authentique profitant à la fois à la nation et aux populations concernées : les deux objectifs ne sont pas toujours antinomiques.

Encourager les initiatives locales, accompagner les efforts en intervenant sur des points précis qui échappent à la compétence de l'agriculteur (introduction de nouvelles plantes ou de nouvelles techniques, construction de routes, étude de marchés), faire « circuler l'information » en suggérant ici ce qui a été réussi ailleurs par des groupes placés dans des conditions analogues, chercher à résoudre les problèmes, à lever les blocages propres à chaque petite région, ce type d'actions, qui considère les paysans comme les véritables promoteurs de leur propre développement, est à privilégier. Il ne brise pas les dynamismes, contrairement aux opérations initiées de l'extérieur et encadrant étroitement les populations. Et il s'ajuste mieux aux potentialités du milieu physique et humain.

Enfin, l'objectif du paysan qui travaille sa terre est d'assurer son alimentation et de gagner de l'argent, mais sa qualité de vie dépend de bien d'autres facteurs. Il doit notamment s'intégrer dans une communauté vivante et attrayante, et être en harmonie avec lui-même. Sur ce point, les habitants des monts Mandara, bien souvent, ont perdu. Ceux qui vivent en montagne voient leurs massifs se dépeupler; les campagnes pour la descente se sont

longtemps appuyées sur les dénigrement de la vie « parmi les rochers comme des singes », et l'école véhicule ces mêmes jugements dévalorisants qui finissent par pénétrer les mentalités. Ceux qui sont descendus en piémont ne reconstituent pas toujours des groupes villageois aussi cohérents qu'auparavant, du fait du déracinement, des mélanges de populations et du déclin de leur religion.

Toutes les sociétés rurales en voie de modernisation connaissent une certaine déstructuration et la perte de leurs valeurs traditionnelles. Mais ici, et plus particulièrement dans les montagnes du nord, la rapidité des changements et le fait qu'ils concernent tous les aspects de la vie provoquent un bouleversement brutal et perturbateur.

Raison supplémentaire pour fonder le développement agricole sur les solutions et orientations issues du milieu : on aiderait ainsi les populations à conserver, ou à retrouver, leur vitalité et leur fierté.

Bibliographie

CARTES ET DOCUMENTS

- . Carte de l'Afrique centrale au 1/200 000, éditée par l'Institut géographique national. Feuilles de Mora, Mokolo, Maroua et Garoua.
- . Carte de l'Afrique centrale au 1/50 000, éditée par l'Institut géographique national (10 coupures).
- . Cartes pédologiques du Cameroun au 1/100 000 et notices :
MARTIN (D.), 1961 — feuille Mora, IRCAM.
SEGALEN (P.), VALLERIE (M.), 1963 — feuille Mokolo, IRCAM.
SEGALEN (P.), 1962 — feuille Maroua, IRCAM.
SIEFFERMANN (G.), MARTIN (D.), 1963 — feuille Mousfoyo, IRCAM.
- . Carte pédologique du village de Hodogway et notice :
MARTIN (D.), 1966 — 18 p., *Multigr.*
- . Cartes géologiques de reconnaissance au 1/500 000 et notices :
DUMORT (J.-C.), PERONNE (Y.), 1966 — feuille Maroua.
SCHWOERER (P.), 1965 — feuille Garoua-est.
- . Photographies aériennes réalisées par l'Institut géographique national. Couverture au 1/50 000, mission AEF 124, 1953-54, et missions ponctuelles diverses au 1/20 000 et au 1/10 000.
- . Relevés pluviométriques établis par le Service météorologique du Cameroun.
- . Recensement démographique national, 1976.
- . Enquête alimentaire effectuée par la Mission socio-économique du Nord-Cameroun (MISOENCAM) en 1960-61.
- . Archives, documents et rapports annuels des départements et arrondissements.
- . Rapports annuels de la Société pour le développement du coton au Cameroun (SODECOTON).

OUVRAGES ET ARTICLES

- BOISSEAU (J.), SOULA (M.), 1974 — *La femme dans sa communauté territoriale clef du cosmos mafa*. Bureau d'études coopératives et communautaires, Paris, 812 p. *Multigr.*

- BOSERUP (E.), 1970 — *Évolution agraire et pression démographique*, Flammarion, Paris, 322 p.
- BOULET (J.), 1975 — Magoumaz, pays mafa (Nord-Cameroun). *Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, n° 11, ORSTOM, Paris, 92 p.
- BOULET (J.), 1975 — *Atlas régional de la Benoué*, ORSTOM, Yaoundé, 90 p.
- BOUTRAIS (J.), 1973 — La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (monts Mandara), *Trav. et Doc.*, n° 24, ORSTOM, Paris, 280 p.
- BOUTRAIS (J.) *et al.*, 1984 — Le nord du Cameroun. Des hommes, une région. *Mém. ORSTOM*, n° 102, Paris, 552 p.
- BOUTRAIS (J.), 1987 — Mbozo-Wazan, Peul et montagnards du Nord-Cameroun. *Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, n° 22, ORSTOM, Paris, 154 p.
- BRUNETIÈRE (D.), 1982 — *Les Djimi montagnards du Cameroun septentrional*. Thèse Univ. Paris VII, 398 p., *Multigr.*
- COLOMBEL (V. de), 1986 — Phonologie quantitative et synthématique avec application à l'ouldémé, langue tchadique du Nord-Cameroun. *Langues et cultures africaines*, n° 7, CNRS-SELAF, Paris, 375 p.
- COLOMBEL (V. de), 1986 — *Afénecya*. Film ethnologique.
- COLOMBEL (V. de), 1987 — *Instruments de musique et relations ethniques dans les monts Mandara*. CNRS, Paris, 33 p., *Multigr.*
- Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun, 1981 — *Actes du colloque international du CNRS* (Paris, 24-28 septembre 1973), CNRS, Paris.
- COUTY (Ph.), 1984 — La vérité doit être construite, *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XX, n° 1 : 5-15.
- COUTY (Ph.), HALLAIRE (A.), 1980 — De la carte aux systèmes. Vingt ans d'études agraires au sud du Sahara (ORSTOM 1960-1980). *Note AMIRA-INSEE*, n° 29, Paris, 121 p., *Multigr.*
- COUTY (Ph.), PONTIE (G.), ROBINEAU (Cl.), 1981 — Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux. Un thème de recherches de l'ORSTOM (Afrique 1964-1972). *Note AMIRA-INSEE*, n° 31, Paris, 79 p., *Multigr.*
- DENHAM (D.), CLAPPERTON (H.), OUDNEY (N.), 1826 — *Voyages et découvertes dans le nord et dans les parties centrales de l'Afrique*. A. Bertrand, Paris.
- DINECHIN (B.), TABART (Y.), 1986 — *Un souffle venant d'Afrique*. Le Centurion, Paris, 192 p.
- ENJALBERT (H.), 1956 — Paysans noirs : les Kabré du Nord-Togo. *Cahiers d'outre-mer*, avril-juin.

- FRECHOU (H.), 1965 — *Le régime foncier dans la région des Timbi (Fouta-Djalon)*. Études de droit africain et de droit malgache, Cujas, Paris : 108-198.
- FRECHOU (H.), 1966 — L'élevage et le commerce du bétail dans le nord du Cameroun. *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. III, n° 2 : 1-125.
- FROELICH (J.-C.), 1968 — Les montagnards paléonigritiques. *L'homme d'outre-mer*, ORSTOM, Berger-Levrault, 268 p.
- GRAEFFENRIED (Ch. von), 1984 — Das Jahr des Stieres, ein Opferritual der Zulgo und Gemjek in Nordkamerun. *Studia ethnogr. friburgensia* II, 309 p.
- HALLAIRE (A.), 1965 — *Les monts du Mandara au nord de Mokolo et la plaine de Mora*. ORSTOM, Yaoundé, 162 p., *Multigr.*
- HALLAIRE (A.), 1971 — Hodogway, Cameroun nord. *Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, n° 6, ORSTOM, Paris, 90 p.
- HALLAIRE (A.), 1972 — Marchés et commerce au nord des monts Mandara, *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 259-285.
- HALLAIRE (A.), 1976 — Problème de développement au nord des monts Mandara. *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XIII, n° 1 : 3-22.
- HERVIEU (J.), 1967 — Sur l'existence de deux cycles climato-sédimentaires dans les monts du Mandara et leurs abords (Nord-Cameroun). Conséquences morphogénétiques et pédogénétiques. *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, Paris, sér. D, t. 264 : 2624-2627.
- HURAU (J.), 1958 — Les structures sociales des montagnards Rird, *Bull. de l'IFAN*, 20, 1-2, sér. B : 111-122.
- JULLERAT (B.), 1971 — *Les bases de l'organisation sociale chez les Moukété (Nord-Cameroun)*. Mém. de l'Institut d'Ethnologie VIII, Paris, 272 p.
- LAVERGNE (G.), 1944 — Le pays et la population matakam. *Bull. de la Soc. et Camer.*, n° 7 : 7-73.
- LEBEUF (J.-P.), 1961 — *L'habitation des Fali montagnards du Cameroun septentrional*. Hachette, Paris, 600 p.
- LEMBEZAT (B.), 1952 — *Mukulebé, un clan montagnard du Nord-Cameroun*. Berger-Levrault, Paris, 228 p.
- LESTRINGANT (J.), 1964 — *Les Pays de Guider au Cameroun. Essai d'histoire régionale*, Paris, 480 p., *Multigr.*
- LETOUZEY (R.), 1968 — *Étude phytogéographique du Cameroun*. Lechevalier, Paris, 510 p.
- LIVET (R.), 1963 — *Habitat rural et structures agraires en basse Provence*. Ophrys, Aix-en-Provence, 465 p.
- Maîtrise de l'espace agricole et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique. Actes du Colloque de Ouagadougou. *Mém. ORSTOM*, n° 89, Paris, 600 p.

- MARTIN (J.-Y.), 1970 — Les Matakam du Cameroun. *Mém. ORSTOM*, n° 41, 215 p.
- MOHAMMADOU (E.), 1970 — *Les Ferobé du Diamaré : Maroua et Petté*, Niamey, Yaoundé, 482 p., *Multigr.*
- MVENG (E.), 1963 — *Histoire du Cameroun*, Présence Africaine, Paris, 534 p.
- PÉLISSIER (P.), 1980 — L'arbre dans les paysages agraires de l'Afrique noire. *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XVII, nos 3-4 : 131-136.
- PÉLISSIER (P.), DIARRA (S.), 1978 — *Stratégies traditionnelles, prise de décision moderne et aménagement des ressources naturelles en Afrique soudanienne*. Notes techniques du MAB9, UNESCO, Paris : 35-57.
- PODLEWSKI (A.), 1966 — La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun. *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. III, n° 4, 194 p.
- RICHARD (M.), 1972 — *Traditions et coutumes matrimoniales chez les Mada et Mouyeng (Nord-Cameroun)*. Paris, 328 p., *Multigr.*
- SAUTTER (G.), 1968 — *Les structures agraires en Afrique tropicale*. CDU, Paris, 267 p.
- SAUTTER (G.), PÉLISSIER (P.), 1964 — Pour un Atlas des Terroirs Africains. Structure type d'une étude de terroir. *L'homme*, janv.-avril : 56-72.
- SAVONNET (G.), 1959 — Un système de culture perfectionné pratiqué par les Bobo Houlé dans la région de Houndé. *Bull. de l'IFAN*, B, n° 74.
- SEIGNOBOS (Ch.), 1982 — *Nord-Cameroun. Montagnes et hautes terres*. Coll. Architectures traditionnelles, éd. Parenthèses, Marseille, 190 p.
- STECK (B.), 1972 — Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant. *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 309-323.
- SUCHEL (J.-B.), 1972 — La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun. Contribution à l'étude de l'Afrique tropicale. *CEGET, Tr. et Doc. de géogr. tropic.*, n° 5, Talence, 287 p.
- TILLEMENT (B.), 1972 — *Hydrogéologie du Nord-Cameroun*. Thèse univ. Lyon, 294 p.
- URVOY (Y.), 1949 — Histoire de l'Empire du Bornou. *Mém. IFAN*, Larose, Paris, 168 p.
- VINCENT (J.-F.), 1972 — Données sur le mariage et la situation de la femme Mofu (massifs de Duvangar et de Wazam, Cameroun du Nord). *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 309-323.
- VINCENT (J.-F.), 1979 — Bilan de la scolarisation dans les montagnes Mofu (Nord-Cameroun). *Cab. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XVI, n° 4 : 305-328.
- WHITE (S.), 1943 — L'économie agricole des montagnes Kirdi de l'émirat de Dikoa. *Bull. de la Soc. d'Ét. Camer.*, n° 3 : 77-84.

Mountain farmers in North Cameroon

Summary

This work is devoted to the working and living conditions of the farmers of the Mandara mountains. It is based on over twenty years of surveys and field observations (1964 to 1986). During this period, the traditional agrarian systems were affected by numerous measures proposed or imposed with a view to «development» and by the frequent drought years since 1970.

THE GENERAL FEATURES OF THE MANDARA MOUNTAINS

The first part covers the whole of the Mandara mountains and starts with the physical environment. There are three types of environment. In the centre, a series of plateaux run from 700 to 1,000 m. Surrounding and dominating the plateaux, the mountain zones themselves have a pronounced relief and are scattered with blocks of rock. The highest point is at altitude 1,492 m. Finally, the surrounding borders of the plain at 400 to 500 m form the mountain farmers extension zone. The central plateaux and the long strips of relief enable most of the mountain people to spread their land over two environments : mountain/plateau or mountain/plain. This is a major advantage for the people who thus have two sectors with different potential.

The region stretches for 150 km from north to south. Rainfall records show a north-south increase in precipitation and length of rainy season (850 mm and four and a half months in the north; 1,100 mm and six months in the south). They reveal irregular precipitation and a high frequency of drought years since 1970. The problem of water supplies during the dry season has become worrying.

The total population of about 400,000 is made up of some thirty ethnic groups with extremely uneven distribution. Over two-thirds of the population lives in the northern extremity (one third of the total area) of the region. Population densities are high and frequently exceed 100 persons per sq. km, whereas the figure ranges from 10 to 60 persons per sq. km in the south. This contrast between the densely populated north and the ample space in the south is capital from the agrarian point of view.

The populations of both the northern and southern parts of the Mandara mountains belong to the same «paleo-Sudanian» civilisation found from Senegal to Chad among all those who escaped the domination of the Islamic empires and conserved their identity by moving to refuge zones. They display the specific traits of mountain people : terrace farming techniques, elaborate, original landholding systems based on the private appropriation of land and a conception of land attributing greater value to uplands than

lowlands. This civilisation in which religious, social and agrarian aspects are closely linked remained well preserved for a long time. It has now been questioned in only a few decades by its entry into a monetary economy, by the pressure on the people to abandon their mountain environment and by pressure on their religion to the advantage of Islam or Christianity.

Finally, a chapter devoted to animal husbandry covers the modest activities of the farmers and the work of the specialised livestock breeders who possess large herds of cattle. The latter are Fulah graziers, most of whom live on the plateaux, and transhumant breeders who move up from the neighbouring plains each year. They are currently experiencing a crisis since the mountain people are cropping the plateau area and reducing the range-land, and the droughts are affecting grassland quality. Some are beginning to switch to crop farming and others are leaving the region.

THE DENSELY POPULATED NORTHERN MOUNTAINS

Study of the agrarian systems is then examined. The second part of the work discusses the densely populated northern zone.

Most of the area is mountainous. It is divided into clearly identified ranges with areas of up to 10 to 20 sq. km and generally correspond to a village community. These ranges generally run down to the edge of a plateau, a plain or a lower valley cultivated by the mountain people. Many of them have installed homes in such places.

The mountain areas of the village land are used each year to grow sorghum, together with beans, gumbo and roselle, three plants used to make the sauce served with sorghum balls. In the west, the Matakam alternate sorghum and kaffir millet.

The fields are cropped every year. Fallow is unknown because of the high population density. However, the terraces, the various fertilisation procedures (stable manure, ash, plant debris) and the quality of the farming generally result in fair and even high yields (1,000 kg of sorghum per hectare) in the inhabited areas which are those most regularly fertilised. The very numerous varieties of sorghum, kaffir millet and beans are specific to the mountains and well suited to granitic sandy soils.

The piedmont parts of the village land cultivated in the past few decades are used for peanut as a cash crop in rotation with sorghum. Cotton is grown at the edges of the plain when the soil is suitable.

Peanut provides a cash income and useful complementary food. The advantage of cotton growing is more disputed. Cotton suffers more than other

crops from climatic irregularities and the piedmont soils are not always suitable. When the harvest is mediocre, it is not uncommon to see the whole of the return paid out to repay the debts incurred in the purchase of seed, fertilizer and herbicides.

Farms are small with approximately 7,500sq. m per head of labour. Although the mountain farmers are not as limited for space as they used to be — as a result of emigration to the plain — lack of time is still the major bottle-neck of the system. Most of the cultural operations have to be performed in May, June and July when there is a work overload, and the present shortening of the rainy season reduces the possibilities even more.

The mountain farmers have perfected an effective agricultural system which is suited to their specific environment, maintains soil fertility and would seem to be difficult to better. When rainfall is normal, they cover their own food requirements and earn modest incomes. However, the balance is fragile and food shortages have become frequent, mainly because of climatic uncertainties. In addition, when they settle in the piedmont areas, the mountain folk are closer to roads, schools, dispensaries and markets and are no longer in a separate world. In contrast, the agrarian effects seem to be less beneficial. The mountain fields are no longer fertilised and are finally abandoned in favour of piedmont fields where the crops are usually poorer.

A series of useful measures have been taken to encourage emigration. Reception zones have been opened, firstly in the north in the Mora plain and then in the more remote plains in the south of the Bénoué department. They have settled the over-population problem. The development policy has concentrated on attracting the mountain farmers to the plain and encouraging them to grow cotton, and has switched from all activity in mountainous areas. The semi-failure of cotton and the problems related to the drought encourage reconsideration of this position. It would seem that attempting to improve living conditions in the mountains by advocating innovations made possible today by the lower population density could help the still substantial, hardworking population which is full of vitality.

THE CENTRAL PLATEAUX

The southern part of the Mandara mountains (from the latitude of Mokolo) differs from the north in that its population density is lower, as has been mentioned above, and is also amazingly varied, defying any attempt at synthesis.

The physical environments are varied, with plateaux and mountains with sharp fragmented relief, more gentle hills and plains with inselbergs in the extreme southern part. Rainfall and rainfall distribution increase southwards. Each ethnic group has its own agrarian system and the results range from mediocre to excellent. There is a succession of distinct local areas.

A first set of areas from Mokolo to Tchévi is hinged on the inner high plateaux, flanked to the east by mountain areas and to the west by the Nigerian frontier. It is divided into two sectors : one in the north formed by the Mokolo plateaux and the Kapsiki lands, and the other by the Bana and Djimi lands.

The Mokolo plateaux and the Kapsiki lands

The main feature here is the colonisation of the plateaux by people confined to the mountains until the middle of the 20th century. This is examined through the example of Sir, a Kapsiki village. Until 1940, the Kapsiki lived in two mountainous zones on either side of the plateau. Most of the western zone is in Nigeria; the Cameroon part consists only of a few villages along the frontier. The eastern zone consists of a large mountain mass running up to an altitude of 1,302 m. This is where the village of Sir is located.

The village was founded at the beginning of the 19th century in an empty sector of steep slopes running from the plateau to the plain. It grew rapidly, fed in particular by immigration. Farmed mountain areas became established around the initial core and the whole of the slopes were terraced and cultivated. Small hamlets formed on either side of the hilly zone from the 1940s onwards; a few lie towards the inner plain which lies below but more are on the plateau. Today, the population is scattered as far as 6 or 7 km from the slope zone. In 1966, most of the inhabitants of Sir still lived in the mountain. Like the northern mountain farmers, they practice permanent cropping of terraced fields, growing sorghum and peanut. As the rainy season is longer, they can grow long cycle sorghum outside the inhabited area; this is harvested in December. Potatoes, onions and maize have been introduced in small, well-fertilised plots.

The Sir mountain farmers, who do not care for their crops as attentively as the farmers in the north, cultivate an average of 1 ha per head of labour. Surplus sorghum is grown which, together with peanut and potato, brings in a cash income. There are no food shortages.

The inhabitants of the plateau practice more productive farming, growing sorghum, peanut and sweet potato in the fertilised fields around their homes. Further away, the same crops are alternated with fallows. Some farmers now possess ploughs drawn by donkeys. The sale of peanuts and

sweet potatoes bring them substantial incomes; some of the most active farmers earned over 200,000 francs in 1986. One can talk in terms of the economic «launching» of these people.

The Bana and Djimi lands

Unlike their northern neighbours, the Bana and the Djimi are plateau farmers. They have never stopped cultivating their fields even when they had to live in the mountains for reasons of safety in the 19th century. Their villages are at the foot of the mountain and at the bottom of the small hilly areas scattered through the plateau. The Bana grow sorghum and peanut and the Djimi grow mainly sorghum. They also have bush fields which are cultivated for 4 years or more and then left fallow for 10 to 12 years. Sorghum and peanut are the two main crops; sweet potato and bambara nut are also grown.

The study of the Djimi village of Bamguel shows that about 1 ha is cropped per head of labour. The farms have since been able to expand thanks to the introduction of donkey or ox draught ploughs. The Djimi and especially the Bana earn good incomes mainly from the sale of peanuts and sweet potatoes and also from sorghum and bambara nut. Some Bana earned as much as 300,000 to 400,000 francs in 1986 from the sale of peanuts alone.

These two groups have always farmed the plateau and have not needed to adapt to a new environment. They have steadily — and at their own speed — increased their cash crops and have never lost control of their own development.

THE SOUTHERN MOUNTAINS

The south-eastern mountains

A thick ridge of mountains formed of ranges separated by deep incisions cut by watercourses lies between the Bourha-Tchévi plateau and the southern plain. This is empty today, with the exception of two ranges — one inhabited by Daba and the other by the Téléki. Population densities are low at 10 to 20 persons per sq. km.

In 1966, about fifteen small Daba villages were scattered through the range. One of them, Dogoy, is on a flat area surrounded by steep slopes. Cultural operations are carried out rapidly and no terraces are built. Two groups of

fields are farmed with a two-year rotation : the fields in the village area cultivated continuously and brush fields cultivated for two years and then returned to fallow. In the « women's year » when these fields are cultivated again, beans (a feminine plant) are sown in the bush and early sorghum at the village. The next year is the « men's year » and sorghum is grown in the bush fields and peanut in the village. There are two bush fields in the mountain and two others in the valley running along the range to the north.

The farming system is thus well understood, with rotations and long fallows. Holdings are large with an average of 1,300 sq. m per head of labour. However, yields are low and the soils are becoming exhausted. Peanut is becoming difficult to grow. The farmers are poor and young people are leaving the village. *Cynocephalus* cause damage to crops and the fields have to be watched all the time. This is a well-known problem in mountain areas with low population density.

In 1986, the village moved to the piedmont. It has become bigger with the arrival of young households from neighbouring villages and seems to be recovering a certain vitality.

The south-western hills

A mountain zone with softer relief forms the south-western extremity of the region. The Goudé and the Ndjegn who live there have successfully changed to a monetary economy. They and the Bana are the richest farmers in the Mandara mountains.

However, the Goudé farming system observed at Maboudji has a number of points in common with that of the Daba. Like the latter, they alternate beans and sorghum in the bush on slopes with no terraces, but they possess a large inhabited area where sorghum, peanuts and various complementary crops are grown continuously.

They know how to take advantage of the potential of their environment. They profit from the long rainy season to grow very long cycle sorghum (April-December/January) with high yields, and sow peanuts and beans in two batches in order to stagger the work as much as possible. They fertilise the land by digging in plants and now buy chemical fertilizers from Nigeria.

About one hectare is cultivated per head of labour. Harvests are good and there are saleable surpluses of all crops. The people complement their agricultural incomes by selling the tamarinds that they pick and by developing small textile crafts, spinning and weaving cotton strips and embroidering hats. Some practice commerce which is stimulated by the closeness of Nigeria.

The Fali inselbergs in the Mayo-Oulo plain

The Mayo-Oulo plain between the southern mountains and the inselbergs was empty at the beginning of the century and has been gradually settled by Fali from the mountains. The inhabitants of the village of Aïnorô began to come down from the large Bossoum inselberg in about 1930. In 1966, four-fifths of them had settled in the piedmont area and all were there in 1986. The mountain fields have been abandoned.

They farm a gently sloping area running down from the base of their mountain. The soil first consists of coarse colluvium; the houses are built here. This is followed by sandy soils and then a small, moist, clayey sector. Sorghum and peanuts are grown on the colluvium and peanuts, bambara nuts, beans and a little sorghum alternate with fallows on the sandy soil. The moist area is cultivated each year — including the dry season; tiny plots are used to grow all kinds of suitable plants; early sorghum, rice, sweet potatoes, sugar-cane and tobacco. The central zone forming most of their land is under ridge cultivation. The ridges are carefully remade every two years. The farmers consider that they are necessary for satisfactory yields.

The Fali of Aïnorô find it difficult to make ends meet now that they have abandoned their mountain fields. They cultivate only 700 sq. m per head of labour and have to make do with equal fallow and cultivation periods, which seem inadequate for their mediocre land. The soil is becoming exhausted and in many places cannot even bear sorghum any more. In spite of careful cultural practices, the standard of living is mediocre and cash sales are very small.

CONCLUSION

This view of the Mandara mountains from north to south shows the great variety of physical environments, population densities and aptitudes of the farming societies who live there. The mountain zones have generally been considered to be unpleasant areas that the population should be encouraged to leave. However, the success of the Goudé and the Ndjegn, the more modest performance of the northern mountain farmers and the difficulties encountered when too many people move down to the mediocre piedmont land call for a revision of this opinion. It is now the moment to encourage a mountain economy, taking into account the diversity mentioned above, and making use of the long farming experience in the region.

Table des illustrations

LISTE DES FIGURES

Figure 1	— <i>Les monts Mandara</i>	8
Figure 2	— <i>Les monts Mandara. Carte administrative</i>	9
Figure 3	— <i>Groupes ethniques</i>	10
Figure 4	— <i>Pluviométrie de 1955 à 1984</i>	19
Figure 5	— <i>Densités de population</i>	28/29
Figure 6	— <i>Tchakilé, campement de pasteurs peul</i>	64
Figure 7	— <i>Coupe à travers le massif oudémé</i>	72
Figure 8	— <i>Hodogway, parcellaire et cultures</i>	87
Figure 9	— <i>Sir, le territoire villageois</i>	126/127
Figure 10	— <i>Sir, parcellaire d'un quartier de montagne</i>	132
Figure 11	— <i>Sir, parcellaire d'un quartier du plateau</i>	133
Figure 12	— <i>Bamguel, le territoire villageois</i>	151
Figure 13	— <i>Bamguel, l'aire villageoise du quartier Mombortina</i> ...	152
Figure 14	— <i>Bamguel, les champs de brousse du quartier Mombortina</i> .	153
Figure 15	— <i>Dogoy, le territoire villageois, ses soles et ses rotations</i> .	161
Figure 16	— <i>Dogoy, les champs de l'aire villageoise</i>	162
Figure 17	— <i>Dogoy, les champs de brousse</i>	163
Figure 18	— <i>Maboudji, le territoire villageois</i>	184
Figure 19	— <i>Maboudji, l'aire habitée du quartier de Nomaboudji</i> ..	185
Figure 20	— <i>Maboudji, les champs de brousse du quartier de Noma- boudji</i>	186
Figure 21	— <i>Aïnoré, le territoire villageois</i>	209
Figure 22	— <i>Aïnoré, le dispositif des cultures</i>	210
Figure 23	— <i>Rations journalières par produit</i>	218
Figure 24	— <i>Rations journalières de mil suivant la période de l'année</i> .	219
Figure 25	— <i>Montant moyen des recettes, par famille, pendant quatre semaines (en FCFA)</i>	221
Figure 26	— <i>Montant moyen des dépenses, par famille, pendant quatre semaines</i>	222

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I	— Répartition mensuelle des pluies (en mm). Moyennes de 1955 à 1984	18
Tableau II	— Évolution des précipitations de 1955 à 1984	20
Tableau III	— Population des monts Mandara d'après le recensement d'avril 1976	24
Tableau IV	— Groupes ethniques du nord	26
Tableau V	— Groupes ethniques du sud	26
Tableau VI	— Effectifs des troupeaux et rapports bétail/population en 1976	55
Tableau VII	— La transhumance	65
Tableau VIII	— Massifs et densités	70
Tableau IX	— Rendements du sorgho en milieu montagnard habité (année 1970)	96
Tableau X	— Production de coton par les montagnards du nord en 1976	97
Tableau XI	— Superficies (en ares) cultivées par trois exploitants de Wazang	100
Tableau XII	— Émigration d'un massif mada en 1967	110
Tableau XIII	— Activités de la population de Mokolo	125
Tableau XIV	— Superficies par cultures à Tchakalta (en ha)	134
Tableau XV	— Statut foncier des champs de Tchakalta	137
Tableau XVI	— Superficies des exploitations de Tchakalta (en ha) ..	137
Tableau XVII	— Superficies de deux exploitations de Bamguel en 1966 (en ares)	154
Tableau XVIII	— Superficies par types de cultures à Dogoy (en ha) ...	166
Tableau XIX	— Superficies des exploitations de Dogoy en 1966 (en ares)	167
Tableau XX	— Ventes de produits agricoles à Dogoy en 1966, par exploitation	168
Tableau XXI	— Superficies de deux exploitations de Maboudji en 1966 (en ares)	192
Tableau XXII	— Aïnoré 1967 : lignages et localisation des habitations .	206
Tableau XXIII	— Superficie de six exploitations d'Aïnoré (en ares) ..	213
Tableau XXIV	— Consommations journalières de mil (en grammes) ...	217

Table des matières

	Introduction	5
	Glossaire	11
	Les caractères généraux des monts Mandara	13
<hr/>		
	LE MILIEU NATUREL	14
	<i>Les trois grands types de reliefs</i>	14
	Les plateaux intérieurs	14
	Les zones accidentées	15
	Les plaines à inselbergs de bordure	16
	<i>Le régime des pluies</i>	17
	La répartition saisonnière des pluies du nord au sud des monts Mandara	17
	L'irrégularité des pluies. La fréquence des sécheresses depuis 1970	19
	<i>La problème de l'eau</i>	20
<hr/>		
	LES HABITANTS : EFFECTIFS, GROUPES ETHNIQUES, DENSITÉS	22
	<i>Les effectifs</i>	22
	<i>Les groupes ethniques</i>	24
	<i>Les densités</i>	28
	Densités et rapports avec le relief	28
	Densités et culture en terrasses	28
	Densités et histoire. La notion de montagne-refuge	30
<hr/>		
	D'UNE CIVILISATION PALÉO-SOUDANIENNE MONTAGNARDE À UNE CIVILISATION MODERNE	33
	<i>Une civilisation montagnarde</i>	33
	La terrasse	34
	Les systèmes fonciers	35
	La perception de l'espace par le montagnard	46
	<i>L'implantation d'une civilisation moderne</i>	50
	La descente en plaine et l'émigration	51

Les progrès des nouvelles religions	52
---	----

L'ÉLEVAGE	54
-----------------	----

<i>Les effectifs et la localisation du cheptel</i>	54
--	----

<i>L'élevage des agriculteurs montagnards</i>	56
---	----

Les bovins	56
------------------	----

Les ovins et les caprins	58
--------------------------------	----

Les volailles	59
---------------------	----

Une nouveauté : l'élevage des porcins	60
---	----

<i>L'élevage des pasteurs peul résidants</i>	61
--	----

L'élevage semi-nomade traditionnel	61
--	----

Une mutation récente : les agriculteurs-éleveurs	63
--	----

<i>Les transhumants</i>	65
-------------------------------	----

Transhumance de saison sèche	66
------------------------------------	----

Transhumance de saison des pluies	66
---	----

Les montagnes très peuplées du nord

L'HOMME ET LE MILIEU PHYSIQUE	70
-------------------------------------	----

<i>Relief et densités</i>	70
---------------------------------	----

<i>Relief et groupes villageois : massifs et quartiers</i>	71
--	----

<i>Les sols</i>	73
-----------------------	----

Les sols de montagne	73
----------------------------	----

Les sols de piémont	74
---------------------------	----

<i>Les arbres</i>	75
-------------------------	----

LES MONTAGNES DU NORD : LE SYSTÈME AGRICOLE ET SES VARIANTES	86
--	----

<i>La combinaison de base : sorgho et arachide</i>	86
--	----

<i>La rotation sorgho-mil pénicillaire</i>	89
--	----

<i>Les plantes secondaires</i>	90
--------------------------------------	----

Le tabac	91
----------------	----

Le haricot et le gombo	91
Le taro	91
La patate	91
Les cultures maraîchères	92
<i>Les techniques culturales et les rendements</i>	92
L'intensité des soins et l'adaptation au milieu	93
La fumure	94
Les aménagements pour retenir l'eau	95
Les rendements	95
<i>Le coton chez les montagnards</i>	96
La production et sa localisation	97
Les techniques liées à la culture du coton	98
Le coton chez les montagnards : juxtaposition ou mutation	99

LES MONTAGNES DU NORD : SYSTÈME AGRAIRE ET CONDITIONS DE VIE	101
--	-----

<i>Le déroulement et l'organisation du travail</i>	101
Le calendrier agricole et le problème temps	101
L'exploitation familiale	102
<i>Le système agraire dans l'univers du montagnard</i>	104
<i>La condition de vie du montagnard du nord</i>	105
La nourriture : un équilibre fragile	106
La faiblesse des revenus monétaires	107
La « qualité de vie »	107
<i>Changements récents et perspectives</i>	109
La descente en piémont et l'émigration	109
Les perspectives	111

Le sud des monts Mandara 115

Les plateaux du centre 119

DES MONTAGNARDS À LA CONQUÊTE DU PLATEAU	120
---	-----

<i>Les plateaux de Mokolo</i>	120
Une colonisation récente et en partie exogène	120

Les tâtonnements de l'agriculture	122
Le cas des Kortchi	123
Mokolo et sa ceinture	124
<i>Le pays Kapsiki : l'exemple de Sir</i>	125
Sir : deux siècles d'expansion territoriale	126
Sir : la société villageoise et ses clivages	128
Sir : le système agricole	130
Sir : le système d'exploitation	136
Les conditions de vie en pays kapsiki	138
DES CULTIVATEURS DE PLATEAUX :	
<u>PAYS BANA ET DJIMI</u>	144
<i>L'unité culturelle sous-jacente des huit groupes du sud</i> ..	144
Des caractères montagnards moins accusés	144
L'alternance année des femmes-année des hommes ...	145
Les grandes étapes de l'histoire du Sud-Mandara ...	146
<i>Le pays bana</i>	147
Les aires villageoises	147
Les champs de brousse	148
L'essor agricole chez les Bana	149
<i>Le pays djimi</i>	150
Les champs de Bamguel en 1966	150
Le système agricole djimi et son évolution de 1966 à 1986	153
Changements sociaux, changements économiques ...	155

Les montagnes du sud 159

<u>LES MONTAGNES DU SUD-EST</u>	160
<i>Dogoy : ses soles et sa double rotation</i>	160
<i>Dogoy : des exploitations vastes mais peu productives</i> ..	166
<i>Dogoy 1966 : une société villageoise en difficulté</i>	168
<i>Dogoy de 1966 à 1986</i>	170
<i>L'ensemble montagneux du sud-est et ses variantes :</i> <i>les Téléki et les Tchédé</i>	171
Les Téléki	172

Les Tchédé	173
LES COLLINES DU SUD-OUEST : PAYS GOUDÉ ET NDJEGN	174
<hr/>	
<i>Les collines du sud-ouest : une combinaison originale</i>	174
Le milieu physique	174
Le milieu humain	175
<i>Le pays goudé : le village de Maboudji</i>	180
Maboudji : habitat, histoire et société	180
Maboudji : le système agricole en 1966	183
Maboudji : l'évolution du système agricole et l'amorce actuelle d'une mutation	189
Maboudji : le système d'exploitation	191
Maboudji : les activités extra-agricoles	194
Les résultats : Maboudji et le pays goudé	199
<i>Le pays ndjegn</i>	200
Les Ndjegn montagnards : une polyculture originale .	201
Les villages des vallées	202
L'artisanat textile	202
<i>La réussite en pays goudé et ndjegn</i>	203
LES INSELBERGS FALI DE LA PLAINE DE MAYO-OULO	204
<hr/>	
<i>Aïnorô : la communauté villageoise et ses transformations</i>	205
<i>Aïnorô : ses trois zones de cultures, ses billons</i>	208
La haute terrasse habitée	208
Le secteur central	209
Les cultures des bas-fonds humides	211
<i>Les exploitations d'Aïnorô : surfaces modestes et sans possibilités d'extension</i>	212
CONCLUSIONS	215
<hr/>	
<i>La diversité des conditions de vie :</i> <i>Alimentation et budget</i>	216
L'alimentation	216

Achévé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie Bontemps
87002 Limoges

Dépôt légal : Avril 1991
N° d'Imp. : 29047-90

Les habitants des monts Mandara sont des paysans enracinés, qui savent tirer parti d'un milieu naturel difficile. Au nord de Mokolo, où les densités humaines sont très élevées, ils parviennent à subsister et à conserver la fertilité de leurs sols, grâce à des techniques culturales intensives (terrasses, adaptation des semences, engrais). Au sud de Mokolo, les systèmes agraires, d'une étonnante diversité, peuvent se montrer remarquablement performants chez certains groupes ethniques.

Progressivement, ces populations sont entrées dans une économie monétaire en développant certaines cultures pour la vente. Depuis 1960, elles sont confrontées à des changements plus radicaux. Les pressions exercées pour qu'elles abandonnent les parties les plus accidentées de leur terroir et s'installent en piémont, la possibilité d'émigrer en plaine, la scolarisation, l'islamisation - qui touche une bonne partie des ethnies du sud -, et enfin les actions menées au plan agricole, ébranlent les structures agraires et sociales traditionnelles.

Comment ces sociétés, jusqu'alors très préservées, et chez qui le social, l'agrarie et le religieux sont étroitement liés, vivent-elles ces changements ? Quels sont leurs perspectives de développement, mais aussi les risques que représente l'abandon de certaines pratiques agricoles parfaitement adaptées au milieu ?

Antoinette HALLAIRE, géographe ORSTOM, qui, de 1964 à 1986, a observé ces sociétés, tente de répondre à ces questions.
